



HAL
open science

De l'émiettement territorial subi vers une nouvelle fédération des Etats de l'Amérique Centrale

Guy Posé

► **To cite this version:**

Guy Posé. De l'émiettement territorial subi vers une nouvelle fédération des Etats de l'Amérique Centrale. Géographie. Université de Lorraine, 2012. Français. NNT : 2012LORR0422 . tel-01754508

HAL Id: tel-01754508

<https://hal.univ-lorraine.fr/tel-01754508>

Submitted on 30 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10

http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>



**UNIVERSITÉ
DE LORRAINE**



Perspectives interculturelles, écrits, médias, espaces, sociétés

Thèse

**Pour obtenir le titre de docteur délivré par
L'Université de Lorraine
Département de géographie**

Présentée et soutenue publiquement par

Guy POSE

Le 15 décembre 2012

**De l'émiettement territorial subi vers une nouvelle fédération
des Etats de l'Amérique Centrale,**

Directeur de thèse : Emmanuel GILLE

Co encadrement de la thèse : Marie France GAUNARD ANDERSON

Jury

Madame Marie France GAUNARD ANDERSON, Maître de conférences, université de Lorraine

Monsieur Emmanuel GILLE, Maître de conférences, HDR, université de Lorraine

Monsieur Henri ROUGIER, Professeur, université de Lyon II, rapporteur

Monsieur Stéphane ROSIERE, Professeur, université de Reims, rapporteur

AVANT PROPOS

Il peut paraître curieux de vouloir présenter une thèse de doctorat à un âge où l'on est censé être raisonnable, c'est-à-dire un âge où on limite ses ambitions et où l'on ne s'accroche pas à des tâches aussi ardues.

Précisément c'est parce que j'aurais dû être plus raisonnable dans ma jeunesse et sacrifier à l'étude qu'aujourd'hui j'entends concrétiser un rêve de l'âge mur.

Né après la guerre et adolescent lors des trente glorieuses j'ai décidé de me lancer, à 19 ans, dans une carrière d'aventurier et, après le baccalauréat, je passai avec succès le concours de recrutement pour les Officiers de Police, ensuite appelés Inspecteurs.

Le service militaire effectué, je fus affecté, sans transition, après une jeunesse provinciale, à la Brigade Mondaine de la Préfecture de Police à Paris, à la section des stupéfiants, à 21 ans et quelques mois, le 4 août 1971. Le Chef de service, le Commissaire Divisionnaire Roger LE TAILLANTER, déjà célèbre, surpris de ma jeunesse, me prit sous sa protection et quelques anciens se chargèrent de ma formation. Je passai successivement les concours internes d'Inspecteur Principal, à 25 ans, puis de Commissaire de Police à 28 ans. Je devais servir au sein de la Police Judiciaire, comme Chef de service, en charge du groupe de répression du banditisme de Versailles, ce que le public appelle une brigade antigangs, où les interventions en flagrant délit, lors de vols à main armée, donnaient lieu à des dialogues brutaux, puis je fus successivement Chef de l'antenne de Police judiciaire de Metz, Sous Directeur du Service régional de Police judiciaire de Nancy, jusqu'à ce que ma carrière connaisse un tournant.

Lassé de la poursuite de malfaisants je postulai et fut admis comme Attaché de sécurité à l'Ambassade de France en Pologne, avec le rang de Premier Secrétaire. Je participai ainsi à la préparation à l'entrée de la Pologne en Europe, eu égard à ses obligations dans le domaine des Affaires intérieures et de Justice (troisième pilier du traité de Maastricht).

Mon deuxième et dernier poste m'amena, pour une durée de quatre ans (de 2000 à 2004) en Amérique Centrale, le siège étant San Salvador, au Salvador, avec compétence sur le

Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Costa Rica, le Panama, pays hispanophones, et le Belize, ancienne colonie britannique, anglophone. Mon travail, de nature symbiotique, consistait à établir une coopération entre les services de Police et de renseignements de ces pays, assortie d'exercices communs et de venue d'experts et, préventivement, de détecter toute menace susceptible d'atteindre les intérêts nationaux. Je vécus sur place les conséquences du 9 septembre 2001.

Je tombais littéralement sous le charme de l'Amérique Centrale, de son histoire, de ses peuples, de sa nature, de ses écrivains et de ses héros.

Lorsque l'heure de la retraite sonna, le 15 octobre 2004, je fus effrayé de me sentir en marge de la société et, sur le conseil avisé d'un ami bienveillant, je m'inscrivis, le 16 novembre 2004, en DESS aménagement et défense, à l'université Paul Verlaine de Metz, animé par Marie France GAUNARD. Je retrouvai une nouvelle jeunesse et l'année passant très rapidement je décidai de revenir en équivalent DEA, pour précisément pouvoir entreprendre, un jour, une thèse, sur un sujet qui me serait cher.

L'accomplissement d'un rêve de jeunesse à l'automne de sa vie est une entreprise qui mérite des efforts, joyeusement consentis.

Le matériau sur lequel est bâtie cette thèse consiste, pour l'essentiel, en mon vécu personnel, les discussions tenues, aussi bien à l'occasion de mes activités professionnelles que dans ma vie privée, dans les pays objet du présent travail. Il s'agit une implication personnelle, à l'occasion d'événements tels que le tremblement de terre du 13 janvier 2001, ayant atteint 7,9 sur l'échelle de Richter. Les dangers partagés avec mes homologues, des pays de la zone, et la perte de collègues Salvadoriens, tués dans l'exercice de leurs fonctions, sont présents dans ma mémoire.

J'ai eu la possibilité et, pourrais je dire la chance, de rencontrer les responsables politiques du plus haut niveau de chaque pays de la zone, aussi bien que les gens du peuple. Tous, à leur manière, m'ont apporté leur sagesse et leur chaleur humaine. Dans les moments difficiles j'ai été soutenu et j'ai reçu plusieurs marques d'amitié de la part de personnes de mon entourage, alors que je me trouvais à des milliers de kilomètres de mes proches.

J'ai appris beaucoup de choses de la part de gens courageux, travailleurs, plaçant leur espoir dans l'avenir en dépit de situations qu'aucun homme, ou aucune femme, de nos sociétés occidentales n'aurait pu endurer. Ce travail est aussi un hommage qui leur est rendu, pour m'avoir ôté bien des idées reçues.

Le temps a été l'élément le plus difficile à maîtriser ayant encore une activité professionnelle de consultant, au bénéfice du ministère de l'intérieur de la république de Macédoine, pour sa future entrée dans l'Europe.

Ma gratitude va, en tout premier lieu, à tous ceux qui m'ont fait confiance dans cette entreprise.

CHEMINEMENT DE LA THESE

Le matériau brut a été rassemblé, dans un premier lieu, au sein de ma documentation personnelle. J'avais collecté, sans autre raison que la simple curiosité, un certain nombre de livres, en espagnol, au cours de mon séjour. Ceux-ci traitaient aussi bien de littérature, nationale ou régionale, que d'histoire, de géographie, de philosophie, de droit ou de politique. De nombreux entretiens, tenus avec des responsables politiques, des chefs de Police ou de services de renseignements des pays de la zone m'étaient restés en mémoire, même si certains d'entre eux, tant pour des raisons de confidentialité que de loyauté vis-à-vis de mes interlocuteurs d'alors, ne seront pas évoqués. Certaines informations, recueillies de manière «ouverte», pour reprendre un terme du renseignement, c'est-à-dire au sein des journaux ou des publications spécialisées, ont permis d'apporter quelques éléments d'information. D'autres personnes, qui ont joué un rôle éminent dans leur pays, m'ont fait l'honneur de me confier leurs impressions, sur des sujets douloureux, afin que je puisse comprendre les causes et les conséquences de certains événements qui ont apporté la désolation, au cours d'une période peu éloignée. Tous l'ont fait, sans nul autre souci que de servir leur pays, réussissant à reconstruire une société où les ressentiments ont été considérablement diminués par une volonté, digne d'éloge, de reconstruire un futur.

Quelques contacts, conservés par delà le temps, sollicités, ont répondu avec enthousiasme à des questions qui, pour tout autre qu'un ami, auraient été jugées déplacées si ce n'est inconvenantes. Même les faits les plus tragiques ont été évoqués avec sincérité, sans chercher de justification. Ces sources, si précieuses, ont apporté un éclairage pour comprendre la société actuelle.

Des recherches ont été effectuées, sur place, au cours de voyages en Amérique Centrale, durant la rédaction de la présente thèse, afin d'y recueillir des compléments d'information. Un déplacement à la National Public Library de New York, au cours d'un voyage d'agrément, a donné lieu à des recherches sur l'intervention des Etats-Unis dans l'isthme, afin de recueillir le point de vue des intervenants d'alors.

La rédaction elle-même a été plusieurs fois interrompue, en raison d'une activité professionnelle m'ayant amené à séjourner en Europe Centrale, pour une assez longue période, ce qui a ralenti d'autant le rythme de mise en forme du document.

TABLE DES MATIERES

Avant propos	p.1
Introduction	p.10
Chapitre1 : l'Amérique centrale : une unité de territoires, de peuples et d'économies ?	p.14
1.1 Situation géographique	p.14
1.1.1 Un milieu naturel unifié	p.14
1.1.2 Une activité sismique et volcanique importante	p.23
1.2. Une population essentiellement concentrée dans les villes	p.26
1.2.1. L'habitat, la ville, une concentration urbaine	p.27
1.2.2 Les transports, peu adaptés aux classes moyennes et pauvres	p.32
1.3. L'agriculture et l'industrie, susceptibles de progrès	p.35
1.3.1 L'Agriculture, des mises en valeur contrastées	p.35
1.3.2. L'industrie, des différences selon les pays	p.36
1.4 Les particularités humaines de l'Amérique centrale	p.41
1.4.1 Le métissage, une constante	p 41
1.4.2 Le poids de la religion	p.43
1.5 Le niveau de vie et l'état de santé de la population	p.48
1.5.1 La composition de la population et la répartition des richesses	p.48
1.5.2 L'état de santé des populations	p.51
1.5.3. La pauvreté et ses conséquences	p.55
Chapitre 2 L'organisation politique dans les pays d'Amérique centrale	p.63
2.1 Les organismes supranationaux	p.66
2.1.1. L'organisation des Etats d'Amérique	p.66
2.1.2 Le Parlement d'Amérique Centrale (PARLACEN)	p.68
2.3 Les organismes nationaux	p.69
2.1.1 Le gouvernement	p.70
2.1.2. Le Parlement	p.71
2.4. La justice et les organes de sécurité	p.73
2.4.1. La justice, garante de l'état de droit	p.73
2.4.2 Les forces de Police et de sécurité	p.75
2.5. La délinquance spécifique à l'Amérique centrale	p.77
2.5.1 La criminalité nationale et transnationale	p.77
2.5.2. Le cas particulier des « Maras »	p.79

Chapitre 3 dysfonctionnements constatés mettant en péril l'état	
de droit et l'harmonie sociale	p.85
3.1 Un héritage historique	p.86
3.1.1 La conquête et la colonisation espagnole	p.89
3.1.2. L'indépendance dans la capitainerie de Guatemala	p.98
3.2. La fédération des Etats d'Amérique, un modèle de démocratie	p.102
3.2.1. Caractère révolutionnaire de la fédération	p.102
3.2.2. Les crises et l'écroulement de la fédération.	p.109
3.3. Les causes de la faillite de la fédération	p.116
3.3.1 L'opposition des grands propriétaires fonciers	
et de l'église catholique	p.116
3.3.2 Le désintérêt des populations elles mêmes	p.117
3.4 Les interventions extérieures	p.119
3.4.1. Le début des interventions des Etats-Unis	p.119
3.4.2. L'implantation des Etats-Unis à titre permanent	p.124
3.5 Les conséquences de la crise de 1929 et de la guerre froide en Amérique centrale	p.131
3.5.1. Les conséquences de la crise de 1929	p.131
3.5.2. La guerre froide par pays interposés	p.143
3.6. La lutte contre le mal version USA en Amérique centrale	p.158
3.7 Etat de la force armée	p.177
3.8 Une économie dépendante de l'extérieur	p.180
Chapitre4 Une fédération des Etats de l'Amérique centrale est elle possible	
aujourd'hui ?	p.191
4.1. Les données de cette nouvelle entité	p.192
4.2.. Une nouvelle fédération est elle viable	p.195
4.3. L'organisation politique de cette fédération	p.201
4.3.1. Le gouvernement	p.201
4.3.2 Le Parlement	p.203
4.4. Les organes de la paix publique	p.204
4.4.1. La Police et les organes de sécurité	p.204
4.4.2 La justice	p.206
4.5 La force armée	p.210
4.6. Une ressource humaine importante	p.214
4.8. Quelle serait la place de l'église catholique dans la nouvelle fédération?	p.223
Conclusion	p.231
Table des cartes	p.238

Table des graphiques

p.239

Table des documents

p.240

BIBLIOGRAPHIE

ASTURIAS (Miguel Angel), *Panorama del cuento centro americano*, 1^{er} festival del libro centro americano, Guatemala 351 pages,

ASTURIAS (Miguel Angel), 2001 *Hombres de maiz, Guatemala*, ediciones Piedra Santa, 314 pages,

BARRAZA (Marco Antonio), 1999, *Antologia de los escritos del istmo centro americano*, San Salvador clasicos Roxil, 480 pages,

BARZUN (Jacques), 2000, *From dawn to decadence*, New York, Harper and Collins, 876 pages,

BATAILLON C., DELERT J.P., THERY M., 1998, *Amérique latine, géographie universelle*, sous la direction de R. Brunet, 448 pages,

BATAILLON G., 2003, *Genèse des guerres internes en Amérique centrale (1960-1983)*, Les Belles Lettres

BELLI (Gioconda), 1997, *La mujer habitada*, Managua, ediciones Anama, 342 pages,

BLANQUEZ FRAILE (Agustin) 1931, *Historia de Espana*, Barcelona, Sopena editores, 910 pages,

BOYER (Paul) CLARK jr (Clifford) KETT (Joseph) SALISBURY (Neel) SITKOFF (Howard), WLOCH (Nancy) 2000, *The enduring vision* TII Boston (Mass.) Houghton, Mifflin company 953 pages

CASTRO MORAN Mariano, 1986 *funcion politica del ejercito salvadoreno en el presente siglo*, UCA editores San Salvador

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY World facts book, publication sur internet, à disposition des chercheurs et du public en général, portant sur les statistiques des pays du monde, selon les informations collationnées auprès des officiels. La source peut être sujette à caution mais s'expose, en cas de vérification, à une perte de crédibilité auprès du public, ce qui paraît peu probable en raison des efforts entrepris par l'agence de renseignements, auprès du public, pour regagner sa confiance

DABENE Olivier, 2011, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Armand Colin, 272 pages

DALTON (Roque) 2002, *Las historias prohibidas del pulgarcito* (San Salvador) UCA editors, 218 pages,

DALTON (Roque) Miguel Marmol, *los sucesos de 1932 en El Salvador*, San Salvador, UCA editors 496 pages,

DAWSON Guillermo, 1890, *Geografia elemental de la republica del Salvador*, Paris Hachette, fac simile de 1996, 75 pages

Diario de Hoy (quotidien de San Salvador), 2000, Centuria, los hechos y personajes del siglo XX en El Salvador (faits et personnages du XX ème siècle au Salvador), album spécial du quotidien, sous la direction du responsable de publication, Enrique Altamirano,

FLAKOLL (Darwin) ALEGRIA (Claribel) *Cenizas del Izalco*, San Salvador (10ème edition) UCA editors, 175 pages,

FORMENT C., 2003, *Democracy in Latin America (1760-1900)*, the university of Chicago press, Chicago

FUKUYAMA (Francis) *The end of history and the last man*, Penguin, 418 pages

GALEANO E., 1998, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Plon, Paris

GAVIDIA (Francisco) 1998, *Cuentos y narraciones* San Salvador, UCA editors, 99 pages,

GAVIDIA (Francisco) 1986, *Antologia de su narrativa* San Salvador, ministerio de la cultura, 139 pages,

HARDY (Sébastien) Choluteca, ville hondurienne du système Monde, cybergo, revue européenne de géographie, art 379, en ligne le 22/06/2007, modifié le 22/07/2007

HARDY S., MEDINA-NICOLAS L., 2005, *L'Amérique latine*, éditions du Temps, Nantes 285 pages,

HERODOTE, revue trimestrielle

N°101, géopolitique des grandes villes (2001/2)

N°109 Les Etats-Unis et le reste du monde (2003/2)

N°112 Géopolitique des drogues illicites (2004/1)

N° 123 Amérique latine : nouvelle géopolitique (2006/4)

N° 130 Géographie des guerres et des conflits (2008/3)

N°140 Renseignement et intelligence géographique (2011/1)

HEYWOOD (Andrew),2007, *Politics 3rd edition*, Palgrave edition, 478 pages

HEYWOOD (Andrew) 2007, *Key concepts in politics*, Palgrave Mac Millan, 280 pages

HUGGINS M.K. 1991, *Vigilantism and the State in modern Latin America, essays on extreme legal violence*, Praeger, New York

HUNTINGTON (Samuel P.) *Le choc des civilisations*, Odile Jacob, 245 pages

IBARRA (Cristobal) Francisco Gavidia y Ruben Dario, San Salvador 1957, *certamen nacional de cultura*, 145 pages,

LARDE y LARIN (Jorge) 1958, *Guia historica del Salvador*, departamento de cultura 169 pages,

LARDE Y LARIN Jorge, 1970, *Historia de Centro America*, ministerio de educacion del Salvador,109 pages photocopiées

LLOSA A.V. 1999, *Liberty for Latin America*, the independent institute, New York, 276 pages,

LOWE (Norman) 2005, *Modern world history*, Palgrave Master series 2005, 642 pages,

MASFERRER (Alberto) 1953, *Paginas escogidas* San Salvador, 1953, ministerio de la cultura, 283 pages,

MASFERRER (Alberto) 2000, *El dinero maldito*, San Salvador, editorial juridical, collec pensamiento, 68 pages,

MEDINA NICOLAS (Lucile) *Les frontieres de l'isthme centre américain, de marges symboliques à des espaces en construction Espace et société* , 2009/3 (N°138)

MILLA Y VIDAURRE (Jose) pseudonym SALOME JILL, 2000, *Memorias de un abogado*, Guatemala, ediciones Piedra Santa, edisur, 166 pages,

Ministry of education, explorer series, 1995, *A history of Belize, a nation in the making*., Belize city, Cubola editions, 124 pages,

MEZA (Rafael) 1934, *Centro America campana nacional de 1885*, tipografia nacional Guatemala, 327 pages

MORROW (John) 2005, *History of western political thought*, 2nd edition, Palgrave Mac Millan 416 pages,

NORBERG J., 2003, *plaidoyer pour la mondialisation capitaliste*, Plon, Paris 271 pages

PAIGE (Jeffrey M.) *Coffee and power revolution and the rise of democracy in Central America*, Cambridge (Mass.) 3rd edition, Harvard university press, 432 pages,

PALACIOS VIVAS (Nydia) 2000, *Estudios de literatura hispano Americana y nicaraguense* Managua, ediciones Jose Maria, 220 pages,

PEDRON COLOMBANI S., 2004, *Maximon au Guatemala, dieu, saint ou traître*, Périplus publishing, Paris

PERCY (Thomas) 2006, *The history of Central America* Palgrave Mac Millan, 167 pages,

REVEL J.F., 1999, *Fin de siècle des ombres*, Fayard, Paris, 650 pages,

ROBICSEK Francis, 1972, *Copan, home of the Mayan Gods*, Museum of American Indian Heye foundation, 166 pages

RODRIGUEZ J.E. 1998, *The independence of Spanish America*, Cambridge university press

ROTKER S. 2002, *Citizen of fear and violence in Latin America*, Rutgers university press, New Brunswick

STEPHENS (John L.) 1969, *Incidents of travel in Central America and in Yucatan*, Dover edition (1st published 1841 in Harper's and brothers, New York) vol II, 468 pages

VIDAL (Manuel) 1950, *Nociones de historia de America Central*, San Salvador, ministerio de educacion, 9ème edition, 483 pages,

VOLVEY A., SZARY A.C., BRUSLE L., LOUCHAUD R., SIERRA P., 2006, *L'Amérique latine*, géographie des territoires,

WALTER (Knut) 1993, *The regime of Anastasio Somoza 1936-1956*, Chapel Hill, north Carolina, university of North Carolina press, 297 pages,

WILLIAMS (Philip) WALTER (Knut) 1997, *Militarization and demilitarization in El Salvador, transition to democracy 1997*, university of Pittsburgh, 239 pages,

WACKERMAN G. 2005, *L'Amérique latine*, éditions Ellipses, 355 pages

TELEGRAMMES ET DEPECHEs DIPLOMATIQUES

Télégrammes, dépêches, communications des postes diplomatiques de San Salvador, Guatemala, Managua, San Jose, Panama, Tegucigalpa, pour la période du 15 septembre 2000 au 15 septembre 2004,

ENTRETIENS

Colonel Willy NAVARRO LUNA, Procureur Général pour la justice militaire en El Salvador, juillet 2004, à l'occasion d'une conférence sur la gestion de crise au niveau intergouvernemental, faisant suite aux mesures prises après les attentats du 11 septembre 2001 Major CEA du Commando antiterroriste de l'armée salvadorienne, ex officier de l'unité de la Policia de hacienda, section renseignements, dissoute après les accords de paix de 1992, mettant fin à la guerre civile en El Salvador, juillet août à septembre 2003, tout au long de l'année 2004, ayant participé à plusieurs opérations spéciales antiterroristes.

Officiers supérieurs du commando antiterroriste du Honduras, du Panama, du Costa Rica, du Nicaragua et du Guatemala, stage antiterroriste de juillet 2003 à San Salvador

Madame et Messieurs les Directeurs Généraux de la Police Nationale du Honduras, du Guatemala, du Salvador, du Panama, du Nicaragua, du Costa Rica, septembre 2000 à août 2004

Officiers Sous officiers et agents des forces du groupe de réaction de la Police du Salvador, séances d'instruction des années 2000 à 2004 en matière de délivrance d'otages, d'interventions en situations de crise et d'exercices combinés avec les forces armées (piraterie aérienne) juillet 2003, San Salvador

Messieurs les Directeurs des services de renseignement du Salvador, du Guatemala, du Panama et du Costa Rica, octobre 2001 à septembre 2004.

Services diplomatiques du Salvador, du Honduras, du Guatemala, du Nicaragua, du Costa Rica, du Panama et du Belize, septembre 2000 à août 2004.

EXPLOITATION DE DOCUMENTS CONFIDENTIELS

Documents établis à la suite des séances d'instruction retour d'expérience, après intervention, pour diffusion interne. Ils ne peuvent être mentionnés en raison des clauses de confidentialité,

attachées à l'habilitation Secret Défense, ces clauses ne cessant pas avec la position de retraité.

INTRODUCTION

De par sa position géographique particulière, qui permet de relier l'Amérique du nord à l'Amérique du sud, l'Amérique centrale est une zone de passage obligé, par la voie terrestre. De nos jours encore la route panaméricaine est la seule voie terrestre qui relie les deux Amériques. Cette partie du monde a ainsi excité la convoitise de son puissant voisin du nord, pour qui les territoires du sud étaient considérés comme sa «chasse gardée» ou mieux son «arrière cour» selon l'interprétation de ce qu'il est convenu d'appeler la doctrine Monroe.

D'autres pays ont tenté de s'imposer dans cette partie du monde. La Grande Bretagne y est parvenu et a créé ce qui s'est appelé le Honduras britannique, devenu, depuis son indépendance, en 1981 le Belize. La France a tenté sa chance avec le percement de l'isthme de Panama, abandonné à la suite des fièvres ayant emporté de nombreux ouvriers et ingénieurs ainsi que le scandale politique ayant secoué la classe dirigeante. Ce sont finalement les Etats-Unis qui, après avoir vainement tenté de percer une voie au Nicaragua, achèveront les travaux de Panama.

L'histoire de l'Amérique centrale est celle d'une occupation de près de quatre siècle par la couronne espagnole, après une conquête ayant détruit la plupart des habitants, par la guerre, les maladies et le travail forcé.

Dès l'obtention de l'indépendance, une fédération des Etats de l'Amérique centrale a regroupé le Guatemala, le Honduras, le Salvador, le Nicaragua et le Costa Rica (le Panama n'existait pas en tant qu'Etat et appartenait à la Colombie). Elle a été, pour l'époque, un modèle de démocratie. Elle s'est terminée après des guerres intestines et la mise en avant d'intérêts particuliers.

Dès qu'elle a été morcelée en de nouveaux Etats, ceux-ci ont attiré la convoitise des intérêts commerciaux, diplomatiques, militaires et économiques d'autres pays. Les interventions allogènes ont été faites de diverses manières, de la manière la plus brutale, par intervention de la force armée, plus subtile, par la compromission des élites au moyen de contributions pécuniaires, par le chantage économique notamment par le biais de l'émigration.

L'Amérique Centrale est morcelée en un ensemble de petits Etats, fruit d'une Histoire agitée, qui présentent la particularité d'avoir, à l'exception du Belize et du Salvador une façade sur l'océan Pacifique et sur la mer des Caraïbes. Ce morcèlement est le fait, tant de l'Histoire, que des intervenants étrangers, qui ont trouvé commode de laisser les divisions existantes perdurer, pour mieux asseoir leur domination. Si, au départ, la capitainerie de Guatemala était la partie la plus importante de la zone, au moment de la présence espagnole,

c'était précisément pour constituer une superficie et une population, d'ampleur relative, eu égard au prestige du capitaine général en charge de sa destinée. Les interventions étrangères, essentiellement celles des Etats-Unis, auraient été rendues d'autant plus difficiles que la superficie du territoire, et sa population, eussent été d'importance. C'est ainsi que le Nicaragua a pu être occupé militairement au début du XXème siècle pour y installer un dictateur à sa solde, qu'un président de la république, élu démocratiquement au Guatemala, a pu être renversé dans les années 50, que le Salvador a servi de champ clos pour les affrontements entre marines américains et mercenaires cubains.

Au cours du temps les frontières ont relativement peu évolué. Au début de la conquête espagnole l'Etat du Chiapas, aujourd'hui l'un des Etats du Mexique, faisait partie de la capitainerie de Guatemala et de la fédération des Etats d'Amérique Centrale. Le Panama, quant à lui, appartenait à la Colombie, jusqu'en 1903 où il a acquis son « indépendance » à la suite d'une manœuvre politique orchestrée par les Etats-Unis.

Des conflits ont opposé les pays entre eux, récemment, dont la ridicule guerre, dite du football, qui sera évoquée infra, opposant durant cent jours les forces militaires des deux pays, pour un motif futile de défaite pour la qualification au Mondial de football, en 1969. Lors de ce dernier événement la querelle avait été portée devant la Cour de justice de La Haye, concernant des poches de territoire (en espagnol « bolsones ») revendiquées par chacun des deux pays. Le litige portait sur une superficie de 436,9 kilomètres carrés. La décision de la Cour, en 1992, était de 300,6 kilomètres carrés octroyés au Honduras et de 136,3 kilomètres carrés pour le Salvador, ce dernier récupérant 4 poches de territoire, le Honduras 1 poche et 80% d'une deuxième !

Le problème du golfe de Fonseca, entre le Nicaragua, le Honduras et le Salvador, à propos de zones de pêche, a trouvé une solution très récemment, en octobre 2007. Les présidents des pays concernés par le litige, à savoir Elias Antonio SACA pour le Salvador, Manuel ZELAYA pour le Honduras et Daniel ORTEGA pour le Nicaragua ont conclu un accord pour transformer le golfe de Fonseca en une zone de paix, de sécurité et de développement durable. Le document formalisant cette décision a été signé devant le secrétaire de l'Organisation des Etats américains, les hauts fonctionnaires du système d'intégration américaine et du «PARLACEN», le Parlement centraméricain, à Managua, capitale du Nicaragua. Cette cérémonie solennelle s'est tenue dans le cadre du premier forum des cours internationales et régionales de justice.

C'est donc une initiative du gouvernement salvadorien qui a mis fin à un différend territorial durant depuis plusieurs années.

L'événement aurait pu être considéré simplement anecdotique, fruit d'une habileté diplomatique, s'il n'avait singulièrement élargi les relations, au-delà de cette signature formelle. En effet les trois présidents, allant plus avant, sont convenus de l'établissement de divers mécanismes de concertation ainsi que de la mise sur pied de programmes visant à l'exploitation, conjointe, des ressources, assorties de mesures pour la protection de l'environnement. Le point essentiel de l'accord est de ne reconnaître de souveraineté exclusive à aucun des trois pays partie prenante dans le débat.

L'accord a été signé au moment où la Cour internationale de justice de La Haye donnait raison au Honduras dans un dossier concernant la souveraineté de plusieurs petites îles des Caraïbes, réclamées par le Nicaragua depuis 1999. Il s'agit des îles Bobel Cay, South Cay, Port Royal Cay et Savanna Cay. Le dispositif de la Cour s'appuyait sur la frontière terrestre des deux pays, en regard, le fleuve Coco étant la référence.

Est il possible de faire en sorte que des pays qui ont en commun une langue, des valeurs morales communes, un passé partagé, des conditions géographiques communes, des risques naturels identiques, puissent se rassembler en une entité commune?

Cette nouvelle fédération, en évitant les erreurs commises antérieurement, pourrait elle offrir des conditions de vie meilleures aux hommes et aux femmes qui la composeraient, serait elle reconnue sur le plan international comme un véritable partenaire et non plus victime, pour certains pays, du terme désobligeant de «république bananière»?

Dans un premier temps l'étude purement géographique des pays qui composent l'Amérique centrale pourra faire ressortir l'uniformité des territoires, avec des difficultés de déplacement, en raison du relief, hormis l'avion (pour les classes les plus aisées) contribuant à un certain isolement, de même qu'une certaine forme d'égalité devant les risques naturels de séisme et de volcanisme.

Les organisations étatiques et supra étatiques font ressortir une similitude dans la conception politique. Tous les pays de l'Amérique centrale sont des républiques, avec un système d'élections du chef de l'état et des représentants du peuple. Une exception, qui reviendra tout au long de notre étude, est celle du Belize qui, bien qu'indépendant depuis 1981, fait partie du Commonwealth et a un système lié, pour partie, au gouvernement de la Grande Bretagne. Il diffère aussi des autres pays de la zone par la pratique de la langue anglaise, comme langue officielle. Pour toutes ces raisons il ne pourrait être inclus dans cette fédération.

Les pays de l'Amérique centrale n'ont pas une bonne image, en général. Ils sont affublés le plus souvent de clichés. Le cinéma les dépeint comme des Etats habités par des révolutionnaires, ridicules ou sanguinaires, incapables de se gouverner et à la merci du premier dictateur venu. Il est vrai que les militaires ont souvent servi des idéaux très éloignés de leur mission, qui consiste à défendre leur pays contre toute agression extérieure, non contre un supposé ennemi intérieur.

Est-il possible que l'ordre républicain puisse s'exercer sans avoir recours aux moyens extrêmes? Cela suppose la participation de tous les membres du corps social, donc une capacité suffisante d'appréciation, qui ne peut être obtenue que par l'éducation.

Les responsables gouvernementaux peuvent-ils exercer leurs fonctions sans abuser du pouvoir qui leur est délégué? Cela dépend des contre-pouvoirs permettant un contrôle de leur activité, par des élus du peuple, au moyen de scrutins libres et loyaux dans leur forme. Cela est il possible, en dépit du poids des riches et des puissants, formant une oligarchie qui accapare tous les pouvoirs?

Il s'agit d'autant de questions auxquelles il sera tenté de répondre mais il est utile d'avoir en mémoire l'aventure qu'a constituée, de 1823 à 1839, la fédération des Etats de l'Amérique centrale, dès l'acquisition de l'indépendance, avec, pour l'époque, des systèmes de gouvernement démocratiques et s'auto censurant. Le corps social n'avait pas, alors, la maturité intellectuelle qu'il a aujourd'hui et pourtant ce sont seize ans qui ont porté les espérances de visionnaires.

C'est à partir de ce rêve devenu réalité qu'en tenant compte des facteurs de la nouvelle société la mise en place d'un nouveau système de gouvernement pourrait se révéler utile pour le plus grand nombre.

Après avoir analysé les raisons de dysfonctionnements préjudiciables il sera examiné comment ceux-ci pourraient être, sinon éradiqués ou évités, du moins atténués. Une nouvelle forme de société pourrait ainsi voir le jour, avec des pouvoirs et des contre pouvoirs en regard, une meilleure mise en commun des ressources, qu'elles soient agricoles, artisanales, industrielles et surtout humaines.

Cet ensemble de pays serait moins exposé à la convoitise des autres nations plus puissantes. Son poids politique, économique et humain, lui permettrait d'être reconnu comme un partenaire et non plus comme un obligé.

Il est vrai que beaucoup d'obstacles sont à vaincre pour parvenir à cette transformation.

Chapitre 1

**L'Amérique centrale :
une unité de territoires, de peuples
et d'économies ?**

1. L'Amérique centrale : une unité de territoires, de peuples et d'économies ?

L'Amérique centrale présente une particularité unique, elle est le lieu de passage le plus étroit entre les deux océans les plus grands de la planète et le passage obligé pour unir, par voie terrestre, les deux masses continentales de l'Amérique du nord et du sud. C'est dire combien l'Amérique centrale est un lieu stratégique pour tous les êtres humains voyageant par terre ou par mer. Il n'en fut pas toujours ainsi car avant que la navigation ne soit développée et que les échanges humains ne se soient accrus cette zone géographique ne présentait pas d'importance particulière pour les navigateurs.

Plusieurs populations demeurèrent dans l'isthme, construisant leurs maisons et faisant souche, se transformant ainsi en sédentaires. Elles étaient attirées par le climat, les eaux abondantes et la richesse du sol. Malheureusement ces populations ont aussi dégradé l'espace naturel, par une exploitation excessive des sols. Le milieu a également influencé le développement de la société.

Les trois quarts de la superficie sont constitués de chaînes montagneuses à l'exception des plaines du Peten (Guatemala) de Mosquito (Nicaragua) et du nord du Costa Rica l'Amérique centrale pourrait être comparée à une longue montagne, interrompue par une dépression en territoire salvadorien et nicaraguayen, ainsi qu'une autre, très étroite, au Panama. Du côté de l'océan Pacifique une étroite bande de terre sépare les montagnes de la mer.

L'Amérique centrale se situant dans l'hémisphère nord, entre le tropique du Cancer et l'équateur, les températures élevées expliquent la faune et la flore qui en relèvent.

Les concentrations humaines se font autour des agglomérations. Le Guatemala présente une grande densité humaine vers le Pacifique et l'altiplano occidental, qui était le premier pôle d'agglomération précolombien cependant que vers le nord, dans la région du Peten, la densité est faible. Le Honduras et le Salvador présentent un paradoxe, le Honduras, deuxième plus grand pays de la zone a une densité autour de 50 habitants au km² cependant que le Salvador, le plus petit pays de l'isthme a une densité de près de 200 habitants au km². Le Honduras concentre sa population dans les zones bananières des Caraïbes, au détriment du reste du territoire.

Une observation statistique ne laisse pas d'être optimiste : la jeunesse de la population de l'Amérique centrale, près de la moitié est âgée de dix huit ans ou moins.

La majorité de la population est métisse, à l'exception du Guatemala où un phénomène communautaire, en ce qui concerne les Indiens, tend à se cristalliser.

1.1. L'isthme centre-américain : un fin cordon de hautes terres bordées de plaines littorales

1.1.1. La Sierra Madre, l'épine dorsale de l'Amérique centrale

Entre les deux grandes masses continentales que sont l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud (voir carte 1 page suivante) s'étend un arc insulaire, celui des Antilles, en même temps qu'un isthme, celui de l'Amérique Centrale. L'isthme de l'Amérique Centrale se dilate entre la dépression de Tehuantepec, au Mexique, et celle de Darien en Colombie. Le long de cet isthme coure un système orographique, celui de la Sierra Madre.

La géographie de l'Amérique centrale présente une certaine unité entre les pays qui la composent : des massifs montagneux, difficiles à franchir, une ouverture sur les deux façades maritime, océan Pacifique et océan Atlantique (la mer des Caraïbes), à l'exception du Belize, uniquement ouvert sur la mer des Caraïbes et du Salvador, uniquement ouvert sur le Pacifique.

Carte 1 : Situation des Etats d'Amérique centrale (source : *University of Texas library*)

Carte N°2 Les Etats d'Amérique Centrale



Source : *site internet V Mapww.colonial voyage.com*

La Sierra Madre entraîne un partage des eaux entre les deux façades maritimes. En raison de leur situation les fleuves qui se jettent dans la Mer des Antilles ont un cours plus long, plus calme et plus abondant que ceux qui se jettent dans l'Océan Pacifique qui eux ont un cours bref, accidenté et rapide.

Carte N° 3 : Réseau hydrographique de l'Amérique centrale

(Source : carte réalisée à partir d'une carte figurant dans l'ouvrage de Jorge Larde y Larin «Histoire de l'Amérique centrale» édition du ministère de l'éducation nationale du Salvador)

Le versant méridional de la Sierra Madre présente des failles géologiques, des fractures récentes, qui ont travaillé un ceinturon plutonique de grande dimension ainsi qu'une

activité sismique hors du commun. Ces volcans alternent avec des lagunes qui occupent d'anciens cratères.

Les voies de communications y sont rudimentaires, le plus souvent, rendant difficilement les déplacements, à l'exception, pour les plus aisés, de la voie aérienne.

Le franchissement par les voies terrestres en est rendu d'autant plus difficile, qui contribue à l'isolement des populations, en particulier dans le milieu rural.

Cette zone tampon sépare donc l'Amérique dite du nord de l'Amérique dite du sud. Cet aspect prendra toute son importance lorsque la navigation permettra d'aller à la découverte de nouveaux continents. Les Espagnols, qui découvriront le Nouveau Monde n'auront de cesse que d'établir des ports, où s'établir provisoirement ou durablement, afin de faire escale vers d'autres contrées, attractives pour les richesses qu'elles sont susceptibles de receler.

Tableau 1 Présentation des caractéristiques physiques de l'Amérique centrale

	Climat	Terrain	Littoral	Risques naturels	Particularités
Guatemala	Tropical chaud humide en plaine plus frais en montagne	Montagnes, plaines côtières étroites, plateau calcaire vallonné	400 km	Nombreux volcans en montagne, violents tremblements de terre, ouragans sur côte Caraïbe	Pas de port côte ouest
Belize	Tropical très chaud et humide, saison pluvieuse (mai novembre) et sèche (février mai)	Plat, plaine côtière marécageuse	386 km	Ouragans fréquents et dévastateurs	Seul pays de l'Amérique Centrale sans littoral sur le Pacifique Nord
Honduras	Subtropical en plaine, tempéré en	Montagnes à l'intérieur, plaines	820 km	Tremblements de terre fréquents mais	

	montagne	côtières étroites		peu intenses, ouragans et inondations côte des Caraïbes	
Salvador	Tropical saison des pluies mai à octobre saison sèche, novembre à avril	Montagnes avec étroite bande côtière et plateau au centre	307 km	Activité volcanique et tremblements de terre fréquents et très destructeurs, ouragans	Le plus petit pays d'Amérique Centrale
Nicaragua	Tropical dans les plaines plus frais en montagne	Vastes plaines côtières Atlantiques, s'élevant vers montagnes intérieures, étroite plaine côtière interrompue par des volcans	910 km	Tremblements de terre destructeurs, volcans, glissements de terrains ouragans très fréquents	Le plus grand pays d'Amérique centrale, la plus grande étendue d'eau douce lac de Nicaragua
Costa Rica	Tropical et subtropical, saison sèche déc. à avril, pluvieuse mai à novembre, plus frais en montagne	Plaines côtières séparées par montagnes sauvages	1290 km	Tremblements de terre occasionnels, ouragans côte Atlantique, volcans actifs, inondations en plaines	4 volcans dont 2 actifs près de la capitale San Jose
Panama	Tropical maritime, chaud humide, nuageux, saison des pluies mai à janvier, sèche janvier	Intérieur escarpé, montagnes sauvages et plaines montagneuse s découpées, plaines sinueuses	2490 km	Grosses tempêtes occasionnelles, feux de forêts dans région de Darien	Canal
	à mai	près des côtes			

source : CIA's World facts book¹⁾

On peut constater que le pays qui possède le plus important littoral, le Panama, est celui qui abrite les compagnies de transport maritime de pratiquement le monde entier, y compris, par le biais des pavillons de complaisance, des pays qui ne possèdent aucune façade maritime, tels que le Lichtenstein ou le Luxembourg.

Le Belize vient derrière lui pour ces mêmes pavillons de complaisance, ainsi que pour la domiciliation de sociétés, aux activités mal définies.

De la même manière le Nicaragua, avec sa côte Caraïbe, le Guatemala, avec sa côte ouest dépourvue de ports, sont des escales pour les transporteurs de stupéfiants, profitant d'une relative absence de contrôles en ces endroits.

Une constante est que tous ces pays, à l'exception du Panama, pâtissent de risques naturels omniprésents, qui constituent un coût supplémentaire, matériel et humain, lorsque des catastrophes se produisent, obérant dramatiquement, s'il en était encore besoin, les budgets des Etats.

La partie montagneuse, présente dans la plupart des pays, ne permet pas de culture extensive. En revanche la zone volcanique abrite les terres les plus fertiles, notamment pour la culture du café, sur les pentes des volcans. Malheureusement la café ne suffit plus, en raison de la concurrence à l'échelon mondial, pour garantir la prospérité économique, à lui seul.

L'activité sismique importante de la zone lui vaut le surnom de « vallée des hamacs », en raison du mouvement perpétuel de la terre, qui inquiète d'ailleurs les populations lorsqu'il n'est plus perceptible. En effet, le sens commun rejoint le sens scientifique, car l'absence de mouvement révèle une accumulation d'énergie susceptible d'engendrer des secousses violentes et souvent meurtrières. Cette activité est récurrente, de même que la fréquence relative d'éruptions volcaniques. Si ces dernières, actuellement, sont relativement prévisibles en raison du suivi de l'observation des volcans actifs et permettent des mesures de sauvegarde, il n'en est pas de même des tremblements de terre, souvent violents et entraînant de nombreuses pertes, humaines et matérielles. Toutefois les volcans ne sont pas uniquement

¹ La source d'information est « CIA 's World facts books» site collationnant auprès des autorités de chaque pays les données, aux fins de travaux. Bien évidemment la valeur de la source ne saurait être appréciée, compte tenu de sa nature, le service de renseignement des Etats-Unis effectuant des études sur sources dites « ouvertes ».

une malédiction de la nature car c'est sur leurs pentes que la terre est la plus fertile et que les caféiers, qui ont fait la richesse du pays, en son temps, poussent le plus facilement

Tous ces pays ont également en commun d'être régulièrement l'objet de catastrophes naturelles : tremblements de terre, éruptions volcaniques, pluies diluviennes entraînant des inondations, ouragans dévastateurs.

1.1.2 Une activité sismique et volcanique importante

La liste est relativement longue des volcans, dont certains toujours actifs, de l'Amérique centrale.

Tableau 2 : Importance du volcanisme en Amérique centrale

Pays	Nombre de volcans	Actifs/inactifs	Date dernière éruption (nom du volcan)
Guatemala	23	2 actifs	2009 Santa Maria et Fuego
Salvador	19	4 actifs	1880 Ilopango, 1917 San Salvador, 1966 Izalco, 2002 San Miguel, 2005 Santa Ana
Honduras	2	2 inactifs	
Nicaragua	25		2007 activité volcan Concepcion
Costa Rica	7	5 actifs 2 endormis	
Panama	3		1620 Yeguada
Belize	néant		

Source : institut de géographie du Salvador

Le Guatemala qui en dénombre 23 au total en compte deux dont l'éruption est en cours depuis 2009, il s'agit des volcans Santa Maria, de type stratovolcan et Fuego, de type stratovolcan également.

Le Salvador en compte au total 19, les dernières éruptions ont eu lieu en 1880, volcan Ilopango, en 1917, volcan San Salvador, en 1966, volcan Izalco, en 2002, volcan San Miguel et en 2005, volcan Santa Ana. La ville de San Salvador est entourée de quatre volcans, communiquant entre eux par une galerie. Lors du tremblement de terre du 13 janvier 2001 le magma avait été agité et une montée en température avait été décelée. Les autorités hésitèrent une journée avant de décider de mesures d'évacuation qui, de toute manière se révélèrent

impossible, en raison de l'encombrement de tous les itinéraires. Fort heureusement le lendemain la température baissa et tout rentra dans l'ordre.

Le Honduras compte deux volcans inactifs.

Le Nicaragua compte 25 volcans, qui font partie de la ceinture de feu du Pacifique. Ils sont nés de la subduction de la plaque Coco sous la plaque Caraïbe. A l'exception du volcan Azul, sur la côte Caraïbe, et de l'Estelli, au nord, ils sont tous alignés sur un axe nord ouest sud est, parallèle à la côte pacifique.

La période d'activité récente relevée a été en 2007 pour le volcan Concepción, dans l'île d'Omotepa, également pour le volcan Telica, la même année et en 2009 pour les volcans Masaya et San Cristobal.

Le Costa Rica compte 5 volcans actifs et 2 endormis.

Le Panama compte 3 volcans la dernière éruption, celle de la Yeguada remonte à 1620.

L'activité sismique est très importante. Le tremblement de terre le plus meurtrier de ces quarante dernières années est celui qui frappa Managua, la capitale du Nicaragua, le 23 décembre 1972. Le séisme de l'ordre de 6,6 sur l'échelle de Richter eut son épïcentre à la verticale de Managua. Il provoqua la destruction de 80 % des édifices, 10 000 morts, 30 000 blessés et un coût évalué à un milliard de dollars.

Pour s'en tenir aux dix dernières années, les tremblements de terre les plus importants se sont produits, en 2001, au Salvador, les 13 janvier et 13 février, respectivement de l'ordre de 7,6 et de 6,6 sur l'échelle de Richter, occasionnant 1142 morts, 2000 disparus et 1,3 millions de sinistrés et au Costa Rica, le 8 janvier 2009, de l'ordre de 6,2 sur l'échelle de Richter, faisant 23 morts et 8 disparus, à une quarantaine de kilomètres de la capitale San José.

Outre ces catastrophes ponctuelles, les pluies occasionnent chaque année des inondations et, périodiquement, des ouragans s'abattent sur la région. Le plus connu d'entre eux est l'ouragan Mitch qui, du 29 octobre au 3 novembre 1998, provoqua au Nicaragua et au Honduras des précipitations de l'ordre de 900 mm, la ville de Tegucigalpa, capitale du Honduras, et la deuxième ville du pays, San Pedro Sula, étant totalement envahies par les eaux. Les dégâts ont été évalués, pour la région, à 5 milliards de dollars.

Il existe donc une uniformité dans les avaries qui affectent les pays de la région, ce qui contribue à forger un caractère similaire, un peu fataliste devant les événements inéluctables, mais ferme dans la volonté de redressement qui suit chaque catastrophe nationale.

1.2 Une population essentiellement concentrée dans les villes

Tableau 3: Superficie et population des Etats de l'Amérique centrale

Etats	Superficie	Population	Densité (habitants/km²)
Belize	22 966 km ²	294 385	13
Costa Rica	51 100 km ²	4 133 884	81
El Salvador	21 040 km ²	6 948 073	330
Guatemala	108 890 km ²	12 728 111	117
Honduras	112 900 km ²	7 483 763	67
Nicaragua	129 494 km ²	5 675 356	44
Panama	78 200 km ²	3 242 173	41
Total	523 780 km ²	40 545 747	77

source : « CIA's World facts book

L'examen du tableau fait ressortir les différences de concentration des populations, le Salvador venant en tête pour ce qui est de la densité d'habitants au kilomètre carré, suivi par le Guatemala.

La population, pour chaque pays, excepté le Belize, varie, en moyenne de 5 à 10 millions d'habitants et la superficie ne dépasse guère, pour les plus étendus, 100 000 kilomètres carrés. On peut se rendre compte de ce que pourrait être, en superficie et en population, une Amérique centrale réunie, sous une forme qui resterait à déterminer. Par comparaison le voisin du nord, le plus immédiat, qui fait figure de puissance la plus concurrentielle, le Mexique, a une superficie de 1 972 550 kilomètres carré et une population de 112 336 528 habitants.

Comme si cela n'était pas suffisant des frontières, matérialisées, compliquent les relations entre ces pays, qui, en outre n'ont pas les mêmes monnaies. Au Guatemala la monnaie est le quetzal, du nom de l'oiseau symbolique qui meurt en captivité, au Honduras c'est le Lempira, du nom d'un des héros du pays, au Salvador le colon, au Nicaragua le cordoba, au Costa Rica le colon, différent de celui du Salvador, au Panama le Balboa. La dollarisation, officielle au Salvador, acceptée comme moyen de commerce dans les autres pays, a permis de faciliter quelque peu les échanges commerciaux au quotidien. Le passage aux frontières terrestres est long et alourdit les relations économiques et commerciales.

L'émigration vers les Etats-Unis est une constante, en raison de la proximité et des possibilités d'emploi pour une main d'œuvre peu ou pas qualifiée.

La plupart des Américains du nord bénéficiant de conditions de vie aisées emploient des personnels à des tâches ponctuelles, telles que le jardinage, la maçonnerie, l'entretien de la maison. Il en résulte un débouché pour des travailleurs courageux qui peuvent, par le nombre des employeurs potentiels, répartis sur une assez longue période de temps, se constituer quelques économies

La convivialité demeure le trait certainement le plus agréable que l'on retire de la fréquentation avec ces populations. Le peuple, dans son ensemble, présente des qualités de vivacité La conversation y est souvent plaisante et l'intérêt pour le monde en général y est très présent, surtout avec le développement d'Internet.

1.2.1 L'habitat, la ville, une concentration urbaine

La ville en Amérique centrale est l'héritage de la conquête espagnole. La ville est l'expression de plusieurs fonctions : politiques, culturelles, économiques. Très souvent aussi elle est intimement liée à la position régionale, nationale, voire internationale que l'on veut lui conférer.

Jusqu'à une période bien avancée du XXème siècle l'ancienne ville se confond avec le centre historique. Ce n'est que lorsque les villes d'Amérique latine s'étendent, en raison de la croissance économique et celle de la population, que les centres historiques se voient transformés en unités distinctes, en termes d'espace et de rôle à jouer, modifiant leur valeur historique.

D'une manière générale c'est, pour l'Amérique centrale, la ville de Guatemala qui, durant la capitainerie générale de Guatemala, a occupé la position centrale, ce qui explique le nombre limité de monuments dans la conception architecturale, ainsi que l'absence de diversité dans la composition sociale de ses habitants.

C'est la culture de l'indigo qui, au XVIIIème siècle et jusqu'au début du XIXème siècle, a permis à d'autres villes d'occuper une position plus centralisée dans les différents pays, c'est notamment le cas pour San Salvador. Ce phénomène de conscience de sa propre citoyenneté sera d'ailleurs ce qui mènera aux mouvements indépendantistes de 1811, 1814-16 et finalement 1821. Ce sentiment se renforcera durant les deux décennies qui suivront l'indépendance, pour constituer la base des principaux groupes politiques en faveur du maintien de la fédération des Etats de l'Amérique centrale.

Cette volonté d'occuper une position centrale économique, qui avait été annihilée lors de la période coloniale, se renforcera dans les années 1870 à 1880 avec l'expansion de la culture du café et l'insertion définitive dans le commerce mondial. D'ailleurs les capitales administratives des Etats devront affronter des phénomènes de concurrence avec d'autres villes, prétendant à être des centres économiques. C'est le cas au Salvador, avec la ville de Santa Ana, où des groupes de propriétaires de plantations de café, avec l'apport d'immigrants, changeront, de manière significative, la composition sociale de la ville. En ce dernier cas, dans les années 1900, à la suite de tremblements de terre ayant affecté la capitale San Salvador, il avait été envisagé de transférer la capitale à Santa Ana, dans un souci de poursuite des activités, non seulement administratives, mais économiques.

L'installation des premières usines renforcera la notion de centre économique des villes, avec un accroissement de la base économique de la ville, une diversification, de plus en plus grande, de la structure sociale, allant de pair avec l'apparition de nouvelles expressions politiques.

Cette diversification amènera la création de nouvelles organisations sociales et l'effervescence politique des années 1920 qui culminera, notamment au Salvador, avec les événements de 1932, au cours desquels l'insurrection sera réprimée dans le sang, pour donner lieu à l'installation du pouvoir militaire comme mode de gouvernement.

Par la suite la ville sera aussi le point de départ de nombreux mouvements revendicatifs et l'expression d'une volonté de changement. Malheureusement, avant que de reconstruire une société démocratique, les habitants paieront le prix fort des guerres civiles, des exactions et de tous les inconvénients générés par un conflit : grève de transports, suppléés par des transports militaires, couvre feu, contrôles incessants, atteintes à la vie privée quand ce n'est pas à la vie tout court.

L'habitat est concentré dans les principales villes, qui connaissent ainsi une concentration de personnes sans emploi, assurant de menues prestations de services en

contrepartie de rémunérations notoirement insuffisantes. Ces villes sont essentiellement les capitales des Etats.

Le brassage social y est plus présent que dans la zone rurale mais les quartiers ou les colonies, selon le terme employé, sont en rapport direct avec la position économique de leurs habitants.

Les maisons et les immeubles sont entourés de moyens de protection contre l'intrusion, qui vont des grilles, assorties ou non de fils de fers barbelés, à l'électrification de clôtures, selon la colonie, ou de postes de garde, avec du personnel armé.

Le tableau ci-dessous donne une idée de la concentration de population dans les capitales respectives des Etats et la densité au mètre carré.

Tableau N° 4 répartition de la population dans les capitales de l'Amérique centrale

PAYS	CAPITALE	POPULATION	DENSITE (habitant/km²)
GUATEMALA	Guatemala	942 348	946
HONDURAS	Tegucigalpa	1 300 000	930
BELIZE	Belmopan	13400	13
NICARAGUA	Managua	1 800 000	2357
COSTA RICA	San Jose	309 672	7038
SALVADOR	San Salvador	316 090	4374
PANAMA	Panama	813 057	317

(source CIA's World facts book)

On se rend compte que la densité de population est extrêmement élevée par rapport à la France notamment qui oscille entre 393 habitants au kilomètre carré en région parisienne, région du nord et Alsace, et 100 habitants au kilomètre carré (massif central), le Salvador étant, de loin, le pays à la plus forte densité. Il en résulte des conditions difficiles pour l'habitat, des constructions, le plus souvent anarchiques en zone dangereuse, avec des matériaux de très mauvaise qualité. Les populations défavorisées paient toujours un lourd tribut lors des catastrophes naturelles (séismes) qui affectent régulièrement ces pays.

La population se concentre dans ces grands centres urbains et se répartit en fonction de la situation de fortune. On assiste, d'une manière générale, à une désertification du centre ville, le plus souvent laissé aux classes les plus pauvres, et dans un état de délabrement immobilier proche de l'insalubrité, au profit, pour les classes riches de « compounds », regroupement de maisons individuelles, ou d'appartements de grande surface, assortis d'installations de loisirs, telles que piscines, courts de tennis, le tout dissimulé à la vue de l'extérieur, assorti de systèmes de sécurité et constamment surveillés par des gardes armés,

sorte de « ghetto doré ». Cette discrimination de fait a pour conséquence de trancher encore davantage les classes sociales qui ne se fréquentent pas au quotidien.

Le clivage entre les classes est très net et l'on a plutôt un décalage entre gens très aisés et très pauvres, la notion de classe moyenne, au sens européen du terme, c'est-à-dire jouissant d'un relatif confort de vie, est pratiquement inexistante.

Les classes aisées cumulent les avantages : une éducation soignée, l'école primaire étant pour la majeure partie payante, dispensée par des ordres catholiques et hors de portée en tout cas des moins favorisés. Le mois de scolarité en primaire est de l'ordre de 600 Euros par enfant, à quoi s'ajoutent des frais d'uniforme, chaque école ayant le sien, de participation à des activités culturelles ou festives décidées par l'établissement. Pour ce qui est du secondaire les établissements sont classés et les plus prestigieux, tenus par les Jésuites ou les Franciscains, ont des mensualités qui avoisinent les 1000 Euros par enfants, pour la préparation du baccalauréat, qui s'effectue sur trois ans. Dans cette même logique les universités les plus prestigieuses, c'est-à-dire celles qui préparent les élites, sont également catholiques et ont des mensualités exorbitantes pour notre conception européenne (de 1500 à 2000 Euros mensuels selon les matières étudiées et la réputation de l'établissement). On conçoit que la capillarité sociale est quasi inexistante.

La grande masse des travailleurs ne dispose pas d'une formation intellectuelle et technique suffisante pour être employée dans des tâches, fussent elles d'exécution, dans le domaine technique. C'est la raison pour laquelle il n'existe aucune industrie de produits finis sur le territoire de ces pays. Les emplois, lorsqu'ils existent, se cantonnent à des tâches d'exécution simple, à la chaîne, dans les zones franches situées aux abords des grandes villes, notamment dans le textile. Les grandes marques du monde y font assembler les pièces et travaillent quasiment à flux tendu. En particulier les Chinois de Taiwan et les Coréens, en sus des Américains du Nord, sont des entrepreneurs en ce domaine. La deuxième ressource économique est la prestation de service. La plupart des classes aisées disposent d'un personnel de maison, soit en qualité de femmes entretenant le foyer, de cuisinières, de jardiniers, de contremaîtres. La culture du café fait appel à une main d'œuvre saisonnière, pour la récolte, qui a lieu au mois de février, mais ne peut garantir un travail à plein temps au long de l'année. La modicité des salaires ne permet pas à ces personnes, sauf celles qui sont employées de maison et bénéficient du logement, de demeurer en ville. La majorité d'entre elles vit à de grandes distance des villes, parfois jusqu'à 50 kilomètres, dans des habitats sommaires et effectuent un grand nombre d'heures de trajet, dans les transports en commun. L'état des voies de circulation, ainsi que leur tracé, ajouté à la vétusté des moyens de

transport, allonge singulièrement le temps de travail. Il n'est pas rare, pour une embauche à huit heures le matin que les personnes ne soient obligées de se lever à quatre heures et aient plus de deux heures de voyage aller, ainsi que deux heures le soir, pour effectuer les liaisons domicile lieu de travail.

La ville de Guatemala city est l'exemple de ce que la construction anarchique peut donner de mieux : le 31 mai 2010, à la suite de pluies violentes générées par le cyclone « Agatha » un immeuble de trois étages s'effondrait, laissant un cratère de 60 mètres de profondeur et de 30 mètres de large. Plusieurs hypothèses, dont les plus farfelues (extra terrestres) avaient été formulées, la vérité, beaucoup plus prosaïque, déterminait la cause de la catastrophe par la dissolution des calcaires du sous-sol, accéléré par le débordement d'un cours d'eau voisin. L'un des experts concluait que les Guatémaltèques n'avaient pas pris la peine de consolider leur sous-sol. Ce qui laisse songeur, en cas de séisme. De la même manière, et nous n'accablerons plus cette ville, la construction a enserré l'aéroport international, dont les pistes constituent un boulevard au milieu des immeubles.

Un repliement sur soi est la conséquence de cette difficulté à voyager pour les classes les plus défavorisées. Les routes sont laissées dans un état laissant grandement à désirer, c'est la raison pour laquelle les véhicules les plus utilisés sont les « quatre quatre » tous terrains, la durée de vie d'une berline étant singulièrement abrégée. Il n'existe pas de chemin de fer, l'entretien d'une voie ferrée se révélant trop coûteux pour le nombre de passagers qui serait susceptible d'emprunter ce mode de transport. Localement le cheval est encore largement utilisé ainsi que le char à bœufs.

1.2.2 Les transports, peu adaptés aux classes moyennes et pauvres

La route panaméricaine, qui traverse les Amériques, depuis l'Alaska jusqu'à la Terre de Feu a été conçue en 1923. Elle traverse l'Amérique Centrale à travers le Guatemala, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua, le Costa Rica et le Panama, un tronçon dans la province de Darien, de ce dernier pays, d'une longueur de 97 km restant inachevé en raison des protestations de protecteurs de la nature, des parcs nationaux étant susceptibles d'être endommagés par son tracé. Sa longueur est estimée à 48 000 kilomètres au total. Elle poursuit son itinéraire en Colombie, en Equateur, au Pérou, au Chili, jusqu'à la Terre de Feu. Le journaliste Jack SILVERSTEIN, dans un article intitulé *Highway Run*, publié dans le vénérable *Harper magazine* de juillet 2006, s'est cru autorisé à écrire que : «*la panaméricaine*

est un système si vaste, si incomplet et si incompatible que ce n'est pas tant une route que l'idée même du panaméricanisme ».

Le seul moyen de communication entre les pays de la zone reste l'avion. Son prix est relativement coûteux car deux compagnies se partagent le marché intérieur de l'Amérique centrale, la compagnie salvadorienne TACA (transports aériens de l'Amérique centrale) et la compagnie panaméenne COPA (compagnie panaméenne), ce qui restreint singulièrement la concurrence. Le coût pour un vol Guatemala Panama excède celui d'un voyage à destination de l'Europe. Les vols à destination de l'Amérique du Nord sont effectués par ces mêmes compagnies, en concurrence avec les compagnies des Etats-Unis, Delta Airlines, American Airlines, Continental Airlines, essentiellement. Les vols à destination de l'Amérique du sud sont effectués pour partie par la compagnie TACA et pour partie par la compagnie LAN, Chilienne, qui a la plus grande part du marché sur cette zone. Les clients de ces compagnies aériennes sont presque exclusivement des hommes d'affaires.

L'hôtellerie des grandes villes, destinée à ces mêmes personnes, est coûteuse car elle offre des prestations de haut niveau en matière de confort et de sécurité, cette dernière notion devant toujours être prise en compte dans ces pays. La plupart des établissements financiers et de commerce sont gardés par des hommes en armes, dont certaines de calibre de guerre, de manière ostensible, pour dissuader toute tentative, bien que des agressions particulièrement sanglantes adviennent régulièrement. Le moyen de transport dans les villes le plus pratique reste le taxi, dont le coût est tout à fait accessible. Il convient toutefois de faire appel au personnel de l'hôtel ou de se rendre à une station pour ne pas courir le risque de faire l'objet d'un enlèvement suivi du dépouillement de ses effets, par des malfaiteurs agissant de manière organisée. Le système d'hébergement, tel que les chambres d'hôte, n'existe pas mais mériterait d'être développé.

L'ingéniosité des habitants permet toutefois de pallier l'insuffisance des moyens de transport à la disposition des plus faibles, économiquement parlant. Des camionnettes assurent des transports collectifs de cinq à dix personnes, pour les localités distantes de 50 à 20 kilomètres environ, pour une somme très modique, le prix étant d'autant plus bas qu'il y a de passagers. Bien entendu les conditions de confort sont rudimentaires et l'équivalent du service français des mines aurait plusieurs remarques à formuler quant à l'état des véhicules, mais c'est une ressource indispensable. Il est fréquent de voir des véhicules, en ville, mentionnant «on assure des transports», qui rendent bien des services.

La voie maritime n'est pas utilisée, sauf pour des croisières au Belize et au Costa Rica, dans une conception touristique. Les cargos mixtes n'existent pratiquement plus de nos jours.

A la campagne le cheval est utilisé comme moyen de transport, sur de courtes distances, de même que la charrette ou le char à bœufs. Il n'est d'ailleurs pas rare de voir un conducteur de char à bœufs, empruntant allègrement la route à quatre voies, au milieu des voitures, des autocars et des camions, exhiber un téléphone cellulaire, ceci de la même manière que les marchandes des marchés couverts de Guatemala, San Salvador, Tegucigalpa, savent très bien utiliser l'ordinateur « palm » pour réajuster les prix des fruits et légumes. Ce mélange de modernité, dans l'utilisation des techniques, et d'anachronisme, dans l'utilisation de moyens que nous jugeons dépassés, a un côté attrayant.

L'entretien des voies est satisfaisant. Les routes principales sont goudronnées et réparées par l'équivalent des services des ponts et chaussées. Le relief oblige à contourner des massifs montagneux et des zones volcaniques, rendant le parcours sinueux et parfois dangereux. Pour cette raison les distances ne sont pas évaluées en kilomètres mais le plus souvent en durée, en prenant pour référence une voiture de cylindrée moyenne.

Il n'existe pas d'autoroutes à péages, il y a, au mieux, des routes à plusieurs voies. La sécurité routière en est à ses débuts, dans le cadre des campagnes de prévention. Les accidents de circulation sont souvent dus à l'alcoolémie. La police est souvent amenée à effectuer des constats, y compris pour des accidents sans blessés, ce qui, normalement constitue une tâche indue, mais en raison de l'absence d'assurance automobile pour de nombreux propriétaires de véhicule, leur présence est un gage de sécurité pour les victimes de dommages matériels. En revanche l'aide aux blessés graves laisse à désirer car les secours tardent souvent à venir sur les lieux d'accidents, il n'exista que peu de pompiers professionnels, le bénévolat étant largement la règle et la longueur des interventions peut engager le pronostic. De même l'hôpital public ne bénéficie pas toujours de l'équipement adéquat. Il y a une différence de taille entre la clinique privée, très performante, et le domaine public. La loi de tous les pays prévoit des peines d'emprisonnement ferme pour tout auteur de blessures, par accident de circulations, les faits étant assimilés à des violences volontaires.

Enfin pour les personnes les plus aisées, appartenant aux couches sociales les plus hautes, le voyage aérien s'effectue dans de bonnes conditions. Les aéroports internationaux sont aux normes de l'organisation internationale de l'aviation civile et présentent des garanties de confort pour l'accueil des passagers, ainsi que des systèmes de sécurité, au niveau de la détection dans les bagages et sur les personnes. Les aéroports sont généralement situés assez loin de la ville sauf pour le Guatemala, où l'aéroport international est en plein centre ville, au milieu des immeubles. Le transport de l'aéroport vers la ville est assuré soit

par les navettes des hôtels, mises à la disposition des clients, soit par une flotte de taxis, spécialement agréés et contrôlés, pour éviter des pratiques abusives.

Pour rester dans le vécu inquiétant, l'aéroport international de Tegucigalpa, au Honduras, a des pistes trop courtes, notamment pour l'approche à l'atterrissage, à tel point que la route se trouvant sur la trajectoire de descente doit être coupée. Le 30 mai 2008 un avion de la compagnie TACA n'a pu rester dans les limites de la piste et s'est écrasé en bout de piste, le bilan étant de 6 morts, 5 passagers et un chauffeur de taxi, présent à proximité.

La vétusté des véhicules en circulation a des effets néfastes sur le taux des accidents de circulation. Les réparations étant souvent hors de prix beaucoup de pièces sont usinées, notamment les plaquettes de freins, ce qui augmente d'autant le temps de freinage, lorsque les matériaux utilisés sont de moindre coût. De la même manière une particularité locale, si l'on peut dire, est le nombre d'accidents, dus à des fuites d'huile sur des chaussées inondées. Le mélange huile eau entraîne des glissades et des dérapages, la plupart du temps, fatals pour les conducteurs et passagers. Ce dernier point avait été mis en exergue à la suite de constats effectués, par les forces de Police, sur des accidents mortels de circulation.

Un autre facteur contribuant au nombre élevé d'accidents mortels est l'intempérance des conducteurs. Non seulement l'alcool est consommé en quantités relativement élevées mais une fabrication artisanale d'eau de vie, à base de produits chimiques de moindre coût, exerce des effets ravageurs sur les cellules des consommateurs, appartenant généralement, aux couches sociales les plus défavorisées. Le dommage est suffisamment inquiétant pour avoir attiré l'attention du ministère de la santé publique.

Les transports sont donc très différenciés en fonction des populations qui sont amenées à les utiliser, depuis l'autobus ou la camionnette qui assure des transports collectifs, jusqu'à l'avion, voire pour les plus riches l'avion privé, en passant, dans les zones rurales, par la traction animale.

Les différences sociales se retrouvent également dans la nature des occupations, aux fins économiques, qui sont, en tout premier lieu l'activité agricole et l'activité industrielle.

1.3 L'agriculture et l'industrie, susceptibles de progrès

1.3.1. L'agriculture, des mises en valeur contrastées

L'agriculture est tributaire de la qualité des terres et de leur irrigation. La terre située sur les pentes et au pied des volcans est la plus fertile La production agricole la plus importante est celle du café, de la banane et de la canne à sucre.

Le tableau ci-dessous donne une idée de l'ensemble des cultures développées dans les pays composant l'Amérique centrale. Les données sont fournies par les pays eux-mêmes, en corollaire l'appréciation de la source demeure difficile.

Tableau N°5: utilisation des terres agricoles

	Utilisation des terres	Terres irriguées	Produits agricoles
Guatemala	Avec renouvellement annuel (céréales) 13%, permanentes 5%, autres 82%	1250 km ²	Sucre de canne, maïs, bananes, café, haricots, cardamone, moutons, porcs, poulets
Belize	Avec renouvellement annuel 3%, permanentes 1%, autres 96%	30 km ²	Bananes, coca, agrumes, sucre de canne.
Honduras	Avec renouvellement annuel (céréales) 15% Permanent (vergers, vignes) 3%, autres 82%	760 km ²	Bananes, café, agrumes, viande bovine
Salvador	Avec renouvellement annuel 27%, permanentes 12%, autres 61%	360 km ²	Café, sucre de canne, maïs, riz, haricots, bœufs, produits laitiers
Nicaragua	Avec renouvellement annuel 20%, permanentes 2%, autres 78%	880 km ²	Café, bananes, sucre de canne, coton, riz, maïs, tabac, sésame, soja, tabac, haricots, bœufs, porcs, veaux, volailles, produits laitiers
Costa Rica	Avec renouvellement annuel 4%, permanentes 6%, autres 90%	1260 km ²	Café, ananas, bananes, sucre, maïs, riz, haricots, pommes de terre, bœufs.
Panama	Avec renouvellement 7%, permanentes 2%, autres 91%	320 km ²	Bananes, riz, maïs, café, sucre de canne, légumes, animaux de ferme.

Source : CIA's World facts book

Il ressort que le Costa Rica possède la plus grande superficie de terres irriguées avec le Guatemala. Le riz est, dans la plupart des pays, l'un des éléments de base de l'alimentation.

Les volailles sont consommées de préférence aux viandes rouges, dont les conditions de conservation sont sujettes à caution (rupture de la chaîne du froid).

Sur l'ensemble des pays de la zone il y a donc une production de nature à satisfaire les besoins de consommation et à exporter.

1.3.2 L'industrie, des différences selon les pays

L'examen des ressources naturelles donne une idée de la différence de potentiels entre les pays. Il semble que le Guatemala bénéficie de plus de ressources que ses voisins.

Tableau N°6 : ressources industrielles de l'Amérique centrale

	Ressources naturelles	Industries
Guatemala	Pétrole, nickel, bois précieux, poisson, énergie hydroélectrique	Sucre, textiles, vêtements, meubles, produits chimiques, pétrole, métaux, caoutchouc, tourisme
Belize	Bois, poisson, énergie hydroélectrique	Vêtements, agro alimentaire, tourisme, construction, tourisme.
Honduras		Textiles vêtements, produits dérivés du bois.
Salvador	Energie hydroélectrique, énergie géothermique, pétrole.	Agro alimentaire, boissons, pétrole, produits chimiques, engrais, textiles, meubles, métaux légers.
Nicaragua	Or, argent, cuivre, tungstène, plomb, zinc, bois, poisson	
Costa Rica	Energie hydroélectrique	Microprocesseurs, agro alimentaire, textiles et vêtements, matériaux de construction, engrais, produits plastiques, tourisme.
Panama	Cuivre, forêts d'acajou, crevettes, énergie hydroélectrique	Construction, raffinage de pétrole, bière, ciment et autres matériaux de construction.

Source : CIA's World facts book

L'énergie hydroélectrique est due à l'utilisation du relief montagneux, le tourisme est florissant au Costa Rica, pour la qualité de ses infrastructures, la double façade maritime, la protection de l'environnement, l'île de Coco est interdite à la fréquentation des visiteurs pour préserver sa flore et sa faune. C'est aussi la résidence secondaire des Américains du Nord aisés.

Le Belize est une destination touristique en raison de ses « cayos », récifs, où l'eau, particulièrement limpide, se prête à la plongée sous marine. Ses bois sont particulièrement prisés en Grande Bretagne, pour des meubles d'appartement ou de bureaux de luxe.

Le Guatemala et le Salvador souffrent d'un taux élevé de criminalité et d'une insécurité latente qui découragent les éventuels touristes.

L'industrie pétrolière au Guatemala et au Panama endommagent sérieusement l'écologie. Des tentatives de réglementation se heurtent au poids des lobbies locaux.

La dépendance vis-à-vis des Etats-Unis est visible quand on examine la balance des exportations et des importations et le pourcentage de partenariat L'Europe n'arrivé généralement qu'en fin de liste des partenaires. En revanche les relations commerciales entre pays sont toujours présentes. Un marché commun des produits agricoles et industriels, dans une perspective fédérale, trouverait donc sa place.

La mise en commun de la production agricole et industrielle apporterait une élévation du niveau de richesse nationale.

Le tableau ci-dessous donne une idée de la nature des importations et des exportations ainsi que de des partenaires commerciaux avec qui les pays entretiennent des relations.

Tableau 7 : balance exportations importations et partenaires

	Exportations	Partenaires d'exportations	Importations	Partenaires d'importations
Guatemala	Café, sucre, bananes, fruits et légumes, cardamone, moutons, porcs, poulets	USA 57%, Salvador 8,7%, Costa Rica 3,7%, Nicaragua 2,8%, Allemagne 2,6%	Carburants, machines et équipements de transport, matériaux de construction, grain, engrais, électricité	USA 35,2%, Mexique 1é, 6%, Corée du sud 7,9%, Salvador 6,4%, Venezuela 3,9%
Belize	Sucres, bananes, agrumes, vêtements, produits dérivés du poisson, mélasse, bois	Union européenne 45% dont 33 avec Grande Bretagne, USA 42%, Communauté Caraïbe et Marché Commun 6%, Canada 1%	Machines, équipements de transports, produits manufacturés, nourriture, boissons, tabac, carburants, produits chimiques, produits pharmaceutiques	USA 51%, Mexique 12%, Amérique centrale 5%, G.B. 4%
Honduras	Café, bananes, crevettes, homards,	USA 39,9%, Salvador 9,2%, Allemagne	Machines et équipements de transport,	USA 46,1%, Guatemala 8,2%, Salvador

	viande, zinc, bois de charpente	7,9%, Belgique 5,8%, Guatemala 5,4%	matières premières industrielles, produits chimiques, carburants, aliments	6,6%, Mexique 4,7%, Japon 4,6%
Salvador	Café, sucre, crevettes, textiles, produits chimiques, électricité	USA 65%, Guatemala 11%, Honduras 8%, UE 5%	Matières premières, biens de consommation, biens d'équipement, carburants, aliments, pétrole, électricité	USA 50%, Guatemala 10%, UE 7%, Mexique 5%
Nicaragua	Café, crevettes et homards, coton, tabac, sucre, bananes, or	USA 57,7%, Allemagne 5,3%, Canada 4,2%, Costa Rica 3,3% Honduras 3%	Machines et équipements, matières premières, produits pétroliers, biens de consommation	USA 23,9%, Costa Rica 11,4%, Venezuela 9,9%, Guatemala 7,9%, Mexique 5,9%
Costa Rica	Café, bananes, sucre, ananas, textiles, composants électroniques, équipement médical	USA 51,8%, UE 20%, Amérique centrale 10,6%, Puerto Rico 2,8%, Mexique 1,7%	Matières premières, biens de consommation, biens d'équipement, pétrole	USA 53,2%, UE 10,3%, Mexique 6,2%, Venezuela 5,3%, Amérique centrale 1,7%
Panama	Bananes, crevettes, sucre, café, vêtements	USA 45,9%, Suède 8,1%, Benelux 5,3%, Costa Rica 5,1%.	Biens d'équipement, pétrole brut, aliments, biens de consommation, produits chimiques	USA 33,1%, Equateur 7,2%, Venezuela 6,6%, Japon 5,5%

Source : CIA's World facts book

Un cas particulier de l'économie : le café

Pour la période 2009-2010, une étude menée par la Direction générale du trésor, du ministère des finances, indique que la production mondiale de café a été de 135 millions de sacs de 60 kg, soit une augmentation de 10% par rapport à la période 2008-2009 (123 millions de sacs)

L'Amérique centrale a produit 12,4 millions de sacs soit 9% de la production mondiale se plaçant ainsi au 3^{ème} rang après le Brésil (35%) et le Vietnam (13%), devant l'Indonésie (7%) et la Colombie (6%)

Pour les exportations la région est classée 3^{ème} mondialement avec 10,9 millions de sacs soit 11% après le Brésil (34%) et le Vietnam (15%), mais devant la Colombie (8%).

Tableau 8: Production de café de l'Amérique centrale

	Production en millions de sacs	Part de marché régionale
Guatemala	4	32%
Salvador	1,4	11%
Honduras	3,9	31%
Nicaragua	1,8	14%
Costa Rica	1,4	11%
Région Amérique Centrale	12,5	100%

source ministère des finances français

Le café est soumis à la volatilité des prix le déséquilibre entre l'offre et la demande ayant sérieusement affecté l'Amérique Centrale. Le Costa Rica a entrepris une diversification de ses cultures qui explique le faible chiffre du tableau précédent.

En outre le café est extrêmement exposé aux catastrophes naturelles et aux phénomènes climatiques. En 2010 la tempête Agatha avait provoqué une baisse de la production au Guatemala, puis l'éruption du volcan Pacaya, le même mois de mai 2010, suivi des pluies diluviennes, qui avaient détruit ou mis hors d'usage, temporairement, les voies de circulation, ont affecté le transport de cette même production.

La production de café de l'Amérique centrale est de qualité supérieure arabica.

Une croissance continue de la consommation mondiale a permis une augmentation des cours ces trois dernières années.

Le café est le premier produit d'exportation de tous les pays de l'Amérique Centrale sauf pour le Costa Rica où il ne vient qu'en 8^{ème} position, en particulier le Nicaragua et le Honduras qui font reposer sur le café une grande part de l'économie.

Une constante, les Etats Unis sont le premier partenaire, tant pour acheter que pour vendre, dans une symbiose de l'activité commerciale. La privation du marché américain serait donc une catastrophe économique pour chacun des pays de la zone.

1.4. Les particularités humaines de l'Amérique centrale

1.4.1 Le métissage, un fait constant

Les peuples premiers de l'Amérique centrale étaient les pipils, ressortissant à l'ethnie Maya. Ils avaient été une civilisation dont aujourd'hui le monde s'est fait suffisamment l'écho. En dépit de leur méconnaissance de la roue, qui les obligea à utiliser le déplacement à dos d'homme, limitant ainsi le volume des échanges commerciaux, et, au mieux, la voie fluviale, ils avaient organisé une société. Cette société, basée sur la ressource agricole, cultivant le maïs, en était réduite aux offrandes propitiatoires, pour que la pluie vînt garantir la récolte du maïs, aliment de base des populations.

Il a été assez écrit sur la religion et ses démonstrations extérieures, telles que la construction de temples, les sacrifices humains et les guerres entre cités, pour que nous nous éloignons de notre propos.

Comme dans toutes les sociétés de cette époque, plus ou moins policées selon le degré de culture, il y avait les trois classes : travailleurs (cultivateurs), guerriers et prêtres.

La conquête espagnole allait porter un coup fatal à la population autochtone, d'abord en détruisant systématiquement les corps et les âmes. Venus des confins de l'Extremadura ou de la Vieille Castille, la soif de richesses sans limite et la cruauté allaient avoir raison des Indiens.

La supériorité, dans la technique de la guerre, notamment par l'utilisation de l'arme à feu, relativement récente dans les combats, allait avoir l'effet de terreur désiré. Le cheval, totalement inconnu des Indiens, se révélait un animal de guerre particulièrement efficient. Les premières batailles tournèrent vite à l'avantage des Espagnols. Ils ne se conduisirent pas en gentilshommes vis-à-vis de leurs adversaires malheureux car, persuadés d'avoir affaire à des populations dépourvues d'une âme, toutes les brutalités furent employées à leur destruction, par le fer et le feu.

La conquête économique et territoriale, au profit de la couronne, en grande partie au profit personnel des occupants, se doubla d'une volonté d'évangélisation des peuples. Il faut rendre justice à la majorité des ecclésiastiques qui accompagnaient les soldats : dans la plupart des cas ils tentèrent la persuasion pour convertir les pratiquants d'une religion polythéiste vers la religion catholique, allant même jusqu'à conserver quelques coutumes des Indiens pour ne pas les heurter. Toutefois il s'agissait d'une violation de la liberté de pensée, à l'endroit de personnes qui, ne comprenant ni l'Espagnol ni le Latin, ne pouvait que rester fermée à toutes ses prescriptions.

L'homme étant l'homme de nombreuses unions, avec mariage ou hors mariages, eurent raison des principes posés à priori par l'église. La naissance de personnes ayant du sang indien et espagnol fut un fait. Il en alla ainsi jusqu'à ce qu'eût lieu la faneuse controverse

de Valladolid, à l'effet de savoir si les Indiens avaient une âme. Cette idée généreuse avait été le fait du père Bartolomé de Las Casas, horrifié de voir les Indiens décimés par l'esclavage dont ils faisaient l'objet, en particulier comme force de travail gratuite, pour l'extraction de l'indigo, principale ressource de la colonie.

Quand il fut établi que les Indiens avaient une âme et que par conséquent ils ne pouvaient pas être traités comme des bêtes de somme il fallut tout de même trouver une main d'œuvre bon marché pour assurer la pérennité économique. C'est ainsi que commença la traite négrière, les Africains n'ayant pas encore trouvé leurs défenseurs et faisant l'objet, entre tribus africaines elles mêmes, de monnaie d'échange, par le biais de marchands arabes, voire d'Africains eux-mêmes. Commença un des épisodes les plus douloureux pour l'humanité, le transfert de populations noires vers ce qu'il était convenu d'appeler les Amériques.

Les esclaves noirs furent l'objet, en particulier pour les femmes les plus jeunes, de la convoitise des populations blanches et de la naquirent des métis de noirs et d'espagnols, qui composèrent une société au sein de laquelle désormais la couleur de peau servit de référence pour l'appartenance à la classe sociale. En haut de la pyramide se trouvait le blanc, ensuite le métis de blanc et d'indien, puis le métis de blanc et de noir, enfin le noir. C'est encore de nos jours la hiérarchie sociale. On trouve au sommet de la pyramide sociale, que ce soit dans la société civile, l'armée ou le clergé, le blanc comme officier supérieur, évêque ou cadre supérieur, le métis d'indien ou ladino comme officier, cadre, membre du clergé moyen, le métis de noir comme sous officier, employé et membre du bas clergé. De nos jours la peau blanche est toujours un critère de classe sociale.

La grande majorité de la population est métis de blanc et d'indien. Il y a eu ensuite, au cours des siècles, l'arrivée d'immigrants. Ainsi une grande majorité de populations du proche et du Moyen Orient sont venue en Amérique Centrale. Pour illustrer cet exemple le président de la république du Salvador, Antonio Elia Saca, de 2004 à 2008 était d'origine libanaise, son rival malheureux, Shafik Handall étant lui-même d'origine palestinienne. Cette population du Moyen Orient occupe des postes de haute visibilité dans le commerce et la banque.

Actuellement des descendants de Mayas excipent de leur volonté de jouer un rôle dans la finance, la politique et les professions libérales, s'estimant lésés dans l'égalité des chances. Ils s'en remettent aux groupes politiques qui prennent leur défense

Les Mayas descendants de ceux qui ont résisté à l'assimilation vivent généralement d'un maigre terrain à cultiver et sont employés comme travailleurs saisonniers. Ils sont concentrés dans la région de San Pedro Sula au Honduras et de Chalatenango au Salvador.

Ceux qui se sont assimilés occupent de meilleures positions sociales, dans l'administration, la police et l'armée.

L'ethnie Nahuatl, du Salvador, est de tempérament belliqueux et méprise les autres ethnies. Son assimilation et le métissage avec les Espagnols a fourni, pour la plus grande partie, l'élite de la société. Elle est réputée pour sa dureté et son absence de compassion, de la part des autres ethnies, bien qu'en ce domaine des affirmations péremptoires se révèlent hasardeuses.

Parmi les personnalités les plus en vue pour la défense des intérêts des Indiens il convient de mentionner la Guatémaltèque Rigoberta Menchu, prix Nobel 1992, dont la famille a été exterminée durant la guerre civile du Guatemala.

L'apport d'autres pays a été en nombre limité, quelques rares asiatiques ont tenté de s'établir et, à l'heure actuelle, on note la présence de Taïwanais et de Coréens du Sud, essentiellement dans les usines d'assemblage de textiles, constituées dans les zones franches, c'est-à-dire bénéficiant d'importantes exemptions fiscales.

Il n'est pas de conflits véritables entre les diverses couleurs de peau, le métissage étant un phénomène accepté par l'ensemble de la population et constituant un patrimoine historique.

Un autre aspect, important dans la composition de la société, est celui de la religion, essentiellement catholique, mais aujourd'hui en butte aux tentatives de percées de religions évangélistes.

1.4.2. Le poids de la religion

Les premiers missionnaires espagnols avaient baptisé des milliers d'Indiens sans que ceux-ci n'aient reçu une connaissance de la religion, avec des explications à leur portée. Ils continuèrent donc à pratiquer le culte de leurs idoles.

Les moines apprirent à lire et à écrire, en espagnol puis en latin, aux populations, de même qu'ils leur donnèrent des leçons de morale, leur morale. Ils leur apprirent aussi à cultiver la terre. Les Indiens continuèrent à adorer leurs idoles mais aussi à introduire des aspects de la nouvelle religion.

Le tribunal de l'inquisition n'appliqua qu'un zèle modéré dans le Nouveau monde mais ne rendit pas hommage à la logique pour autant. Il condamna notamment la pratique des ablutions, dont les Indiens étaient partisans, en considérant qu'il s'agissait d'un plaisir et qu'il convenait donc de le mortifier. Un penseur de l'époque ayant mis en doute les réserves religieuses quant à l'amour charnel connut le prétoire et fut emprisonné.

Les conquérants installèrent des diocèses au Nicaragua, au Honduras, au Guatemala, au Chiapas (où était affecté le père Bartolomé de Las Casas, rendu célèbre pour la défense des Indiens), à Cobán.

Il s'ensuivit l'ouverture de collèges et de l'équivalent de lycées sous l'impulsion des Jésuites, où était enseigné le Droit canonique et civil, la grammaire, la philosophie. En revanche il y eut peu d'universités, la plus connue ayant le nom de Saint Charles Borromée, sur instructions de Charles III.

Il fallut attendre le XVIII^{ème} siècle pour voir la création de l'université de médecine à León au Nicaragua

L'église catholique a joué, au long de l'histoire de l'Amérique centrale, un rôle essentiel. Pour avoir méconnu son influence la fédération des Etats de l'Amérique centrale a été confrontée à un adversaire redoutable, en la personne des Jésuites, qui ont participé très activement à sa chute.

Le 2 mai 1832 sous le mandat du général Morazan, était proclamée la liberté de culte ; de ce fait la religion catholique, apostolique et romaine cessait d'être la religion officielle et tout citoyen était libre d'adorer son Dieu publiquement, selon sa conscience. Nul doute que cette décision était inspirée par les idées de la franc-maçonnerie, qui avaient animé également les Lumières en Europe, en ne parlant plus de Dieu mais d'un « architecte de l'univers ». La deuxième mesure, corollaire de la première, était la suppression de l'impôt dit du « dixième » qui privait l'église d'une ressource conséquente puisqu'il s'agissait, pour les assujettis, de donner la valeur d'un dixième de leur récolte brute au clergé catholique. Les mesures accessoires, à l'encontre de l'église, furent la dissolution des communautés religieuses et la dispersion de leurs biens, la conversion des monastères en prisons modèles, la spoliation des biens ecclésiastiques en faveur de l'Etat, la vente aux enchères publiques de la propriété agricole du clergé, et la promulgation du mariage civil et de la possibilité de divorcer. Même les cimetières, traditionnellement à la charge de l'église, furent donnés, pour entretien, aux municipalités, privant l'église de la perception de droits sur les enterrements, et, en droit civil la possibilité de tester devant un officier civil suppléa le « quart » testamentaire, perçu pour les actes de la vie civile établis par le clergé.

Il s'agissait ni plus ni moins que de priver le clergé de ses ressources financières et de son influence.

Le clergé ne restera pas inactif et usera de la propagande, notamment auprès des populations les plus naïves, pour exciper des méfaits des républicains. Ils feront état, à l'occasion d'une épidémie de cholera morbus, de ce que les libéraux avaient délibérément empoisonné les cours d'eaux. La conséquence en sera le massacre d'une mission de médecins et de pharmaciens s'étant rendue dans cette zone montagneuse du Guatemala.

Un mouvement d'opposition conservatrice, notamment très puissant au Guatemala, utilisera la population à mettre sa confiance dans un général, illettré mais grand stratège, du nom de Carrera, qui au nom de l'église catholique, livrera bataille contre Morazán et finira par

le vaincre, l'obligeant à l'exil puis à subir le peloton d'exécution. La fin de ce chef de guerre et chef d'Etat précipitera la chute de la fédération.

On voit donc l'influence de la religion catholique dans les pays de la zone.

Plus tard, en 1932, après que la crise économique de 1929 ait amené des mouvements sociaux, la tentative d'implantation du communisme au Salvador, entraînera la révolte de 1932, les caciques indiens étant incités par Farabundo Marti à la rébellion, la répression du général Martinez ayant fait des milliers de morts, l'église fera chanter un Te Deum pour la victoire sur le communisme.

Toutefois l'église catholique arrivera à un tournant dans les années 60, notamment après la conférence des évêques de Medellin, en Colombie en 1968. Déjà en 1967 le Pape Paul VI dans son encyclique «Populum progresso» avait déclaré que la question sociale était au cœur de l'église. Ce sont surtout les prêtres de l'Amérique latine, en général, notamment au Brésil avec la charismatique Dom Helder Camara, qui avaient eu, en permanence, le spectacle de la misère humaine, misère voulue par d'autres hommes utilisant, à bon prix, leur force de travail. De plus toute tentative d'organisation, afin simplement d'améliorer le quotidien, se trouvait annihilée par la force, la plus brutale, assortie d'actes de tortures et de barbarie, de la part des institutions. Jusqu'à présent l'église avait soutenu l'ordre établi, garant d'une vie paisible, avec des devoirs incombant aux plus favorisés, en regard de droits, du fait de l'appartenance à l'élite. La noblesse et le clergé, puis la haute bourgeoisie et le clergé ensuite, avaient maintenu la société dans une activité, certes inéquitable, mais jusque là paisible. La vue de certaines misères, de certains comportements inhumains avaient eu raison des convictions de certains prêtres.

Il ne faut pas croire que l'église sombra tout entière dans une pensée de gauche de bon aloi. Une réaction s'en suivit, notamment aidée par l'Opus Dei, œuvre du prêtre espagnol Escriva de Balaguer, fondée dans les années 30 en Espagne. Support du général Franco dans sa lutte contre le communisme, pendant la guerre civile d'Espagne et après, notamment contre les séparatistes basques, cette organisation est favorable au libéralisme économique et profondément anticommuniste, au sens large. Les quelques serviteurs de l'église aux idées trop avancées furent très rapidement envoyés dans les montagnes, évangéliser des

populations indigènes, en tout cas éloignés des centres urbains, sans préjudice de mesures plus graves à leur encontre telle l'excommunication majeure.

L'arrivée au trône du souverain pontife du cardinal Wojtyla, devenu Jean Paul II, mit un terme à ce déviationnisme. Jean Paul II viscéralement anticommuniste ne pouvait souffrir la moindre idée de gauche et donna d'ailleurs à l'Opus Dei tout son pouvoir, canonisant son fondateur.

L'implication de l'église catholique dans la vie politique est un fait et deux figures de l'Amérique centrale se détachent en ce domaine : l'archevêque de San Salvador, Monseigneur Romero, assassiné en pleine messe, le 24 mars 1980 et Son Eminence le Cardinal Rodriguez Maradiaga, archevêque de Tegucigalpa (Honduras), donné papabile lors de l'élection de Benoît XVI et annoncé comme son possible successeur.

Monseigneur Romero, membre de l'Opus Dei avait été favorablement accueilli par l'oligarchie salvadorienne, puisque conservateur. Il avait écrit une lettre à Jean Paul II pour lui demander de canoniser Escriva de Balaguer, le défunt fondateur de l'Opus Dei. C'est dire qu'il ne s'agissait pas d'un agitateur de gauche. Son attitude devait radicalement changer lorsque, durant la guerre civile, un jésuite de ses amis fut assassiné par un escadron de la mort. Affecté personnellement par cet assassinat il prononça une homélie au cours de laquelle il déclara qu'un soldat n'était pas obligé d'obéir à un ordre allant à l'encontre des principes élémentaires d'humanité, rien de plus en somme que ce que le droit pénal nomme la non obéissance à un ordre illégal. Il faut croire que ce fut considéré comme une atteinte à la discipline militaire car il fut assassiné en pleine messe le 24 mars 1980, par un tireur au fusil, qui ne fut jamais retrouvé. Ses obsèques furent interrompues par l'explosion d'une bombe et des tirs à balle, en pleine cérémonie, qui occasionna 10 morts, cependant que 50 femmes et enfants mouraient piétinés. En 2003 lors d'un dîner tenu après un exercice commun avec les forces de sécurité salvadoriennes, l'un des convives, tenant à garder l'anonymat, confirma que le tireur ayant abattu Monseigneur Romero était un des membres de la force armée, désignée pour cette mission, pour sa spécialité de tireur d'élite.

Monseigneur Romero a été remplacé par Monseigneur Saenz Lacalle, membre de l'Opus Dei et beaucoup plus conservateur, sur instructions de Jean Paul II, pour une reprise en main de l'église salvadorienne Il s'est d'ailleurs fort bien pénétré de sa tâche puisqu'il a pris des mesures énergiques contre le jésuite Jan Sobrino. Ce dernier, ami et disciple de feu Monseigneur Romero, ayant proclamé des idées plus avancées a été accusé par la congrégation pour la propagation de la doctrine de la foi (qui n'est ni plus ni moins que le nouveau nom de l'Inquisition) de pratiquer un évangile « horizontal », c'est-à-dire beaucoup

trop proche des préoccupations du peuple. Il a été interdit à Jan Sobrino de donner des cours ou des conférences dans le diocèse de San Salvador.

Son Eminence le cardinal Rodriguez Maradiaga, archevêque de Tegucigalpa au Honduras, après avoir été considéré comme candidat possible, lors du concile qui a vu l'élection de Benoît XVI, s'est investi dans la politique. Il a pris parti, en 2009, contre le président Zelaya, pour le coup d'Etat qui a amené son éviction du territoire et pour l'installation du président Porfirio Lobo. Il n'a pas hésité, récemment, lors de la célébration eucharistique le, 3 février 2012, de Notre Dame de Suyapa, patronne de l'Amérique centrale, à dénoncer les travers et les vices de la société. Il s'en est pris à la violence, à la pauvreté croissante, au peu de respect de la vie humaine ainsi qu'à la corruption régnant dans les forces de l'ordre. Selon lui la violence au Honduras est le produit de la sous culture des trafiquants de stupéfiants des trafiquants, de la confusion religieuse, conséquence de l'offensive des sectes. Beaucoup plus directement il a interpellé le président de la république et les membres des corps constitués, présents à la cérémonie, pour demander l'épuration, au sein de la Police, des éléments troubles, pour ramener la paix dans le pays. Il a annoncé une « campagne pour la vie ». L'influence de ce prélat est très grande, au Honduras et même dans toute l'Amérique latine, il est considéré comme un possible successeur de Benoît XVI, n'étant âgé que de 70 ans (né en 1942).

L'église catholique, on le voit, tient à maintenir ses disciples dans la voie du classicisme romain et il semble bien fini le soutien aux mouvements révolutionnaires, même si des interpellations ponctuelles des pouvoirs publics ont pour effet de les rappeler à leur devoir.

.Les sectes semblent peu nombreuses, leur mode de fonctionnement étant très éloigné des mentalités de l'Amérique centrale. En revanche, sous l'influence de certains ressortissants des Etats-Unis, des églises évangélistes ont vu le jour. Leur public est relativement marginal et concerne des classes sociales relativement défavorisées, ou manquant d'assise culturelle. Pour beaucoup il est possible de parler de fumisterie, ce qu'à probablement voulu dire, en termes élégants le cardinal Maradiaga, quand il a parlé de sectes. En effet des appels à des versements, pouvant atteindre 10% des revenus mensuels, sont faits auprès de populations, désarmées psychologiquement, qui s'en remettent à quelques faux prophètes.

D'une manière générale l'église catholique demeure très influente, elle est amenée notamment à dispenser des cours d'éthiques dans les écoles militaires et de Police, invitée à toutes les manifestations officielles et donne son avis sur tous les problèmes de société. Elle ne se prive pas de formuler des représentations envers les gouvernants, lorsque ceux-ci ne se

comportent pas selon les normes chrétiennes, et émet des avis, y compris en matière économique, sur la répartition des richesses notamment.

1.5 Le niveau de vie et l'état de santé de la population

1.5.1 La composition de la population et la répartition des richesses

La population se répartit en fonction de l'activité, au sein des villes ou des campagnes, bien que la ville soit aujourd'hui beaucoup plus attractive pour la plus grande opportunité, du moins le pensent ceux qui s'y rendent, d'y trouver une occupation permettant de vivre, si ce n'est de survivre.

L'activité économique des populations est essentiellement orientée vers la prestation de service, généralement des tâches d'exécution simple, ne requérant aucune formation préalable. Les emplois de maison font vivre une part importante de la population active féminine. Ils sont, toutes proportions gardées, relativement bien payés, assortis d'avantages tels que logement et restauration, mais ne bénéficient d'aucune protection sociale.

La composition sociale montre d'énormes inégalités, en termes de richesses, qui conditionnent l'avenir. Il est en effet impossible d'accéder à un minimum de culture car les écoles sont payantes, dès le primaire L'école secondaire est un luxe que peuvent se permettre les classes moyennes, quant aux universités les plus réputées, elles ne sont accessibles que par hérédité, pratiquement, fondée sur l'appartenance à de riches familles

Tableau N°9:activité économique de l'Amérique centrale

	Répartition des travailleurs par activité	Taux de chômage estimé	Revenu des ménages par tranche sociale
Guatemala	Agriculture 23% Industrie 20% Services 57%	7,5%	Tranche inférieure (10% population) 1,6% des revenus Tranche supérieure (10% population) 46% des revenus
Belize	Agriculture 27% Industrie 18% Services 55%	11,5%	Tranche inférieure (10% population Non appréciable Tranche supérieure (10%) non appréciable)
Honduras	Agriculture 18%	28%	Tranche inférieure

	Industrie 32% Services 50%		(10% population) 0,4% des revenus, Tranche supérieure (10% population) 44,3% des revenus
Salvador	Agriculture 30% Industrie 15% Services 55%	10%	Tranche inférieure (10% population) : 1,4% des revenus Tranche supérieure (10% population) 39,3% des revenus
Nicaragua	Agriculture 33% Industrie 23% Services 44%	23%	Tranche inférieure (10% population) 0,7% des revenus Tranche supérieure (10% population) 48,8% des revenus
Costa Rica	Agriculture 20% Industrie 22% Services 58%	5,2%	Tranche inférieure (10%) 1,7% des revenus Tranche supérieure (10%) 34,6% des revenus
Panama	Agriculture 7% Industrie 17% Services 76%	13%	Tranche inférieure (10% population) Tranche supérieure (10% population) 35,7% des revenus

Source : CIA's World facts book

Les faits sont parlants, c'est la prestation de service qui occupe, pour moitié au moins, la force de travail. La répartition de la richesse se fait d'une manière déséquilibrée puisque 10% de la population la plus favorisée s'approprie du tiers à la moitié de ses revenus.

Le climat social se révèle donc explosif.

Tableau 10 : répartition du PIB

	PIB par habitant	PIB par secteur	Population en dessous du seuil de pauvreté
Guatemala	\$ 3700	Agriculture 23% Industrie 20%	60%
		Services 57%	
Belize	\$ 3250	Agriculture 18% Industrie 24% Services 58%	33%
Honduras	\$ 2600	Agriculture 18% Industrie 32% Services 50%	53%
Salvador	\$ 4600	Agriculture 10% Industrie 30% Services 60%	48%
Nicaragua	\$ 2500	Agriculture : 33% Industrie 23% Services 44%	50%
Costa Rica	\$ 8500	Agriculture 11% Industrie 37% Services 52%	20,6%
Panama	\$ 5900	Agriculture 7% Industrie 17% Services 76%	37%

Source : CIA's World facts book

L'essentiel du PIB est généré par les services et l'on note la situation, véritablement préoccupante, du Guatemala, en raison du pourcentage de pauvres. La prospérité du Costa Rica, en comparaison, n'en est que plus évidente.

1.5.2. L'état de santé de la population

La source des éléments exposés ci-dessous est le ministère de la santé publique de chacun des pays concernés, recueillis par l'association « étudiants du monde » à laquelle il est fait référence pour les données chiffrées

Il est d'emblée lisible les différences entre pays, le Guatemala a, avec le Salvador, à la fois le taux le plus élevé de fécondité et le plus élevé de mortalité. Une nouvelle fois le Costa Rica et le Panama présentent le taux le plus faible de mortalité et l'espérance vie ont tendance à se rapprocher des standards européens. Une explication à cela est possible, la meilleure prise en compte médicale des populations au Costa Rica, comme au Panama, peut être par le fait aussi que ces deux pays, ayant décidé de ne plus entretenir de forces militaires, peuvent consacrer davantage de ressources au bien être de leurs citoyens. La médecine ne saurait être mise en balance, pratiquement tous les médecins de renom ont effectué, pour la plupart, leurs

études aux Etats-Unis et sont régulièrement tenus à jour des innovations par le biais de congrès internationaux. Le Salvador, qui a un taux élevé de décès, dispose d'un équipement médical satisfaisant en regard des standards européens

Tableau N° 11 : natalité, mortalité et espérance de vie en Amérique centrale

	Natalité sur 1000 habitants	Mortalité sur 1000 habitants	Répartition par sexe	Espérance de vie à la naissance	Fertilité/femme
Guatemala	34,17	6,67	1,01 homme/femme	Femmes 69,66 ans Hommes 64,16 ans	4,51 naissances
Belize	31,08	4,6	1,03 homme/femme	Femmes 73,87 ans Hommes 69,17 ans	3,96 naissances
Honduras	31,21	5,74	1 homme/femme	Femmes 70,51 Hommes 67,11	4,03
Salvador	28,3	6,1	0,95 homme/femme	Femmes 74,11 Hommes 66,72	3,29
Nicaragua	26,98	4,76	1 homme/femme	Femmes 71,44 Hommes 67,39	3,09
Costa Rica	19,83	4,31	1,02 homme/femme	Femmes 78,89 Hommes 73,68	2,42
Panama	18,6	4,96	1,02 homme/femme	Femmes 78,74 Hommes 73,14	2,22

Source : CIA's World facts book

Pour donner une comparaison avec la France, selon les statistiques publiées par l'INSEE, l'espérance de vie des femmes se situe en moyenne à 84,8 ans, celle des hommes à 78,2 ans, le taux de fécondité étant de 2,07 enfants par femme.

De tous les pays de la zone on s'aperçoit que c'est le Costa Rica qui se rapproche le plus de nos chiffres. Cela tient peut être aux meilleures conditions de vie des populations, à une hygiène de vie sensiblement améliorée par rapport aux autres pays.

Le Guatemala a une forte population Indienne, souvent éloignée des centres de soins, ayant des conditions de vie particulièrement difficiles, effectuant des travaux faiblement rémunérés et ne disposant même pas des ressources nécessaires au maintien d'un niveau de santé acceptable.

Le virus du VIH semble affecter tous les pays. Plusieurs raisons peuvent être la cause de cette propagation.

En tout premier lieu la religion catholique et ses interdits s'oppose à une éducation sexuelle des jeunes gens, à la puberté, précisément à l'âge des premières découvertes sexuelles. La tradition du mariage pour les unions y est la règle officielle. Toutefois celle-ci souffre maintes exceptions qui, toujours, bénéficient aux classes les plus aisées, celles qui ont accès à l'instruction et à la connaissance. Ce sont les jeunes filles ignorantes qui sont le fruit de grossesses non désirées et qui sont victimes de la transmission des maladies sexuelles. La multiplicité des partenaires, qui n'utilisent pas de protection, est un facteur aggravant.

Il faut ajouter, malheureusement, un nombre élevé d'incestes, qui ne sont pas répertoriés et qui existent tant en zone urbaine qu'en zone rurale.

L'arrivée de populations étrangères au pays, notamment à l'occasion des conflits qui ont agité la région, ont amené bien souvent le virus. Le cas semble particulièrement vrai, bien qu'aucun chiffre ne puisse être allégué, au Panama, lors de l'arrivée des militaires américains en 1989, pour l'opération visant à renverser le dictateur Noriega.

Devant l'urgence du danger l'éducation des jeunes filles est un fait dès le secondaire. Dans les zones rurales des organisations internationales donnent les premiers enseignements, tant sur les précautions à prendre, que sur les procédés visant à limiter les naissances, parfois prolifiques.

Tableau 12 : état du virus du sida en Amérique centrale

	Fréquence du HIV chez les adultes	Personnes vivant avec le HIV	Décès dus au HIV
Guatemala	1,38%	73000	3600
Belize	2,01%	2400	170
Honduras	1,92%	63 000	4200
Salvador	0,6%	25 000	1300
Nicaragua	0,2%	4800	360
Costa Rica	0,54%	12 000	750
Panama	1,54%	24 000	1200

Source : CIA's World facts book

Les chiffres inquiétants du Belize, du Panama et du Honduras, sont un contraste saisissant avec le Nicaragua et la Salvador, pays où la fidélité conjugale, semble plus établie.

Peut être faut il faire une corrélation, ne ce qui concerne le Nicaragua, entre le chiffre relativement bas des personnes contaminées et le fait que ce pays possède le plus faible taux de divorce au monde, mais rien ne permet de l'établir d'une manière scientifique. En revanche pour ce qui est du Salvador, le ministère de l'instruction publique a développé une campagne de prévention auprès des élèves du secondaire, cependant que le ministère de la santé publique a multiplié les informations par voie radiophonique, télévisuelle et d'affichage. Le Panama allègue, de façon non officielle et par la voix de ses habitants, que c'est la présence des militaires des Etats-Unis et en particulier « l'invasion » de 1989 qui a propagé le sida par la venue de Marines des Etats-Unis. Ceux-ci par des relations intimes avec la population autochtone auraient transmis le virus. Les preuves scientifiques manquent à l'appui de cette assertion.

L'inflation est, à n'en pas douter, un fléau qui pèse lourdement sur les épaules des salariés et des revenus les plus bas de la société de l'Amérique Centrale. Tous les pays de l'isthme ont connu, lors de la décennie 80 et de la décennie 90 des taux d'inflation sans précédent.

Durant la première décennie les taux d'inflation les plus importants ont été enregistrés au Costa Rica et au Nicaragua. Le taux moyen d'inflation annuel au Costa Rica, durant la décennie 80, était de 23,5%, le Nicaragua, lui, atteignant les 432% ! L'inflation au Salvador fut de 17,2%, celle du Guatemala de 14,6%, celle du Honduras de 5,4% et celle de Panama de 2,4%.

Au cours de la décennie 90 le taux d'inflation tendit à se réduire et à se stabiliser dans la plupart des pays de l'isthme à l'exception du Honduras, où l'inflation atteignit des niveaux jamais connus lui donnant le triste privilège d'être le plus inflationniste de la zone. Au cours de l'année 1996 l'inflation atteignit les 25% au Honduras, par comparaison celle du Salvador étant de 8%, celle du Guatemala 10,43%, celle du Nicaragua 11,26%, au même moment.

La crise économique et le réajustement structurel ont une incidence négative sur le taux de chômage et de sous activité en Amérique Centrale. Pour l'année 1995 le taux de chômage et de sous emploi se déclinait ainsi, selon les chiffres officiels fournis par les gouvernements respectifs :

Un petit tableau comparatif peut donner quelque clarté et vérifier par rapport aux données initialement que le Honduras et le Nicaragua, par rapport à cette statistique, ont vu leur situation empirer

Tableau 13 : taux de chômage et de sous emploi en Amérique centrale

PAYS	TAUX DE CHOMAGE	TAUX DE SOUS EMPLOI
GUATEMALA	6,0%	33,4%
HONDURAS	8,6	31,4%
EL SALVADOR	10,0%	45,0%
NICARAGUA	23,5%	36,5%
COSTA RICA	4,2%	16,8%
PANAMA	13,0%	45,0%

Source : coordination éducative y cultural Centro americana Querétaro

1.5.3. La pauvreté et ses conséquences

La crise économique du début de la décennie 80 et les politiques néo libérales développées, et qui sont toujours d'actualité, pour tenter de la résorber, posent les bases d'un nouveau modèle de développement économique et social qui :

- réduit l'intervention régulatrice de l'état sur l'activité économique ;
 - amène la privatisation des entreprises d'état et paraétatique ;
 - tend à libérer les prix et les taux d'intérêt ;
 - cherche à réduire les politiques de financement du secteur industriel de substitution et des importations et des services publics en général ;
 - réduit les droits de douanes à l'importation pour permettre la libre circulation des marchandises et des capitaux ;
- stimule l'exportation de biens avec lesquels il est possible de faire des transactions, soit avec les produits traditionnels (café et bananes) ou non traditionnels (exemple melons, sésame, fruits, produits maraîchers et fleurs).

Ce nouveau modèle de développement est capable de produire une croissance économique dans la zone d'Amérique Centrale, comme cela a été le cas dans les dernières années, mais à un prix social très élevé car ce modèle de développement économique et social tend à concentrer les fruits de la croissance économique entre les mains d'une minorité, laissant la plus grande partie de la population dans une situation de pauvreté et de misère.

Le secteur industriel de l'Amérique centrale a commencé à se développer seulement à partir de la décennie 50, quand la vague d'industrialisation par substitution des importations toucha la région, après avoir atteint les autres pays ayant un développement relativement plus avancé, du continent américain.

Ce fut surtout durant la période comprise entre les années 60 et 80 qu'il fut possible de parler de capacité industrielle ; il se forma et se développa une classe d'entrepreneurs et il se

fit une importante accumulation de connaissances technologiques et d'expérience de management industriel.

Dans le nouveau milieu de réajustement structurel, créé par les politiques, le secteur industriel centre américain est confronté à de sérieux défis qui lui demandent de surmonter les retards technologiques, un meilleur contrôle de la qualité des produits manufacturés et une meilleure gestion des entreprises pour améliorer la compétitivité sur le marché intérieur et régional, pouvoir exporter vers les marchés exigeants des pays très développés. Dans cette optique, il a été prévu, dans les plannings des gouvernements de la région, la reconversion industrielle, qui avance d'une manière relativement lente dans les différents pays de l'isthme. La nouvelle ambiance de compétitivité créée par les politiques de libre marché, actuellement en vogue, représente, à n'en pas douter, un défi majeur pour la petite et moyenne industrie de pays qui, en dépit du retard technologique, représente un potentiel de main d'œuvre important.

Le secteur industriel de la région se concentre principalement dans la ville principale de chaque pays, plus spécialement dans la capitale. Ceci explique, en partie, l'hypertrophie de leur développement urbain. La concentration des cabinets gouvernementaux, des organismes éducatifs et des services de santé sont aussi des facteurs à prendre en compte pour comprendre le phénomène d'hypertrophie urbaine que présentent les capitales des pays de l'isthme. En 1980 la ville de Guatemala concentrait déjà 20% de la population du pays, Tegucigalpa 10%, San Jose 25%, Panama 33%. On peut donner aujourd'hui 3 à 5 points de plus, les chiffres exacts étant difficiles à connaître en l'absence de recensement officiel périodique un d'un chiffre noir très élevé.

A l'origine du phénomène de concentration urbaine on rencontre comme explication fondamentale les courants migratoires qui, dans les dernières décennies, ont opéré de la campagne vers la ville comme une expectative de la part de la population rurale de pouvoir améliorer sa condition, de même que l'augmentation ipso facto de la population citadine. Des enquêtes réalisées il appert mettent en relief le poids des femmes et des enfants dans le comptage des courants migratoires, venus de la campagne vers les villes, lors des dernières années.

On estime, pour les années 2000, le nombre des hommes à 51,7% et celui des femmes à 48,3% pour l'Amérique Centrale. Au Salvador ce chiffre est de 52,9% de femmes et de 47,1% d'hommes, au Nicaragua 51,9% de femmes et 48,1% d'hommes. Ces chiffres révèlent l'importance des déplacements de population, en raison des conflits armés qui ont secoué ces pays.

Le procédé d'industrialisation et de concentration urbaine, qui a entraîné dans les capitales d'Amérique Centrale et dans d'autres villes la floraison de taudis a contribué à la détérioration du milieu ambiant et à la déforestation. En outre il a engendré de sérieuses difficultés d'approvisionnement en eau et de traitement des déchets solides. Surtout il a établi les conditions pour le développement accéléré de ce que l'on appelle l'économie souterraine, en opposition avec le secteur officiel ou moderne qui, selon l'Organisation internationale du travail, consacrée à l'étude de l'emploi, se caractérise, du côté de la main d'oeuvre, par l'existence de postes de travail dans des entreprises organisées et de services personnels dans les sphères de gros revenus et, du côté de l'offre, comprend les personnes les plus qualifiées et avec une expérience préalable.

Les travailleurs du secteur formel ou moderne sont également inclus dans des systèmes modernes de sécurité sociale.

Le secteur de l'économie souterraine, en revanche, est composé de personnes qui développent des activités pour leur propre compte, celles qui travaillent dans de petites entreprises ou qui fournissent des prestations personnelles situées dans des zones de basse productivité.

Cependant il semble que le commerce est l'activité essentielle du plus grand nombre de travailleurs insérés dans l'économie souterraine. Telle est, du moins, la situation à Tegucigalpa et à Managua, où les travailleurs de ce secteur représentent près de 70% de l'emploi total. Les salaires de ces travailleurs sont particulièrement bas et ils ne bénéficient pas d'un système de sécurité sociale.

Le secteur de l'économie souterraine, en ville, est d'une grande signification au niveau de la population économiquement active des secteurs métropolitains de l'isthme centre américain.

On estime pour Managua à 47% du total de la population la partie qui vit et travaille dans l'économie souterraine, à 22% à San Jose, 29% à Tegucigalpa, 29% à San Salvador, 33% à Guatemala.

Il est permis de dire avec certitude que l'économie souterraine absorbe une bonne part de l'excédent de population qui ne trouve pas d'occupation dans le reste de l'économie urbaine. Il a été dit que, pour certaine micro entreprise, celles-ci représentent la recherche d'une certaine indépendance utopique dans le travail.

La pauvreté est un problème structurel. Elle est très liée à la distribution inégalitaire du revenu procuré par le modèle de développement économique et social d'exclusion, adopté par

les pays d'Amérique Centrale. Selon des estimations réalisées par l'UNICEF, sur les dix dernières années, les partages se sont effectués comme suit :

au Costa Rica 20% de la population ont reçu 51% du revenu national, pendant que les 40% les plus pauvres de la population en recevaient 13% ;

au Panama les 20% les plus riches ont reçu 60% du revenu national et 40% des plus pauvres 8% ;

au Guatemala 20% des plus riches ont reçu 63% du revenu national cependant que les 40% les plus pauvres en recevaient 8% ;

au Honduras 20% des plus riches ont reçu 60% du revenu national cependant que 40% des plus pauvres en recevaient 9,6%.

Il appert de cette étude que, concernant l'Amérique latine en général, après le Brésil ce sont les sociétés du Honduras et du Guatemala qui sont les plus inégalitaires, le Panama venant en cinquième position.

De même que dans les autres régions de l'Amérique latine, la pauvreté dans l'isthme centre américain demeure située dans le milieu rural, en de plus grandes proportions qu'ailleurs bien que, par exemple, elle ait diminué par rapport à celle qui sévissait dans les années 50 lorsque les pays de l'Amérique Centrale étaient uniquement ruraux.

Au Costa Rica 25% de la pauvreté sévit dans les villes contre 27% à la campagne, Au Salvador 50% de la pauvreté est urbaine et 65,5% rurale. Au Honduras 70% de la pauvreté est urbaine et 88% rurale. Au Panama 41% de la pauvreté est urbaine et 78% rurale. Au Guatemala 53% de la pauvreté est urbaine et 78% rurale. Aucun chiffre n'a pu être obtenu concernant le Nicaragua, en ce domaine.

Aujourd'hui, comme hier, la pauvreté rurale se trouve fondamentalement située parmi les agricultures de subsistance et les milliers de journaliers mal payés qui déambulent dans la campagne centraméricaine.

La pauvreté urbaine, en revanche, se nourrit, essentiellement des courants migratoires de la campagne vers la ville et de la croissance végétative des foyers urbains les plus pauvres qui se trouvent, généralement, parmi les travailleurs salariés du secteur souterrain, les travailleurs pour leur propre compte et les autres travailleurs sous employés qui perçoivent de minuscules revenus. Les revenus les plus bas se rencontrent dans les foyers ayant comme chef de famille des femmes seules.

Il faut reconnaître que la catégorie de pauvres dont il s'agit cache le fait qu'une grande part des pauvres de l'Amérique Centrale vivent dans des conditions extrêmes de pauvreté et d'indigence car les revenus dont ils disposent se situent bien en dessous du coût des aliments du panier de base et du coût de autres services essentiels permettant une vie décente.

La pauvreté a toujours été, malheureusement partie intégrante de la société de l'isthme mais elle a crû et s'est intensifiée en cette période de réajustements structureaux. Quelques organisations ont essayé d'apporter quelques aménagements de compensation sociale pour tenter d'atténuer les effets de cette pauvreté. Parmi quelques expériences intéressantes il faut citer les Fonds d'investissements sociaux, nés de la politique de réajustement structurel de l'économie en Bolivie. Il existe de ces fonds d'investissement social au Honduras, au Salvador et au Guatemala.

Au Honduras les ventes de café, le principal produit d'exportation ont progressé en 2010 dépassant les 400 millions d'Euros mais la perte de 40 000 emplois dans les zones franches (textile et pièces automobiles) a amené une aggravation du chômage. La situation politique du pays avait été affectée par la mise en minorité du président Zelaya, dont la légalité à ce propos pourrait occuper la réflexion de maint juriste. Son successeur Porfirio Lobo n'a réussi à rompre totalement l'isolement diplomatique du pays hors l'organisation des états américains (OEA) qu'à grand peine.

La pauvreté extrême est le terreau propice à l'analphabétisme, la prostitution, les relations incestueuses, la délinquance et la violence sociale en général. Il est certain que l'augmentation de la pauvreté de ces dernières années est étroitement liée à l'augmentation exponentielle de la criminalité de la zone. Cet aspect est d'ailleurs mis en exergue à l'occasion des campagnes électorales ; la sécurité des citoyens est un enjeu majeur. Les attaques à main armée, dans les rues ou les moyens de transport, sont pain quotidien. Un phénomène a émergé, celui des bandes organisées de délinquants, associées pour vendre des stupéfiants, exercer des représailles pour le compte de tel ou tel caïd de la pègre, mettre un quartier en coupe réglée.

Les statistiques ne sont pas communiquées en ce qui concerne les cas d'incestes qui, le plus souvent, ne sont que très rarement dénoncés par les victimes ou les proches, par crainte de représailles d'abord, par peur de perdre le seul revenu économique du foyer ensuite. Ils sont plus fréquents à la campagne, selon les informations qui circulent de manière confidentielle au sein des petites sociétés rurales où tout se sait.

La prostitution occasionnelle est relativement répandue, sous des formes diverses, depuis la recherche du client dans les quartiers chauds, par un accoutrement et une attitude adéquats, en passant pour les rencontres, avec des étrangers fortunés ou les amours tarifés dans le milieu des très riches étrangers.

Bon nombre de motels sont situés dans la périphérie des villes qui offrent un abri aux amours coupables ou tarifées. Pour ce qui concerne le premier aspect ils n'offrent plus un abri sûr : on ne compte plus les tirs à balles ayant mis un terme à des liaisons coupables. La dernière innovation serait le retour à la maison signalée d'une lumière rouge, la publicité manquant certes d'imagination mais étant accessible aux plus humbles.

En matière de santé publique les collèges d'enseignement, y compris les religieux, dispensent une éducation sexuelle basée sur la prévention des maladies sexuellement transmissibles. Dans les zones rurales ce sont des religieuses qui dispensent cet enseignement aux femmes les plus humbles ainsi que, bien que cela puisse paraître en contradiction avec le Vatican, les moyens de contraception. Il n'est pas rare de voir des familles de douze à quinze enfants dans les foyers ruraux et la femme, malheureusement fait l'objet de préjugés dignes d'une autre époque tels que de devoir s'abstenir de traverser un champ récemment ensemencé durant leur période. Des associations caritatives et religieuses accomplissent, dans ces zones, un gros travail d'information ainsi que de pratique de la médecine, infantile et pour adultes, dans des situations de dénuement économique.

Un nouveau modèle de développement économique s'est fait jour et l'Etat s'est vu évincé de son action régulatrice sur l'économie. En lieu et place ont été mis au goût du jour la privatisation des entreprises para étatiques, la réduction de droits de douanes protectionnistes, l'incitation à l'exportation. Malheureusement les programmes de réajustement tendent vers un modèle économique et social qui rend les riches plus riches et les pauvres encore plus pauvres.

La précarité extrême entraîne une violence sociale et une criminalité qui plongent le citoyen dans un état d'insécurité permanent

La vétusté de certains bâtiments fait courir, déjà, un danger pour les habitants. Jusque très récemment les tremblements de terre, lorsqu'ils faisaient des victimes, frappaient les foyers les plus démunis qui habitaient des maisons de terre battue. Très récemment un effondrement de terrain à Guatemala City a fait plusieurs victimes, en plein centre ville. Il est apparu que les fondations étaient plus que sommaires.

Comme en beaucoup d'endroit l'âpreté au gain et le désir de constituer des fortunes rapides entraînent des malfaçons, dont les conséquences peuvent se révéler tragiques à l'occasion. Quand on ajoute que les recours dont disposent les victimes, le plus souvent pauvres, devant la justice, sont des plus précaires, en raison de l'impossibilité de bénéficier de leurs compétences, la loi étant faite, en priorité, pour maintenir les structures sociales telles qu'elles sont, c'est-à-dire en faveur de la classe dominante.

L'insécurité est devenue telle dans les villes que la présence de nombreuses compagnies de sécurité privées ne permet plus de répondre aux attentes des habitants, en particulier des plus fortunés, qui sont bien évidemment la cible prioritaire des délinquants. Les enlèvements avec demande de rançon sont la forme de criminalité la plus répandue. Le plus souvent ils sont le fait de groupes entraînés qui bénéficient de complicités au sein de la domesticité, que cette complicité soit le fait d'une coopération consentie ou consentie sous la menace de représailles envers les personnes ou leurs proches. L'absence de confiance dans les pouvoirs publics, qu'il s'agisse des forces de police ou de l'administration de la police amène le recours, bien souvent, à la vengeance privée. C'est ainsi qu'une famille de San Salvador, dont la doyenne, enlevée et libérée après versement de la rançon, mais violée durant sa rétention, n'a pas hésité à faire appel à des sicaires pour exécuter, de manière spectaculaire, les auteurs du forfait (les têtes des auteurs ont été arrachées et exhibées devant leur maison).

Il est résulté de tout ceci un abandon du centre ville, qui n'offre plus les conditions matérielles de sécurité, puisque de nombreuses victimes ont été agressées au moment où elles entraient, avec leur voiture, dans le garage à ouverture à distance. Le fait est perceptible aussi bien à San Salvador, que Tegucigalpa ou Guatemala city, beaucoup moins à Panama ou à San José.

De l'ensemble des faits examinés il ressort une difficile relation sociale générée par les inégalités de tous ordres. En premier lieu la naissance, selon la classe sociale, détermine, à très peu d'exceptions près, l'avenir de la personne. L'héritage n'est pas seulement de nature économique mais également intellectuel, culturel et sanitaire. La malnutrition de certaines couches de la population, aux ressources très réduites, entraîne des rachitismes et des déformations, visibles, notamment dans les zones rurales. Il n'est pas rare de voir, à la campagne, des personnes relativement jeune ou dans ce que nous convenons d'appeler la force de l'âge, victimes de déformations au niveau des membres inférieurs ou de la colonne vertébrale. En ce qui concerne l'instruction primaire un effort semble avoir été fait en ce sens mais, déjà, l'école primaire accentue les différences : uniformes et activités ludiques et artistiques pour les uns, minimum de connaissances pour les autres. L'école secondaire et plus encore l'université sont un goulet d'étranglement, l'accès à l'enseignement supérieur étant, dans les faits, réservé aux classes les plus aisées. Il en découle une absence de capillarité sociale, les dirigeants semblent se reproduire comme par parthénogénèse et, de la même manière que les populations repliées sur elles mêmes finissent par acquérir des tares congénitales, perdent tout contact avec la réalité sociale. Cet aspect des idiosyncrasies peut

expliquer les conflits armés incessants qui ont, tout au long des deux derniers siècles, endeuillé les pays de l'Amérique centrale.

Peut être serait il temps d'aborder ce vingt et unième siècle avec une volonté d'ouverture et de modernité quitte à admettre, ce n'est jamais facile, un abandon partiel de souveraineté, pour le plus grand bien du plus grand nombre.

Chapitre 2

L'organisation politique dans les pays d'Amérique centrale

Les Etats qui composent l'Amérique centrale sont tous des républiques, dont le président et les membres du Parlement sont élus au suffrage universel.

A l'exception du Belize, rattaché à la couronne du royaume uni de Grande Bretagne, d'Irlande et des territoires situés au-delà des mers, les six pays hispanophones ont un régime présidentiel. L'administration de l'Etat est tributaire des aléas de la politique, selon le système dit des dépouilles, et la carrière de haut fonctionnaire s'en trouve donc susceptible de précarité, encore que la nécessité de disposer d'un personnel techniquement capable soit souvent d'un secours précieux pour les titulaires de certains postes de directeurs de cabinet.

2. L'ORGANISATION POLITIQUE DANS LES PAYS D'AMERIQUE CENTRALE

Actuellement tous les pays de la zone Amérique Centrale ont des systèmes de gouvernement démocratiques, au sens que nous, Européens, l'entendons, c'est-à-dire mis en place par le biais d'élections libres. Les formations politiques concourent à l'exercice du pouvoir par un système de représentation, dont les membres sont également élus par le peuple.

La taille des différents pays ne permet pas une décentralisation des pouvoirs mais des représentations locales telles que les municipalités sont élues par le peuple, de la même manière que précédemment.

Le modèle est d'inspiration européenne, plus particulièrement française, car les mouvements de libération de la couronne espagnole, en 1821, se sont inspirés des idées des philosophes des Lumières et de la révolution française. Le système britannique a également été l'objet d'un certain intérêt, plus particulièrement au Salvador, dont l'un des présidents de la république, dans les années 30, avait séjourné en Angleterre et avait étudié, à l'occasion de son séjour professionnel, le fonctionnement des institutions anglaises.

Plusieurs soubresauts de l'Histoire ont porté atteinte à ces principes. C'est souvent la force armée, le plus généralement sous tendue par des puissances étrangères, qui a mis temporairement en suspens le fonctionnement démocratique. Après une période plus ou moins longue de comportement dictatorial, lors de ces périodes, hélas assorti d'exactions contre les populations civiles, des accords de paix ont été signés. Il est remarquable de constater, à ce propos, la faculté de résilience de ces peuples. Les accords de paix qui ont succédé aux guerres civiles les plus douloureuses, celles du Guatemala et du Salvador, ont été assortis d'une reconstruction de la société civile. En particulier au Salvador l'organisation administrative, après la signature des accords de paix de CHAPULTEPEC, en 1992, a été effectuée sur le principe des « tiers » : un tiers d'anciens militaires ou de fonctionnaires de l'ancien gouvernement, un tiers d'anciens « rebelles », un tiers au recrutement extérieur, pour rajeunir les cadres. En 2004 le Chef du groupe d'intervention de la Police, équivalent de notre « RAID » était un ancien combattant du Front de libération « Farabundo Martí », cependant que le chef des forces spéciales de l'armée avait été son adversaire, durant le conflit, les deux coopérant dans la lutte contre la criminalité nationale et transnationale. A la même époque le Directeur Général des services de renseignements du Guatemala était également un ancien combattant du front de gauche, ingénieur de formation, assisté d'un professeur de Droit, d'un

professeur de Lettres, d'un professeur d'Histoire et d'un ingénieur, pour la formation des personnels, deux jeunes militaires, du grade de capitaine, assurant l'entraînement spécifique ressortissant aux opérations spéciales.

Il faut se garder, en ce qui concerne les relations humaines qui prévalent dans ces pays, de calquer notre organisation sur la société. Le système de valeurs est quelquefois différent, pour des raisons qui échappent à notre logique cartésienne. D'ailleurs comme le faisait remarquer un prêtre catholique à l'occasion d'une discussion informelle, la découverte du Nouveau Monde s'est effectuée bien avant que Descartes n'écrive son discours de la méthode. Sous la boutade de ce ministre du culte, dont la conversation et la compagnie sont des plus agréables, il faut percevoir les traits de caractère, hérités de la présence espagnole durant plusieurs siècles : il y a, dans la culture hispanique un sentiment parfois tragique de la vie, au sens que lui prêtait le philosophe espagnol, Miguel de Unamuno. Ainsi, à l'inverse de ce que l'on pourrait imaginer, ce sont les fils de famille qui ont des idées avancées, possédant une éducation et des moyens leur permettant de voyager et de comparer. Les plus conservateurs sont souvent les classes moyennes dont le niveau de vie peut être remis en question à tout moment, eu égard à la conjoncture.

La culture du café, entre autre, a pu enrichir temporairement certains propriétaires mais la volatilité des cours, lors des années 2000 à 2003 en a ruiné beaucoup, qui n'avaient pas pu, ou su, diversifier leur production. Des malversations ont été opérées, par certains d'entre eux, auprès des banques. Celles-ci consentaient des prêts, à taux réduit, pour l'entretien ou l'amélioration des caféiers, à charge bien entendu de consacrer l'argent à cette activité, mais dans beaucoup de cas les sommes ont été consacrées à l'investissement immobilier. Le mauvais écoulement des récoltes a mis à mal les capacités de remboursement et des maisons ont été saisies par les établissements financiers, créanciers.

L'organisation de l'Etat est paradoxalement le fruit d'une culture hispanique, dont les traits sont constants et visibles, dans l'habitat, les idiosyncrasies, les relations sociales, et les principes démocratiques hérités de ce qu'il est convenu d'appeler « le vieux continent ».

L'insécurité, qui sera examinée de manière plus précise infra, a éloigné des villes les résidents qui ne pouvaient se doter d'un système de protection efficace. La sécurité est un point tellement important que toutes les maisons individuelles sont équipées de système dissuasif. Le premier pas vers la sécurité est le garage ouvrant, télécommandé depuis le véhicule, qui permet de pénétrer de plain pied dans la maison, le réseau de fil de fers barbelés, certains étant électrifiés, de type « razor », autour des murs de la maison, des fenêtres avec

barreaux, des cours protégées par des barreaux empêchant la pénétration par le haut. Le plus souvent des gardes armés de fusil d'assaut ont la responsabilité d'un pâté de maisons.

La mode, en ville, va plutôt vers les ensembles d'appartements, dont la pénétration, au sein d'un compound est assurée par un poste de garde armé. Les résidents disposent de badges électroniques et les visiteurs sont tenus de décliner leur identité, de laisser un document et arborer un badge de sécurité.

Mais le nec plus ultra est le compound situé à l'extérieur de la ville, bénéficiant d'une protection par un poste d'hommes armés, disposant à l'intérieur de toutes les commodités (magasins, piscines, médecins, pharmaciens), regroupant les classes sociales les plus élevées. Celles-ci sont à l'abri des regards indiscrets, peuvent se retrouver entre gens de même niveau économique, sans avoir à souffrir de la promiscuité des classes défavorisées.

Ce transfert de la ville vers la banlieue riche est un phénomène qui se développe avec le temps. Le centre ville est laissé aux classes très moyennes voire pauvres. Le plus souvent une criminalité y prospère, mettant une forme d'oppression sur les plus faibles, en faisant payer leur protection. La difficulté à se loger, pour les classes les plus modestes, amène à une anarchie dans les plans locaux d'urbanisme. Des constructions se font jour au gré des nécessités, avec des matériaux qui ne résistent pas aux secousses sismiques très fréquentes.

2.1 Les organismes supranationaux

Avant de se faire une idée sur la conception démocratique qui prévaut dans l'organisation étatique, il est utile de placer l'Amérique Centrale dans un contexte politique général fruit du passé, notamment en ce qui concerne son insertion au sein d'organes supranationaux, certains ayant une activité purement consultative d'autres une influence politique certaine.

2.1.1 L'Organisation des Etats américains

Le sentiment d'appartenance à un même continent a amené les nations de l'Amérique du nord comme de l'Amérique centrale et du sud à formaliser leur engagement vers la réalisation de buts communs et le respect de la souveraineté de chaque nation.

Une déclaration américaine dite des devoirs de l'homme, première déclaration internationale en son genre, a été adoptée, après la 9^{ème} conférence, dite de Bogota, le 30 avril 1948.

Dans les faits la vocation anticommuniste a été clairement affichée, dès le début, matérialisée par l'exclusion de Cuba le 31 janvier 1962. Cependant l'organisation est revenue sur cette décision lors du congrès tenu à San Pedro Sula (Honduras) le 3 juillet 2009.

Les Etats membres se fixent des objectifs politiques lors de l'assemblée générale qui réunit les ministres des affaires étrangères des pays participants, une fois par an

A l'heure actuelle elle regroupe 35 Etats, dont tous ceux de l'Amérique Centrale.

Les langues de travail sont l'Espagnol, le Portugais, l'Anglais et le Français.

Le Conseil permanent est composé d'ambassadeurs nommés par les Etats membres. Il tient des réunions régulières au siège, sis à Washington, pour orienter les politiques et les actions à long terme. La présidence est tournante, tous les trois mois, par ordre alphabétique des pays membres. Chaque Etat dispose d'une voix, la plupart des décisions se prennent en consensus.

L'organisation dispose d'une commission interaméricaine des droits de l'homme et d'une cour de justice interaméricaine des droits de l'homme.

Plusieurs organismes spécialisés sont des émanations de cette organisation, notamment :

- L'organisation panaméricaine de la santé, basée à Washington ;
- L'institut interaméricain de l'enfance, basé à Montevideo (Uruguay) ;
- L'institut interaméricain de coopération pour l'agriculture à San Jose de Costa Rica ;
- L'institut panaméricain de géographie et d'histoire, à Mexico
- L'institut panaméricain des affaires indigènes interaméricain, à Mexico.

Des pays du monde entier bénéficient du statut d'observateur permanent et fournissent un appui financier important.

Parmi les objectifs les plus immédiats figurent la défense des droits de l'homme, la lutte contre les trafics, en particulier de stupéfiants, et la corruption, ainsi que la facilitation des échanges entre les différents pays qui constituent l'Amérique.

Malgré une pieuse bonne volonté l'organisation a trouvé ses limites, d'abord en demeurant inactive devant les coups d'Etat du président Aristide en Haïti ou de Fujimori au Pérou.

Parmi ses protestations figurent le rejet de la proposition des Etats Unis d'intervenir au Nicaragua, demeuré dans les faits lettre morte, en 1979, puis, la dénonciation, comme trahison, de l'appui apporté par Washington à l'invasion des Malouines, en 1982, ainsi que l'invasion de Panama en 1989.

Tout récemment les Etats-Unis ont remis en cause les clauses de l'OEA lors de la rocambolesque crise entre l'Equateur et la Grande Bretagne concernant Julien Assange,

l'auteur de wikileaks, ou la publication de documents confidentiels, recherché par les Etats Unis, voulant obtenir son extradition depuis la Grand Bretagne, alors que l'Equateur lui offrait l'asile politique.

Les pouvoirs de cette assemblée, malgré les intentions louables du départ, demeurent donc très limités et se heurtent à la suprématie des Etats-Unis, le plus souvent.

2.1.2. Le Parlement centre américain (Parlacen)

Le Parlement centraméricain, vise à l'intégration des pays de l'Amérique centrale. Il a été créé en 1987, essentiellement aux fins de mettre un terme aux conflits internes du Salvador, du Guatemala et du Nicaragua. Sa première session s'est tenue dans la ville de Guatemala en 1991.

Il regroupe les pays suivants : Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama ainsi que la république dominicaine. On y constate l'absence du Belize et du Costa Rica, bien que ce dernier pays ait signé le traité initial. Chaque pays envoie vingt députés à ce parlement.

Son siège est à Guatemala.

Il est partie du système d'intégration centraméricaine (SICA), ajouté à la charte de l'organisation des états centraméricains, par le protocole de Tegucigalpa, signé le 13 décembre 1999.

Juridiquement il est un organe régional permanent de représentation politique et démocratique du SICA. Il a la qualité de personne morale selon le droit international.

Constitué de 20 députés de chaque Etat membre, élus en même temps que les députés nationaux dans leur pays, ses membres ont la même durée de mandat que les députés nationaux.

Il est compétent pour :

- Proposer des textes en matière d'intégration ;
- En effectuer des contrôles démocratiques
- Prendre des initiatives afin d'élargir l'intégration
- Proposer des traités et des conventions
- Créer des commissions spéciales pour examiner les litiges entre Etats membres

Ses moyens d'action sont l'assemblée plénière dont les compétences sont :

- Les conseils pour les domaines de la paix et de la sécurité
- L'approbation du budget
- La formation des commissions de travail
- La proposition de conventions et traités à négocier entre Etats

Les commissions permanentes effectuent des recherches dans le domaine assigné ainsi que des études commandées par le bureau en vue d'une expertise ou d'un rapport.

Actuellement 13 commissions permanentes sont en charge de dossiers spécifiques. Parmi ceux-ci, entre autres :

- La commission de l'agriculture, de la pêche, de l'environnement et des ressources naturelles
- La commission du développement urbain et de la participation citoyenne
- La commission pour l'éducation, la culture, le sport, les sciences et la technologie
- La commission des femmes, de l'enfance, de la jeunesse et de la famille
- La commission de la santé, de la sécurité sociale, de la population, du travail et des syndicats.

Des commissions extraordinaires peuvent être créées pour examiner des problèmes ponctuels.

Des observateurs peuvent être admis, même s'ils ne font pas partie de la région, dans la mesure où ils ont des objectifs et principes compatibles avec ceux du Parlement. Jouissent de ce statut notamment le Mexique, le Venezuela et Taiwan.

2.3. Les organismes nationaux

Les Etats sont tous, plus ou moins, calqués sur le même modèle

Il s'agit de républiques, au sens où nous l'entendons en Europe.

Le territoire est découpé en départements, provinces ou territoires.

Tous admettent le suffrage universel, seul l'âge légal pour être électeur varie d'un pays à l'autre.

2.1.1. Le gouvernement

Le système est un présidentiel, sauf pour le Belize, qui appartient au Commonwealth et a un statut spécifique. Son chef d'Etat est la reine Elisabeth II et elle est représentée par le gouverneur Sir Colville Young, actuellement. Le chef d'Etat est élu au suffrage universel, le suffrage étant obligatoire sous peine d'amende.

Tableau 14 : formes de gouvernement en Amérique Centrale

	Type de gouvernement	Constitution	Type de suffrage et âge légal	Organe exécutif
Guatemala	République	oui	Universel, 18 ans	Président chef d'Etat et de gouvernement
Belize	Démocratie parlementaire	oui	Universel, 18 ans	Chef d'Etat Elisabeth II, représentée par Gouverneur Général, cabinet fixé par Gouverneur Général sur proposition du Premier Ministre, nommé par le précédent
Honduras	République	oui	Universel et obligatoire	Président chef d'Etat et de gouvernement
Salvador	République	oui	Universel, 18 ans	Président chef d'Etat et de gouvernement
Nicaragua	République	oui	Universel, 16 ans	Président, chef d'Etat et de gouvernement
Costa Rica	République	oui	Universel et obligatoire, 18 ans	Président chef d'Etat et de gouvernement
Panama	Démocratie constitutionnelle	oui	Universel et obligatoire, 18 ans	Président chef d'Etat et de gouvernement

Source : CIA's World facts book

A l'exception du Panama et du Belize tous les pays ont leur fête nationale le 15 septembre 1821, en commémoration de l'indépendance de l'Espagne.

Le Panama n'existait pas et faisait alors partie intégrante de la Colombie. Sa date officielle d'existence est le 3 novembre 1903.

Le Belize est un Etat indépendant depuis le 21 septembre 1981. Il était appelé Honduras britannique

Le gouvernement est constitué d'un Premier Ministre qui peut être aussi un ministre, généralement de l'intérieur ou de la force armée. Les ministres sont responsables devant lui et agissent en fonction de la politique inspirée par le chef de l'Etat.

On retrouve les ministères classiques : intérieur, armée, finances, culture, éducation, santé publique, affaires étrangères.

Des missions permanentes tels l'observatoire des droits de l'homme participent aux travaux qui ont trait à la sécurité et au maintien de la paix publique, avec notamment, dans la plupart des pays, une représentation de l'union européenne, engagée dans des travaux, non seulement de reconstruction de la société, après notamment les guerres civiles, mais également d'urbanisme et de travaux concernant la remise en état de voies de communication et d'adduction d'eau, dans les zones rurales les plus reculées.

Les élections présidentielles, selon les observateurs étrangers présents dans ces pays, se sont déroulées dans un climat de légalité et la campagne n'a donné lieu à aucun débordement.

Le chef de l'Etat peut user de son droit de veto sur certaines questions à la condition de disposer, en sa faveur, des 3/5 des voix du Parlement.

2.1.2. Le Parlement

Le Parlement est monocaméral dans tous les pays, il n'existe qu'une assemblée nationale chargée du pouvoir législatif.

La représentation parlementaire est constituée dans tous les pays par des députés, en nombre variable selon le pays, élus au suffrage universel, pour une durée de 3 à 5 ans, selon les pays, et représentant les différents partis qui concourent à la vie politique. Le système adopté est celui de la représentation proportionnelle. Par exemple au Salvador le président est élu pour 5 ans et le Parlement, constitué d'une seule chambre, l'Assemblée nationale, pour 3 ans. Dans ce dernier pays qui a donné la magistrature suprême au parti de gauche, le front de libération Farabundo Marti, le front dispose de 35% des sièges, suivi par l'opposition, Alliance républicaine nationale, qui, selon nos critères est d'extrême droite, avec 32%, le PCN, parti de conciliation nationale, PCN ayant 11%, de droite, le Parti démocrate chrétien du centre 5%, ce qui rend les partis de droite majoritaires à l'Assemblée.

A coté de ces représentants officiels il existe des groupes de pression, selon les pays, par exemple de nombreuses associations de défense des travailleurs existent au Salvador, des associations de défense des éducateurs au Nicaragua, d'industriels et de représentants des

professions du bâtiment au Panama, des travailleurs et des droits de l'homme au Honduras, des travailleurs et éducateurs au Costa Rica, des propriétaires agricoles au Guatemala, de la promotion de l'éducation et de la recherche au Belize.

Il existe un tribunal électoral, composé de juges désignés par l'assemblée nationale, qui a pour mission de veiller à la légalité des opérations de vote, que ce soit avant, pendant, ou après les élections, et connaît des litiges introduits par les candidats ou les particuliers, à l'occasion des élections.

D'une manière générale la Constitution dans tous ces pays est extrêmement détaillée et, par là même, contraignante. Elle fixe les règles dans des domaines qui, en France par exemple, ressortiraient au règlement ou à l'arrêté ministériel. Par exemple la tenue uniforme des policiers est d'essence constitutionnelle et nécessite un vote à la majorité des trois cinquièmes pour y porter un changement. Ceci entraîne des lourdeurs et des lenteurs dans la vie quotidienne, au moment de l'application. Il semble que l'on ait voulu se garantir, de manière extrêmement formelle, de toute dérive possible, mais les difficultés sont augmentées à l'instant de vouloir apporter de simples réformes techniques.

Tous les pays ont une constitution qui garantit l'essentiel des droits et libertés des personnes et, théoriquement, garantit le fonctionnement normal des institutions.

L'examen du système judiciaire, actuellement en cours de réformes, peut donner une idée du niveau de démocratie des pays de la région.

2.4 La justice et les organes de sécurité

2.4.1 La justice, garantie de l'état de droit

Le système juridique est calqué sur le droit espagnol, donc droit romano germanique, pour les pays hispanophones, inquisitoire. Le Belize lui, applique le droit coutumier britannique, accusatoire.

Le droit en vigueur dans la majorité des pays reste donc le droit romain. Il se caractérise par une séparation entre les organes de poursuite, les magistrats du Parquet, Procureur et substituts, et de l'instruction, un juge d'instruction, indépendant juridiquement, chargé d'instruire le dossier, à charge et à décharge, et de décider si les faits constituent une infraction, devant entraîner la traduction du ou des auteurs devant une juridiction, ou un non lieu. Ceci est calqué sur le système français. Un petit bémol est à apporter par rapport à notre

organisation judiciaire : en France les magistrats du Parquet peuvent, au cours de leur carrière, être magistrats du siège c'est-à-dire juge d'instruction ou président du tribunal, alors que les magistrats du Parquet, dans ces pays, demeurent au Parquet. Ce débat n'est pas neutre, l'union européenne, en particulier, et de nombreux autres pays, critiquent le fait qu'un magistrat du Parquet, habitué à requérir, puisse devenir ensuite un juge instruisant à charge et à décharge.

Sous l'influence des Etats Unis des pays comme le Nicaragua notamment ont tenté d'adopter à l'essai la procédure accusatoire. Il en est résulté une cacophonie, les codes de procédure pénale existant étant radicalement différents de ceux des pays Anglo Saxons, dans l'esprit comme dans la lettre.

Il existe, dans chaque pays une Cour suprême, qui joue le rôle de notre Cour de Cassation, jugeant de la procédure et du fait, composée de magistrats indépendants, élus par l'Assemblée nationale. Le nombre varie selon les pays mais ils sont élus pour une durée de cinq ans en règle générale. Ils connaissent des litiges en matière civile, pénale, fiscale et même administrative. Il n'existe pas, en effet, de juridiction comparable à notre Conseil d'Etat ou aux tribunaux administratifs et il n'y a donc pas de séparation entre la justice administrative et judiciaire.

En ce qui concerne le Belize, ce dernier a encore, dans son arsenal judiciaire, la peine de mort par pendaison. Elle n'est jamais appliquée car les défenseurs font appel auprès de la reine Elisabeth II et le Belize, étant membre du Commonwealth, est soumise aux décisions de la Cour suprême de Grande Bretagne (chambre des Lords).

La peine de mort a été abolie dans tous les pays, le dernier à l'avoir fait étant le Guatemala en 2003, où l'injection létale était prévue dans le code pénal.

Le corps des avocats est réuni dans un barreau, comme dans la plupart des pays du monde. Il est possible d'être en même temps avocat et notaire. Le recours à ces hommes de loi est extrêmement fréquent dans la vie quotidienne: certification de quittances, de domiciles, ... Il est vrai que les honoraires sont extrêmement bas et accessibles à toutes les couches sociales (de l'ordre de 10 Euros l'acte).

Le droit administratif est inconnu, les litiges avec l'Etat étant du ressort de l'ordre judiciaire normal.

Il existe enfin une Cour Constitutionnelle, qui examine, comme notre Conseil Constitutionnel, la compatibilité des textes avec le texte suprême, ce pour chacun des pays.

Le recours à la justice est lié au ministère d'avocat et donc, comme dans beaucoup de pays du monde, il existe des différences, face à la justice, en fonction des situations de fortune, pour le choix d'un avocat talentueux ou non.

Un cas concret peut donner la mesure de ce que peut faire un bon avocat face à la justice : en 2003 un bâtiment de la marine des Etats-Unis, croisant au large des côtes du Salvador, intercepte un canot ultra rapide chargé de cocaïne, en provenance de Colombie, à destination des Etats-Unis. Les personnes sont interpellées, la drogue est transportée à bord du bâtiment de guerre, avec les individus. Ceux-ci sont débarqués et mis à disposition de la justice, avec la marchandise saisie, servant de preuve. Le résultat a été la libération des individus, par le magistrat, l'avocat ayant fait valoir que personne n'ayant été témoin, la drogue pouvait fort bien avoir été saisie antérieurement et mise sous la responsabilité des personnes interpellées, le fait reposant sur l'unique version des agents capteurs. Selon l'adage juridique «in dubio pro reo »(le doute profite à l'accusé) le moyen soulevé par la défense a été accepté.

Au quotidien le fonctionnement de la justice n'appelle généralement que peu ou pas d'observations, les magistrats se référant aux codes en vigueur, qui, malgré les insuffisances, permettent des décisions, qui n'apparaissent pas scandaleuses au grand public.

2.4.2. Les forces de Police et de sécurité

Les forces de sécurité reposaient essentiellement sur des corps militaires ou paramilitaires dans la plupart des pays jusqu'à la dissolution de ceux-ci après leur emploi, critiqué, à l'occasion des guerres civiles, notamment au Guatemala, au Nicaragua et au Salvador.

En général c'était la garde nationale, qui, sous commandement militaire, assurait l'ordre public, la Police étant plus particulièrement chargée des enquêtes en matière de crimes ou de délits. La garde nationale était largement inspirée de la garde civile espagnole, équivalent de notre gendarmerie nationale.

Le Salvador, sous la présidence du général Martinez, dans les années 30, avait créé une police fiscale, censée au départ lutter contre l'évasion fiscale et les délits y afférents, devenue dans les faits sa garde prétorienne puis, au cours des ans, devenue une véritable force d'élite, avec de l'armement lourd, tel qu'automitrailleuses et chars légers, groupes commandos et d'infiltration.

Le Guatemala disposait de l'état-major présidentiel, service de renseignement militaire, engagé dans la lutte contre la subversion et les opérations d'élimination des opposants, qui se distingua par quelques exactions pendant la guerre civile.

Le Honduras abrita les contrerévolutionnaires chargés de l'élimination des sandinistes du Nicaragua, sous la férule de l'ambassadeur des Etats-Unis de l'époque, John Negroponte. Ses forces de sécurité furent soupçonnées, par une mission de l'ONU, de s'être livrées à des activités de nettoyage social, pour reprendre un euphémisme lourd de sens.

La garde nationale du Panama eut un chef, devenu célèbre, le général Noriega, qui ne résista pas à la distension de ses liens d'amitié avec les Etats-Unis, et se trouva à purger une peine de prison, formulée par ses anciens alliés.

La garde nationale du Salvador ayant été impliquée dans des activités de guérilla et surtout l'exécution de religieuses des Etats Unis, elle fut dissoute, de même que la Police fiscale, à la signature des accords de paix de Chapultepec, en 1992 et remplacée par une Police nationale civile.

Les autres pays de l'Amérique centrale ont progressivement abandonné les forces militaires pour les remplacer par des forces civiles, dans l'exercice de la Police nationale. Le Honduras innova même en nommant une femme Directeur général de la Police.

Le recrutement de ses forces de Police s'est fait de manière à représenter la composition sociale. L'objet était de créer une force civile qui dépendrait d'une autorité civile, dotée d'un code de déontologie et dont l'activité serait contrôlée par un corps des affaires internes, pour la discipline et la conformité aux règles de licéité. En certains cas le recrutement a été un peu hâtif : des jeunes gens, n'ayant pas été préparés à leurs obligations, ont tenté de tirer profit de leur statut, dans les cas les moins graves en percevant directement les amendes, allant, pour certains d'entre eux jusqu'à la participation à des homicides. En 2000 le Salvador avait effectué une épuration du corps, portant sur presque dix pour cent des effectifs, les sanctions allant de la mise à la retraite d'office avec indemnité, jusqu'à la traduction devant la justice criminelle.

Les activités de la Police, en matière d'ordre public, n'appellent pas un commentaire particulier, si ce n'est le nombre d'accidents mortels, occasionnés tant par le comportement des conducteurs que la vétusté de certains véhicules, qui occupe une bonne partie des forces en tenue, les manifestations étant gérées de manière sévères mais sans excès de brutalités, lors du rétablissement de l'ordre. En matière d'enquête criminelle la lutte contre la criminalité organisée et les quelques situations bloquées, du type prise d'otages, interventions avec risque de fusillade, sont confiées à des services spécialisés. L'informatique a été d'une aide précieuse, pour l'établissement de programmes de collationnements d'informations, notamment dans la lutte contre les enlèvements avec demandes de rançons, qui est l'une des formes les plus répandues de criminalité.

Les forces de Police sont régulièrement entraînées à l'occasion de séminaires pratiques, effectuées en coopération avec les forces de Police françaises, dans les domaines du maintien de l'ordre, de l'enquête criminelle et de la lutte antiterroriste. En 2003, s'est tenu à San Salvador un séminaire régional, comptant toutes les forces de police spéciales des pays de l'Amérique centrale, ainsi que les forces d'intervention militaires, pour un stage pratique sur la lutte antiterroriste. Un exercice pratique, dont le thème était la prise de contrôle d'un avion par des pirates de l'air, a permis de simuler une situation de crise et de diriger une intervention conjointe, l'exercice ayant fait l'objet ensuite d'un débriefing général et d'un document rédigé à l'attention des élèves des écoles de Police.

Le phénomène le plus dangereux, auquel sont confrontées les forces de Police de tous les pays, outre la lutte antidrogue et la criminalité classique, est celui des Maras, ces bandes criminelles qui recrutent leurs éléments parmi les laissés pour compte de la société, leur offrant protection et sécurité, à la condition d'obéir aveuglement aux ordres reçus, ce phénomène est le plus préoccupant pour toute l'Amérique centrale.

Les services de renseignements classiques sont désormais des services civils, toujours en raison du démantèlement des forces militaires impliquées dans les guerres civiles. Le service de protection des personnalités est recruté, pour partie, dans ses rangs. Le Guatemala a innové, en offrant, dès le baccalauréat, la possibilité d'intégrer ce service, nommé affaires administratives, en suivant une formation professionnelle et universitaire, en même temps, dans la spécialité choisie, langue, informatique ; Le candidat doit ensuite dix ans à l'état et peut soit continuer sa carrière dans le service soit être reclassé dans une autre branche.

Ces services sont aussi appelés à lutter contre les formes transnationales de criminalité et les atteintes terroristes. Ils coopèrent avec les services occidentaux en ce domaine.

La criminalité sévissant en Amérique centrale est particulière et ne se retrouve pas dans d'autres pays, tel qu'il va être essayé d'en donner une esquisse.

2.5 La délinquance spécifique à l'Amérique centrale

3.5.1 La criminalité nationale et transnationale

La criminalité est essentiellement orientée vers le vol, sous toutes ses formes ainsi que les agressions de personnes, pour s'approprier de l'argent ou des biens. Cette criminalité est violente et de nombreuses armes à feu circulent assez facilement dans tous les pays de la

zone. Les guerres du Guatemala et du Salvador ont laissé un lot d'armes, non recensées, qui ont pu parvenir entre les mains des délinquants.

Des agressions à domicile peuvent avoir lieu, sur la base de renseignements fournis, soit par des employés de maison, des voisins ou des guetteurs spécialement affectés à cette tâche.

Il est recommandé aux quelques touristes qui seraient victimes d'une agression de ne pas essayer de résister et de donner quelque chose symboliquement. Il est très courant que des personnes agressées soient tuées, ce d'autant plus facilement que la peine de mort n'existe pas et que les peines perpétuelles non plus. La plupart des maisons disposent, en cas d'urgence, d'une pièce à porte blindée, où il est possible de s'enfermer, durant une attaque, le temps de prévenir la Police.

Beaucoup de particuliers possèdent des armes, mais leur usage est sujet à l'appréciation du magistrat, la légitime défense, même en cas d'agression à domicile, n'étant pas toujours retenue, ce qui entraîne, d'ailleurs, de nombreux règlements de compte, le public, surtout celui qui a les moyens, préférant s'en remettre aux particuliers pour régler le problème. Cela a été le cas à San Salvador où, en 2002, un jeune entrepreneur de transports ayant été assassiné par balles, la famille paya de sicaires qui exécutèrent les auteurs et, pour faire bonne mesure, exhibèrent leurs têtes coupées, devant leur domicile, pour l'exemple.

Les trafics d'armes comme de stupéfiants sont très difficiles à combattre, la zone étant une zone de passage. Le Guatemala, un temps, servit d'escale pour les embarcations rapides, chargées de drogues, venant de Colombie à destination des Etats-Unis. Les embarcations faisant escale pour ravitailler en carburant. L'attention des agents de la DEA (Drug enforcement agency) avait été attirée par la soudaine élévation du niveau de vie des habitants d'une petite ville côtière, où les véhicules 4X4 se multipliaient, jusqu'à découvrir les complicités locales. Pour le reste les complicités possibles rendent bien difficiles le recueil du renseignement et son exploitation.

En revanche en ce qui concerne les enlèvements et séquestrations de personnes, une bonne réponse de la part de la Police a été trouvée. Alors que les autorités pensaient que les peines sévères seraient le lot des participants, les textes prévoyant la notion d'association de malfaiteurs avaient été rejetés par la cour suprême de la plupart des pays, au prétexte qu'ils substituaient une responsabilité collective à la responsabilité individuelle. Pour donner quelque lueur le processus d'enlèvement nécessite ceux qui enlèvent la personne, qui eux commettent le délit, ceux qui fournissent le lieu, les complices et les personnes qui viennent nourrir l'otage, ou faire des courses pour sa survie. Dans notre législation française les deux derniers pourraient se voir mis en examen pour association de malfaiteur (peine de 5 ans de

détention). En fait les séquestrations se font, généralement dans des maisons inoccupées ou en déshérence. La Police avait établi des listes de lieux ainsi probables pour ce genre de crime et possédait, à l'avance des possibilités de localisation, ce qui amena une baisse sensible des enlèvements, un peu partout.

Pour ce qui est de la criminalité transnationale, tous les pays sont adhérents à Interpol et participent, avec leurs moyens, à la lutte contre la criminalité internationale. Les préoccupations essentielles sont le trafic de stupéfiants, qui voit localement le nombre de consommateurs augmenter, et ses dérives, notamment une criminalité de besoin, pour payer la consommation. Le nombre élevé d'établissements bancaires a attiré l'attention, non seulement des organes de Police locaux quant à la possibilité de recyclage de l'argent, obtenu de manière criminelle, mais aussi des services de renseignements américains, qui se seraient fait l'écho, mais les éléments de preuve sont défauts, de comptes occultes de l'organisation terroriste AL QAEDA.

Le problème du blanchiment d'argent, dont les médias se font l'écho de manière récurrente, est qu'il s'apparente à une nébuleuse, à laquelle chacun raccroche ce qui bon lui semble. A l'heure actuelle il n'existe pas de jugement, rendu par une quelconque juridiction dans le monde, qui ait condamné un particulier ou une personne morale pour un délit de cette appellation. Il est extrêmement difficile d'établir avec certitude l'origine des sommes d'argent que contiennent les banques. La plupart des pays du monde se bornent à exiger des justificatifs pour tout versement de sommes supérieures à l'équivalent de dix mille Euros, ce n'est jamais qu'un cataplasme sur une jambe en bois, tout juste destiné à rassurer le grand public.

De la même manière les contrôles effectués aux aéroports, dans le cadre de la lutte antiterroriste, sont en grande partie destinés à rassurer le public qui voyage. Les passagers voient en effet leurs bagages et leur personne, contrôlés au moyen des rayons X, une fois leur bagage de soute donné à l'enregistrement. Or, une fois le bagage sur le tapis roulant qui peut se porter garant de tous les manutentionnaires qui vont l'acheminer jusqu'à l'avion ? Tous les attentats commis ont révélé, sans pouvoir toujours mettre un nom, des complicités. Croit-on qu'une organisation terroriste, de la nature de celles qui s'illustrent régulièrement, ne soit pas en mesure d'offrir trois à quatre cent mille dollars pour oublier de fermer une porte à une personne vulnérable économiquement ?

Il n'en reste pas moins que l'utilisation du renseignement, fourni dans la quasi-totalité par les grandes agences, exploité à temps, demeure la meilleure garantie. L'utilisation de

techniques nouvelles, telles que la biométrie et la lecture de l'iris, compliqueront un peu plus la tâche des malfaiteurs.

En dépit de ces succès la Police affronte au quotidien une criminalité beaucoup plus dangereuse et diffuse, celle des Maras, qui trouve sa source dans une association de jeunes criminels, laissés pour compte de la société et qui se livre à des assassinats particulièrement horribles

2.5.2 Le cas particulier des Maras

La Mara, bande criminelle organisée est née aux Etats-Unis, au sein des jeunes immigrants de l'Amérique centrale

Il s'agit d'un phénomène spécifique à l'Amérique Centrale. Les émigrants vers les Etats-Unis, dès leur arrivée sur le sol des Etats-Unis, ont dû se constituer en groupement d'autodéfense face, non seulement à l'hostilité du pays amphitryon, mais également des immigrants venus d'autres pays de l'Amérique latine.

Los Angeles étant l'une des villes des Etats-Unis ayant la faveur des Salvadoriens ceux-ci s'y sont regroupés en bandes délinquantes, tout d'abord pour conquérir un territoire et ensuite le conserver. Les deux bandes les plus connues sont la Mara 18 et la Mara Salvatrucha appelée également Mara Salvatrucha 13.

La Mara 18 porte le nom de la 18 ème rue de Los Angeles où elle a pris naissance, le mot Mara étant l'abréviation de « marabunta » la fourmi qui dévaste tout sur son passage, dans les années 60. A l'origine c'étaient des immigrants mexicains qui l'avaient fondée puis agrandie grâce à l'apport d'immigrants salvadoriens et guatémaltèques, arrivés dans les années 70 et 80.

En 1985 une deuxième vague d'immigrants salvadoriens créa une bande concurrente la Mara Salvatrucha (l'autruche en espagnol) issue essentiellement de la 13 ème rue de Los Angeles.

Le gouverneur de l'Etat de Californie, lassé des activités criminelles des étrangers, approuva, en 1991, une loi permettant l'emprisonnement des mineurs et l'expulsion de tout étranger condamné à une peine supérieure à un an de prison.

C'est ainsi qu'entre 1998 et 2005 les Etats-Unis ont expulsé plus de 46 000 Centraméricains ayant purgé leur peine et 160 000 immigrants clandestins.

Le problème a donc été déplacé vers des pays qui n'avaient déjà pas la capacité de faire face à une violence endémique, issue des longues et cruelles guerres civiles dont ils venaient à peine de sortir. Plus de 90% de ces expulsés étaient des membres de la Mara 18 ou de la Mara Salvatrucha, originaires du Salvador, du Guatemala et du Honduras. Lorsque ces

jeunes gens qui ne connaissaient pas leur pays d'origine, ayant gagné les Etats-Unis dans leur petite enfance, ils ont tout naturellement cherché à reproduire les modes de comportement qui leur avaient donné identité et sécurité, lors de leur séjour aux Etats-Unis.

Les membres de ces Maras ne sont liés que par leur expérience antérieure aux Etats-Unis avant d'en être expulsés. Cette technicité, acquise aux Etats-Unis leur confère une aura qu'ils exploitent auprès des jeunes gens du pays. Les mareros sont issus essentiellement de Los Angeles, attirant les ressortissants du Honduras, du Guatemala et du Salvador. Ce phénomène explique que l'on ne trouve pas de Maras au Nicaragua. En effet les ressortissants de ce pays ne représentent que 3% de l'ensemble des expulsés centraméricains et vont de préférence en Floride, où la culture, y compris de la délinquance, est différente.

Le phénomène des Maras a explosé dans les années 2000 en Amérique Centrale. Il est possible, pour tenter d'expliquer ce phénomène, d'examiner les conditions économiques et sociologiques qui peuvent en être à l'origine.

Le Guatemala et le Salvador, pourvoyeurs du plus grand nombre de Mareros, sont tous deux sortis quasiment exsangues de leurs guerres civiles. La société repose sur une oligarchie richissime, parfois paternaliste, épaulée par une bourgeoisie militaire, certes en très nette diminution d'effectifs, mais qui conserve quelques privilèges. L'économie, tout comme au Honduras, ne permet pas l'emploi de personnels, très peu qualifiés pour la plupart, le véritable moyen d'acquérir un petit pécule étant, malgré tout, l'immigration. Ce sont généralement les parents qui émigrent, abandonnant les enfants en bas âge aux grands parents, qui se chargent, tant bien que mal de pouvoir à leur entretien. La quasi impossibilité d'assurer un contrôle de l'activité des enfants parvenus à l'adolescence, la misère endémique et les tentations constituent un terrain propice à de mauvaises fréquentations.

La Mara va offrir quatre choses à son postulant : un sentiment d'appartenance, une identité, et une sécurité, la possibilité de manger à sa faim, voire de jouir de certains extras en période faste.

Cependant n'entre pas qui veut dans une telle société qui, comme toute société fermée, demande un parrainage ainsi qu'une initiation rituelle, pour le « *dignum est intrare* ». Celui qui entre dans une Mara abandonne son passé et meurt rituellement, pour remettre sa vie et sa personne à la Mara d'appartenance qui, en retour, lui assurera protection en toute circonstance. L'épreuve initiatique consiste en un meurtre, le plus spectaculaire possible, dans son mode opératoire, soit sur une victime innocente, soit sur la personne d'un ennemi désigné de la mara. Ce « pacte du sang » lie le nouveau membre, désormais susceptible d'être arrêté par la police, emprisonné, jugé et incarcéré. Mais, même à l'intérieur de l'univers carcéral, les

mareros s'entraident et arrivent à accommoder leurs conditions de détention (possibilité de cantiner).

La question s'est posée de savoir si leur activité criminelle pouvait être seulement de besoin ou élargie à une activité organisée et transnationale. Une certaine presse s'est fait l'écho de la participation de Maras au trafic de drogues, d'êtres humains, d'armes et même de sa participation dans des actions terroristes y compris pour le compte d'AL QAEDA.

L'examen des dossiers relatifs aux interpellations de ces membres de bandes organisées a permis de relever des actes relevant d'une délinquance classique et pas très sophistiquée. Les actes les plus faciles à accomplir sont l'extorsion d'argent par la menace, l'enlèvement de personnes avec demande de rançon, suivi ou non du meurtre de la personne, encore que les techniques de plus en plus sophistiquées d'intervention des forces spéciales rendent de plus en plus difficile cet exercice, et les trafics en tout genre. Le trafic d'êtres humains est moins développé en Amérique Centrale, en raison de la relative facilité à trouver des prostituées, le trafic d'armes est assez peu rentable en raison de la concurrence «privée» de nombreuses armes de tout type ayant été mises en circulation à l'occasion des conflits précédents, reste le trafic de stupéfiants. L'Amérique Centrale est une plaque tournante du trafic, plus de 80% de la cocaïne circulant entre les pays andins producteurs et les consommateurs du nord, passe par la région, par voie routière (la panaméricaine), aérienne, avec atterrissage possibles sur les plages désertes, maritime, et le plus souvent avec une combinaison des trois possibilités. Pour ce genre de trafics les maras ne sont jamais impliquées à grande échelle, elles sont plutôt prestataires de service. Il arrive que, de temps à autre, un marero « sorte du rang » et devienne chef d'un cartel mais cela demeure l'exception car la technique évolue et un chef de cartel d'aujourd'hui doit avoir quelques lueurs en économie et en politique, même si, pour cela, il s'assure le concours de techniciens. Les Maras n'en sont pas encore à ce degré de sophistication.

Il résulte de cette présence des « maras » sur le territoire une activité criminelle «résiduelle» en raison des guerres entre les deux grandes d'entre elles, soit pour asseoir leur territoire, le défendre ou tenter de l'agrandir. Le travail des organes de répression s'en trouve considérablement augmenté et la capacité d'accueil des centres pénitentiaires est largement dépassée, d'où révoltes, crimes à l'intérieur des prisons et répression, parfois extrêmement dure, faisant de nouvelles victimes.

Tout récemment, un article du Figaro du 23 juillet 2012 fait état d'une trêve tacite entre les représentants des Maras 18 et Salvatrucha, intervenue à la prison de la Esperanza près de San Salvador (Salvador), en la personne des Chefs de ces bandes. L'événement a eu

lieu en présence du Secrétaire général des états américains, de l'évêque aux armées de San Salvador, sous l'égide du ministre de la justice du pays. Le nombre d'homicides a d'ailleurs considérablement baissé en 2012, depuis janvier, date de la signature de cet accord. Le nombre d'homicides est passé de 419 en janvier à 166 en mai. Les affrontements avaient essentiellement pour cause la défense ou la préservation de territoires.

Actuellement le ministère de la justice estime à 60 000 membres, pour 50% des quartiers déjà recensés le nombre de « mareros » et estime à 600 000 personnes, en comptant les familiers, le nombre de personnes qui bénéficient de l'activité délictuelle.

En dépit de l'effet d'annonce la majorité des Salvadoriens ne voient pas d'in œil bienveillant cette publicité faire autour de ce qu'ils appellent une activité mafieuse. En particulier les parents des victimes ne croient pas à la rédemption de ces criminels.

La lutte contre cette criminalité ne peut être conduite avec un arsenal de lois totalement déficient.

Le code pénal salvadorien a été sérieusement amendé et prend son inspiration sur le code pénal suisse. Il ne semble pas que les idiosyncrasies de la confédération soient transposables en milieu tropical. La faiblesse des peines encourage à la récidive et à une justice privée. Les classes aisées, dont les porches ont été victimes de l'action de ces criminels ont trouvé moyen de payer des sicaires pour exécuter des sentences de mort, parfois spectaculaires, avec exposition de la tête coupée des auteurs, devant leur domicile, à titre d'exemple.

Plusieurs personnes de bonne volonté, groupant des juristes, des magistrats, des sociologues, des policiers, des représentants des organisations confessionnelles, se sont posé le problème de l'alternative à la répression, en amont, d'abord, par une politique de prévention, basée sur l'éducation, ensuite sur une politique de rééducation, à l'occasion de l'accomplissement de la peine, afin de préparer une réinsertion, supposant une activité économique offrant la possibilité d'une vie décente.

Un fait patent est celui de l'indice de GINI, destiné à mesurer l'inégalité de répartition des revenus. Pour simplifier cet indice va de 0, l'égalité parfaite de revenus, à 1 l'inégalité totale où un individu possède tout et les autres individus rien du tout. Au Honduras, au Guatemala et au Salvador cet indice est de 0,76 alors que, à titre de comparaison il est de 0,3 en France et dans les pays de l'Europe de l'Ouest en général.

Pour illustrer le propos il est utile de comparer les chiffres concernant le nombre d'homicides commis pour 100 000 habitants dans plusieurs pays :

El Salvador 114

Colombie 60,8

Russie (sans la Tchétchénie) 28,4

Etats unis 6,2

Albanie 4,2

Italie 1,2

Allemagne 0,9

France 0,7

Royaume Uni 0,7

(Source : *les morts violentes dans le monde N°395 novembre 2003, publication population et société, INED*)

Il faut dire, pour expliquer cette novation, que les politiques dites de « *mano dura* » (la main dure) appliquées jusque là, à grand renfort d'effets d'annonces dans la presse, n'a pas donné les résultats escomptés.

Cette guerre déclarée ouvertement, par les gouvernements ne donne que de faibles résultats car elle ne prend pas en compte le respect de l'état de droit et use de procédés difficilement acceptables, pour une démocratie. Les résultats attendus constituent toujours une tentation, tant pour le gouvernant que pour l'exécutant, de se livrer à des actes frauduleux pour établir, à tout prix, une vérité. Ceci est un moindre mal mais les forces de sécurité ne sont pas préparées à un tel défi. Recrutées selon des critères qui tiennent plus à la nécessité immédiate qu'à un véritable projet elles sont souvent mal préparées, tant intellectuellement que physiquement, à leurs futures fonctions.

La répression seule ne constituant qu'un des éléments de la lutte, il a fallu faire appel à des solutions, en amont, pour prévenir le phénomène criminel. Une éducation, la possibilité d'avoir un emploi, pour gagner dignement sa vie, telles sont les voies les plus prometteuses pour endiguer ce phénomène. Des organisations composées de bénévoles tentent de mettre sur pied des programmes d'insertion. Parmi les plus innovants, l'accueil de jeunes gens en zone rurale avec des animaux : les spécialistes, sociologues et spécialistes de sciences humaines, ont constaté que le contact avec des animaux de compagnie était très utile pour resocialiser l'individu. D'autres bonnes volontés tentent de donner une base culturelle et quelques connaissances scolaires, pour favoriser l'insertion et redonner une bonne image de soi. Il est certain que voir la jeunesse sombrer dans cette dérive est un phénomène qui doit préoccuper les gouvernants

.Pour clore ce chapitre il est utile de souligner la volonté, réelle, des responsables, tant

politique que religieux, ou simplement d'associations bénévoles, de proposer des solutions à ces dysfonctionnements de la société. Certes il est loisible d'incriminer la classe possédante pour des excès, dans le comportement, en particulier dans l'ostentation qui, en plus de manquer au bon goût, a alerté les classes plus défavorisées sur des lacunes au plan civique. En particulier les tremblements de terre du 13 janvier et du 13 février 2001, ont mis en vedette des fuites de responsabilité : abandon de la gestion de biens à des personnels subalternes, sans capacité pour y parvenir, exil temporaire en Floride, pour ne pas avoir à répondre à d'éventuelles sollicitations, toutes choses qui ont ajouté, s'il en était besoin, à la défiance des classes plus défavorisées. En contrepartie il faut louer l'état d'esprit de certaines personnes de cette même société qui ont offert de leur temps, notamment pour l'enseignement de métiers manuels, n'exigeant pas de qualifications particulières, à l'effet de pourvoir à des rentrées économiques supplémentaires dans les foyers : travaux de couture à domicile pour les femmes au foyer, formation à la mécanique pour de jeunes gens. Il faut souligner la multiplication de cours du soir, pour les personnes engagées dans la vie professionnelle, au niveau universitaire. Beaucoup de personnes, de condition sociale modeste ont pu ainsi accéder à des diplômes de l'enseignement supérieur et occuper un niveau plus élevé dans leur sphère professionnelle.

Chapitre 3

Des dysfonctionnements mettant en péril l'état de droit et l'harmonie sociale

Si les systèmes de gouvernement sont des républiques, dont les représentants, à commencer par le président, sont élus par la voie du suffrage universel, il n'est pas pour autant garanti l'égalité des chances.

L'Histoire est d'un poids très important dans la formation de cette société, en particulier les traces laissées par la conquête espagnole. La noblesse de robe et d'épée, lors de l'établissement de la présence espagnole, dans l'isthme, n'ont eu qu'un seul objectif : un enrichissement rapide par l'exploitation des richesses et la servitude des populations, destinée à fournir une main d'œuvre à bas prix. De la même manière que la révolution française, la révolution dans la capitainerie de Guatemala n'a pas eu le peuple, comme objet de son attention, sinon la classe bourgeoise et possédante, même si, pour l'époque, les idées développées et mises en œuvre étaient très avancées.

Le clergé a été, et demeure toujours, en dépit de quelques tentatives de pénétration des églises évangélistes, une force spirituelle et politique très importante, à l'origine de la création d'institutions démocratiques, par l'intermédiaire de certains ministres du culte. Elle a su montrer sa capacité à faire et à défaire, dans un contexte examiné infra.

Les classes possédantes ont abusé des privilèges que leur offraient leur position sociale et n'ont pas toujours pris en compte les signaux émanant des autres couches de la société. Il s'en est suivi, bien souvent, une répression démesurée, par rapport à l'événement, ainsi que l'accumulation de rancune, assortie d'une défiance à l'endroit des gouvernants.

3.1 Un héritage historique

Les anciens méso américains érigèrent de grands temples pour adorer leurs dieux et en même temps observer les phénomènes célestes. Ceux-ci adoptèrent la forme de pyramides tronquées superposées.

Le clergé joua un rôle essentiel et selon une hiérarchie très exactement définie. Il s'agissait de se concilier les bonnes grâces des éléments pour la survie du groupe. Des sacrifices humains étaient destinés à apaiser le courroux divin cependant que des prêtres subalternes jouaient le rôle de porte parole auprès des populations quant au bien fondé des pratiques religieuses.

Les principales langues méso américaines sont le quiche, le maya et le nahuatl.

Les Méso Américains imaginèrent un système d'écriture, en partie pictural et en partie idéographique. C'est ainsi qu'ils représentèrent les plantes, les animaux et les choses inanimées ainsi que les scènes de toute nature, au moyen de peintures, les chiffres par des symboles conventionnels et les noms par des hiéroglyphes. Le support était constitué de parchemins en peau de lapin, fibre de maguey, les plumes d'animaux servant de calames.

Les peuples mayas et nahuas, les deux plus importants de l'Amérique Centrale, différaient dans leur organisation sociale.

Les Méso Américains étaient essentiellement des agriculteurs et le maïs était la plante la plus cultivée. Ils connaissaient également, et cultivaient, le haricot roux, la pomme de terre, la tomate, l'avocat, l'ananas, la papaye, la mangue, le tabac et le cacao.

La méconnaissance de la roue fait que les transports pour acheminer les marchandises se faisaient à pied ou à bord d'embarcations remontant les fleuves. Les fardeaux étaient transportés à dos d'homme, des supports de bois servant à arrimer la marchandise. Les produits étaient vendus par lots ou à la pièce, la notion de poids était inconnue.

La méconnaissance de la métallurgie du fer la priva de la fabrique d'outils et de machines agricoles, qui auraient pu considérablement améliorer le niveau de production de ressources vivrières. A fortiori la fabrique de l'acier et ses multiples applications, notamment pour la création d'armes de guerre, demeura ignorée.

La société était organisée autour du clergé, le plus élevé dans la hiérarchie, l'armée, et les cultivateurs. Le clergé jouait un rôle essentiel puisque chargé de permettre, par des offrandes propitiatoires, des conditions climatiques favorables aux cultures.

L'armée était destinée non seulement à la défense de la société mais également à la conquête des autres peuples possédant des richesses faisant défaut. Les jeunes gens y devaient un service militaire et une disponibilité à servir.



Carte N 4: Implantations des tribus indiennes en Amérique Centrale

Le continent américain n'allait pas tarder à attirer la curiosité, d'abord, des aventuriers avides de découvrir d'autres terres, la cupidité, ensuite, de ceux qui penseront trouver en son sein la juste rétribution de leur esprit d'aventure et d'initiative.

La société des Indiens fut prospère jusqu'à l'arrivée des conquérants espagnols, dont le voyage fut davantage le fruit du hasard que d'un plan établi.

3.1.1 La conquête et la colonisation espagnole

Les voyages qui amenèrent à la conquête et à la colonisation de l'isthme partirent de la cote sud du Panama, plus précisément de San Miguel.

Les trois premières expéditions n'avaient pour unique objet que la découverte d'un détroit ou d'un passage interocéanique afin de gagner le prix, mis en jeu par la Couronne d'Espagne, pour l'auteur de cette découverte. La quatrième avait, elle, des visées colonisatrices. L'or était le seul mobile de cette expédition.

Carte N 5 routes des conquistadors espagnols pendant la conquête d'après l'ouvrage de Jorge Larde y Larin Historia de Centro America, ministère de la culture du Salvador



Carte N 6 El Salvador source : site internet www.vmapas.com

La capitale d'El Salvador, San Salvador, fut prise le 17 juin 1524, d'une manière indigne. Pedro DE ALVARADO attaqua par trahison alors qu'il était reçu en hôte d'honneur. Ses troupes se distinguèrent en pillant, violant les jeunes filles et massacrant la noblesse. Ce manquement à l'honneur entraîna une résistance farouche, menée par ATLATL, qui mena une guérilla, entraînant de lourdes pertes pour l'occupant, se réfugiant dans la montagne. Son nom est célébré comme celui du héros de la résistance contre l'envahisseur.

En 1526, paré de gloire militaire, Pedro DE ALVARADO retourna en Espagne solliciter des rois catholiques le gouvernement de Guatemala comme entité séparée du royaume de Nouvelle Espagne, nom par lequel était désigné le Mexique actuel. Un signe prémonitoire funeste se produisit le 22 novembre 1527. La ville fut détruite par un torrent de pierres, de boue, d'arbres et d'eau, sous le volcan HUNAHPU, à la suite d'un glissement de terrain.

Entre temps les villes de San Miguel de la Frontera (8 mai 1530) et Olancho (Honduras) avaient été fondées.

La conquête n'eut absolument rien de chrétien, en ce qui concerne le sort des populations, livrées à la furie sanguinaire des occupants, venus évangéliser en principe.

Carte N 7 les dernières migrations des populations indigènes op cit

Elle fut la cause du dépeuplement de l'isthme.

Les guerres de conquête interminables causèrent de véritables massacres chez les guerriers indigènes ; les Espagnols disposaient de deux armes redoutables, l'arme à feu, au moyen d'arquebuses, lourdes à manier, imprécises, mais effrayantes en raison des détonations et la cavalerie, terrible lors de ses charges, qui décidait, le plus souvent, du sort de la bataille.

Les envahisseurs exportèrent des maladies telles que la tuberculose, la variole et leur fureur sexuelle la syphilis et d'autres maladies vénériennes qui contribuèrent à élever le taux de mortalité au sein de la population autochtone.

La misère provoqua un accroissement de la criminalité de besoin, y compris au sein de la famille.

Des voix s'étant élevées, notamment au sein de la communauté religieuse, contre le traitement réservé aux Indiens, quelques approches furent effectuées pour offrir quelque

Deux formes d'administration allaient être appliquées, avec des fortunes diverses.

La première d'entre elles s'appelait L'ENCOMIENDA. C'était une forme, quelque peu adoucie, de domination, par laquelle un Espagnol, propriétaire de terres, bénéficiait de la force de travail des indigènes. Il avait en retour l'obligation, dans un dessein civilisateur, de traiter humainement son personnel en lui assurant, notamment, une juste rétribution.

Dans les provinces les plus prospères furent créés les INTENDANCES qui concentraient des fonctions politiques, administratives, judiciaires, financières et militaires, secondées par les auxiliaires de la REAL HACIENDA, que l'on pourrait assimiler au Ministère des Finances Royales de ce temps.

Au moment de la conquête l'Amérique Centrale se vit dotée de quatre INTENDANCES celle de San Salvador, celle de León, au Nicaragua, celle de Ciudad Real dans l'actuel état de Chiapas au Mexique, celle de Comayagua au Honduras.

Carte N 8 la capitainerie générale du Guatemala au temps de la conquête



Carte N 9 Le Guatemala source : www.lib.utexas.edu/maps

L'éducation fut une constante préoccupation des religieux visant à gagner « les cœurs et les esprits » pour la plus grande gloire de Dieu. Des moines érudits participèrent à la traduction des livres sacrés indiens, en un langage phonétique. Le plus connu de ces ouvrages est le Popol Vuh, qui est une compilation de textes législatifs et de pratiques hygiénistes.

Le savoir commença à se diffuser au sein de la population de la colonie, notamment quant à l'écrit, devenu accessible au plus grand nombre.



Carte N 10 : Carte du Nicaragua extraite du site internet www.populationdata.net

En ce qui concerne l'activité économique l'Espagne organisa un monopole pour contrôler le commerce avec les colonies.

Séville fut habilité comme port, par l'intermédiaire de Cadix. Par la suite d'autres ports furent agréés, sur la cote Atlantique, comme Gijón, La Corogne et Santander, sur la Méditerranée tels que Malaga, Carthagène, Alicante et Barcelone.

Carte N 11 Routes de navigation et ports habilités pendant la conquête

En Amérique reçurent l'habilitation les ports de Saint Domingue et de La Havane, dans les grandes Antilles. Sur la cote Atlantique les ports de Vera Cruz (Mexique), Puerto Caballos (Honduras), Porto Belo (Panama) et Carthagène des Indes (Colombie), de même que sur la cote Pacifique les ports d'Acapulco (Mexique), Acajutla (El Salvador), El Realejo (Nicaragua), Panama et Callao (Pérou) reçurent leur homologation.

Les navires marchands, partis de Séville, étaient constitués en convoi, escortés de navires de guerre. Les convois parvenaient à Saint Domingue et de là se scindaient : une partie, appelée « la flotte » se dirigeait vers Vera Cruz, l'autre partie, composée de galions, gagnait Porto Belo (Panama). C'est le port de Vera Cruz qui, pour l'Amérique centrale, desservait le Guatemala, le Honduras, le Chiapas et Soconusco, celui de Porto Belo le Nicaragua et le Panama. Un convoi, appelé la nef de Chine, venant d'extrême orient, relâchait à Acapulco. La flotte et les galions, chargés de produits américains, se rassemblaient à Saint Domingue et retournaient à Séville. La nef de Chine retournait aux Philippines.

Ce n'est qu'en 1774 que le commerce entre l'Espagne et ses colonies, jusque là interdit, fût autorisé entre la Nouvelle Espagne (Mexique) le Guatemala (actuelle Amérique Centrale), la Nouvelle Grenade (actuelle Colombie) et le Pérou ;

L'Espagne accabla la colonie par de trop nombreux impôts dont les principaux furent désignés par des noms exotiques. Pour effectuer ces prélèvements l'Espagne nomma dans chaque province des trésoriers et des comptables. Le diezmo représentait 10% des choses produites et était exclusivement destiné à l'Eglise. La Primicia était un tribut sur les graines et les semences que tout chrétien devait remettre à sa paroisse.

Les grandes propriétés ou « latifundios » furent créées en Amérique Centrale, dont le propriétaire, le plus souvent, ignorait la véritable étendue. Ce pouvait être un particulier ou une congrégation ecclésiastique.

De la possession de biens découla une hiérarchie sociale, le plus souvent la couleur de la peau préjugeant de la position.

La propriété terrienne était entre les mains des Espagnols, les « chapetones » qui constituaient l'aristocratie et au sein de laquelle étaient choisis les ecclésiastiques de haut rang, venaient ensuite les Espagnols dits d'Amérique, qui étaient malgré tout, le plus souvent, des sangs mêlés, appelés « criollos » et constituaient la classe des ecclésiastiques de rang moyen et des officiers subalternes, des commerçants et des artisans, les métis d'Espagnols et d'Indiens étaient les « ladinos » qui parvenaient rarement à l'état ecclésiastique, enfin venaient les Indiens et les Noirs qui constituaient un réservoir de main d'œuvre.

La conquête avait donc généré une société fortement hiérarchisée où le clergé tenait un rôle éminent, dans le gouvernement des âmes comme dans le gouvernement civil, et dont les préoccupations étaient essentiellement mercantiles : s'enrichir, le plus rapidement et le plus complètement possible, y compris, cela sera plus tard établi, au préjudice de la Couronne d'Espagne, par des actes de concussion, d'abus de biens sociaux, de détournements de fonds, pour reprendre un langage actuel.

C'est sous le règne de Charles III que furent créées les écoles, les universités et développée la presse écrite. Il expulsa les jésuites du royaume et tenta de séparer l'Eglise de l'Etat.

L'Espagne s'était attiré des inimitiés, pour le moins, par des interventions diplomatiques inopportunes et maladroites.

Elle avait aidé les patriotes américains en fournissant des armes et des munitions, ainsi que des volontaires, à partir de la Floride, colonie espagnole, ce qui incita l'Angleterre, blessée dans son orgueil, à aider les colonies hispano américaines à conquérir leur liberté. En outre elle se trouvait dans une situation politique, sociale et économique critique, en raison

d'une politique malhabile, l'exposant à de nombreuses guerres, très lourdes pour le Trésor Public.

Les jésuites, qui avaient été expulsés du royaume d'Espagne, avec le consentement du Souverain Pontife, souhaitaient retourner dans leurs anciens couvents de l'Amérique espagnole et, pour ce faire, excitèrent les colons au moyen de pamphlets, incitant à la lutte pour l'indépendance. Ils surent, très habilement, en grands connaisseurs de l'âme humaine, tirer profit des ambitions des futurs hommes illustres de l'Amérique Centrale. Plus tard ils mettraient fin à la fédération des Etats de l'Amérique centrale, qui avait eu l'outrecuidance de spolier leurs biens.

Enfin des causes internes, liées à des préjugés de race, des comportements inacceptables, avaient profondément miné la société américaine espagnole.

3.1.2 L'indépendance de la capitainerie de Guatemala

Les Espagnols « de sang » méprisaient profondément les Espagnols nés en Amérique, ne manquant jamais une occasion de faire ressentir leur prétendue supériorité. Les « criollos » virent dans l'indépendance possible un moyen de se voir reconnus. Les hautes charges civiles, ecclésiastiques et militaires étaient, presque exclusivement, réservées aux Espagnols de souche, les « criollos » n'ayant accès qu'aux offices subalternes.

Les impôts qui frappaient la colonie, le mot n'est pas trop fort, étaient devenus insupportables et obéraient dangereusement la vie économique.

Les colons, d'une manière générale, avaient l'impression d'avoir été abandonnés de la Mère Patrie, livrés uniquement à la grâce de Dieu. Les fonctionnaires de la Couronne, médiocre et cupides pour la plupart, avaient ajouté au mécontentement général.

Le royaume de Guatemala, dénommée sous le nom administratif de capitainerie générale, comptait, en 1810 plusieurs patriotes acquis aux idées de l'indépendance, le centre des insurgés étant San Salvador. Les chefs de file de ce mouvement étaient les prêtres catholiques Jose Matias Delgado, Juan Manuel Rodriguez, tous deux originaires de San Salvador, et Jose Siméon Canas, de Zacatecoluca.

Jose MATIAS DELGADO source académie historique Ateneo San Salvador

Convaincu de ce que le foyer insurrectionnel se tenait dans la ville de San Salvador, le capitaine général Jose Bustamante y Guerra, au moment de sa prise de commandement, y fit transporter, en mars 1811, depuis le Guatemala un armement composé de 11700 fusils et de 128 000 pesos, pour faire face à toute éventualité.

Les événements allaient se succéder et porter de sévères atteintes à l'autorité de l'Espagne.

.Le mouvement cependant avait eu le temps de faire des émules dans d'autres parties de l'Amérique Centrale, qui allaient favoriser les desseins des révolutionnaires.

Plusieurs foyers d'insurrection éclatèrent au Nicaragua, le 13 décembre 1811 dans la région de Leon et le 22 décembre dans la région de Granada, de Rivas et des agglomérations environnantes.

.En 1813 la lutte pour l'indépendance enflammait toute l'Amérique espagnole. Dans le même temps, dans l'Amérique andine les généraux Bolivar et San Martin défiaient la Couronne.

La révolution était en marche, elle allait suivre son cours, inexorablement, et mettre en place une nouvelle organisation politique en Amérique Centrale

L'année 1821 allaient voir se succéder les événements qui aboutirent au jour du 15 septembre, proclamant l'indépendance.

Le samedi 15 septembre 1821 les personnalités convoquées envahirent toutes les pièces, ainsi que les dépendances, du palais des capitaines généraux, à Guatemala. La foule se rassembla dans les rues avoisinantes au cri de « vive l'indépendance ».

Un congrès national devait se réunir à Guatemala, le 1^{er} mars 1822, pour résoudre le délicat problème de l'établissement d'un état souverain, thèse soutenue par les indépendantistes, ou d'un état annexé à l'empire du Mexique, thèse des impérialistes. Dans le cas où la première solution serait retenue la nature du gouvernement, république ou

monarchie constitutionnelle, devait être fixée, de même que la loi fondamentale qui le régirait. Les autres dispositions établissaient la persistance des lois et décrets dérivés de la Constitution de 1812, dans la mesure où ils ne s'opposaient pas au nouvel ordre des choses, la présidence de Gainza, capitaine général, en qualité de chef de gouvernement, le maintien de la religion catholique comme religion officielle.

Le document fut reçu à San Salvador comme monument sacré de la liberté.

La nouvelle indépendance n'était pas aussitôt proclamée que San Salvador dut défendre la sienne, par les armes. Le général Iturbide, persistant dans son désir de rattacher l'Amérique Centrale au Mexique, engagea une campagne militaire. Du côté salvadorien une junte, chargée de défendre la province, nomma général en chef Manuel Jose ARCE.

Une guerre opposa les Salvadoriens du 11 janvier 1822 au 21 février 1823 à l'empire mexicain. En cette occasion le général Arce démontra ses qualités de stratège.

Vexé par ces contretemps Iturbide ordonna au général Vicente Filisola de marcher sur Guatemala pour réduire les mutins, à la tête d'une armée de 600 hommes. La politique, cependant suivait son cours et Iturbide, à défaut de têtes couronnées espagnoles, fut proclamé empereur du Mexique pendant que Filisola cherchait à pactiser avec les Salvadoriens.

L'assemblée se tint le 24 juin 1823 à Guatemala, les peuples d'Amérique Centrale s'étaient vu restituer la jouissance des droits sacrés et inviolables de leur liberté et de leur indépendance, le 1^{er} juillet 1823, un acte rendu célèbre, précisa la proclamation de l'indépendance, générale et absolue de l'ancien royaume de Guatemala, ses provinces étant libérées de la tutelle de l'Espagne, du Mexique ou d'une quelconque puissance de l'ancien continent ou du nouveau monde. Les points les plus importants étaient : la fondation d'une nation souveraine, dotée des mêmes droits et possibilités que les autres peuples de la terre, la création d'une république, afin d'éviter que ces provinces ne deviennent la propriété de quiconque ou d'une seule famille, l'établissement d'un lien d'unité nationale entre ces provinces qui s'appelleraient désormais les provinces unies de l'Amérique Centrale, cette dénomination venant en lieu et place de l'ancienne capitainerie de Guatemala.

Ainsi le 1^{er} juillet 1823 s'accomplit un rêve qui allait donner lieu à l'établissement d'une nouvelle puissance, beaucoup trop éphémère mais qui aurait pu jouer un rôle majeur dans l'Histoire, si les passions humaines ne l'avaient mise à bas, la fédération des états de l'Amérique Centrale, dénommée fédération des provinces de l'Amérique Centrale.

3.2 La fédération des Etats d'Amérique centrale : un modèle de démocratie

3.2.1. Le caractère révolutionnaire de la fédération

Après la déclaration d'indépendance l'Assemblée constituante avait accompli un travail important et pris d'importantes décisions qui avaient trait à la séparation des pouvoirs, la libération du territoire par le départ des troupes mexicaines, l'abolition des traitements d'Altesse, d'Excellence ou de Seigneurie, l'adoption d'un drapeau et d'un écu, consistant en deux bandes bleues horizontales, séparées d'une blanche, portant la devise « Dieu, union, liberté », la liberté d'éditer et d'importer des livres, l'abolition de l'esclavage.

Le 12 novembre 1824 était proclamée la Constitution politique de la fédération des provinces de l'Amérique Centrale.

Les anciennes provinces du royaume de Guatemala étaient unies en républiques fédérées, au nombre de cinq : le Guatemala, le Honduras, le Salvador, le Nicaragua et le Costa Rica.

Les débuts furent quelque peu difficiles pour le Salvador ; la municipalité de Sonsonate resta attachée au tout nouvel état du Guatemala jusqu'à ce qu'un mouvement appela les représentants des villages avoisinants à se prononcer pour le rattachement au Salvador, ce qui fut accordé le 22 décembre 1823, le village d'Ahuachapán s'y refusant puis acceptant le 7 février 1824, sous réserve de conserver ses liens commerciaux avec le Guatemala

C'est le Salvador qui, dès mars 1824, avait impulsé le mouvement vers un projet de Constitution de l'état salvadorien, qui abolit l'esclavage, comme l'un des premières dispositions et, le 12 juin 1824, donna sa version définitive. Il y était déclaré que l'état

souverain du Salvador était l'un de ceux composant la fédération d'Amérique Centrale, divisé en quatre départements, ceux de Sonsonate, San Salvador, San Vicente et San Miguel. Son gouvernement était composé d'un pouvoir législatif, bicaméral, une chambre basse ou assemblée composée de 9 à 21 députés, une chambre haute, ou conseil représentatif, d'un conseiller par département, l'exécutif étant assuré par un chef assisté d'un adjoint, tous deux élus de manière populaire, pour une durée de quatre ans.

Le pouvoir judiciaire était sous le contrôle d'une cour supérieure de justice composée de trois à cinq magistrats.

La carta magna de cette constitution fédérale fut émise le 22 novembre 1824.

La province de Chiapas, qui appartenait antérieurement au royaume de Guatemala, eut la possibilité de choisir son destin, elle demeura rattachée au Mexique, le Panama lui n'existait pas en temps qu'état, étant une partie intégrante de la Colombie et n'obtiendra son indépendance qu'en 1903.

La fédération se dota d'un pouvoir législatif bicaméral : une chambre basse ou congrès, composée de députés, élus démocratiquement, au ratio de un pour trente mille habitants, une chambre haute ou Sénat, composée de deux sénateurs pour chaque état. Le pouvoir exécutif était dévolu à un président, assisté d'un vice président, élus démocratiquement, pour une période de 4 ans, avec une seule réélection possible. Le pouvoir judiciaire était confié à une cour fédérale de justice composée de 5 à 7 magistrats.

Les défauts de cette constitution étaient visibles dès l'entrée : tout d'abord une sur représentation du Guatemala, en raison de sa population, à la chambre basse, ce qui ne manquerait pas d'influer lourdement sur le pouvoir décisionnel, un exécutif fédéral dépourvu de tout moyen de coercition, notamment de force armée fédérale, alors que chacun des exécutifs nationaux jouissait de larges pouvoirs, ce qui était en contradiction avec l'esprit qui avait présidé à la construction de la fédération, enfin l'absence de détermination d'un district fédéral, ce qui entraîna la résidence, dans la même capitale, des autorités de la fédération et de l'état de Guatemala. De plus les partisans du rattachement demeuraient vigilants et attendaient l'occasion de nuire, autant que possible, à cette nouvelle organisation à laquelle ils étaient opposés. Ils ne manqueraient aucune occasion de prouver leur existence.

Les premiers désordres allaient se produire au Nicaragua, à l'occasion de la rivalité qui opposait, traditionnellement, les villes de León et de Granada, lesquels dégénérent en une effroyable guerre civile où la torture, le pillage, les incendies et les tueries, se donnaient libre cours.

La médiation ayant échoué la fédération envoya le général ARCE à la tête de 500 soldats pour imposer la paix au Nicaragua. L'apaisement obtenu sans un coup de fusil révéla les talents diplomatiques d'ARCE, déjà connu comme un stratège éminent. Le comportement d'ARCE lui valut la sympathie des libéraux comme des conservateurs, qui virent en lui un homme capable de présider aux destinées de la république fédérale.

Les peuples de la fédération, comme le prévoyait la Constitution, furent invités à élire le président et le vice président de la république. La fédération fut, à ce titre, divisée en 82 cantons électoraux, l'un des candidats devant obtenir la majorité absolue des votes, soit 42 suffrages, dans le cas contraire le congrès devant choisir parmi les candidats ayant obtenu au moins 10 suffrages.

Le dépouillement de cette élection donna 41 suffrages en faveur du candidat conservateur, 34 en faveur d'Arce. Les députés conservateurs et libéraux se réunirent sur la personne d'Arce, pour présider la république, qui prit ses fonctions le 30 avril 1825.



Carte N 12 (échelle manquante) des « provinces unies de l'Amérique Centrale » extraite d'un manuel de géographie des Etats-Unis référence inconnue

Jose Manuel Arce, premier président de la république fédérale source Ateneo du Salvador

Malheureusement Arce ne reçut pas l'appui des libéraux du Guatemala : La vice présidence fut confié à un conservateur Mariano Beltranena, de même que les autres portefeuilles ministériels. On peut se poser des questions sur l'attitude des libéraux

guatémaltèques, ils portent une responsabilité écrasante dans l'échec de la fédération et l'Histoire les jugera sévèrement.

Abandonné de ses amis, obligé des conservateurs, Arce se trouvait face à un dilemme : trahir ses convictions ou refuser sa charge. Il choisit la première solution mais les libéraux salvadoriens le supplièrent de demeurer à la tête des affaires publiques. Le président Arce prétendait à la magistrature suprême de la nation non à la présidence d'un parti. Il fut la victime des libéraux qui le répudièrent et des conservateurs qui le trahirent, après l'avoir dupé.

Une Constitution inapplicable et un exécutif dénué de pouvoir, assortis d'un provincialisme destructeur eurent raisons des plus beaux espoirs et allaient entraîner la destruction d'un idéal, dont les effets se font encore sentir de nos jours.

L'antagonisme entre libéraux et conservateurs s'amplifia, notamment par l'intermédiaire de la presse qui, au lieu d'informer l'opinion publique, se fit la porte parole de la véritable haine qui existait entre les partis les faisant évoluer vers de véritables officines de conspiration. Les libéraux du Guatemala, sécessionnistes, avaient, par leur stupide chauvinisme, affaibli le parti. Si les Salvadoriens voyaient en Arce un homme digne de confiance les Guatémaltèques le considéraient comme un véritable tyran en puissance et ne manquaient aucune occasion de renforcer leur influence. La députation salvadorienne ne manqua pas de souligner l'influence excessive, au sein du congrès, de la représentation guatémaltèque, où les libéraux, pourtant, dominaient, de même qu'au Sénat. Le chauvinisme mesquin des Guatémaltèques leur interdisait d'accepter un président d'origine salvadorienne. Ces mêmes députés guatémaltèques faisaient systématiquement obstacle à l'élection de députés d'autres états au congrès. Les Salvadoriens et les Costa Riciens protestèrent contre de telles manœuvres, en vain semble-t-il.

Le coup de grâce fut asséné quand, lassés des transgressions de la loi, de la part des députés libéraux guatémaltèques, les représentants du Costa Rica, du Honduras et du Nicaragua se retirèrent provoquant, faute de quorum, la dissolution du congrès le 30 janvier 1826. Le gouvernement Salvadorien, considérant que les moyens pacifiques avaient été épuisés, mit le président Arce devant l'obligation de recourir aux armes.

La crise politique allait amener des guerres fratricides, la mort des meilleurs hommes politiques du moment et, par suite, une « balkanisation » de l'Amérique centrale, qui la rendrait plus sensible aux influences extérieures.

Le chef de l'état guatémaltèque ignora l'autorité d'Arce, au sens constitutionnel. La cour suprême de justice, l'assemblée et le conseil représentatif du Guatemala furent dissouts.

En dépit des efforts d'Arce pour rétablir la situation celle-ci empira et les passions se déchaînèrent. On était au bord d'une guerre civile.

Deux décrets furent pris pour rétablir l'ordre constitutionnel et qui eurent l'effet contraire : le 10 octobre 1826 Arce convoqua les peuples de l'Amérique Centrale à Cojutepeque en modifiant les critères électifs, à savoir un député pour 15 000 habitants au lieu des 30 000 que fixait la constitution, alors que, constitutionnellement seul le Sénat disposait de l'autorité nécessaire pour convoquer les représentants et seul le congrès pouvait fixer l'ordre du jour et modifier les critères d'éligibilité. Ces deux assemblées ayant été dissoutes ARCE s'était cru dans l'obligation de prendre lui-même une décision. Le 31 décembre 1826 il provoquait des élections générales pour le Guatemala pour les charges de président, vice président, députés de l'assemblée, conseillers représentatifs et magistrats de la cour suprême. Cette convocation était totalement illégale comme il est mentionné supra mais il n'y avait plus d'organes investi de ce pouvoir.

Ses ennemis, en particulier le conservateur et adversaire malheureux Del Valle ne manquèrent pas d'exploiter la situation, d'autant que les événements allaient précisément tourner en la défaveur d'Arce.

L'état du Salvador investit un adversaire d'Arce à la magistrature suprême.

Dans le même temps les élections à la présidence du Guatemala avaient donné un autre ennemi d'Arce.

Une attaque des Salvadoriens, sécessionnistes, fut repoussée par Arce à la frontière du Guatemala.

3.2.2 Crises et écroulement de la fédération

Le Honduras fit également sécession et dut être mis à la raison par une intervention d'Arce.

En raison de son attitude à l'encontre d'Arce le Salvador fit l'objet de trois campagnes militaires. Elles s'achevèrent par un compromis, le Salvador rentrant dans le rang.

Ainsi était mis fin à une série de trois guerres menées par un Salvadorien, contre ses compatriotes, pour permettre la permanence d'une fédération dont les fondements étaient mouvants et qui ne parvenait pas à rassembler les peuples récemment libérés.

Un nouvel homme allait se lever qui allait tenter de donner une impulsion nouvelle à la fédération, le général Hondurien Morazán.

Lors de sa prise de pouvoir Morazán héritait d'une situation très difficile ; il essaya toutefois de sauver la fédération. Son courage et son dévouement lui valurent, comme bien souvent pour de tels hommes, d'être condamné à mort et exécuté, dans des conditions sordides.

Morazán avait commencé sa carrière en combattant, à la tête de l'armée hondurienne, les forces de la fédération et en remportant la victoire. Cette victoire libéra le Honduras des troupes fédérales et mena Morazán au pouvoir, à la tête du Honduras.

Général Francisco Morazán source Ateneo du Salvador

Au début du mois de janvier 1829, à la tête de 2000 hommes, Morazán envahit le Guatemala et établit son quartier général dans la ville d'ancienne Guatemala, Les troupes guatémaltèques capitulèrent le 12 avril 1829 et le 13 avril Morazán entra en vainqueur dans Guatemala.

Ce succès était à la fois militaire et politique sur les conservateurs.

Parvenu au pouvoir Morazán ordonna l'arrestation d'Arce, qui ne dut qu'à l'intervention, en sa faveur, du chef de l'état salvadorien, Cornujo, de ne pas être fusillés.

L'ordre constitutionnel était rétabli aux yeux des libéraux triomphants et Morazán réunit le congrès fédéral, de manière anticonstitutionnelle, une nouvelle fois, puisque des députés dont le mandat avait expiré depuis fort longtemps y siégeaient et qu'en revanche furent exclus les représentants du Salvador, du Nicaragua et du Costa Rica. Les libéraux s'affranchirent des obligations que leur imposait la constitution, eux qui avaient agité la bannière de l'accomplissement de la carta magna de 1824 et ne reculèrent pas devant la promulgation de lois anticonstitutionnelles comme la proscription, la confiscation et l'emprisonnement illégal.

Bien que retiré des affaires publiques depuis 1828 Arce fut accusé de haute trahison et, sans jamais avoir été entendu dans sa défense ou jugé devant une quelconque juridiction, fut condamné au bannissement perpétuel et à la déportation aux Etats-Unis. Ce fut particulièrement choquant en ce qui concerne Arce qui était un homme fondamentalement noble et généreux, qui ne se laissa jamais aller à fusiller ou à confisquer, qui sut être impavide dans la défaite et humble dans la victoire, qui traita avec humanité et respect ses adversaires malheureux dans la fortune des armes ou les arcanes de la politique. L'homme avait certes des défauts, le plus grand qui puisse lui être reproché étant un certain manque d'habileté politique, alors qu'il dut affronter des courants contraires, depuis le désir frénétique de libertés sans aucun devoir, de la part des uns, jusqu'au despotisme effrayant de la part des autres. Il laissa, en toute circonstance, la liberté de presse s'exercer et croyait sincèrement, parfois avec une touchante naïveté, à l'idéal de la république, qu'il s'efforça de concrétiser.

Poursuivant encore leur frénésie de vengeance les libéraux expulsèrent du territoire de la république, vers La Havane, l'archevêque Ramon Casaus y Torres et 429 moines des couvents de Santo Domingo, San Francisco et la Recolection, la nuit du 9 au 10 juillet 1829. Cette mesure était une énorme faute politique dont les conséquences n'allaient pas tarder à se faire sentir.

Le congrès fédéral convoqua les élections du président et vice président, pendant l'intérim de Barrundia. Il en sortit Morazán comme président et Prado vice président. Le 16 septembre 1830 Morazán prenait possession de la magistrature suprême et recevait l'hommage de Barrundia en ces termes : « vous avez le courage du vainqueur couvert de gloire et le peuple vous fait maintenant dépositaire de ses lois, qui ont couté tant de sang, versé par les enfants de la liberté, que vous avez su mener à la victoire ».

Morazán prenait le pouvoir alors que tout, autour de lui, se déroba sous ses pieds, qui devait précipiter sa chute en entraînant la fin de la fédération.

Général victorieux, chef de l'état du Honduras, élu à la présidence de la fédération pour la période 1830 à 1834, puis, la constitution fédérale permettant un deuxième mandat, Morazán, bien que battu aux élections de 1834 par son adversaire Del Valle, fut quand même reconduit dans ses fonctions, Del Valle étant subitement décédé avant d'entrer en fonctions. Morazán, bénéficiant de ce coup du sort fut donc reconduit pour le mandat 1835-1839.

Le premier problème que dut affronter Morazán fut d'ordre religieux. L'archevêque et les religieux expulsés, ainsi que les lois inopportunes, votées contre l'église catholique, en particulier dans ses droits séculiers, valurent à Morazán l'inimitié des catholiques.

Le deuxième fut d'ordre économique, les finances étant exsangues en raison de la guerre civile ayant provoqué de nombreux emprunts forcés.

Le troisième était d'ordre géopolitique, l'absence d'un district fédéral. Le Salvador céda à la demande de la fédération pour que la ville de San Salvador servît de district fédéral, avec le territoire comprenant l'actuel département de La Libertad, la partie sud de San Salvador et l'actuel département de La Paz. Pour se différencier les autorités salvadoriennes établirent leur résidence à San Vicente.

Des réformes furent entreprises, qui furent révolutionnaires pour l'époque : la liberté de culte fut proclamée le 2 mai 1832. La religion catholique, apostolique et romaine cessa d'être l'unique religion de la république, tout citoyen de l'Amérique Centrale était libre d'adorer son Dieu publiquement, selon sa conscience. L'impôt dit « du dixième » fut aboli, privant ainsi l'église d'un revenu non négligeable puisqu'il consistait en un dixième de la

récolte brute. Les communautés religieuses furent dissoutes et leurs biens dispersés. Les monastères furent convertis en écoles et en prisons modèles, les biens des ordres monastiques passèrent à l'Etat, la propriété foncière agricole de ces mêmes ordres fut vendue aux enchères publiques, les lois sur le mariage civil et le divorce furent promulguées, les cimetières furent entretenus par les services municipaux et échappèrent à l'emprise de l'église, qui ne perçut plus aucun droit sur les enterrements une fosse commune accueillant les dépouilles des personnes sans confession, la liberté de tester fut établie, substituant le quart testamentaire et les mandats forcés, au bénéfice de l'église.

On le voit l'Eglise catholique était particulièrement visée dans ses biens et sa puissance, ce qui n'allait pas faciliter, par la suite, le gouvernement de Morazan.

En matière judiciaire « l'habeas corpus » fut adopté sous le nom « d'exhibition personnelle ». ce texte fondamental de la justice des pays démocratiques garantit le droit, pour une personne arrêtée, de ne l'être que pour un motif visé par une loi, et d'être présenté immédiatement devant un juge, statuant sur la validité de l'interpellation, des charges retenues à son encontre pour justifier de sa détention et de la possibilité de disposer d'un défenseur, y compris en cas d'insuffisance de ressources pour le défrayer.

L'enseignement populaire fut développé par l'ouverture d'écoles primaires, sous la direction de personnel laïque. A Guatemala fut créée l'académie des sciences et la première école normale de toute l'Amérique. A San Salvador, deuxième capitale fédérale, le pédagogue brésilien Jose COELHO fonda un établissement d'enseignement secondaire appelé « aurore du Salvador ».

La liberté de presse, qui existait déjà, fut développée par la publication de nombreux périodiques.

La première action sérieuse de l'opposition fut la conspiration des conservateurs de 1832. Le général Arce tenta une révolution qui échoua le 24 février 1832, à San Francisco Motocinta, devant les forces fédérales conduites par les colonels Martinez et Raoul. Ce dernier, ancien officier français de la Grande Armée de Napoléon Bonaparte, avait connu la défaite de Waterloo. Il faisait partie de ces demi-soldes qui étaient partis chercher l'aventure à l'étranger, offrant leur compétence, nourris des enseignements de Guibert et de Jomini. Raoul

était colonel, commandant l'artillerie fédérale, membre de la junta consultative et de la commission de guerre à l'assemblée nationale du Guatemala.

Le chef conservateur Salvadorien Jose Maria Cornejo se rebella contre l'exécutif fédéral et amena l'assemblée salvadorienne à décider du retrait du pays du pacte d'union nationale en conséquence de quoi Morazán soumit les rebelles lors des combats de Jocoro, Agua caliente, la Chacra et San Salvador. Le général Dominguez envahit le territoire hondurien mais fut défait à Jaitique puis anéanti à Ozteca, par les forces de Morazán. Prisonnier il fut exécuté à Comayagua.

Le colonel Guzman se proclama en faveur du roi d'Espagne à Omoa mais, assiégé par les forces fédérales il fut jugé coupable de trahison et exécuté.

Le troisième événement fut une épidémie de cholera morbus survenue en 1837-1839. Le clergé des zones montagneuses de Mita et de Mataquescuintla, dans l'état de Guatemala, profitant de l'ignorance de leurs ouailles, n'eurent aucun mal à les convaincre que cette maladie était l'œuvre satanique des libéraux, empoisonnant les eaux pour exterminer la population indigène.

Le général Carrera, dès 1837, faisait son apparition sur la scène régionale. Fruste et analphabète il n'était au départ qu'un gardien de cochons des montagnes de Mita. Il brandit l'étendard de la guerre contre les libéraux au cri de « mort aux hérétiques, vive la religion ».

Morazán marcha contre Carrera qu'il défit, le Guatemala venait reconnaître l'autorité de Morazán. Ce dernier se vit offrir, par l'aristocratie guatémaltèque, la dictature, ce à quoi il se refusa avec indignation.

Ainsi s'achevait, dans le chaos, la deuxième législature de Morazán le 31 janvier 1839

Tous les états, à l'exception du Salvador, souhaitaient quitter la fédération. Le dernier congrès de la celle-ci, tenu le 30 mai 1838 à San Salvador, sous la présidence de Gerardo Barrios, qui n'allait pas tarder à devenir célèbre, se déroula d'une manière qui ne présageait rien de bon pour l'avenir. Au cours des débats Barrios déclara que les états étaient

libres de se constituer selon la forme qu'ils jugeaient appropriée pourvu qu'ils conservent la représentation populaire républicaine et assurent la séparation des pouvoirs.

La séparation était de fait pour les assemblées législatives du Nicaragua le 30 avril 1838, du Honduras par décision du 26 octobre 1838, du Costa Rica par décision du 14 novembre 1838. Le Guatemala allait suivre le 17 avril 1839, seul le Salvador conservait la bannière de l'union.

Les conservateurs séparatistes haïssaient Morazán. Les gouvernements du Nicaragua et du Honduras déclarèrent la guerre au Salvador, qu'ils considéraient comme le temple du libéralisme. Une nouvelle fois Morazán fut chargé de faire front à l'invasion.

Les armées du Honduras et du Nicaragua, furent défaites, à deux reprises, par Morazán lui-même.

Les élections au Salvador amenèrent Morazán à la charge de chef de l'état.

Cette élection fut le prétexte à une nouvelle invasion du pays par les forces honduriennes mais elles furent mises en déroute

Ces guerres incessantes allaient se poursuivre et précipiter la chute de Morazán et de la fédération elle-même.

Les Guatémaltèques sollicitèrent Morazán pour libérer du tyran Carrera. Le sort des armes fut contraire à Morazán qui dut s'exiler volontairement en Amérique du sud, espérant par cette mesure consolider la paix et l'unité.

Hanté par la mal du pays Morazán réembarqua et offrit ses services d'abord au gouvernement du Nicaragua puis à celui du Salvador, qui les rejetèrent de manière hostile.

Toutefois sollicité et devenu chef de l'état du Costa Rica, il s'attacha à la création d'une puissante armée, pour réorganiser l'unité de la patrie. Ce projet fut rendu détestable au peuple du Costa Rica, en raison de sa désaffection pour la guerre, d'une manière générale, et des emprunts forcés pour la concrétiser.

Fait prisonnier le matin du 15 septembre 1842, sans autre forme de procès, Morazán fut condamné à mort et exécuté par fusillade.

3.3 Les causes de la faillite de la fédération

3.3.1 L'opposition des grands propriétaires terriens et de l'église catholique

Les grands propriétaires terriens ne pouvaient être satisfaits des obligations nouvelles qui allaient peser sur eux, notamment pour l'entretien du trésor public dont ils allaient être, fatalement, les plus gros contributeurs, tout en voyant diminuer leurs pouvoirs hiérarchiques sur les personnes qu'ils employaient. Cette démocratie, venue d'idées avancées de certains illuminés qui, à leurs yeux, avaient commis le crime de régicide, en France en particulier, ne leur semblait guère compatible avec leurs valeurs.

De plus les personnes, traditionnellement placées sous leur autorité, allaient avoir, du jour au lendemain, des droits, dont Dieu quel usage ils pourraient faire.

Le maintien sur pied d'une armée fédérale était une charge supplémentaire à laquelle ils étaient opposés. L'idée de supranationalité ne semblait pas une bonne chose, en terme de concurrence sur le monopole de l'écoulement des produits en particuliers. Il faut dire que les aspects économiques n'avaient pas été franchement abordés, dans la construction de cette fédération, soutenue surtout par l'idéalisme.

L'église catholique voyait d'un très mauvais œil ces idées de démocratie et d'égalité entre les hommes qui avaient un double inconvénient à ces yeux. Elle privait ses membres, notamment les plus élevés dans la hiérarchie, de revenus importants, par la réforme fiscale qui avait modifié les contributions ecclésiastiques et faisait surgir un dangereux courant de liberté de pensée, empêchant toute domination sur les esprits. Où allait-on si les populations échappaient à l'emprise de la religion, pensaient de manière autonome, voire

s'affranchissaient de leurs devoirs spirituels? De plus l'erreur politique qui avait consisté à chasser les prêtres réguliers. N'avait fait qu'attiser la rancune du clergé qui cherchait, par tous les moyens, à détruire cette organisation sociale. L'église devait s'appuyer sur la puissance économique, partant sur l'opposition politique, pour parvenir à ses fins.

Des infrastructures de transport faibles et mal structurées, favorisant l'isolement

La configuration géographique rendait compliqué, plus qu'aujourd'hui encore, les communications. Les transports étaient exclusivement le cheval, ou la voiture tirée par le cheval, dans le meilleur des cas, par les bœufs en milieu rural. La longueur et la difficulté des trajets à effectuer étaient un argument suffisant pour éviter les déplacements. Les possibilités d'hébergement, sauf dans les villes les plus importantes, étaient réduites à la plus simple expression.

Il en résultait une absence totale de contact pour la majorité des populations, vivant repliées sur elles mêmes et extrêmement dépendantes, pour leur survie, de l'emploi offert localement, de la plus ou moins grande bienveillance des propriétaires terriens, fournissant la majorité de l'activité économique, voyant plutôt un compétiteur dangereux en la personne étrangère au pays. Dans ces conditions le patriarcat patronal n'avait aucun mal à s'exercer, relayé par l'église qui expliquait que l'ordre social était une volonté divine et qu'il fallait l'accepter tel quel ; Toute tentative de s'opposer à cet ordre ne pouvait avoir été inspirée que par les mauvais instincts des mécréants et des ennemis de la religion catholique.

Si l'on ajoute, notamment en milieu rural, la propension à la superstition, les forces du mal étaient représentées par ceux qui voulaient changer l'ordre des choses et les habitudes centenaires.

3.3.2 Le désintérêt des populations elles-mêmes et l'intervention de puissances étrangères

Le faible niveau d'éducation et l'absence totale de culture politique de la majorité de la population était un handicap majeur. Les mots de démocratie ou de représentation populaire étaient des mots vides de sens pour une population dont la préoccupation unique était la survie. La dureté des conditions de vie, aggravées par les catastrophes naturelles,

aggravant les périodes de non emploi et de disette étaient un sujet d'inquiétude. Les idées de développement démocratique étaient totalement vides de sens pour elle.

De plus ces activités politiques ne pouvaient être le fait que de personnes aux ressources suffisantes pour accéder à un minimum d'éducation, de connaissances et de culture politique : en résumé une classe moyenne aisée, coupée de la majorité de la population, en dépit de ses idées généreuses. C'est surtout un idéal qui avait présidé à la création puis à la poursuite de cette aventure mais la grande majorité des gens ne voyaient guère la finalité de cette création.

En fait la capitale fédérale n'avait guère de présence ou de véritable autorité en dehors du Guatemala. Cela était dû au fait, comme expliqué précédemment, des distances et des difficultés à voyager, accompagnées d'un chauvinisme particulier des Guatémaltèques, qui comptaient parmi les plus riches possédants de la zone et les plus réticents aux idées démocratiques, surtout lorsqu'elles pouvaient avoir une incidence sur leur activité économique.

Le clergé avait, au Guatemala, une influence particulière sur toutes les classes de la société et entendait se servir de ce point d'appui pour faire obstacle à la réalisation de la fédération.

La coercition, dans les cas extrêmes, ne pouvait s'effectuer qu'en ayant recours à la force armée. Ce fut effectivement le cas et aggrava les coûts, en argent et en vies humaines. Ces deux aspects étaient suffisants pour que les couches sociales les plus avancées y aient vu une calamité intrinsèque ne rendant pas possible la poursuite de l'expérience. Les Etats sécessionnistes que furent Le Nicaragua, le Honduras et le Costa Rica, furent les prémisses d'un effondrement de l'édifice.

Ce point sera développé plus avant mais il faut souligner que deux puissances, après l'indépendance, s'intéressèrent à l'Amérique centrale : ce sont la grande Bretagne et les Etats-Unis.

La Grande Bretagne en premier lieu, dotée d'une flotte qui avait permis la création de son empire par la maîtrise des mers, avait été intéressée par la possibilité de raccourcir les

traversées qui obligeait à passer par la terre de feu. C'est vers le Nicaragua qu'elle avait tourné ses ambitions. Elle entendait faire procéder au creusement d'un canal permettant de traverser l'isthme. Le projet avait échoué mais elle avait eu le temps de s'emparer d'une partie du Guatemala en créant le Honduras britannique, devenu le Belize.

Les Etats-Unis, en la personne du magnat Vanderbilt, avaient eu la même idée et avaient pour cela utilisé les services d'un mercenaire, Walker, qui mit à feu et à sang le Nicaragua, avant de finir sur l'échafaud, échouant dans sa tentative.

Il faudra attendre 1903 et la création d'un état fictif, le Panama, au détriment de la Colombie, pour que s'accomplisse cette réalisation.

3.4 Les interventions extérieures en Amérique centrale.

3.4.1. Les premières interventions des Etats Unis

L'impérialisme américain dépouilla son voisin Mexicain d'immenses territoires au sud et s'intéressa à l'Amérique Centrale, en particulier au Nicaragua et au Panama.

Un chemin de fer fut construit au Panama, qui n'était pas encore connu sous ce nom, en 1852 et une route mixte de communication, fluviale (fleuve de San Juan), lacustre (lac de Nicaragua) et terrestre (isthme de Rivas) au Nicaragua la même année.

Avant le percement du canal de Panama les Etats-Unis envisagèrent celui d'un isthme en Amérique Centrale afin de raccourcir la route maritime qui obligeait sa flotte à croiser le détroit de la Terre de Feu pour aller d'un côté à l'autre.

Les grandes puissances n'allèrent pas tarder à vouloir s'implanter en Amérique Centrale, donnant lieu à de sérieuses luttes d'influence. L'Ambassadeur extraordinaire des Etats-Unis en Amérique Centrale, George Ephraim SQUIERS, signa un traité avec le gouvernement du Nicaragua, prévoyant le percement d'un « canal du Nicaragua », en 1849.

Toutefois la Grande Bretagne entendait, elle aussi, maintenir et étendre, si possible, son empire.

Les Etats-Unis appliquèrent ce qu'il est convenu d'appeler la doctrine Monroe

James Monroe fut des tractations concernant l'achat de la Louisiane à la France, sa contrepartie française étant Barbé Marbois, maire de Metz, ministre des finances et

gouverneur de Saint Domingue. Devenu secrétaire d'Etat, équivalent de notre ministre des affaires étrangères, puis secrétaire à la défense il fut élu président des Etats-Unis en 1816 et réélu en 1820. Il fera de son rival malheureux, John Quincy Adams son secrétaire d'Etat

En 1822 les Etats-Unis furent la première puissance à reconnaître l'indépendance des nouvelles nations de l'Amérique Centrale.

James MONROE source Library of Congress

Les Etats-Unis exigèrent que Londres reconnaisse d'abord l'indépendance des anciennes colonies espagnoles. Londres se déroba. A la suite de la prise de Cadix par les troupes françaises Monroe pensa qu'il était temps de demander à l'Europe de renoncer à toute prétention sur le territoire américain.

Son argumentaire s'articule en deux points : le premier excipe de ce que les continents américains, en vertu des conditions libres et indépendantes qu'ils se sont donnés et qu'ils ont maintenues, ne sauraient être considérés comme objets de future colonisation, par aucune puissance européenne. Le second explique que le système politique des puissances alliées est « essentiellement différent » de celui de l'Amérique et que les Etats-Unis sont voués à défendre leur propre système.

Le continent tout entier est considéré comme chasse gardée, sous peine de guerre, quant à l'Amérique latine, en général, elle n'est pas capable de jouir librement de ses choix politiques.

En contrepartie toutefois Monroe prit l'engagement de ne jamais se mêler des affaires européennes : « Dans les guerres de puissances européennes en des matières concernant elles-mêmes, nous n'avons jamais pris aucune part et il ne convient pas à notre politique d'y prendre part. »

Les Etats-Unis s'étaient abstenus de consulter les pays d'Amérique latine en une matière qui, pourtant, les concernait directement. Déjà ce beau discours n'était pas entièrement fidèle à la vérité car le Mexique et le Brésil étaient alors des monarchies.

Un premier accord, connu sous le nom de Clayton-Bulwer, fut signé en 1850, prévoyant que les Etats-Unis et l'Angleterre s'engageaient à respecter la souveraineté de l'Amérique Centrale : les Etats-Unis renonçaient au percement du canal interocéanique à travers le Nicaragua et la Grande Bretagne évacuait le Belize, les îles Bahia et Mosquito.

La Grande Bretagne sortait de cet accord largement perdante et provoqua l'amendement Dallas-Clarendon de 1856, par lequel les Etats-Unis reconnaissaient la souveraineté britannique sur le Belize à la condition de signer un traité de limites géographiques avec le Guatemala, le plus rapidement possible et à quitter Mosquito.

Le Guatemala avait été tenu à l'écart des négociations et n'avait jamais reconnu la souveraineté britannique, sur la terre spoliée du Guatemala. Une clause du traité de paix obligeait la Grande Bretagne à construire une voie de communication entre la ville de Guatemala et la cote Atlantique. Cet inaccomplissement aurait dû rendre caduque le traité, il n'en fut rien. Ce point était, jusqu'en 2004, un sujet de friction entre le Guatemala et le Belize.

Au XVIIème siècle les richesses du Nouveau Monde ayant attiré la convoitise des puissances européennes rivales de l'Espagne, des pirates anglais s'étaient établis dans les forêts bordant la baie du Honduras. La Grande Bretagne prit de plus en plus d'ascendant, au XVIIIème siècle dans les Caraïbes.

En 1763 le traité de Paris autorisa la Grande Bretagne à procéder à des coupes de bois pour l'exportation. L'acajou devint la source d'un commerce profitable.

Les Mayas, premiers habitants, combattirent les Britanniques jusqu'en 1839, attaquant essentiellement les coupeurs de bois. En 1872 une tentative de révolte fut réprimée par les britanniques.

Théodore Roosevelt fit la connaissance de l'amiral Mahan qui l'aida à appliquer son credo, à savoir que l'Amérique devait chercher, dès à présent, les bases navales, en quelque endroit qu'elles se trouvent.

Alfred Thayer Mahan, né en 1840, se fera connaître par son ouvrage intitulé « l'influence du pouvoir maritime sur l'Histoire, de 1660 à 1783 » paru en 1890, tiré de son enseignement au collège de guerre navale de Newport. Cet ouvrage, traduit en 7 langues, russe en 1895, allemande en 1896, japonaise en 1896, française en 1899, espagnole en 1900, suédoise en 1900 et italienne, tout récemment en 1994, fera l'objet de 50 éditions.

Dans ce livre Mahan affirme la supériorité des empires maritimes sur les empires continentaux, fournissant une base historique au « *navalisme* », élément essentiel de l'expansion, qui caractérise les grandes puissances européennes, appelées selon les pays impérialistes, panslavistes ou pangermanistes. Selon lui la maîtrise des mers en permettant la projection des forces permet d'obtenir la victoire décisive.

Disciple du stratège Suisse Jomini il proclame l'existence de principes universels : l'offensive, l'économie des forces en vue de la bataille décisive. Pour la première fois la stratégie navale se trouvait intégrée dans une stratégie générale et non plus limitée à la conduite de la guerre, mais également applicable en temps de paix.

L'économie dont l'expansion rapide apparaît dans les chiffres du commerce extérieur, qui triplent entre 1860 et 1900, va de pair avec l'industrialisation, qui permet des exportations croissant de 1370 à 1710 millions de dollars entre 1900 et 1910.

Le premier coup de bâton de Roosevelt sera donné au Panama. Les bâtiments de la flotte américaine doivent pouvoir passer rapidement d'un océan à l'autre, afin d'accomplir leur mission civilisatrice dans la zone Caraïbe. Le passage par le Cap Horn est une trop grande perte de temps.

Les accords Clayton-Bulwer signés avec la grande Bretagne en 1850 stipulent qu'aucun des deux pays ne pourra occuper, fortifier, coloniser la zone du canal de même qu'il ne pourra obtenir un quelconque droit exclusif sur le contrôle du canal. Si, en son temps, le traité avait été favorable aux Etats-Unis, en empêchant le percement d'un canal au Nicaragua

par les Britanniques, il apparaissait, au tournant du siècle, comme un sérieux obstacle à l'expansion des Etats-Unis. C'est en vain que trois secrétaires d'Etat avaient tenté d'en obtenir la modification.

Le premier avait été William M. Evarts, secrétaire d'Etat du président Hayes, de 1877 à 1881, proclamant que le canal devait être sous contrôle américain, alors que le projet français de Ferdinand De Lesseps était déjà en cours.

Le deuxième avait été James G. Blaine, secrétaire d'Etat du président Garfield en 1881, qui avança la même thèse, suivi par le troisième, F.T. Frelinghuysen, secrétaire d'Etat du président Arthur (1881-1886), ce dernier parvenant même à obtenir du Nicaragua la signature d'un traité autorisant les Etats-Unis à procéder au percement d'un canal à travers son territoire.

Après des négociations avec la Grande Bretagne un nouveau projet fut signé, le 5 février 1900, par John Haye et Lord Julian Pauncefote, ambassadeur de Grande Bretagne à Washington, qui autorisa les Etats-Unis à creuser et à gérer eux-mêmes le canal, pourvu que celui-ci soit considéré neutre et soumis aux mêmes règles que le canal de Suez, en vertu de la convention de Constantinople de 1888.

Les Etats-Unis le ratifièrent en y apportant trois amendements : l'abolition du traité de 1850, le respect du principe de neutralité mais en autorisant les Etats-Unis à adopter les mesures appropriées pour défendre leurs intérêts et maintenir l'ordre aux abords du canal, l'annulation d'un article qui prévoyait la possibilité, pour d'autres pays, de se joindre au traité.

Londres ayant refusé de signer le traité ainsi amendé, il fallu à nouveau négocier pour aboutir au traité Haye-Pauncefote du 18 novembre 1901.

Celui-ci abrogeait le traité de 1850, autorisait les Etats-Unis à construire le canal et leur laissait le contrôle tout entier, affirmait le principe de neutralité du canal sous la seule garantie des Etats-Unis, chargés des pouvoirs de police, autorisait les travaux de fortifications, prévoyait un traitement égal pour les navires de toutes

Les deux grandes puissances se neutralisèrent par la signature du traité Clayton-Bulwer, en 1850, aux termes duquel l'Angleterre s'engageait à évacuer les territoires d'Amérique Centrale, qu'elle avait usurpés, cependant que les Etats-Unis renonçaient à la construction du canal interocéanique du Nicaragua. Par la suite l'amendement Dalla-Clarendon, en 1859, reconnu, de la part des Etats-Unis, la souveraineté de la Grande Bretagne sur le Belize, celle-ci s'engageant à signer un traité de limitations avec le Guatemala.

3.4.2 L'implantation des Etats-Unis à titre permanent

Le canal de Panama avait coûté un grand nombre de vies humaines, en raison de la fièvre jaune. Ferdinand De Lesseps en arrêta la construction, en 1889, après le scandale politique qui, en France, avait démontré l'implication des plus hautes sommités de l'Etat, ayant perçu des rémunérations illicites

Le canal fut acheté pour 40 millions de dollars par Roosevelt après que le Congrès l'eût autorisé, au terme d'un vote serré, le 28 juin 1902.

A cette époque le Panama, en tant qu'Etat, n'existait pas, il était partie intégrante de la Colombie. Ce fut donc son représentant qui signa, à Washington, le 22 janvier 1903, un traité concédant pour une période de cent ans, une zone de seize kilomètres de large, moyennant une somme de 10 millions de dollars et une redevance de 250 000 dollars par an. Le 12 août 2003 le traité ayant été rejeté par la Colombie ; celle-ci remit en cause le traité passé entre la France et les Etats-Unis pour la concession et se refusa à un abandon de souveraineté.

Fidèle à son credo Roosevelt allait employer les grands moyens et user de la force, au mépris du droit des peuples. C'était la première intervention des Etats-Unis au Panama.

Des « marines » débarquèrent et un gouvernement fut formé dans la nuit, proclamant, le 4 novembre 1903, l'indépendance du Panama.

Le secrétaire d'Etat John Hay reconnut aussitôt la nouvelle république et fit du français Bunau Varilla, représentant la compagnie De Lesseps, son ministre plénipotentiaire à Washington, où il fut reçu le 13 novembre de cette même année. Le traité Hay-Bunau Varilla

du 18 novembre 1903 reprit les clauses du précédent traité mais la concession était faite à perpétuité et non pour 100 ans. Plus tard Roosevelt se vantera d'avoir forcé le destin.

Pour justifier l'intervention à Panama le gouvernement des Etats-Unis excipera du traité signé en 1846 par le président Polk, autorisant les Etats-Unis, en cas de trouble, à envoyer leur force armée pour y garantir la sécurité du chemin de fer, construit avec des capitaux américains.

La Colombie obtiendra une indemnité de 25 millions de dollars en 1914 mais ne reconnaîtra l'indépendance du Panama qu'en 1921.

En attendant les Etats-Unis, par la voie du Congrès votent le Panama Canal Act qui exempte de tout droit de transit les navires américains qui assurent la liaison entre l'est et l'ouest des Etats-Unis. Londres proteste à juste titre devant ce contrat léonin qui viole à la fois le traité Hay-Pauncefote et la convention de Constantinople, garantissant égalité de traitement aux navires de tous les pays. Le problème ne sera résolu que par le président WILSON en 1914.

Les pays d'Amérique Centrale vécurent de 1822 à 1907 une instabilité permanente en raison de querelles et de guerres fratricides.

Cette instabilité fut une raison suffisante, pour les grandes puissances, de ne pas les inviter à leur table de conférence, surtout lorsque leur destinée était en jeu, les considérant comme des incapables devant être mis sous tutelle.

Il est vrai que les faits apportaient des arguments aux paternalistes.

Les Etats-Unis invitèrent les représentants des cinq républiques de l'isthme à se réunir à Washington pour y signer, le 20 décembre 1907, un traité de paix et d'amitié qui remettait en avant l'unité et la fédération des anciens états. Dans ce document il est dit que les républiques de l'Amérique Centrale considèrent comme leur premier devoir le maintien de la paix dans leurs relations mutuelles et s'obligent à la plus parfaite harmonie ainsi qu'à résoudre tout désaccord ou toute difficulté qui pourraient survenir entre elles, de quelque nature qu'elles soient, par l'intermédiaire de la Cour de justice de l'Amérique Centrale, créée par la convention conclue à cette même date.

Cette conférence fut l'occasion de créer des organismes compétents au niveau de l'Amérique Centrale tels que l'institut pédagogique, ayant siège à San José de Costa Rica, le bureau international de l'Amérique Centrale, avec siège au Guatemala, une école pratique d'agriculture au Salvador, une école des Mines et de mécanique au Honduras, une école des arts au Nicaragua. La plupart de ces conventions demeurèrent lettre morte mais la paix fut maintenue.

Il est à porter au crédit de l'Amérique Centrale la création de la Cour de justice, première cour de justice internationale dans le monde, qui servira plus tard de modèle pour la création de la société des nations de Genève, après la Première Guerre Mondiale.

Cette Cour avait des pouvoirs étendus et sa juridiction était obligatoire. Elle avait qualité pour connaître, non seulement des litiges entre Etats, mais également des recours des particuliers contre les Etats membres. En cas de controverse elle pouvait être saisie de litiges à l'intérieur d'un Etat. Elle pouvait également, dans le cas d'un commun accord entre les deux parties, rendre un arbitrage entre un Etat membre et un autre Etat.

La durée du mandat des magistrats était de cinq ans avec possibilité de réélection. Ceux-ci étaient au nombre de dix soit cinq titulaires et cinq suppléants, bénéficiant de l'immunité diplomatique. Les magistrats comptaient parmi les juristes les plus brillants de leur pays et bénéficiaient d'une très grande respectabilité pour leur sagesse. Le siège de la Cour avait été fixé à Cartago au Costa Rica.

Cour joua un rôle éminent et laissa une impression de sérieux et de réflexion, auprès de la communauté internationale, qui aurait pu, si elle avait duré dans le temps, aider grandement à l'image positive de l'Amérique Centrale.

Les Etats-Unis n'entendaient pas voir des arguties juridiques mettre en difficulté leurs intérêts. La pierre d'achoppement allait être le traité Bryan-Chamorro, entre les Etats-Unis et le Nicaragua.

Les Etats-Unis voulant protéger la navigation sur le canal de Panama souhaitaient disposer d'une force navale, à proximité, dans le cas d'une intervention. Le traité, signé en

1914, faisait du Nicaragua protectorat des Etats-Unis. Il prévoyait l'établissement d'une base navale pour la Navy, aux îles Mais Grande et Mais Chico, dans le golfe de Fonseca, une concession inaliénable de 99 ans, pour le cas de creusement d'un canal entre le Pacifique et l'Atlantique, au Nicaragua, le tout assorti d'une indemnité de 3 millions de dollars.

Le projet du tracé du canal souleva une tempête d'indignations : il envisageait comme parcours le fleuve San Juan, le lac Nicaragua, le lac de Managua et arrivait à Estero Real dans le golfe de Fonseca.

Le 14 août 1916, le gouvernement salvadorien, présidé par Carlos Melendez, assigna le Nicaragua devant la Cour internationale de justice de l'Amérique Centrale, arguant du fait que la signature du traité lésait non seulement les intérêts du peuple nicaraguayen, ce qui était l'affaire de la responsabilité de ses dirigeants, mais aussi les intérêts du Salvador et même de l'Amérique Centrale tout entière.

Pour appuyer ses dires le gouvernement salvadorien soutenait que le traité en question violait les indiscutables droits de copropriété exercés dans le golfe de Fonseca par le Salvador, le Honduras et le Nicaragua, en y acceptant l'installation, d'une manière unilatérale, d'une base navale des Etats-Unis. Le golfe de Fonseca étant un territoire administré en commun l'accord des trois pays aurait dû être sollicité pour être validé, en regard des règles du droit international, d'autant plus que les règles du traité de paix et d'amitié, signé en 1907, s'en trouvaient également bafouées.

En vertu de son droit le Salvador demanda à la Cour l'acceptation du bien fondé de sa demande et la mise en route des formalités judiciaires, le retour à la situation d'avant le traité, selon la formule diplomatique de « l'utis possidetis », la condamnation, pour le Nicaragua, à ne pas remplir les conditions requises dans le traité, ce à titre définitif, les dépens lui étant imputables.

Ce recours Salvadorien, connu sous le nom de doctrine Melendez, suscita l'admiration des juristes internationaux, par l'implication dans le respect du droit international.

Le Salvador chargea le docteur Alonso Reyes Guerrera de la défense de ses intérêts devant la Cour.

Celle-ci condamna le Nicaragua, le 9 mars 1917, à rétablir la situation telle qu'elle était avant le traité.

Le gouvernement de ce pays, qui n'était plus composé que de marionnettes à la solde des Etats-Unis, nia la compétence de la Cour et s'abstint de déférer à la sentence.

Ce traité allait entraîner la présence de troupes américaines au Nicaragua, jusqu'en 1933. Il ne sera d'ailleurs officiellement annulé qu'en 1970.

Dans les mots, à défaut de l'être dans les faits, le secrétariat d'Etat avait avoué sa position intenable. En effet en 1923 les diplomates du Costa Rica, du Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua signèrent un traité d'amitié avec les Etats-Unis, qui déniait toute reconnaissance officielle à un pays, dont le chef parviendrait à la magistrature suprême, en dehors des voies légales : vœu pieu s'il en était

Les cyniques expliquèrent que le traité de 1923 avait été signé lors d'une période de relative stabilité, c'est-à-dire lors d'une période où les marchés des Etats-Unis étaient florissants. Entretemps la crise de 1929 avait sérieusement lézardé les bonnes intentions initiales.

C'est d'ailleurs à cette période que surgit l'explosion sociale qui entraîna la révolte des ouvriers et des caciques, au Salvador, sous l'égide de Farabundo Martí, leader communiste. Ce point particulier sera développé infra, dans ses causes et conséquences, qui sont encore perceptibles de nos jours, au Salvador. La répression sanglante qui s'en suivit explique la guerre civile de 1979 à 1992, les tensions qui existent de nos jours encore, entre les 14 familles, possédant le pays, et la masse de la population, qui survit ou cherche à émigrer vers les terres du puissant voisin du Nord.

La conquête de l'ouest, la découverte d'immenses gisements pétroliers, les mines de charbon et de fer, avaient fait des Etats-Unis la plus grande puissance mondiale. Elle allait s'engager, de manière de plus en plus prononcée, dans les affaires intérieures des pays de l'Amérique Centrale.

C'est pendant l'administration de Woodrow Wilson (1913-1921) que les interventions des Etats-Unis en cette zone allaient se faire de plus en plus nombreuses. Le Honduras dut en subir six à lui seul, le Costa Rica une, mais le pays le plus outragé fut sans contestation possible le Nicaragua, notamment par le traité Bryan Chamorro.

Le Salvador, indigné par le sort qui avait été réservé à son voisin, s'éleva par la voix de Melendez, soutenant le droit de condominium entre le Salvador, le Honduras et le Nicaragua, dans le golfe de Fonseca. Ce problème de l'exploitation du golfe par ces trois pays est toujours d'actualité, pendant devant la cour de justice internationale de la Haye.

Au cours de l'administration de Calvin Coolidge (1923-1929) les Etats-Unis maintinrent illégalement une force de 5000 soldats d'infanterie de marine au Nicaragua, au prétexte de défendre les citoyens des Etats-Unis, résidant dans le pays, menacés par les événements susceptibles de découler du climat révolutionnaire, ourdi par Adolfo DIAZ contre son gouvernement. Cette humiliation fut la cause de l'indignation des patriotes nicaraguayens, l'un d'entre eux allait se lever, dont l'histoire parlerait ultérieurement, Cesar Augusto Sandino. Les conservateurs du Nicaragua étaient entièrement aux ordres de leurs maîtres, d'autant que ceux-ci se montraient généreux dans l'attribution de prébendes.

César Augusto Sandino était né dans le petit village de Masaya, en 1895, au Nicaragua. de famille pauvre il fut employé dans une compagnie pétrolière des Etats-Unis au Mexique, quand le Nicaragua fut occupé militairement en 1926, par 5000 soldats d'infanterie, de l'armée des Etats-Unis.

Le gouvernement des Etats-Unis avait justifié cette invasion en déclarant vouloir protéger l'intégrité de ses citoyens, menacés par les révolutionnaires d'Adolfo Diaz. Ce fut le moment pour Sandino de retourner au Nicaragua pour y prendre la tête d'une armée de paysans et d'idéalistes, prêts à sa sacrifier par amour pour la liberté. Sandino avait déclaré que son plus grand honneur était de surgir au sein des opprimés qui étaient l'âme et le nerf de la race.

De très dures batailles furent engagées, de décembre 1927 à janvier 1928, entre Sandinistes et forces des Etats-Unis. Sandino infligea de nombreuses pertes mais fut tué par trahison alors qu'il se rendait à la table des négociations pour mettre fin au conflit

La VIème conférence panaméricaine qui se tint en 1928 à La Havane se déroula dans un climat de profonde affliction, concernant les petites puissances de l'Amérique Centrale. Les douanes de San Salvador avaient été hypothéquées pour répondre d'un emprunt trop coûteux souscrit en 1922 auprès de sociétés commerciales des Etats-Unis, le Nicaragua et Saint Domingue étaient militairement occupés, le Mexique, Cuba et Haïti également. Un seul cri de révolte nationaliste parvenait du fin fond du Nicaragua, celui de Cesar Augusto Sandino.

C'est encore le Salvador qui eut le courage d'élever sa voix par l'intermédiaire de son ministre des affaires étrangères, Jose Gustavo Guerrero, le président du pays étant alors le docteur Pio Romero Bosque.

Cette VIème conférence fut inaugurée par le président des Etats-Unis, Calvin COOLIDGE, Qui se pavana comme l'empereur des Amériques. Le chef de la délégation des Etats-Unis était Charles Hugues Evans.

Le délégué du Pérou, Maurtua, présenta un projet dont la servilité et la veulerie attristèrent les participants, en justifiant les exactions commises par les Etats-Unis au Nicaragua et à Saint Domingue. Le docteur Guerrero, en dépit des vociférations de Hugues, tint ferme et fit l'admiration des invités en détachant les normes qui, plus tard, serviraient de base aux relations interaméricaines ainsi qu'aux principes de non ingérence d'une nation puissante dans le destin des plus faibles. Bien entendu ceci allait demeurer un vœu pieu.

3.5 Les conséquences de la crise de 1929 et de la guerre froide

3.5.1 Les conséquences de la crise 1929

Un événement bien sanglant, et qui allait modifier pour longtemps le cours de l'histoire en Amérique Centrale, se produisit en 1932 au Salvador. Cet épisode, particulièrement tragique, allait servir de raison à la future guerre civile qui frapperait le pays de 1979 à 1992

Les conditions ayant amené à cette soudaine notoriété du communisme doivent être cherchées dans les conditions de vie des travailleurs des « fincas », recevant des salaires misérables et vivant dans des conditions proches de l'esclavage. Les produits de première nécessité étaient achetés, à crédit, dans les magasins appartenant aux propriétaires, créant un lien de dépendance. La plupart des propriétaires payaient leurs employés sous la forme de jetons, frappés à leur chiffre, leur permettant les achats à l'intérieur de la propriété.

Le 20 janvier 1932, profitant de la faiblesse du gouvernement, des actions avaient été entreprises, sous la direction de meneurs communistes, armant des travailleurs. La plupart des propriétaires, subodorant le danger, s'étaient rendus dans la capitale où ils étaient en parfaite sécurité. Ceux qui souffrirent des attaques populaires furent les mandataires demeurés sur place, les administrateurs et sous administrateurs, les policiers, télégraphistes et petits fonctionnaires des villages isolés. Le mouvement insurrectionnel se limita aux régions de San Salvador, Ahuachapan et Sonsonate. Sur ce territoire eurent lieu des affrontements intenses entre forces gouvernementales et communistes, après que ces derniers se soient emparés de plusieurs villages et hameaux.

C'est la culture du café qui ouvrit au Salvador la voie vers l'économie mondiale. Son exploitation avait commencé en 1860, alors que le Costa Rica avait commencé, lui, dès 1830.

Celui qui fut à l'origine de la culture du café au Salvador est le général et mécène Gerardo Barrios. Il est un héros du Salvador, non seulement en qualité de chef de guerre exceptionnel, mais également en raison de ses capacités économiques et politiques. L'académie militaire de ce pays porte son nom. Il développa la culture du café. Malheureusement son engagement politique l'amena, en 1863, à déclarer la guerre au Nicaragua, puis à être arrêté et extradé vers le Salvador, en juillet 1865, pour y être passé par les armes le 29 août 1865. Sa statue équestre est située dans le parc central de la ville et une célèbre marche militaire, qui porte son nom, est joué lors des cérémonies officielles.

**Général Gerardo BARRIOS chef de guerre et mécène source : Ateneo El
Salvador**

L'économie du Salvador reposait donc, dans les premières décennies du XXème siècle sur la concentration de la propriété foncière, l'accumulation du capital agricole, en dépit des

débuts de l'économie manufacturière des cuirs, de bougies, de cigarettes, de bière, de boissons gazeuses, entre les mains d'une poignée d'émigrés anglais, italiens, allemands et espagnols.

Quelques immigrants vinrent de Chine et de Palestine. Les premiers avaient été employés dans la construction de chemins de fer dans l'Amérique andine et les seconds fuyaient en raison de la désintégration de l'empire ottoman. Ces deux catégories demeurèrent à l'écart de la banque, de l'agriculture, de l'exploitation du café. Ils cherchèrent des créneaux dans le petit commerce, ouvrant des cafés et des restaurants, vendaient des vêtements dans la zone semi rurale ou des articles de première nécessité. Ils se livrèrent aussi à l'usure imposant des traites à très court terme à la population paysanne et suburbaine, aux faibles revenus.

Pour des raisons encore demeurées obscures le président de la république, Manuel Enrique Araujo, chirurgien de profession, fut assassiné. Il avait constitué un cabinet politique jeune et dynamique, composé parmi les oligarques du café. Ce cabinet se distingua par des réformes audacieuses, supprimant la loi martiale, autorisant une grande liberté d'expression, sépara les gouvernements civils des militaires dans les départements, réajusta les salaires des employés publics, abaissant ceux des cadres supérieurs ainsi que ceux des propres membres du cabinet. Le secrétariat à l'agriculture fut créé, le recouvrement de l'impôt amélioré, la taxe à l'exportation du café fut augmentée pour les grands propriétaires, l'éducation fut impulsée à tous les niveaux. Il organisa la vie sociale en créant la première législation sur les accidents du travail, encouragea la formation d'associations ouvrières

Pour ce qui concerne la sécurité intérieure il créa la Garde Nationale, équivalent de la gendarmerie nationale, améliora la défense de la patrie par la création du service militaire obligatoire et le tableau d'avancement pour les militaires de carrière.

Pour la culture il fut promu l'Athénée du Salvador, regroupant les sommités intellectuelles du pays, en matière de sciences, d'arts et de littérature, dont la revue portait la mention « où est la science est la patrie ».

Selon la tradition établie par ses prédécesseurs le gouvernement se refusa aux emprunts auprès de l'étranger.

La crise de 1929 connue sous le nom de « black thursday » amena des fluctuations dans la demande de café.

Son prix chuta de manière vertigineuse sur le marché international. Le Salvador parvint à augmenter le volume de ses exportations durant les deux années suivantes mais le prix du quintal exporté baissa de 54% en un an soit de 39,4 colones en 1928 à 18,3 en 1931. En conséquence la valeur totale du café exporté se réduisit de 45,5 à 21,7 millions de colones. Les importations descendirent dramatiquement de 38,4 à 14,9 millions de colones et le colon salvadorien dévalua de 2,04 à 2,54 pour un dollar, les ressources fiscales de l'état passèrent donc de 26,8 à 17,6 millions de colones. Ceci eut des conséquences dramatiques pour les travailleurs. Les fonctionnaires et employés de commerce durent vendre, pour le tiers ou la moitié de leur valeur, les salaires en retard à des intermédiaires de banques ou à des agioteurs sans scrupules. La plupart de ces intermédiaires sans scrupules étaient d'origine palestinienne, syrienne, libanaise et ils furent désignés sous le nom dépréciatif de « turcs ». Par exemple un maître d'école percevant un salaire de 60 « colones », celui-ci était acheté 30 « colones » par un intermédiaire, soit 20 en liquide et 10 en marchandises surévaluées. Plus tard des mesures seront prévues contre les ethnies d'origine de ces spéculateurs. Les plus affectés étaient les paysans pauvres et les travailleurs agricoles indigènes. Les propriétaires caféiers s'efforcèrent de maintenir leur niveau de vie et réduisirent, de manière drastique, les salaires, ceux-ci passant de 50 centavos à 35 et parfois entre 15 et 8 pour un travail quotidien. Certains petits propriétaires durent abandonner leurs biens entre les mains d'usuriers.

Le président Araujo ayant pris ses fonctions le 1^{er} mars 1931, il eut à affronter deux jours après les slogans hostiles, de la part de communistes, populistes et anarchistes, qui, rassemblés devant le palais présidentiel, incitaient à une réforme agraire immédiate.

Les propriétaires caféiers, les exportateurs et importateurs, les chefs militaires, les banquiers, les commerçants moyens ou modestes, les employés de bureau, furent effrayés de ces débordements possibles d'une foule exaltée, qui pourrait exercer une pression notable sur le gouvernement. Des résistances s'opérèrent et des techniciens se refusèrent à occuper des charges publiques. Le régime était boudé par sa classe moyenne.

Il allait s'ensuivre un enchaînement de crises politiques jusqu'aux événements tragiques qui allaient s'ensuivre.

Une série de grèves affecta la vie publique durant les mois d'avril et mai, soit sous la forme de marches de protestations, pour exiger des réformes, soit pour commémorer des événements internationaux, l'une d'entre elles pour demander la libération d'un inconnu du nom de Martí. La Garde Nationale réprima, assez durement, ces manifestations, au prix d'un nombre élevé de blessés et de personnes emprisonnées.

En juillet, afin d'éviter la banqueroute du gouvernement, Araujo eut recours à un emprunt étranger que les députés se trouvèrent contraints d'approuver, sous le nom de « crédit Berger », emprunt auquel s'opposèrent, de toute leur énergie, les entrepreneurs et banquiers salvadoriens.

Une manifestation d'étudiants et leur confrontation avec la Garde Nationale amena un grand nombre de blessés et de personnes emprisonnées. L'état de siège et la censure furent rétablis. C'est alors que la population indigène prêta l'oreille aux propos de syndicalistes, anarchistes et communistes, pour la plupart, agents de l'étranger.

Des forces venues de l'étranger avaient contribué à l'implantation de partis de gauche dans le plus grand secret. Le parti communiste mexicain, de 1929 à 1932, ainsi que le bureau Caraïbe du secours rouge international, avaient aidé à la création du parti communiste salvadorien, essentiellement composé à ses débuts par des artisans et des enseignants du secondaire.

L'agitation, de plus en plus grande, avait été organisée clandestinement. Une littérature communiste et anarchiste commença à gagner le pays à travers les Etats-Unis, le Panama et même l'Europe. Il a été émis l'hypothèse de colporteurs qui n'étaient autre que des agents du « Komintern » déguisés. En tout cas il est établi que les caciques des confréries indigènes furent sollicités. Ils furent partie prenante dans les événements sanglants.

Quant aux agents supposés du Komintern ils ne furent pas à l'origine du déclenchement des opérations.

Les propriétaires fonciers, les commerçants et les banquiers, inquiets devant les compétences, douteuses à leurs yeux, du président Araujo, s'en remirent à l'armée pour garantir l'ordre sécurisant.

Pourtant l'armée elle-même était en proie à l'agitation en raison de retards de solde qui affectaient, en priorité, les soldats, les sous officiers et les officiers subalternes.

Les groupes du café se divisèrent, certains misant leur confiance sur les officiers sûrs seulement, d'autres désirant que l'armée tout entière soit impliquée.

Pendant ce temps la situation empirait et il fallait agir vite alors on rappela les jeunes officiers à leur devoir de loyauté envers leurs chefs et l'on mit ces derniers en face de leurs responsabilités, vis-à-vis de la classe sociale à laquelle ils appartenaient. Le dénominateur commun étant l'incapacité à gouverner d'Araujo, mise en avant, ainsi que les risques d'une prise en main du pouvoir par les forces communistes. Des promesses matérielles furent dispensées aux militaires en leur rappelant leur rôle providentiel.

Un rôle éminent fut tenu par l'école des caporaux et sergents, qui fonctionnait dans tous les régiments du pays et qui permettait une promotion sociale aux soldats méritants, donc une capillarité sociale. Le général Hernandez Martinez en avait été le directeur. Cette école, en sus de l'instruction militaire, dispensait un enseignement manuel pour permettre une meilleure réinsertion en fin de carrière. C'est de leurs rangs que sortirent les principaux animateurs du coup d'état. Le mécontentement des officiers subalternes avait trouvé un écho auprès de la troupe, notamment au sein du 1^{er} régiment d'infanterie, du 1^{er} régiment d'artillerie cantonné au Zapote (derrière le parc zoologique) et du régiment d'automitrailleuses. La conjuration était patente. Le petit groupe de banquiers assura les conspirateurs de sa sympathie.

L'étincelle se produisit lorsqu'en 1931 la Grande Bretagne abandonna l'étalon or et que les banquiers salvadoriens tentèrent de sortir les devises du pays. Le gouvernement de Araujo émit un décret instituant le fonds intangible de l'or détenu non seulement interdisant l'exportation du métal mais exigeant des banques privées des garanties quant aux dépôts aux crédits et à leur circulation. Selon le groupe des banquiers le moment était venu.

Le malaise s'accrut quand le 28 novembre 1931 le gouvernement proposa de payer 10 jours de solde. Cette même nuit le général Castaneda Castro, directeur de l'école militaire, reçut, chez lui, la proposition de se mettre à la tête du mouvement militaire des officiers et soldats. Il refusa l'offre mais garda le contact. Il ne s'opposa pas à la création d'un conseil d'officiers, de soldats, d'ouvriers et de paysans ; en réalité de paysans et d'ouvriers il n'y en avait point mais cela était utile, dans l'intitulé, pour laisser croire à un mouvement militaire anti-oligarchie aux yeux des étudiants et syndicalistes.

Une réunion se tint le 1^{er} décembre regroupant des officiers du 1^{er} d'infanterie et d'artillerie, des automitrailleuses, du régiment de cavalerie et de l'aviation militaire.

Le 2 décembre 1931 le coup éclata. Les casernes du 1^{er} d'infanterie et du 1^{er} d'artillerie furent prises facilement et sans trop d'effusions de sang. L'attaque contre la maison

présidentielle, en raison de la défense obstinée de la garde présidentielle, nécessita trois assauts et les services d'un tir nourri de la mitrailleuse Hotchkiss. Cela donna le temps au Président Araujo et à plusieurs membres de l'état major présidentiel de s'échapper et d'organiser la défense du gouvernement avec les régiments de cavalerie, la Police et la Garde Nationale.

Les militaires mutins ne pouvaient présenter une argumentation juridique valable. Ils accusaient seulement le Président d'avoir abandonné sa charge, ce qui était faux. Le général Hernandez Martinez fut chargé de transmettre les desiderata des putschistes ; il fut joint téléphoniquement par Araujo, qui, comprenant l'état de la situation, choisit de quitter le pays.

Il y avait crainte, pour les juristes, d'un isolement international, en raison de la violation du traité général de paix et d'amitié signé à Washington, par les cinq pays d'Amérique Centrale.

En raison de la vacance du poste, Hernandez Martinez, en sa qualité de vice Président, assura l'intérim de la fonction présidentielle.

Général Maximiliano Martinez Hernandez

Source : funcion política del ejercito salvadoreño Castro Moran

Le général Hernandez Martinez suspendit les services de la dette extérieure, ordonna que les droits de douane abandonnés aux banquiers des Etats-Unis, retournent au trésor salvadorien, s'attacha à contrôler la spéculation financière, paya les soldes en retard, réduisit les dépenses gouvernementales. Il joua sur deux tableaux, d'une part acceptant la représentation populaire et permit aux communistes de s'inscrire aux élections de députés et de maires, le mois de janvier prochain, d'autre part il travailla intensément à la consolidation de son cabinet, à la stabilisation de l'institution militaire et à la cueillette du renseignement par des informateurs.

Le parti communiste participa aux élections des maires, du 3 au 5 janvier 1932, combinant sa participation légale à des actes de violence, supposés dénoncer des fraudes, ce qui laissa des morts et des blessés de part et d'autre. Le général Martinez suspendit les élections dans certaines zones de conflit de Sonsonate et profita de l'occasion pour évaluer les forces communistes. A cette époque pour voter, il fallait s'inscrire sur les listes municipales, avec nom, adresse, signature ou empreinte digitale et filiation politique.

Aussitôt Martinez annula certains résultats favorables aux communistes dans les départements de San Salvador, Ahuachapán (Atiquizaya) et Sonsonate et ordonna de

surveiller l'activité des dirigeants. Le climat d'insécurité autour de ces élections amena le gouvernement à les suspendre « sine die ».

Une figure centrale de ce mouvement fut Farabundo Martí, dont les révoltés de 1979 prendront le nom pour en faire leur emblème.

Farabundo Martí source: funcion politica del ejercito salvadoreno Castro Moran op.cit.

Né dans le département de la Libertad, dans le village de Teotepeque, au sein d'une famille de propriétaires, il était de caractère entêté. Il abandonna ses études universitaires pour participer à l'agitation estudiantine, ce qui lui valut un premier exil au Guatemala, sous le gouvernement Melendez. Il fut maçon, péon, maître d'école. Il est possible qu'il ait été militant trotskyste en tout cas il fut à la création du parti communiste d'Amérique Centrale.

Revenu au Salvador en fin d'année 1935 il entreprit un travail de propagande auprès des paysans, des employés de fermes, des ouvriers et artisans des faubourgs de San Salvador. Au printemps 1928 il voyagea à New York pour y rencontrer des membres de la ligue anti-impérialiste et de l'internationale communiste. Il eut l'idée de s'assurer la collaboration des caciques indigènes, notamment le chef de la confrérie de l'esprit saint, d'Izalco, Jose Feliciano ama.

L'insurrection commença le 22 janvier 1932 à minuit. Des hordes d'indigènes illettrés armés de machettes, de couteaux et pour certains de vieux fusils ou pistolets, brandissant des drapeaux rouges et hurlant : « vivent les soviets » attaquèrent les garnisons, coupèrent les fils du télégraphe dans les villages et hameaux des zones caféières des départements de Ahuachapán, Santa Ana, Sonsonate et La Libertad. Ils attaquèrent également la zone du lac d'Ilopango (Soyapango). Des crimes atroces furent commis par la populace déchaînée et ivre. Les militaires des garnisons de Sonsonate et Ahuachapán, bien armés et aguerris, résistèrent avec courage et certains avec héroïsme. A Santa Tecla les mitrailleuses infligèrent de lourdes pertes aux rebelles.

Les puissances étrangères possédant des intérêts dans le pays, arguant de l'argument bien connu de protéger leurs ressortissants, réagirent immédiatement. Washington alerta la force aérienne basée dans la zone du canal de Panama et la Marine de guerre des Etats-Unis ordonna le blocus naval du pays douze heures après le début de l'insurrection. En même temps que le général Martinez décrétait l'état de siège arrivaient devant le port d'Acajutla deux destroyers canadiens le *Skeena* et le *Vancouver*. Le lendemain débarqua un peloton renforcé par une batterie de deux mitrailleuses Lewis avec leur dotation, pendant que le commandant Brodeur, de la marine royale canadienne, à bord du train, propriété britannique,

voyageait jusqu'à San Salvador. Le 25 janvier, après une escale à Acajutla, les destroyers de la marine des Etats-Unis, *Wickes et Philips* mirent en panne devant le port de La Libertad. Le 29 les rejoignit le croiseur *Rochester*, qui avait participé à l'expédition du Nicaragua en 1927-1928, comme transport de troupes.

La répression du gouvernement Martinez fut brutale et disproportionnée. Il ne se mit pas en peine d'établir des distinctions entre les niveaux de responsabilité. Il captura des groupes qu'il fit fusiller après leur avoir fait creuser leur propre tombe.

En réalité les chiffres exacts ne sont toujours pas connus ; selon les sources et les sensibilités politiques ils oscilleraient entre 4000 et 30 000.

La répression s'abattit sur les communautés indigènes de la zone occidentale ; on fusilla jusqu'à ce que les canons des fusils deviennent rouge incandescent. Furent créées pour cette besogne des « gardes civiques » composées de petits artisans et commerçants, c'est-à-dire de personnes qui pensaient qu'elles auraient eu à perdre avec l'établissement d'une société socialiste. Ces forces supplétives se livrèrent à des atrocités.

Le cacique indien Jose Feliciano Ama fut jugé sommairement et pendu, ce supplice infâmant lui ayant été réservé.

Farabundo Marti, fait prisonnier, comparut devant une cour martiale. La peine de mort fut requise par le Procureur et prononcée par la cour. Il fut exécuté dans la prison par fusillade.

Il avait espéré que son initiative lui vaudrait la reconnaissance, voire l'admiration du monde communiste. : Il était dans l'erreur, car si le journal *Communist* des Etats-Unis salua d'une part son action, de l'autre il critiqua, pour l'insurrection salvadorienne, le péril des tendances putschistes et sectaires de gauche puis, insista sur la faute des dirigeants pour ne pas avoir préparé les masses pour la lutte.

L'église catholique, quant à elle, fit donner un « Te Deum » pour célébrer la victoire sur le communisme.

Les événements de 1932 pèsent encore sur la vie publique salvadorienne. La société qui était oligarchique se transforma en une société militaro oligarchique et la principale ressource économique du pays, à savoir les structures agro exportatrices, devint dépendante de l'extérieur.

Les propriétaires terriens, sucriers et caféiers, satisfaits de cette victoire, ne se donnèrent même pas la peine d'une réflexion critique sur les événements. La politique consista à ne satisfaire aucune demande mais à agir par le biais de quelques mesures sociales et par les « dames de société » qui se donnèrent bonne conscience par des actions en faveur

des plus démunis pour les aider à survivre. Ceux qui étaient dénommés, de manière dépréciative « indiens » étaient présumés les plus susceptibles d'attraper le virus communiste, en raison de leur manque d'éducation et de leurs croyances ancestrales. Il fallait donc veiller à ne pas leur donner une éducation trop poussée afin de ne pas leur permettre de réfléchir.

Les événements de 1932 avaient jeté le discrédit sur la force armée, à qui l'on reprochait d'avoir massacré, sans hésitation, des populations sans défense. Ceci avait effacé le crédit dont ils bénéficiaient pour avoir pavé les routes, construit un pont sur le fleuve Lempa, ceci pour s'affranchir des emprunts de l'étranger.

Le général et désormais Président Hernandez Martinez procéda à un certain nombre de mesures sociales, dont certaines fort en avance, pour son époque. Pour la première fois dans l'histoire du Salvador l'état intervint directement en matière de centralisation bancaire et de sécurité sociale. Le 29 février 1932 il émit le décret de suspension temporaire de la dette extérieure, avec l'appui des banquiers et des propriétaires terriens. Le 12 mars, le Ministère de l'économie et des finances consulté, il fut décrété un moratoire général pour les petits propriétaires et agriculteurs, annulant toutes les décisions de justice antérieures, qu'elles soient des tribunaux de commerce ou des juridictions civiles ou pénales. Plus, ce moratoire eut un effet rétroactif (excitant de la nouvelle loi plus douce, en conformité avec les principes généraux du droit !). C'est ainsi que toutes les personnes ayant leurs biens hypothéqués se virent seulement obligées de payer les intérêts des emprunts, le taux en étant réduit à 6%. Ceci évita la faillite et soulagea la situation économique de milliers de moyens et petits propriétaires. Entre avril et juillet 1932 il fut imposé le recensement de la population et l'obligation de détenir une pièce d'identité et une amnistie générale fut prononcée pour les événements. En octobre fut créée l'association nationale de défense sociale qui devint ensuite l'institut de l'amélioration sociale destiné à construire des maisons à bas prix pour les travailleurs, une redistribution de la terre, par location de parcelles appartenant à l'état, qui ensuite deviendraient des locations avec promesse de vente.

On ne s'étonnera pas que les candidats gouvernementaux aient gagné les élections de janvier 1933 à l'assemblée législative.

De nos jours encore la mémoire du général Martinez est honorée de la gratitude générale par la plupart des gens qui ont connu cette époque, en dépit des massacres de 1932 présentés comme une « bavure » à côté des réformes qu'il a entreprises.

Martinez fut un supporter, au début de la deuxième guerre mondiale, des puissances fascistes de l'axe et acquit du matériel militaire provenant de ces pays.

En 1934 avait été créé le parti patriotique national, plus connu sous le nom de Pro Patria. Le chef en était le général Martinez, le conseil suprême était composé de 5 avocats catholiques traditionnels et deux grands propriétaires terriens anticommunistes, les comités départementaux principalement d'avocats, de propriétaires, de commerçants, de fonctionnaires et d'employés publics et de commerce, les sous comités municipaux d'agriculteurs et de petits commerçants, d'instituteurs et d'employés publics, d'ex policiers et de gardes civiques.

Ce parti finit par périr de par les ambitions manifestées par ses membres qui ne pouvaient toutes être satisfaites.

Finalement destitué il fut exilé au Honduras et mourut assassiné par son propre chauffeur, garde du corps en 1944.

L'intervention américaine et canadienne s'était traduite par une pénétration sur le territoire salvadorien, au mépris de toutes les règles du droit international. Cette intervention n'avait été motivée que par des motifs strictement économiques : le chemin de fer qui reliait la zone caféière de Sonsonate au port d'Acajutla était propriété britannique et il était hors de question de porter atteinte à la libre circulation commerciale, même chez les autres.

3.5.2. La guerre froide par pays interposés

Le Guatemala fut gratifié, si l'on peut dire, dès 1931 du général dictateur Jorge UBICO. Il eut beaucoup plus de difficultés à établir des relations de confiance avec la classe moyenne des villes, qui ressentait l'absence de démocratie et le favoritisme dévolu à la toute puissante compagnie bananière United Fruit et ses filiales. Ceci, ainsi que la perte de contrôle sur la force armée allaient mener aux manifestations qui précipiteraient sa chute. Cependant le changement serait beaucoup plus profond dans ce pays.

Au Honduras et au Nicaragua les dictatures eurent des traits bien particuliers surtout en raison du poids des intérêts nord américains. Dans ces deux pays la notion de souveraineté était fragile, d'abord en raison de la pression des Etats-Unis, celle-ci étant facilitée par la difficulté, pour les gouvernements, de contrôler de grandes étendues territoriales très peu peuplées.

Au Honduras les compagnies minières étrangères avaient un poids politique important et, lorsqu'elles s'établirent, les compagnies bananières eurent un poids encore plus important. On les appela même enclaves tellement elles étaient éloignées de la conjoncture économique nationale. Ces compagnies intervinrent dans les affaires intérieures afin de bénéficier d'un traitement préférentiel. Elles appuyèrent, selon leurs convenances, les caudillos des partis

traditionnels (National et Libéral) qui n'avaient pour objet que de traiter avec elles plutôt que de se préoccuper des affaires publiques.

C'est ainsi que lorsque Tiburcio Garcia fut appelé à la présidence du Honduras, appuyé par la United Fruit, en 1933, le pays était en pleine dépression économique et une manifestation libérale, armée, donna lieu à une répression sévère. Les opposants, y compris ceux existant dans son propre parti, furent neutralisés et son administration dura seize années.

Le Honduras, à la différence du Salvador ou du Guatemala, n'avait pas une oligarchie du café puissante, ni une armée importante et politisée, aussi Carias put gouverner sans avoir à négocier son pouvoir avec de grands intérêts nationaux. De même il n'y eut pas de grandes tensions sociales parce que la pauvreté, qui affectait la majorité de la population, ne confinait pas à la misère, aussi la répression fut moindre. L'opposition se manifesta au milieu des années 40 mais sa succession, survenue en 1948, s'effectua dans la calme, son successeur étant un de ses amis, avocat des compagnies bananières.

Au Nicaragua la situation était différente car les Etats-Unis étaient intervenus en ce pays de manière beaucoup plus directe, car ils voulaient absolument contrôler entièrement un pays clef pour leur accession au canal de Panama. Le département d'état considérait que la politique du Nicaragua était tellement primitive qu'il aurait fallu lui imposer la démocratie par la force, ce qui semble paradoxal. Forts de cette pensée les Etats-Unis ne se privèrent pas d'intervenir militairement. C'est ainsi que dès les années 1930 ils s'assuraient que le Nicaragua remboursait bien ses dettes avant de dépenser en matière de santé et d'éducation, en un moment où le niveau de vie y était le plus faible d'Amérique Centrale. De toute manière, pour garantir le paiement, l'infanterie de marine séjournait dans le pays avec la bénédiction du Président Jose Maria Moncada et d'une grande partie de l'élite politique. La toute récente Garde Nationale était sous le commandement d'officiers nord américains, qui dirigeaient la lutte contre les guérilleros de Sandino, qui représentait alors le symbole du nationalisme. Les élections de 1932 avaient laissé entrevoir des perspectives de stabilité, le parti libéral avec Juan B.Sacasa en étant sorti vainqueur, le retrait définitif des marines, la signature d'un accord de paix avec Sandino, avant qu'il ne fût assassiné, firent rêver un temps, avant que la réalité ne reprît le dessus. Les Etats-Unis s'appuyèrent sur la Garde Nationale, qu'ils avaient formée, ainsi que su Anastasio Somoza qui, après de élections truquées, en 1937, conserva le pouvoir jusqu'à son assassinat en 1956. Il alterna composition et répression, favorisant les élites et surtout accumula une immense fortune, pour lui-même et ses proches.

Le Costa Rica, pendant ce temps, bénéficia d'institutions démocratiques. Les présidents étaient du type paternaliste. Le Costa Rica ne connaissait pas la pression des intérêts économiques, ni ne possédait de grands propriétaires terriens et donna suite à des demandes que les secteurs sociaux formulèrent. Par exemple la grève des ramasseurs de bananes de 1934 ouvrit la voie aux syndicats pour la légalisation de syndicats en ce secteur. Bien que le gouvernement soit le fait d'un seul parti (républicain national) il fut autorisé l'établissement d'autres partis ainsi que de syndicats. La tolérance réciproque permit l'ouverture de discussions et des réformes sociales, effectuées de manière progressive, ce qui désamorça les tensions. Le Panama fut, lui aussi, profondément marqué par l'influence des Etats-Unis. Il surgit des élites mais détachées de l'oligarchie, pour la plupart. Harmodio et Arnulfo Arias Madrid furent tous deux présidents, le premier en 1931 et le second en 1940. Ils possédaient, tous deux un esprit profondément nationaliste, cherchant à réformer les traités qui imposaient le contrôle des Etats-Unis sur le canal. Harmodio réussit, par quelques réformes sociales, à désamorcer les tensions. Arnulfo, réformant la constitution en 1941 pour se faire réélire fut déposé par la police nationale, avec l'appui des Etats-Unis, car considéré comme un allié potentiel de l'Allemagne nazie. Les principales protestations furent liées à la présence de forces militaires étrangères hors de la zone du canal. La répression mit en œuvre l'armée, la préparant à participer à l'activité politique.

La défaite de l'Allemagne nazie et la reconstruction d'un monde allaient changer profondément les données de la politique internationale. Après la conférence de Yalta, partageant le monde sans souci des peuples dont allait se jouer le destin, commença l'affrontement est-ouest, la guerre froide, après une course aux armements, spécialement l'arme spatiale avec l'utilisation, sans vergogne ni mauvaise conscience, des scientifiques Allemands, malgré le procès de Nuremberg.

La poursuite de la politique internationale des Etats-Unis fut confiée au tout nouvel organisme créé par le Président Harry Truman, la Central Intelligence Agency.

Ce nouvel organisme destiné à lutter contre le communisme eut à sa tête Allen Dulles, riche avocat New-Yorkais et homme d'affaires prospère, en relation avec son frère John Foster Dulles, secrétaire d'état (équivalent de notre ministre des affaires étrangères). La CIA allait être, durant la guerre froide et après, un formidable instrument, à la disposition de la politique étrangère des Etats-Unis en Amérique latine en général, et plus particulièrement en Amérique Centrale. Au fur et à mesure que les opérations secrètes allaient parvenir à la connaissance du public, dans les années 70, celui-ci allait poser la question sur le droit qu'avait cette agence de les conduire. La CIA devait elle se cantonner à la collecte,

l'évaluation et la diffusion du renseignement, au profit des institutions ou était-elle investie du pouvoir d'entreprendre des opérations secrètes à l'extérieur ? La réponse affirmative fut donnée par un amendement autorisant la CIA à utiliser des moyens para-légaux pour le bien des Etats-Unis. Ayant toujours considéré l'Amérique latine, l'Amérique Centrale en particulier, comme l'arrière-cour des Etats-Unis, les Etats-Unis utilisèrent le nouvel organisme de renseignement pour effectuer des besognes clandestines.

Trois exemples de l'intervention des Etats-Unis, au mépris des règles du droit international, sont tirés des attaques dirigées contre le Guatemala de Jacobo Arbenz en 1954, le Nicaragua où, selon Ronald Reagan, « l'aviation soviétique qui appuyait les rebelles faisaient courir un danger imminent aux Etats-Unis, justifiant des mesures préventives contre ces terroristes » (SIC), au cours des années 70 et au Salvador, de 1979 à 1992, où des conseillers Cubains, supposés assister le front de libération, devaient se voir opposer un contre-pouvoir avec les conseillers de l'Armée et de la Marine des Etats-Unis.

La première intervention remarquable durant la guerre froide se déroula au Guatemala.

Le pays avait connu durant les années 40 un dictateur, le général Ubico, relativement folklorique qui affectait des airs de Napoléon Bonaparte et pose, sur une statue équestre d'un parc de la ville la main à l'intérieur de son dolman, tout comme l'Empereur. Ce général s'était distingué en déclarant personnellement la guerre à Adolf Hitler, par courrier personnel, ses activités militaires hostiles consistant à s'emparer des terres des colons Allemands et à placer ceux-ci en résidence surveillée.

Le Guatemala possède une forte population d'Indiens, sans terres ni droits, le plus souvent employés à des tâches de domestiques ou à des travaux agricoles pour des salaires dérisoires. Beaucoup de sociétés fruitières avaient des actionnaires américains, dont la plus connue était l'United Fruit Company, où Allen Dulles siégeait au conseil d'administration.

Le général Ubico, fantaisiste mais dictateur, fut remplacé par le docteur Juan Jose Arevalo de 1945 à 1951, puis par le colonel Jacobo Arbenz de 1951 à 1954. Ce militaire mit en place des réformes économiques modérées ainsi qu'un accroissement de la liberté politique. Le premier code du travail avait été créé en 1947. Arbenz poursuivit par une loi de réforme agraire ce qui lui valut l'hostilité des Etats-Unis et la suspicion d'avoir des sympathies communistes. Comme lors de la mise en place de cette réforme agraire une des premières terres affectées fut celle de l'entreprise bananière United Fruit Company, compagnie dans laquelle Allen Dulles siégeait au conseil d'administration, cela renforça cette hostilité.

Le gouvernement des Etats-Unis procéda selon deux moyens. Le premier fut une opération secrète conduite par la CIA pour renverser par la force Jacobo Arbenz et le remplacer par une personnalité, plus « acceptable » pour Washington. Le deuxième fut une campagne pour isoler et affaiblir politiquement et économiquement Arbenz, une stratégie dans laquelle joua un rôle l'Organisation des Etats américains. Les Etats-Unis firent souvent référence aux résolutions anticomunistes adoptées par l'Organisation des états américains et chercha à utiliser les termes du traité de Rio visant les procédures à adopter en cas de menace collective pour la sécurité.

Jacobo Arbenz Président du Guatemala renversé par un coup d'état organisé par la CIA source Times weekly magazine

La nuit du dimanche 27 juin 1954 la CIA, par l'entremise d'hommes de mains recrutés par ses soins, parvint à forcer Arbenz à démissionner de ses fonctions. Le jour suivant, John C. Dreier, le représentant du gouvernement américain, auprès de l'organisation des états américains, appela à voter pour convoquer les ministres des affaires étrangères afin de décider des mesures propres à résoudre la crise du Guatemala. Le conseil déféra aussitôt à la demande de Dreier mais la démission d'Arbenz fit que le meeting prévu fut reporté « sine die ».

Le National security archives est un organisme non gouvernemental, rattaché à l'université George Washington, qui, pour faciliter les recherches des chercheurs publie une série de documents déclassifiés, provenant des organismes gouvernementaux, selon des thèmes qui font l'objet d'un classement pour faciliter la recherche d'informations. L'un des sujets les plus volumineux est notamment la crise des missiles de Cuba, en 1962. On peut trouver des télégrammes diplomatiques, des memoranda ainsi que des notes manuscrites le cas échéant. Certains documents, toutefois, sont caviardés car ils contiennent des informations jugées encore sensibles.

L'Amérique Centrale fait l'objet de l'attention des chercheurs et l'on trouve une série de documents intéressants, concernant l'affaire du Guatemala. Le renversement de Jacobo Arbenz est décrit sous le nom d'opération PSUCCESS et l'on peut voir une information intitulée « *assassination proposals* » dont la première page est donnée à titre d'illustration infra.

Les années 60 ne connurent guère de soubresauts, la présence de Cuba à 150 kilomètres de Miami et l'affaires des missiles soviétiques occupèrent suffisamment les services diplomatiques et de renseignements des Etats-Unis. L'Amérique Centrale se trouva quelque peu oubliée.

Anastasio Somoza Garcia continua à exercer un indiscutable pouvoir politique, économique, social, au Nicaragua, en grande partie grâce à l'appui de la Garde Nationale et à une politique habile d'alliances, profitant de la faiblesse et de la division des forces de l'opposition, comme le dénommé « pacte des généraux » souscrit avec le leader du conservatisme, le général Emiliano Chamorro. La croissance économique des années suivantes créa une classe capitaliste plus homogène, qui facilita la concrétisation d'accords comme celui-ci, avec l'opposition traditionnelle. L'hostilité envers le gouvernement du Costa Rica fut mitigée par l'appui des Etats-Unis à Somoza jusqu'à la signature d'un traité d'amitié avec le Costa Rica en 1955.

Le gouvernement Somoza était tellement bien implanté dans le pays qu'à la mort violente du dictateur, survenue en 1956, n'amena aucune ouverture politique bien au contraire. La dynastie Somoza allait perdurer.

L'assassinat de Somoza eut lieu le 21 septembre 1956 dans la ville de León, par un individu isolé, le transport par hélicoptère de Somoza à Managua ne permit pas de le sauver de ses blessures. S'ensuivit une vague d'arrestations parmi les comploteurs supposés, notamment au sein des forces armées, ainsi qu'une paranoïa de délation.

Les élections manipulées donnèrent la majorité à Luis Somoza Debayle en 1957 et à son frère en 1967. Durant cette période le degré de violence politique augmenta et certains secteurs de l'opposition, comme le Front Sandiniste de Libération Nationale commencèrent des actions militaires.

Le tremblement de terre du 22 décembre 1972 détruisit presque entièrement la ville de Managua, à l'exception d'une tour d'immeuble qui résista et demeure toujours sur pied, symbole du futur ; L'épicentre était placé directement en dessous de la ville. La situation de crise mit en évidence l'impéritie totale du gouvernement et allait marquer les prodromes d'une guerre civile.

La démocratie Costaricienne dut sa naissance à la guerre civile qui éclata en 1948 lorsque les militaires tentèrent d'imposer leur candidat à la présidence, l'ex général Calderon Guardia, en dépit du fait que son opposant ait gagné les élections. Peu de jours après se produisit un soulèvement armé dirigé par Jose Figueres Ferrer et appuyé par le président guatémaltèque Arevalo qui après une brève mais intense lutte renversa les forces du

gouvernement. La guerre civile dura cinq semaines et fit 2000 morts environ avant que ne s'installe la Junte fondatrice de la deuxième république qui dicta une nouvelle constitution et convoqua des élections en 1949. La constitution de 1949 et d'autres mesures élargirent les mesures sociales déjà existantes, renforcèrent le rôle de l'état dans le développement économique, imposèrent des réformes électorales, bancaires et financières et décrétèrent l'impôt sur le capital. Une des mesures les plus spectaculaires fut, en décembre 1948, la suppression de l'armée. Dans ce nouvel ordre politique des choses, Otilio Ulate, qui avait été le candidat évincé frauduleusement en 1948, gagna les élections de 1950. D'autre part, en corollaire de la guerre civile, de sévères mesures furent prises contre les opposants, identifiés avec l'ex président Calderon Guardia, qui furent déchus de leurs droits civiques et contraints à l'exil. Malgré l'existence de nouvelles lois électorales, un véritable régime démocratique put s'implanter seulement quand les mesures d'exclusion furent levées et fut permis l'organisation des opposants en un Parti de Libération National, fondé par les vainqueurs de la guerre civile.

Le Panama, en lieu et place d'une transition démocratique, connut une période de profonde instabilité politique, marquée par des alternances de coup d'Etat.

La période des années 60 allait être douloureuse pour les pays de l'Amérique Centrale qui allaient servir de terrain d'essai pour les stratégies de la guerre froide. L'immixtion des Etats-Unis allait se faire plus directe et plus meurtrière

De nouvelles formes d'autoritarismes vont se faire jour entraînant des rebellions, au cours des années 70, les quelles déboucheront sur des conflits majeurs, au cours desquels certains pays se trouveront particulièrement frappés. Il s'agira, pour paraphraser Clausewitz, de la poursuite de l'affrontement des blocs, par exécutants interposés. Ce sera notamment le cas pour les deux guerres civiles, au Nicaragua et au Salvador, qui verront des éléments étrangers prendre une part active, par conseillers, fourniture d'armements, usage d'experts, formation aux nouvelles formes de guerre dite de « basse intensité ». Nous n'en sommes qu'aux prémises dans les années 1970 jusqu'aux années 1980.

Les toutes petites avancées démocratiques des années 45 à 50 disparurent totalement lors des années 60 et 70, donnant lieu à des conflits politiques qui dépassèrent même les frontières de chaque pays pour faire partie d'un scénario international complexe.

Au Guatemala l'armée prit les rênes du pouvoir et instaura un système de contrôle du gouvernement qui amena au pouvoir le général Enrique Peralta Azurdia de 1963 à 1966.

.En outre, en toile de fond, se déroula une sanglante guerre faisant de milliers de victimes dans toutes les couches de la société. A partir de la décennie 70 la population

indigène devint la victime principale de la confrontation dont la cruauté allait augmenter lors de la décennie suivante.

Le Salvador vécut un processus similaire de radicalisation politique, quoique saupoudré de tentatives, ratées pour la plupart, d'abaisser le niveau de tension sociale, par des mesures politiques et économiques. Les présidents continuèrent à être des militaires et le parti officiel, le parti de conciliation nationale (PCN) organisait la participation de plusieurs secteurs civils au sein du gouvernement. Les organisations syndicales et corporatives, comme celles des instituteurs, acquirent une grande combativité. En 1968 la répression s'accrut quelque peu contre les opposants mais surtout une situation tragique vint perturber la vie politique et économique, la guerre contre le Honduras, dite la guerre du football, ou la guerre des cent heures, en 1969, qui vint, pour un temps réaliser une sorte d'union sacrée.

Le conflit entre le Salvador et le Honduras a été évoqué par le journaliste Polonais Ryszard Kapucinski, sous le titre « la guerre du football » mais le titre ne doit pas induire en erreur.

Le Honduras avait fait appel à une main d'œuvre courageuse, leurs voisins Salvadoriens, pour travailler dans les plantations de bananes ou d'autres activités, essentiellement agricoles. Il faut dire que les plantations de bananes du Honduras étaient entre les mains des compagnies nord américaines telles que la Cuyamel, la Standard Fruit et l'incontournable United Fruit Company. Bien évidemment les petits propriétaires furent dépossédés. Les travailleurs Salvadoriens, courageux et entreprenants, étaient parvenus à un statut social à peu près décent, au terme de plusieurs années de présence, certains parvenant à acquérir un petit commerce. Les Honduriens dépossédés par les grandes compagnies fruitières étrangères furent manipulés par leurs gouvernants, eux-mêmes mis au pouvoir par les Etats-Unis, ce qui donna lieu à l'expression ironique de « république bananière », afin de diriger leur colère contre un bouc émissaire, en l'occurrence, les émigrés Salvadoriens. Ces derniers furent stupidement présentés comme un danger pour la patrie, par des esprits criminels ou à tout le moins imbéciles.

Le prétexte fut l'un des plus ridicules qui soient, un match de football opposant les deux pays et dont dépendait la participation, pour le vainqueur, au Championnat du Monde. Le Honduras ayant été défait il se sentit atteint dans son honneur personnel.

Une mission « bons offices » diplomatique fut envoyée pour enquêter sur les faits. L'organisation des Etats américains, chargée entre autre, de maintenir la paix, fit preuve de frilosité et se révéla totalement inefficace. Contre toute attente le Salvador bénéficia de la sympathie et de l'appui de la plupart des pays d'Amérique Latine. L'état de guerre étant

déclaré après une violation des frontières, de la part du Honduras, l'armée salvadorienne se mit en marche.

Au sol les parachutistes Salvadoriens parvinrent jusqu'à Tegucigalpa et provoquèrent une panne électrique générale plongeant la ville dans l'obscurité. Sans contestation possible le Salvador avait remporté une grande victoire militaire, en 100 heures, avec un minimum de pertes, 107 officiers, sous officiers et soldats de l'armée de terre, de la Garde Nationale, de la Police économique (qui était une force militaire engagée dans les mêmes conditions que notre gendarmerie nationale le fut lors de la guerre d'Indochine de 1945 à 1954, au titre de la défense opérationnelle du territoire).

On peut regretter que l'activité diplomatique internationale ne se soit pas montrée au niveau de ses obligations, dans le débat.

La session diplomatique, appelée par les Salvadoriens bataille de Washington, se tint en cette ville les 26, 27, 28, 29 et 30 juillet 1969.

Au plan juridique il fallait trouver une solution sur la base des trois piliers de l'organisation des états américains, à savoir :

- le traité d'assistance réciproque en cas d'attaque ou de menace d'agression depuis l'intérieur ou l'extérieur du continent contre l'un quelconque des états américains, aux termes du traité de Rio, signé lors de la conférence tenue en cette même ville du 15 août au 2 septembre 1947 ;
- le pacte organique définissant les finalités de l'organisation, connu sous le nom de « lettre de Bogota » du 30 avril 1948 ;
- le traité établissant la coordination de toutes les ressources propres à établir la paix dans le continent, appelé lui « pacte de Bogota » signé à la même date.

Très vite il apparut une hostilité à l'encontre du Salvador, de la part des autres diplomates présents. Les débats furent âpres et les Salvadoriens se sentirent bien seuls. Plusieurs projets voulurent présenter le Salvador comme l'agresseur au mépris de toute impartialité. Finalement l'on parvint à proposer à l'ONU la résolution, frileuse, après que le Salvador aie consenti à retirer ses troupes, reposant sur les textes antérieurs de l'organisation des états américains, visant expressément à ce que chaque pays soit tenu responsable de la condition des personnes immigrées, quant à leurs droits personnels, prenant acte de la volonté réciproque des belligérants de s'y conformer. En fait l'attitude, assez peu courageuse, de l'organisation, qui se livra à un véritable déni de justice, au sens légal du terme, puisqu'elle ne

se prononça pas sur le fonds, la rendit peu crédible et renforça le sentiment des Salvadoriens d'être ainsi traités pour être le plus petit pays de l'Amérique Centrale.

L'union sacrée en raison de la guerre du football ne dura pas plus que les élections législatives et municipales de 1970 qui, comme les présidentielles de 1972, furent qualifiées de frauduleuses. Plusieurs secteurs de la vie sociale se montrèrent frustrés par les fraudes électorales continuelles et par l'intolérance croissante du gouvernement. Elles adoptèrent des attitudes politiques plus radicales. Au Salvador, plus qu'en n'importe quel autre pays de l'isthme, cette radicalisation prit corps au sein de l'église catholique, à tous les niveaux.

Le Nicaragua expérimenta, plus que les autres pays de l'isthme, une véritable convulsion politique qui connaîtrait son point culminant avec la chute de la dynastie Somoza et l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire. Le début de la fin de la dictature s'instaura lorsque le désordre, le pillage et la corruption s'installèrent dans la gestion des fonds qui parvinrent de l'étranger pour aider les sinistrés du tremblement de terre de 1972, à Managua. Progressivement se créèrent des groupes d'opposition tant dans le secteur de l'entreprise comme dans le secteur professionnel et ouvrier. Dans un contexte de répression féroce contre une opposition croissante et radicale, les successeurs d'Anastasio SOMOZA, ses enfants Luis et Anastasio, furent confrontés à la naissance et aux actions armées du mouvement guérillero dirigé par le Front Sandiniste de libération nationale, qui se forma, au Nicaragua, sur la base de conceptions progressistes et révolutionnaires inspirées de la révolution cubaine.

L'assassinat du leader de l'opposition, Pedro Joaquin Chamorro, en janvier 1978, amena l'opposition à entreprendre un certain nombre d'actions, d'abord par le biais d'organisations comme le Front de l'opposition générale, d'une part, et le Mouvement du Peuple Uni, d'autre part, en ajoutant les tentatives répétées d'insurrection, de la part du FSLN. Finalement le régime de Somoza chuta au milieu de l'année 1979, devant les actions militaires combinées du FSLN, de l'opposition civile unifiée et la condamnation de plusieurs gouvernements étrangers de l'Organisation des états américains. Somoza capitula le 17 juillet 1979 et le 19 s'installa la junte de gouvernement qui allait diriger le Nicaragua.

**Télégramme du département d'Etat des Etats-Unis expliquant l'appui de
l'Ambassadeur NEGROPONTE aux « contras » du Nicaragua source National Security
archives**

Le Panama durant la période de Torrijos, qui commença en 1969 lorsque le général Omar Torrijos Herrera devint le leader indiscutable du mouvement réformiste militaire,

jusqu'à sa mort en 1981, chercha la démocratie de toutes parts. Toutefois, là davantage, le contrôle politique fut entre les mains des militaires, après qu'en conséquence du coup de 1968, tous les partis furent déclarés dissous. En raison de la Garde Nationale et du leadership charismatique de TORRIJOS, il se forma une coalition de secteurs sociaux diversifiés, rassemblés essentiellement autour d'un idéal nationaliste visant à récupérer la zone du canal.

Pendant presque un demi-siècle la politique de l'isthme oscilla entre des systèmes dictatoriaux, particulièrement rigides, et de timides essais de démocratisation. Les idéologies développées par les partis ainsi qu'au sein d'autres organismes, en particulier les militaires, cherchaient des formes de gouvernement pour stimuler certaines avancées économiques et sociales modernistes ce, en dépit du fait que, pour la majorité des cas, cela allait de pair avec le sacrifice de libertés civiques. En accord avec les principes de la doctrine de sécurité nationale il était estimé plus important d'impulser le développement sous une forme qui ne heurte pas l'ordre social, c'est-à-dire de manière évolutive. En particulier le triomphe de la révolution cubaine l'avancée des forces de gauche devint une préoccupation lancinante, surtout lorsqu'elles assuraient la formation de mouvements subversifs armés. Pour affronter le défi de la gauche il fut insisté sur la nécessité de réformes socio économiques. Certaines d'entre elles, comme la réforme agraire, parurent radicales pour les élites et peu éloignées de celles que mettait en place le régime révolutionnaire de Cuba. D'autre part les pressions populaires augmentèrent devant la cherté de la vie, le chômage croissant et la les attentes d'un traitement juste et solidaire, annoncées par les nouveaux courants à l'intérieur de l'église catholique, notamment lors de la conférence épiscopale de 1968 à Medellin et l'église des pauvres. Seul le Costa Rica parvint à stabiliser une forme de développement économique avec une démocratie politique. Le reste des pays de l'isthme connut des tensions sociales et politiques, qui allèrent en empirant et, pour beaucoup, aussi bien de droite comme de gauche, sur l'éventail politique, le recours à la force devint de plus en plus attractif.

Après une pause relative dans leur interventionnisme les Etats-Unis reprirent leurs activités dans les pays qu'ils considéraient comme faisant part de leur zone d'influence. La première raison en était la résistance que Cuba offrait aux multiples tentatives de déstabilisation, voire d'assassinat de son leader charismatique Fidel Castro. L'empire soviétique fournissait à l'île les conseillers militaires, les cadres du nouveau service de renseignements, la « Direccion general de Inteligencia » (direction générale du renseignement), redoutable d'efficacité. La perpétuelle crainte du département d'état était la propagation du virus communiste. Dans la logique de leur politique extérieure les Etats-Unis étaient obligés d'intervenir, d'abord par le biais des organisations occultes, telles que la CIA,

puis de manière ostensible envoyant sur place des « conseillers », enfin des régiments de marines ou des « bérets verts ». Ceci allait conduire à des guerres civiles particulièrement sanglantes, Cuba n'étant pas en reste pour soutenir et armer les mouvements révolutionnaires.

Trois exemples illustrent cette escalade et la présence des troupes des Etats-Unis dans l'isthme, ceux de la guerre civile au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala. Dans tous les cas des tentatives de changement social se firent par la voie insurrectionnelle, les Etats-Unis firent tout leur possible pour empêcher ces changements.

3.6 La lutte contre le « mal » dans l'Amérique Centrale

Au Nicaragua la lutte se généralisa, à partir de juin 1979, entre les forces sandinistes et la Garde Nationale, au moyen d'affrontements directs. Les violations répétées des droits de l'homme, par le régime, constamment dénoncées, ainsi que l'appui de puissances étrangères au mouvement sandiniste, provoquèrent l'intervention de l'organisation des états américains, laquelle, avec l'appui du gouvernement des Etats-Unis, obligea le général Anastasio Somoza Debayle à renoncer à ses fonctions. Devant la démission de Somoza la Garde Nationale se rendit

Le 19 juillet 1979 la junte de gouvernement de reconstruction nationale entra triomphalement dans la ville de Managua, composée du Front de libération nationale et de représentants éminents des forces démocratiques du Nicaragua. Au pouvoir, les sandinistes commencèrent un ensemble de transformations, destinées à établir une économie mixte et un régime politique, soucieux de pourvoir aux nécessités sociales de la majorité de la population nicaraguayenne, afin de maintenir un système politique pluraliste et d'éviter l'alignement politique avec l'union soviétique et les autres pays socialistes. Ces orientations furent consignées dans la Constitution politique de janvier 1987.

L'économie mixte demeura composée :

- d'un secteur étatique constitué des biens expropriés à la famille SOMOZA et ses affidés
- d'un secteur contrôlé par l'entreprise privée
- d'un secteur coopératif.

Le secteur étatique appelé « aire de propriété du peuple » représentait 39% du produit intérieur brut en 1982. Comme l'on peut s'en rendre compte plus de la moitié du secteur agricole et de l'industrie manufacturière demeura entre les mains du secteur privé. Malgré les tensions existantes avec le secteur privé en diverses occasions le régime sandiniste l'encouragea à maintenir et même augmenter ses niveaux de production, s'efforçant de lui

donner des garanties contre l'expropriation. Cependant les investissements demeurèrent prudents, certains entrepreneurs s'abstenant d'investir dans le pays.

Le régime sandiniste étatisa le commerce extérieur et le secteur bancaire. Il entreprit un large mouvement de réforme agraire et donna la majeure partie des terres confisquées à des fermes d'état et à des coopératives composées essentiellement d'ouvriers agricoles affiliés à l'association des travailleurs ruraux. C'est ainsi que, de 1979 à 1980 1738 millions de manzanas de terres, équivalent à 21% du domaine agricole du pays, furent transférées à ces secteurs. L'état sandiniste s'empara également des raffineries de sucre, des plantations de riz, des usines de torréfaction du café, des égraineuses de coton et d'installations pour le traitement des bananes et du café, appartenant à la famille Somoza et à ses alliés. Lors d'une deuxième étape la réforme agraire prit en compte les petits producteurs réunis au sein de l'Union Nationale des Agriculteurs et Eleveurs. Ils furent rendus bénéficiaires de quelques 804 000 « manzanas » de terres. Le régime sandiniste se lança également dans une campagne d'alphabétisation qui mobilisa dans tout le pays quelques 100 000 jeunes enthousiastes pour apprendre à lire et à écrire à des centaines de milliers de Nicaraguayens. De même il entreprit une ample réforme urbaine afin de permettre aux citadins l'accès à un lot de terre et à une maison.

Malgré les difficultés rencontrées les sandinistes parvinrent à maintenir un régime de pluralisme politique relatif. Une ouverture politique véritable fut permise vers les opposants, au moins dans les premiers temps. Toutefois la liberté de conscience, des idées et de la religion ne fut pas mise en jeu. L'importance de la religion, pour le peuple Nicaraguayen, fut reconnue et de gros efforts furent accomplis pour intégrer l'esprit chrétien dans le processus de religiosité populaire. La presse d'opposition fut tolérée jusqu'au mois de juin 1986, date à laquelle fut ordonné l'interdiction de publier le quotidien « la Prensa » (la Presse), jusqu'à sa parution, à nouveau, en octobre 1987.

Durant le régime sandiniste des élections eurent lieu pour les autorités suprêmes. La première se tint le 5 novembre 1984. Daniel Ortega, le candidat sandiniste, remporta 67,2% des suffrages et le front sandiniste de libération nationale avec 61 députés sur les 96 que comptait l'Assemblée Nationale. La seconde consultation électorale, effectuée le 25 février 1990, chassa les sandinistes de la conduite des affaires de l'Etat.

Les aspirations des sandinistes à maintenir une position de non alignement avec l'union soviétique, Cuba et les autres pays communistes furent contrariées par des facteurs étroitement liés : les affinités idéologiques entre les sandinistes et les régimes communistes

ainsi que l'hostilité, ouvertement manifestée, par le gouvernement nord américain de Ronald Reagan, pour l'expérience nicaraguayenne.

Dès le début l'union soviétique, Cuba et les autres pays du bloc communiste offrirent au Nicaragua un appui économique, moral que les sandinistes ne pouvaient se permettre de refuser. L'union soviétique, Cuba et la république démocratique allemande lui fournirent des armes, des instructeurs militaires et du pétrole. A la recherche d'accords pour ce précieux combustible Daniel Ortega² se vit contraint à réaliser un voyage, controversé, à Moscou, en 1985. D'autre part l'hostilité de Reagan envers le Nicaragua se traduisit sous de multiples formes. Il suffit de mentionner deux d'entre elles : l'appui financier apporté à la résistance, dénommée la « Contra » et le blocus économique, de plus en plus pressant auquel fut soumis le Nicaragua.

L'activité nord américaine dans l'isthme, à l'occasion des guerres civiles, fluctua selon les Présidents. Le triomphe des sandinistes au Nicaragua avait été accueilli sans trop de chagrin par le Président James Carter, qui fit pression jusqu'au bout pour le renversement de Somoza. Face à l'escalade de la lutte armée au Salvador il appuya le coup d'état qui renversa le général Romero en 1980 et la junte, de caractère réformiste, qui lui succéda. Le Président CARTER avait confiance dans la voie des réformes (comme la réforme agraire par exemple) qu'il pensait susceptibles de saper le fondement des mouvements rebelles. Des conseillers américains participèrent à la réforme agraire promue par la junte qui avait renversé Romero. Le gouvernement nord américain insista également sur le respect des droits de l'homme et les valeurs démocratiques comme éléments importants de sa politique extérieure. A cette fin il fit pression sur les gouvernements de l'Amérique Centrale afin de fustiger le comportement des corps militaires et de police lorsqu'ils s'affranchissaient de ce comportement.

Il en fut tout autrement lorsque le Ronald Reagan parvint à la présidence au début de l'année 1981. Acteur de série B, spécialisé dans les westerns, il avait une vision simplifiée, pour ne pas dire simpliste, des problèmes du monde, probablement influencée par le niveau des scénarii dont il avait été le héros.

Dès le mois de décembre 1981 il signa une directive qui autorisait la Central Intelligence Agency à engager une dépense de 19, 8 millions de dollars afin de créer une force d'exilés contre révolutionnaires nicaraguayens, appelés les Contras. Pendant l'année 1983 la Contra comptait plus de 4000 hommes ; l'année suivante de 10 000 à 15 000 hommes en armes. La CIA ne se contenta pas d'organiser et de financer la Contra mais occasionnellement

réalisa des sabotages, sous son sigle, comme par exemple le minage de ports nicaraguayens. Tout au long des années au cours desquelles elle opéra la Contra s'attacha à attaquer essentiellement des objectifs civils, faisant preuve d'une ardeur belliqueuse sans trop de risques. De même elle tenta de semer la discorde et le découragement au sein de la population, pour saper les efforts des sandinistes qui essayaient de consolider l'économie. Les objectifs essentiels des Contras étaient les coopératives, les cliniques et autres centres de santé. Son action incita les sandinistes à durcir leur régime et notamment l'enrôlement militaire.

En page suivante figure un document rédigé par l'Ambassadeur des Etats-Unis aux Honduras, John Negroponte, qui dirige les opérations sur le Nicaragua. Le Honduras constituait alors la base arrière des « contras », c'est-à-dire des mercenaires chargés de lutter contre les « rebelles » nicaraguayens. On retrouvera John Negroponte comme ambassadeur auprès de l'ONU, au moment de la deuxième guerre d'Irak où il aura une attitude insultante à l'endroit du représentant irakien à l'ONU alors que notre représentant, Dominique de Villepin, par sa dignité et son analyse lucide des faits ne fera que renforcer le contraste avec le personnage. Il sera par la suite chargé de la coordination de l'ensemble des services de renseignements des Etats Unis, après qu'une commission d'enquête ait mis en lumière le fiasco de ces services à l'occasion des attentats du 11 septembre 2001.

La principale base opérationnelle des Contras était le territoire du Honduras. Le Honduras non seulement prêta sa partie frontalière du territoire pour les déplacements de la Contra mais également céda une partie de sa zone centrale pour l'installation d'une base militaire nord américaine. Les gouvernants honduriens offrirent également aux Etats-Unis leur territoire pour l'entraînement des soldats salvadoriens « bérets verts » de l'armée des Etats-Unis.

Il faut dire que le Honduras n'avait rien à refuser aux Etats-Unis. Le président Bush fit passer l'aide militaire à ce pays de 4 millions à 77, 4 millions de dollars. Il avait nommé en ce pays, en qualité d'Ambassadeur, John Negroponte de 1981 à 1985. Des télégrammes diplomatiques attestent de ce que le respect des droits de l'homme n'était ni sa mission ni sa préoccupation. L'ironie de l'Histoire fera que l'on retrouvera au lendemain du 11 septembre 2001 Ambassadeur à l'Organisation des Etats-Unis, chargé de défendre la position du Président George W. BUSH, quant à la guerre à déclarer à l'Irak. Au cours d'une session il interpellera d'une façon grossière le représentant de l'Irak, refusant d'entendre ses explications et quittant ostensiblement la salle.

Comme il est facile de se l'imaginer la guerre de destruction menée par les « Contras » et le blocus nord américain eurent un impact dévastateur sur l'économie Nicaraguayenne qui entra dans une terrible récession. L'inflation atteignit des chiffres catastrophiques. Le PIB diminua de 33% entre les années 1981 et 1989. Les salaires s'effondrèrent. Plusieurs produits commencèrent à manquer. La guerre civile, qui fit autour de 30 000 victimes, altéra le budget du pays. Les dépenses militaires absorbaient 50% du budget en 1984 et amena les sandinistes à établir le service national patriotique, qui fut détesté. Ces conditions sont importantes à connaître pour comprendre pourquoi le vote des Nicaraguayens qui participèrent aux élections du 25 février 1990, donnèrent leurs voix à Madame Violetta Barrios veuve Chamorro. C'était le moyen de se débarrasser des sandinistes et, par là, du sévère blocus imposé au pays par les Etats-Unis. Aux élections de 1990 Violetta Chamorro obtint 54,7% des suffrages. La défaite des sandinistes fit reculer certains acquis populaires, relatifs à la réforme agraire ou urbaine qui avaient affecté la famille Somoza et ses alliés, nombre d'entre eux purent récupérer les terres et les habitations. Les entreprises du secteur de la propriété du peuple entrèrent en processus de privatisation.

Le triomphe des sandinistes et l'émergence d'un régime révolutionnaire au Nicaragua eurent un effet significatif pour les foyers guérilleros du Salvador, prêts à en découdre pour gagner le pouvoir. Ces groupes guérilleros évoluaient dans un pays où la classe dominante s'était montrée réticente à toute ouverture politique ou réforme sociale. Cela permet de comprendre pourquoi les foyers de guérilleros furent beaucoup moins nombreux au Honduras et au Costa Rica.

Cette victoire des sandinistes est à la base des faits fondamentaux survenus dans la vie politique du Salvador, à quelques mois de la chute du régime de Somoza au Nicaragua : le premier fut le coup d'état militaire de caractère réformiste qui, le 15 octobre 1979, renversa le général Carlos Humberto Romero, à qui les Etats-Unis avaient demandé instamment de renoncer, le second, l'unification des noyaux de guérilleros du pays lors de l'intégration du front Farabundo Martí pour la Libération Nationale (FMLN) le 15 octobre 1980

Auparavant les groupes d'action guérilleros s'étaient livrés à ce qui allait devenir le sport national : la séquestration de personnes contre demande de rançon et l'assassinat pur et simple. Les premières victimes d'enlèvement, dès 1978, furent des propriétaires terriens, qui virent la rançon payée par leurs proches, puis, en mai 1979 le docteur Carlos Antonio Herrera Rebollo, qui entraîna l'état des sièges. Des prisons clandestines, appartenant à l'armée révolutionnaire, abritent des détenus qui sont interrogés et torturés, près de Zacatecoluca, ville proche de l'aéroport international.

Les putschistes, commandés par le colonel Adolfo Arnolfo majano, un militaire réformiste organisèrent une junte de gouvernement, formée de deux militaire et trois civils, reliés à la social démocratie et à l'entreprise privée. Ces civils étaient l'ingénieur Hector Dada Irezi, les docteurs Jose Antonio Morales Ehrlich et Jose Ramon Avalos Navarrete

Le FMLN ne restait pas inactif, le leader communiste Shafik Handal alla à Cuba et Moscou à la recherche d'armes. Le 27 novembre 1980 une expédition punitive fut menée contre les forces de gauche, laissant de nombreux morts, portant des stigmates de tortures, par la Brigade Anticommuniste salvadorienne.

Le 24 mars 1980, l'évêque de San Salvador, Monseigneur Oscar Arnulfo Romero fut assassiné en pleine messe qu'il célébrait à la chapelle de la divine providence, dans la colonie Miramonte, par une balle en plein cœur. Monseigneur ROMERO appartenait à l'Opus dei et donc pouvait être difficilement suspect de sympathies communistes. Il n'avait fait que s'élever contre la violence déployée par les forces extrêmes. Il avait demandé à la junte de gouvernement de mettre fin à la répression. L'enquête effectuée ne donna aucun résultat ; Au cours d'un entretien, tenu en 2004, un Officier des forces spéciales, qui tient à garder l'anonymat, expliqua que c'était un tireur d'élite, connu de lui, qui avait procédé à l'exécution de Monseigneur Romero. Il ajoutait que la balle avait été tirée d'une distance de 1000 mètres, ce qui n'est à la portée que d'un spécialiste, vu la distance.

Monseigneur Romero, évêque de San Salvador, assassiné en pleine messe

Source : La prensa grafica (quotidien de San Salvador)

Les enlèvements allèrent bon train certains se terminant par la mort de l'otage en dépit du paiement de la demande de rançon. Une personne rencontrée au cours du séjour dans le pays raconta que l'une de ses sœurs fut enlevée par des membres de l'armée populaire. La famille était une famille de propriétaires terriens moyennement aisée. En dépit de la volonté de payer la rançon la jeune fille fut assassinée. Les auteurs furent identifiés et abattus sans autre forme de procès. Bien évidemment à cette vague d'enlèvement allait répondre le contre terrorisme. Ce fut le travail de groupes dont la pensée politique était un anticommunisme viscéral Il y eut l'union guerrière blanche, l'organisation pour la libération du communisme, la Main Blanche, la légion des Caraïbes mais surtout les plus efficaces de tous, les Escadrons de la mort. Ces dernières unités furent créés par un ancien officier du service de renseignement militaire le G2, qui avait été mis en congé de l'armée, avec le grade de major (chef de bataillon) et avait été élève de l'école des Amériques, à Fort Gullick au Panama.

Cette école avait été créée à l'initiative des forces spéciales des Etats-Unis, les bérets verts, pour dispenser une formation à la lutte antiterroriste, essentiellement contre le communisme. Elle compta de nombreux élèves, presque tous devenus officiers de haut rang, voir chefs d'Etat, venus de toute l'Amérique Latine. De nombreux officiers français y enseignèrent, en raison de leur expérience de la guerre d'Indochine et d'Algérie, parmi eux, semble-t-il le général Aussaresses, qui avait alors le grade de chef de bataillon. Le manuel de base était « la guerre moderne » du colonel Trinquier.

**Télégramme du département d'Etat des Etats-Unis faisant état d'une source
dénonçant l'assassinat de Monseigneur ROMERO**

Source National Security Archives

Le manuel de travail était le guide KUBARK d'interrogatoire des suspects ou des prisonniers, avec ou sans usage de la torture.

Le major d'Aubuisson, puisque c'est de lui qu'il s'agit, était d'origine française. Il sera à l'origine, plus tard, d'un parti politique d'extrême droite, ARENA (alliance révolutionnaire nationale) dont les couleurs ne sont autres que celles de notre drapeau national : bleu, blanc, rouge

Major Roberto d'Aubuisson, chef présumé des escadrons de la mort.

Source : département of State des Etats-Unis

Il lui a été imputé l'assassinat de Monseigneur Romero mais les preuves n'ont jamais été apportées, en dépit d'une mise en cause de la part de la commission de la vérité.

**Télégramme du département d'Etat des Etats-Unis impliquant le Major d'Aubuisson
comme chef des escadrons de la mort salvadoriens (source National Security Archives)**

Il y eut toutefois des assassinats à l'encontre de personnes étrangères, le plus connu étant ceux des religieuses américaines, Ita Ford, Maura Clark, Dorothy Kagel et Jean Donovan, qui, parties de l'aéroport de San Salvador, furent découvertes mortes, par balles, dans le canton de Santa Teresa, de San Antonio Masahuat., le 5 mai 1980. En dépit d'enquêteurs venus spécialement des Etats-Unis la lumière n'a jamais été faite. En 2001, deux généraux Salvadoriens en retraite, ayant appartenu à la Garde Nationale, qui vivaient en Floride, furent tenus pour responsables de ce crime et furent jugés par une Cour de Floride. La sentence fut assez peu compréhensible puisqu'ils furent relaxés au pénal mais condamnés à de

fortes indemnités, au civil, qu'ils dirent ne pouvoir jamais payer puisqu'elles représentaient deux siècles de leurs ressources.

La guerre se poursuivit avec l'intervention ouverte des marines et bérets verts des Etats-Unis qui séjournèrent à l'intérieur de l'Ambassade des Etats-Unis à San Salvador. Pour mémoire cette ambassade est, en superficie, la deuxième que possèdent les Etats-Unis dans le monde, après celle de Moscou. Les guérilleros étaient approvisionnés en armes et en munitions, par Nicaragua interposé, depuis Cuba. Les côtes du Salvador ne pouvaient être surveillées faute d'une marine suffisamment équipée en bâtiments.

L'année 1989 montra une montée aux extrêmes de part et d'autre. Le 16 novembre 1989 huit pères jésuites de l'université de Centre Amérique, à San Salvador, furent assassinés, ainsi qu'une dame et sa fille, par une unité des forces spéciales, le bataillon ATLACATL.

Pour faire face aux attaques du FMLN l'armée avait créé dès 1981 six bataillons de forces rapides, nommés Bataillons d'infanterie de réaction immédiate et trois commandos nommés ATONAL, ATLACATL et BRACAMONTE du nom de héros indiens ayant combattu l'occupant espagnol. Les membres de ces commandos étaient brevetés parachutistes, l'école d'entraînement se situant à Ilopango (base militaire), ils menaient des opérations hélicoptérées. Dès qu'une unité accrochait les rebelles les BIRI intervenaient le plus rapidement possible assistés de conseillers, bérets verts nord américains.

Un enchaînement de violence allait suivre de part et d'autre. L'année 1989 fut celle de l'offensive extrême.

Le FMLN prit l'hôtel Sheraton de San Salvador et retint comme otages le secrétaire général de l'organisation des états américains, Joao Clemente Baena Soares, qui y séjournait, venu apporter sa médiation ainsi que 5 marines des Etats-Unis et d'autres résidents de diverses nationalités. Ces dernières personnes ne furent pas inquiétées par les guérilleros.

C'est un escadron spécial de la « policia de hacienda » qui donna l'assaut pour délivrer le secrétaire général de l'OEA, au moyen d'une opération hélicoptérée, car les guérilleros tenaient le rez-de-chaussée et les abords de l'hôtel. Pénétrant par une baie vitrées les hommes du commando neutralisèrent les ravisseurs et délivrèrent la personnalité, non sans que le capitaine, chef du commando, blessé grièvement, ne succombât à ses blessures, à l'hôpital militaire, quelques jours plus tard. (source : Major CEA chef de groupe du Commando d'opérations spéciales, participant à l'assaut avec le grade de lieutenant, entretien privé en juillet 2003)

En 1989 donc, les offensives, de plus en plus répétées, tant de la part du FMLN que des forces armées, ne donnaient l'avantage ni à l'un ni à l'autre des belligérants. Le FMLN disposait de missiles sol air SAM 7 au moyen desquels ils parvinrent à abattre un avion et un hélicoptère des forces armées, piloté par des instructeurs nord américains. Le pilote mourut à l'impact, les survivants furent achevés par les guérilleros, le 2 janvier 1991, dans la région de San Miguel.

Entre temps des pourparlers secrets avaient été tenus entre membres des deux camps quant à la cessation du conflit. Beaucoup furent le fait d'humanistes, dont le poète Salvadorien David Escobar Galindo, qui fut le représentant du gouvernement pour négocier. Les deux parties s'accordèrent sur cette personnalité, qui faisait autorité, excipant du fait que lorsque les négociations stagnaient, l'imagination de ce poète et homme de loi (il exerce la profession d'avocat au barreau de San Salvador) parvenait toujours à relancer la discussion.

Ces tentatives de conciliation duraient depuis longtemps mais elles prirent un tournant décisif le 14 avril 1990, quand un premier accord fut signé, sous les auspices du secrétaire général de l'organisation des nations unies, Javier Perez de Cuellar. Le processus devint irréversible et la paix fut signée le 16 janvier 1992, à Chapultepec (Mexique).

Beaucoup trop de pertes furent à déplorer, de personnalités importantes, de la vie intellectuelle et politique du pays.

Les accords de paix prévoyaient la dissolution des bataillons d'action rapide de l'Armée, de la Garde Nationale et de la « *Policia de Hacienda* ».

Une nouvelle mesure, pour reconstruire la société, consista à réduire drastiquement les effectifs de l'armée, à constituer l'administration sur la base de tiers : un tiers d'anciens militaires, un tiers d'anciens guérilleros, un tiers de recrutement extérieur, dans toutes les branches d'activité et notamment, cela se verra plus tard, dans la composition de la nouvelle Police Civile Nationale.

Les inégalités sociales criantes qui sévissaient au Guatemala avaient également donné lieu à l'émergence de mouvements de protestation parmi les populations rurales, qui allaient donner lieu à une guerre civile particulièrement longue et éprouvante.

La guerre civile au Guatemala fut la plus longue de l'Amérique Centrale. Elle commença dans la décennie 60 quand les officiers dissidents de l'armée parmi lesquels les lieutenants Yon Yosa et Turcios Lima prirent le maquis pour commencer une guérilla rurale. Dans un premier temps la guérilla ignore les paysans indigènes. Vers le milieu de la décennie suivante, cependant, une incorporation significative d'indigènes altéra la composition

ethnique des rangs insurgés. Le triomphe des sandinistes de 1979 dopa le mouvement insurrectionnel au Guatemala.

Suivant l'exemple des révolutionnaires nicaraguayens et salvadoriens, les guérilleros guatémaltèques unirent leurs forces en 1982 au sein de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque. Lui furent adjoint l'armée populaire des pauvres l'organisation du peuple en armes les forces armées rebelles. L'UNRG n'atteignit jamais le potentiel politique et militaire du FMLN salvadorien ou du FSLN nicaraguayen. Il ne menaça jamais sérieusement la stabilité politique du pays. Cela était dû, pour partie, à la taille relativement réduite des effectifs de l'UNRG, estimés à quelques 2000 combattants et, d'autre part aux méthodes brutales mais efficaces de contre insurrection, appliquées par l'armée guatémaltèque qui était, à cette époque, la plus nombreuse et la mieux préparée de toute l'Amérique Centrale, sans compter l'appui de groupes para militaires qui se montaient à un demi million de personnes. Beaucoup des cadres de l'armée, dans les forces spéciales dont le centre d'entraînement était KAIBIL, avaient suivi les cours de l'école des Amériques à Fort Gullick au Panama.

L'armée, sans d'autres considérations, appliqua la répression, et malheureusement il s'agit d'une litote, à toutes les populations soupçonnées d'être des bases logistiques, vraies ou supposées, de la guérilla. Les centres les plus affectés furent les populations indigènes du nord du Guatemala, qui payèrent un prix très élevé le fait que la guérilla y ait opéré préférentiellement. La stratégie appliquée par l'armée était celle de la terre rasée, qui impliquait la déportation massive de populations indigènes et la destruction de leurs habitations.

La recherche d'un accord négocié, pouvant mettre fin à cette guerre, fut l'œuvre du Président Vinicio Cerezo qui, en 1987, tenta le plan Esquipulas II du nom de la ville dans laquelle se déroulèrent les tractations. Les conversations prirent un tour plus défini durant la présidence de Serrano Elias. Elles s'interrompirent brutalement en mai 1993 en raison de l'auto coup d'état dont ce dernier était à l'origine, mais reprurent durant l'administration de Ramiro de Leon carpio. Cependant il n'y eut pas d'avancées significatives en raison de l'opposition farouche du haut commandement militaire à une paix négociée avec les rebelles. Alvaro Arzu, qui prit la présidence le 14 janvier 1996, avec la promesse ferme de mettre fin à la lutte armée, fit, la première année, des progrès considérables en ce domaine, la première année de son mandat. Il décida de mettre fin à la tutelle militaire traditionnelle en réduisant l'influence que l'Etat Major présidentiel exerçait sur les présidents civils du pays. L'Etat major présidentiel exerçait les attributions de service de renseignement (intérieur et extérieur)

et de la protection des hautes personnalités. Il sera d'ailleurs dissous après les accords de paix et remplacé par une structure civile sur laquelle nous reviendrons.

Le 19 mars 1996 un cessez le feu fut accepté avec l'implication prépondérante de l'UNRG.

Le 29 décembre 1996, en la ville de Guatemala, qui signée la fin de la guerre civile qui avait duré, en tout, trente six ans et qui avait laissé plus de 100 000 morts et 40 000 disparus. L'organisation des nations unies joua un rôle de premier plan à l'occasion des pourparlers mettant fin au conflit.

Télégramme de l'Ambassade des Etats-Unis au Guatemala faisant état d'exaction durant la guerre civile source US department of State

L'invasion du Panama le fut pour une raison totalement différente de celles qui avaient poussé, jusque là, les Etats-Unis à intervenir dans l'isthme

Une opération que les Etats-Unis, avec un relatif sens de l'humour, dénommèrent « juste cause » vit, dans la nuit du 20 décembre 1989, un débarquement de 20 000 soldats, dans l'intention évoquée de protéger la vie des citoyens nord américains (ce prétexte dénote, dans le cynisme, un certain manque d'imagination) après un série d'incidents au cours desquels, l'un d'entre eux, aurait perdu la vie.

En réalité l'objectif véritable était de s'emparer de l'homme fort du pays, le général Manuel Antonio Noriega, qui avait été accusé le 4 février 1988, par un juge américain, de trafic de stupéfiants.

Manuel Noriega, « protégé » des Etats Unis, puis prisonnier de droit commun

Source : US Department of State

Le chef d'accusation laisse perplexe car les facilités qu'a pu accorder Noriega aux trafiquants ont pu difficilement échapper à la vigilance des forces militaires es Etats-Unis, présentes dans le pays.

Un arrêt sur le personnage de Manuel Noriega et ses relations avec les Etats-Unis, plus précisément la Central Intelligence Agency, permettra peut-être de donner quelque clarté.

Manuel Antonio Noriega naquit dans un foyer très humble le 11 février 1938. Repéré pour sa vivacité d'esprit il bénéficia d'une bourse pour l'école militaire de Chorillos, à Lima (Pérou). Il semble d'ailleurs qu'il ait eu un problème du genre harcèlement sexuel envers une dame de la bonne société. Cela n l'empêcha pas d'obtenir son brevet de sous-lieutenant, en 1967, car il été placé sous les auspices de la CIA. Lieutenant en 1968 il fut affecté à la Garde Nationale de Panama dans un premier temps il fut partisan de Torrijos mais les preuves

manquent quant à sa participation au coup d'état ayant renversé Arnulfo Arias. Il fut très vite promu au grade de lieutenant colonel et nommé chef du renseignement militaire. On imagine sans peine la satisfaction de ses traitants de la CIA. Il se livra dans son pays à la chasse aux opposants dont beaucoup disparurent sans laisser de traces selon, semble-t-il les instructions de Torrijos. La lutte contre la guérilla paysanne dans l'ouest du Panama fut particulièrement cruelle. Le directeur de la CIA, l'amiral Stansfield Turner déclara, en 1988, combien précieux avait été l'apport de Noriega, dès 1970.

Omar Torrijos mourut, opportunément semble-t-il, dans un accident d'avion en 1981. Un ancien allié de Noriega, le colonel Diaz Herrera déclara que Noriega avait placé une bombe à bord de l'avion. Là encore les preuves formelles font défaut. A l'occasion de l'accession à la présidence de Dario Paredes le poste de chef d'état-major. Il se nomma lui-même général en 1983 et développa une politique en faveur des Etats-Unis permettant l'installation de stations d'écoutes, la présence de nombreuses forces militaires. Il se refusa à satisfaire la demande du lieutenant colonel Olivier North de fournir des armes à la CONTRA nicaraguayenne. D'aucuns y voient les débuts de la disgrâce qui allait le conduire en prison. Un journaliste du nom de Hugo Spadafora, ayant critiqué Noriega et l'ayant mis en cause, notamment dans un trafic de stupéfiants, fut découvert la tête séparée du tronc, affreusement torturé, la frontière avec le Costa Rica. La tête fut découverte dans un sac de l'US Postal service.

Il est clair que Noriega a participé à un trafic de stupéfiants, conduit par la CIA, puisque c'était le moyen le plus pratique de récupérer de l'argent afin d'acheter des armes. Un tel procédé avait été utilisé pendant la guerre d'Indochine avec le maquis des Méos. Noriega y trouvait son compte puisque, ainsi faisant, il éliminait la concurrence. Il était le maître du pays mais les nuages se rassemblaient au-dessus de sa tête. Alors que le Président Barletta se trouvait en déplacement à New York il fut interpellé au sujet de l'affaire Spadafora et promit d'ordonner une enquête dès son retour au pays. Il fut prié de démissionner alors qu'il était considéré intouchable par les Etats-Unis. Sa démission marqua un tournant dans les relations Etats-Unis Panama.

Il se déclencha une croisade civique, orchestrée par l'ambassade des Etats-Unis au Panama qui fut tournée en dérision par les supporters de Noriega qui l'appelèrent la croisade des Mercedes Benz.

Les élections de 1989 donnèrent lieu à fraudes et s'ensuivit une série d'incidents car Duque avait été déclaré président malgré une défaite humiliante face à son adversaire Endara.

Ce dernier fut agressé par un bataillon de NORIEGA, alors qu'il circulait dans sa voiture et les images circulèrent dans le monde qui prit conscience de la nature du régime de Noriega.

En décembre 1989, travaillés par l'ambiance de xénophobie ambiante, des voyous s'en prirent à un officier de marine et à un jeune soldat ; l'officier fut sévèrement frappé et le jeune soldat tué.

Le Président Bush donna l'ordre d'envahir le Panama. Noriega se réfugia à la nonciature qui l'hébergea en reconnaissance, mais le siège mis devant le bâtiment avec une musique continue, rendant impossible le sommeil et le repos, eut raison de lui. Il se rendit le 3 janvier 1990.

Il fut condamné le 16 septembre 1992 à quarante années d'emprisonnement pour trafic international de stupéfiants sur la base de témoignages dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils étaient plus que fortement douteux.

L'invasion fit 3000 victimes civiles selon la presse d'Amérique latine, 500 selon les Etats-Unis. En outre elle occasionna de 20 000 à 30 000 sans abri, essentiellement en raison d'un incendie qui ravagea un quartier proche de l'état major de l'armée panaméenne, qui fut bombardé.

Comme conséquence le Panama fut le second pays, après le Costa Rica, à supprimer son armée et à poursuivre avec un corps de police, chargé de la paix publique et des activités dévolues aux services de sécurité, dans la vie quotidienne.

3.7. Etat de la force armée

La force armée, à l'exception du Costa Rica et du Panama est toujours présente et grève les budgets des états. Il n'est, pour s'en convaincre, qu'à examiner les sommes qui y sont consacrées sur trois années consécutives, par exemple l'exercice des années 2010 et 2011 (les sommes sont en millions de dollars), source : le Monde, bilan géostratégie, 2011, hors série.

Tableau 15 : état de la force armée en Amérique centrale

PAYS	Guatemala	Honduras	Salvador	Nicaragua
2010	169	138	113	38
2011	Non connu	Non connu	Non connu	Non connu
AIDE DES ETATS UNIS				

2010	1,765	Non connu	1 million de dollars	Non connu
2011	Non connu	Non connu	Non connu	Non connu
Effectifs d'active	15 212	12 000	15 500	12 000
Réservistes	63 863	60 000	9900	Non connu

L'armée a pour mission exclusive la défense des frontières et ne peut, en aucun cas, intervenir dans le domaine civil. Une exception a été consentie, par un amendement aux constitutions de ces pays, en matière de lutte contre la grande criminalité. Dans les zones rurales, en raison du manque d'effectifs de la police nationale, des patrouilles conjointes sont effectuées, composées de militaires et de policiers. Cette pratique porte le nom de « groupes conjoints de travail », un peu comme ce qui se passe en France avec les patrouilles mixtes (Police, Armée) dans les lieux publics, selon le plan « VIGIPIRATE »

Les forces aériennes de ces pays sont constituées d'appareils d'occasions achetés aux Etats-Unis tels que « DRAGONFLY » ou « INTRUDER », obsolètes, au sens occidental. Les forces navales ont des bâtiments relativement anciens dont l'efficacité au combat demeure très relative. L'armée de terre, en revanche, dispose de personnels relativement bien entraînés et très professionnels. Beaucoup se trouvent engagés dans des missions internationales, le plus souvent au sein des forces des Etats-Unis et acquièrent une compétence sur le terrain.

La société militaire, d'une manière générale, bénéficie d'un relatif confort de vie, par rapport aux autres composantes de la population. Elle bénéficie de coopératives, de soins médicaux et pharmaceutiques particuliers, d'aides sociales, non seulement pécuniaires mais aussi de réinsertion dans la vie civile, par le biais de réseaux. Des clubs de loisirs lui sont réservés, avec des mess et des installations sportives. Les soldes, notamment pour les officiers supérieurs et généraux, sont confortables, eu égard au standard de vie moyen.

L'Armée n'est pas intervenue dans le processus électoral, depuis les accords de paix qui ont mis un terme aux conflits internes, et se cantonne à ses missions de défense du territoire. Elle n'a plus de rôle politique et, d'ailleurs, a vu, d'une manière générale ses effectifs fortement diminués. Le temps des réseaux qui permettaient, dès l'académie militaire, de préparer des coups d'état semble bien définitivement ressortir au passé.

Un bémol est venu troubler, toutefois, ces bonnes pratiques et ces bonnes intentions : l'affaire du président du Honduras, Manuel Zelaya. Ce dernier, président en cours de mandat, avait eu l'idée de faire avaliser, par un référendum, une assemblée constituante qui, au mépris des termes de la Constitution, fixant le mandat à 4 ans, aurait permis sa réélection. La Cour

suprême avait infirmé cette initiative et, le 28 juin 2009 au mépris des formes les plus élémentaires, les militaires s'étaient emparés du président, encore en pyjama selon la presse locale, et, après un transport en hélicoptère, l'avaient contraint à l'exil au Costa Rica voisin, ce avec l'assentiment de cette même Cour suprême. Il est pour le moins surprenant qu'une juridiction de ce niveau use de la rétention et séquestration, fût elle très brève, pour l'exécution des décisions de justice, si jamais décision formalisée il y eut. Il s'ensuivit une division dans le pays, entre les partisans de Zelaya et ceux de son successeur, Porfirio Lobo qui, en janvier 2011, par une majorité à l'Assemblée, obtenait un texte qui, s'il était approuvé par référendum, permettrait la réélection du président. Bien entendu, instruit des mésaventures de son prédécesseur, Lobo a dit que c'était au peuple de décider de son maintien, ou non, en 2014.

Comme le fait remarquer l'association « human rights watch »(source numéro spécial du Monde bilan géostratégique 2011), aucune enquête n'a été ordonnée par la très respectable Cour suprême sur les violations des droits de l'homme recensées, à l'occasion des troubles, dont dix huit assassinats (neuf journalistes), pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel.

Ce sont encore une fois les Etats-Unis, surpris par le coup d'état, les militaires leur ayant juré qu'ils ne s'impliqueraient pas, qui ont fait savoir que leurs aides, de toute sorte, pourraient être mises à la hauteur du comportement de leurs protégés Hilary Clinton, secrétaire d'Etat a proposé, après pénitence, la réintégration du Honduras au sein de l'organisation des Etats d'Amérique, dont il avait été temporairement exclu, en raison du comportement de ses militaires.

L'image de la force armée a été ternie par sa participation aux guerres intérieures et surtout aux exactions qui ont été commises durant celle-ci Les bataillons d'infanterie légère du Salvador, se sont livrés à des exécutions sommaires sur des civils. Notamment durant la campagne contre les forces rebelles une jeune infirmière française, Madeleine Lagadec, servant dans un hôpital improvisé a été portée disparue, son cas étant toujours à l'instruction dans un cabinet de magistrat et revenant assombrir les relations diplomatiques entre la France et le Salvador, lorsqu'il est évoqué. Au Guatemala c'est l'état-major présidentiel, qui sous ce vocable désignant le service de renseignement militaire a été accusé d'avoir commis des crimes de guerre, contre des paysans, en particulier des Indiens, faits dénoncés par le prix Nobel de la paix guatémaltèque, Rigoberta Menchu, qui a vu sa famille exécutée. Le Honduras a abrité militairement, et a fourni des effectifs, pour gonfler les effectifs des contre révolutionnaires luttant contre les forces sandinistes du Nicaragua, avec des méthodes de lutte difficilement compatibles avec l'humanité la plus élémentaire.

Il a fallu, pour l'institution, regagner l'estime et la confiance des populations traumatisées. Le Salvador y est parvenu, par la conduite exemplaire de ses soldats lors de tremblements de terre des 13 janvier et 13 février 2001. Non seulement l'organisation mise sur pied l'a été en un temps très court mais le dévouement et la qualité professionnelle et humaine dont ils ont fait preuve à cette occasion les a réconciliés avec la population civile. Le Guatemala a opté pour un rajeunissement de ses cadres, assorti de la mise en retraite des plus susceptibles d'avoir été compromis, et par un abandon des activités de renseignement à une institution civile. Le Honduras et le Nicaragua ont recomposé une force appelée à ne lutter que pour la défense des frontières, limitée par des contraintes budgétaires, le Costa Rica et le Panama ne disposant pas de force militaire.

Le recrutement des officiers et sous officiers se fait par le biais des cadets. A l'issue de l'obtention du baccalauréat les jeunes aspirants s'engagent, en fonction de leur réussite aux tests de sélection, dans l'une des trois armes et, après deux ans de préparation, s'ils sont admis, suivent les cours de spécialisation les menant aux fonctions de sous lieutenant ; depuis l'année 2000 les femmes peuvent être pilotes de guerre.

Toutefois chaque pays investit une part non négligeable de son budget dans le recrutement, l'entretien d'une force armée, alors qu'une force fédérale serait plus adaptée et d'un niveau, en volume et en qualifications, à jouer un rôle dans la cour des grands.

3.8 Une économie dépendante de l'extérieur

Le journaliste Ramiro Flores a justement fait état de l'emprise des Etats Unis après que ceux-ci aient signé, avec le Guatemala, le Salvador, le Nicaragua, le Honduras, le Costa Rica, auxquels s'est jointe la république Dominicaine, l'accord de libre échange, appelé CAFTA en anglais (CENTRAL AMERICA FREE TRADE AGREEMENT)

Cet accord, dans notre droit civil français serait dénoncé comme un contrat « léonin » c'est-à-dire avantageant outrancièrement l'une des parties.

Les biens de consommation exportés depuis les Etats-Unis ont un tarif douanier nul dès l'entrée en vigueur du traité cependant que les autres tarifs sont peu à peu éliminés sur une période de dix ans. Cette disposition s'applique aux exportations agricoles, y compris la viande, le coton, le blé, le soja, les fruits et légumes, le vin, les produits laitiers. En contrepartie, sur une période de quinze ans, les Etats-Unis éliminent la plupart de leurs tarifs agricoles

Aux termes de l'accord des investisseurs étatsuniens peuvent pénétrer les marchés des services de télécommunications, messagerie express, informatique, tourisme, énergie,

transport, construction, génie et services financiers. En outre le traité prévoit, de la part des pays signataires d'Amérique centrale un traitement non discriminatoire aux produits numériques tels que logiciels, musique, textes et vidéos.

Il y a des obligations, notamment en matière de lutte contre la corruption, afin de garantir aux Etats-Unis des garanties de clarté dans les contrats gouvernementaux.

En revanche aucune mention n'est faite de la libre circulation des personnes, la délivrance de visas aux migrants d'Amérique centrale étant relativement restreinte.

En revanche pour ce qui concerne la main d'œuvre locale des aménagements juridiques doivent être faits pour éviter des actions en justice de la part des travailleurs. Cela a pour effet d'alourdir la charge fiscale des plus pauvres de la région, pour voir des services publics tels que l'eau, la sécurité sociale, l'éducation, la poste ou les musées, entre les mains de transnationales, chargées désormais du bien être de la société. On est passé de l'exploitation par les caudillos locaux à l'exploitation par les transnationales.

En Amérique latine en général, en Amérique centrale en particulier, le mode de vie des Etats-Unis trouve quelque écho dans des petits segments de l'activité économique, mais qui sont très influents dans les cercles du pouvoir.

Le seul effet que cette politique économique amène est un abaissement des salaires des ouvriers coupeurs de canne à sucre du Nicaragua et la disparition des champs de coton en Amérique centrale , tandis que les cours du riz s'effondrent et que les marchés du maïs et des haricots verts connaissent une crise.

S'il s'agit de combattre la pauvreté de manière quelque peu réaliste il faudrait tout d'abord éliminer les subventions agricoles aux Etats unis, au japon et en Europe, sur un plan général, où les marchés sont les moins libres, le plus protégés et subventionnés du monde.

Le secteur énergétique, pétrolier notamment, est aussi dans cette même logique de subventions et celles liées directement à l'extraction pétrolière dépassent les subventions du secteur agro alimentaire.

Hors l'agriculture américaine ne serait pas viable sans les subventions, car elle ne serait plus rentable. Elle est tributaire, en grande partie, du pétrole et désastreuse au plan écologique.

Pour en revenir à l'influence de l'économie ultralibérale des Etats-Unis, dans la zone d'Amérique Centrale, il faut s'en rapporter à la puissance économique des oligarchies qui ont, de tout temps, été à la tête du pouvoir, non seulement économique, mais surtout politique et intellectuel.

Il en a été ainsi de la domination des classes supérieures, aidées de la religion catholique, servant de justificatif pour les uns, de consolation pour les autres, permettant une certaine stabilité sociale. Toute tentative de réformer, si peu que ce soit, le système d'exploitation de l'homme par l'homme, a été traité d'hérésie, de communisme, justifiant, d'une manière ou d'une autre, l'intervention de la politique, si ce n'est de l'armée, des Etats-Unis.

L'armée n'a jamais fait que maintenir un équilibre, précaire, en pesant sur l'un des plateaux de la balance. Comment aurait-il pu en être autrement ne serait ce que pour le versement de sa solde ?

Pendant que l'Amérique Centrale connaissait une période de guerre civile le reste du monde connaissait le début d'une récession économique, amenant à une vertigineuse chute des prix des principaux produits d'exportation de l'Amérique Centrale, en particulier le café.

La chute des prix au niveau international fit que la capacité d'importation des pays de la zone se réduisit d'un tiers. Il se produisit le phénomène appelé détérioration des moyens d'échange par les économistes.

Ceci se produisit à un moment où les politiques monétaires impulsées par les Etats-Unis conduisirent à une augmentation sans précédent des taux d'intérêt internationaux celui-ci, à son tour, déclencha un accroissement de progression géométrique du paiement de la dette extérieure des pays de la zone. Il a été estimé que la dette extérieure de l'Amérique Centrale (hors le Panama) passa de 4644 millions de dollars en 1979 à 8582 millions de dollars en 1981. les années suivantes la dette continua à s'accroître : en 1985 le montant total de la dette extérieure de l'Amérique Centrale (Panama inclus) était de 17 602 millions de dollars et en 1990 était parvenu à 22 426 millions de dollars (chiffres de la Banque Interaméricaine de développement). Dès lors les augmentations adoptèrent un rythme plus modéré si on les compare à celles de la décennie 80.

Un facteur supplémentaire est à prendre en charge, celui de la crise pétrolière de 1979 qui se manifesta par une augmentation du prix des carburants et, par là, eut une incidence fondamentale sur les finances des gouvernements et sur les consommateurs en général. La crise pétrolière de 1974 avait eu des effets semblables sur ces pays qui sont des importateurs de pétrole.

Les pays se trouvèrent donc confrontés à de sérieux problèmes de balances des comptes, à des manquements aux obligations de remboursement de la dette extérieure et à une inflation galopante. Pour faire face à ces problèmes les gouvernements de ces pays se virent contraints de recourir à des organismes financiers internationaux, comme le Fonds Monétaire

International (FMI), la Banque Mondiale et l'Agence pour le développement international, qui se montrèrent disposés à fournir l'appui financier demandé à la condition expresse d'adopter les politiques de réajustement structurel suggérées par eux-mêmes.

Les programmes d'ajustement structurel que proposent les organismes financiers internationaux sont de deux types :

- des mesures dites de stabilisation ;
- des ajustements structurels proprement dit.

Les premiers sont des programmes à court terme dont l'objectif fondamental est de corriger les déséquilibres macroéconomiques comme le déficit de la balance des paiements et l'inflation. Ces programmes lient les pays au FMI, qui offre des prêts à court terme à condition de se plier aux mesures en relation avec la réduction du crédit, la libération des prix et la dévaluation de la monnaie locale.

Les programmes de réajustement structurel proprement dits sont à moyen terme et leur objectif est de réactiver l'économie.

Pour obtenir des crédits pour ces programmes, le Fonds Monétaire International, comme l'Agence Mondiale pour le Développement posent comme condition première d'avoir au préalable établi, en accord avec le FMI, un programme de stabilisation. C'est pour cette raison que, dans la pratique, les programmes de stabilisation deviennent la première phase des programmes de réajustement structurel.

Ces programmes reposent sur la foi, héritée de la doctrine, que l'économie s'animerait si les ressources financières vont vers l'entreprise privée (vue comme le moteur du développement économique et social d'un pays), si l'on élimine toute tentative de régulation du marché, de la part de l'Etat, si on libère les prix et les taux d'intérêt et si l'on élimine tout mécanisme de contrôle sur les investissements. Ainsi il penchent vers une meilleure intégration des pays au marché international, à travers l'établissement de taux de change qui rendent plus compétitives les exportations, par la réduction des droits de douane protectionnistes, par l'établissement d'incitations pour les entreprises désirant investir dans la production de matières d'exportation, à travers la création de zones franches, dans lesquelles sont offertes de nombreuses exemptions fiscales. Ces principes de stabilisation, comme de réajustement, se basent sur des doctrines néo libérales.

Dans la zone Amérique Centrale le Costa Rica, le Panama et le Honduras furent les premiers pays à bénéficier d'emprunts pour des programmes de stabilisation et de réajustement structurel.

Le Costa Rica reçut des crédits de stabilisation et de réajustement du FMI dans les années 1980 à 1982, 1985, puis de 1987 à 1989 et de la Banque Mondiale en 1983, 1985 et 1989.

Panama reçut des crédits de stabilisation et de réajustement de la part du FMI en 1980-1986 et de la Banque Mondiale en 1984 et 1987.

Le Honduras reçut un agrément du FMI pour un programme de stabilisation dans les années 1980 qui fut interrompu en 1981 pour non accomplissement des objectifs préconisés. Un véritable et drastique programme de réajustement structurel commença seulement en mars 1990 au Honduras. Le retard dans le réajustement structurel Hondurien a beaucoup à voir avec l'aide financière considérable obtenue par ce pays, de l'Agence Internationale pour le Développement, au cours de la décennie 80, en raison de son attitude de collaboration avec la politique contre révolutionnaire des Etats-Unis dans la région.

Au Nicaragua des programmes de stabilisation furent introduits en 1982 et 1985 sans grande influence. Entre 1988 et 1989 le régime sandiniste s'embarqua dans un programme de stabilisation semblable à ceux exigés par le FMI. Un autre programme de réajustement structurel fut lancé en 1991 par la Présidente Violetta Chamorro.

Le Guatemala également connut les programmes de stabilisation à partir de 1981. Celui-ci fut le premier de quatre programmes de stabilisation que ce pays engagea avec le FMI tout au long de la décennie 80. Tous ceux-ci furent suspendus pour ne pas avoir atteints les objectifs définis ou ne pas avoir mis en œuvre les mesures prescrites. En 1991 le Président Serrano ELIAS commença un nouveau cycle de ce type de programmes avec l'appui du FMI.

Pour ce qui concerne le Salvador ces programmes débutèrent en 1982 et un suivant en 1986. En 1989 le président Cristiani se lança dans un programme de stabilisation et de réajustement de plus grandes proportions que les précédents.

En général les programmes de stabilisation et de réajustement appliqués à la zone de l'Amérique Centrale eurent des résultats significatifs dans le domaine macroéconomique. Ils permirent de contrôler et de réduire le déficit fiscal, de même que l'inflation, de créer un climat favorable aux exportations, enfin de générer des conditions favorables à une croissance économique. Cependant un profond déséquilibre se créa, au sein de la société, car les objectifs furent atteints en affectant la majorité des habitants de l'isthme d'un coût social particulièrement élevé.

Les organismes internationaux tentèrent d'appliquer des remèdes à la crise économique latente mais ceux-ci se révélèrent d'une posologie indigeste.

Dans le domaine proprement économique il faut noter le déficit, sans cesse croissant, de la balance des paiements, le poids particulièrement onéreux du service de la dette extérieure sur

les finances publiques et les services sociaux fournis par l'Etat, l'inflation et l'épuisement relatif des activités de production. La crise économique et le réajustement structurel ont conduit à la concentration des revenus et à une polarisation aigüe des classes sociales. En clair les deux phénomènes ont rendu les riches encore plus riches et les pauvres encore plus pauvres.

Le mouvement écologiste est plus récent. Il s'intéresse à la réduction de la couche d'ozone, la contamination de l'air et la nécessité de protéger la biodiversité de la planète.

Les positions prises par l'ONU notamment la création de la commission mondiale pour le milieu ambiant, a clarifié la notion de développement durable. Elle pose le problème de l'exploitation des ressources naturelles à un point tel que l'épuisement de celles-ci est le risque majeur qui menace la planète. Cette préoccupation écologiste est prise en compte par les divers gouvernements des pays de l'isthme, qui procèdent par voie d'information, visuelle, auditive ou télévisée. Cependant la crainte des gouvernements est de voir des préoccupations écologistes servir de prétexte à la mobilisation sociale pour remettre en question la logique du marché et des décisions gouvernementales orientées vers la rationalité de la croissance économique. Pour donner quelques exemples il y a opposition, de la part de ces mouvements écologiques, à la culture de la crevette d'exportation, qui détruit les mangroves du Pacifique, des défenseurs des tortues marines qui, au Honduras, ne veulent pas de la construction d'une raffinerie de pétrole sur la cote de la mer des Caraïbes, pour éviter la pollution ambiante dans des sites touristiques potentiels. En résumé le mouvement écologique promeut de nouveaux styles de développement, compatibles avec les nécessités de base du développement durable, afin de garantir aux générations futures un monde avec des espèces végétales et animales fondamentales pour la biodiversité de la planète et la reproduction de la vie humaine.

Malgré l'opposition des écologistes et de plusieurs de ses ministres le président Alvaro Colom du Guatemala a renouvelé pour quinze ans la concession pétrolière de l'entreprise française PERENCO dans le département de Petén

Les effets de la modernisation sur la culture et la culture de masse en particulier, se font sentir, au niveau de la fréquentation des salles de cinéma, par exemple, en très forte baisse, non pas en raison des tarifs, qui sont particulièrement bas, mais par la commodité à demeurer chez soi, écoutant la radio ou la chaîne stéréo ou visionnant des cassettes et des compact discs. Les boutiques de locations de cassettes et CD vidéo sont nombreuses et bien approvisionnées en films récents. Les stades sont également moins fréquentés, le public préférant bien souvent regarder le match de football devant sa télévision, dans des conditions

de travail optimales, évitant également les risques d'accidents dus au comportement de supporters excités ou éméchés.

Cette forme de transmission de l'image a même gagné le domaine politique. Les campagnes électorales deviennent des « meetings » au cours desquels les candidats sont les acteurs principaux de shows médiatiques, assortis d'images ludiques et de techniques de marketing pour persuader et convaincre les électeurs.

Le coût de ces prestations médiatiques peut donner lieu à des influences particulièrement pathogènes, notamment par l'immixtion de « sponsors » dont les capacités économiques ne sont pas la représentation de leurs qualités morales. Les financements des partis sont assez souvent opaques, quant à la personnalité des nouveaux mécènes.

Les efforts pour faire accéder le grand public aux œuvres de qualité sont sporadiques et sans grands moyens, en raison de leur taux d'auditeurs. Il faut cependant signaler les efforts déployés par les instituts et les ministères de la culture des divers pays qui utilisent la culture populaire pour faire découvrir leur pays et promouvoir l'activité littéraire ou artistique.

L'Etat, de manière générale, apporte sa contribution financière aux musées, expositions de peintures, publications d'œuvres littéraires, orchestres symphoniques ainsi qu'une grande variété d'arts et traditions populaires.

C'est le cas en particulier de CONCULTURA au Salvador qui édite de nombreuses œuvres littéraires d'auteurs de l'isthme.

Le secteur de l'entreprise, à travers la pratique de galeries, éditions et librairies, a développé un marché pour les œuvres des peintres et des auteurs renommés de la région.

La diversité de la littérature de l'Amérique centrale en fait un plaisir particulier pour qui veut connaître la vie passée et actuelle dans l'isthme.

La guerre civile, la répression systématique des opposants, les disparitions de personnes, l'assassinat politique, ont créé les conditions pour que, lors de la décennie 80, un mouvement de défense des droits de l'homme prenne naissance. Dans les pays les plus affectés de la zone, par ce phénomène, des comités ou des commissions nationales ont été organisées pour la défense de ces droits fondamentaux.

Ces organismes ont créé ensuite la Commission pour la défense des droits de l'homme en Amérique Centrale, organisme le plus connu dans la région, émané de la société civile. De même les comités créés par les familles de disparus et de personnes assassinées, par les organes de sécurité de l'Etat ou par des bandes paramilitaires, ont un rôle important en la matière. Il en est ainsi du Comité des familles de disparus du Honduras et de la Coordination nationale des veuves du Guatemala.

Au Salvador de nombreuses élections se déroulèrent durant la période de la guerre civile (1979-1992), c'est-à-dire sous la menace des balles et sans moyen de transport, en raison de la grève décidée par le FMLN. Dès 1991 certains candidats rattachés au FMLN commencèrent à participer au processus électoral mais le vrai scrutin démocratique eut lieu en 1994 lorsque toutes les forces politiques du pays s'affrontèrent. Il est important de noter que depuis 1931 la présidence de la république a été occupée par des civils qui ont occupé leur mandat jusqu'au bout et l'ont abandonné à une autre personnalité élue légalement. Ont exercé la présidence Jose Napoleon Duarte de 1984 à 1989, Alfredo Cristiani de 1989 à 1994, Armando Calderon Sol (petit fils du général Calderon des événements de 1932) de 1994 à 1999 Juan FLORES de 1999 à 2004. Un clin d'œil de l'histoire le président Antonio Elias Saca depuis mai 2004, Palestinien d'origine avait pour opposant du FMLN Shafik Handall également Palestinien d'origine. Le président suivant, en cours de législature, représente l'alternance de la gauche salvadorienne et s'appelle Mauricio Funes.

Au Nicaragua les sandinistes avaient eu la majorité aux élections du 5 novembre 2004, tant à l'Assemblée qu'à la présidence. Ils la perdirent à celles du 20 février 1990 puis tentèrent de la récupérer à celles du 22 novembre 1996 mais furent une nouvelle fois battus. Lors de ces deux élections le candidat sandiniste avait été chaque fois Daniel Ortega. Le candidat vainqueur de novembre 1996 fut le représentant des secteurs libéraux, Arnaldo Aleman, ex maire de Managua.

Ce dernier attira l'attention des media quand, en 2001, après une enquête de la justice de son pays il fut convaincu de détournement de fonds et emprisonné, certes avec tout le confort et les repas servis par un traiteur, avant d'être assigné à résidence. Au cours d'un colloque tenu en 2003 à Managua, sur la justice pénale, un magistrat fit remarquer que l'un des héritiers de la famille Somoza fit paraître dans la presse écrite quotidienne, que son grand père, dans les années 70, avait beaucoup dépensé, mais, toutes proportions gardées, beaucoup moins que ce dernier en quatre ans. Alors, soulevant les yeux au ciel et avec un sourire crispé il s'écria : « le pire, c'est que je crois qu'il dit vrai ». L'auditoire fut pris de fou rire. Après Aleman vinrent Enrique Bolanos Geyer de 2002 à 2007 et actuellement depuis 2007 jusqu'en 2012 Daniel Ortega.

Le Panama ne subit pas l'instabilité politique durant la décennie 80, le général Noriega nommant et destituant les Présidents successifs jusqu'à ce que lui-même soit arrêté et expatrié forcé en 1999. Dès 1968 les milieux militaires déterminèrent la succession présidentielle mais, à la suite de l'invasion de 1989, la structure militaire vola en éclats et le processus démocratique électoral reprit le dessus.

Le Costa Rica fut l'exemple type de la stabilité politique. Les Costariciens furent appelés aux urnes pour élire démocratiquement leur président, parmi ceux-ci se détache la personnalité d'Oscar Arias Sanchez de 1986 à 1990 (Prix Nobel de la Paix 1997 pour ses efforts dans son rôle d'intermédiaire pour les processus de paix au Nicaragua et au Salvador), le dernier en date étant une femme Laura Chinchilla depuis le 8 mai 2010

Après les guerres civiles qui endeuillèrent les pays de l'isthme une certaine stabilité sembla se faire jour. Les élections libres furent le processus normal pour la succession présidentielle. La décennie 80 fut une période d'immense gâchis humain et économique. Ceci eut pour conséquence d'aggraver les disparités sociales.

La aussi l'économie mondiale vint aggraver les difficultés de production, les exportations et tout le commerce régional. La capillarité sociale, en panne, engendra d'autres frustrations. Les efforts doivent être d'autant plus grands pour obvier à une misère croissante et parvenir à un développement durable.

Les taux de chômage et de sous emploi serait très probablement plus élevé s'il n'existait pas une activité économique informelle ou souterraine absorbant de nombreux pans de la population qui ne trouvent pas d'emploi dans le secteur formel.

Les conditions de vie particulièrement dures, notamment à la campagne, amènent à un exode rural en direction des villes. Les petites agglomérations rurales, parfois difficiles d'accès, éloignées souvent de plusieurs kilomètres, ne sont d'aucun attrait pour les plus jeunes. La vie à la ferme est très dure, les emplois rares, s'assimilent à des travaux pénibles, pour de maigres revenus. Cet afflux de population vers les villes, d'une population non qualifiée, sans éducation, mais avide de profiter des facilités de la civilisation, constitue un vivier pour les bandes de délinquants. L'insécurité en est d'autant plus accrue. Les atteintes aux biens et aux personnes se multiplient dans les villes. Certes les résidents multiplient les mesures de sécurité, par l'utilisation de dispositifs de détection électronique, voire le courant électrique à haute tension, la possession d'armes à feu à domicile, mais c'est une surenchère de la violence. Les enlèvements de personne ont diminué, par des mesures préventives et une répression sans faille mais qui a augmenté la population pénale.

L'immigration vers les Etats-Unis reste le rêve de beaucoup. Les ressortissants des pays d'Amérique Centrale qui se rendent à Los Angeles, Houston, ou San Francisco, le font, de préférence en raison de la langue espagnole, couramment parlée dans ces villes. Après quelques années de travail leur épargne leur permet de retourner au pays et de vivre d'un petit commerce et de petits travaux additionnels. La contrepartie en est la possibilité de fréquenter des délinquants aguerris, qui ne manqueront pas d'influer sur le comportement des plus

fragiles. A l'issue de leur peine aux Etat Unis, les délinquants sont renvoyés dans leur pays, contribuant à aggraver la situation sociale, par leur difficulté d'insertion. Dans le pays même l'abandon de jeunes adolescents, aux bons soins des grands parents, alors que les parents émigrent, contribue à grossier les « maras » qui offrent des possibilités de protection, auxquelles ne peuvent prétendre des grands parents, la plupart du temps dépassés.

Le poids de l'église catholique, qui tend à s'estomper chez les plus jeunes, n'est plus suffisant pour répondre à des questions vraiment concrètes, alors que les centres commerciaux se multiplient, excitant la convoitise des plus démunis.

Les crédits, qui ne sont pas encadrés, amènent souvent à des endettements suivis de saisies et d'aggravation des conditions de précarité.

Même si tout est loin d'être parfait il faut saluer les conditions dans lesquelles se sont déroulées les élections présidentielles de ces dernières années. Les observateurs étrangers ont loué la parfaite organisation, la décence des candidats dans le propos, l'alternance intervenue à la suite du scrutin. Il n'est pas douteux que les responsables tentent de faire vivre, au mieux des possibilités, et au quotidien, une population qui ne dispose, bien souvent, ni du niveau d'éducation, ni des ressources, qui lui permettraient de trouver une place d'acteur économique. La manière avec laquelle s'est reconstituée la société civile au Guatemala, au Salvador, au Nicaragua, après d'aussi longues années de guerre civile, mérite un satisfecit. Par comparaison il n'est qu'à ce souvenir des séquelles qu'a laissés la collaboration en France, au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Bien sûr la route est encore difficile pour permettre à toutes les couches de la société de bénéficier des facilités du progrès. Toutefois la multiplication des contacts, avec le phénomène internet, permet une meilleure connaissance du monde dans sa réalité et constitue une possibilité de rapprochements sur des intérêts ou des préoccupations communs.

Chapitre 4

Une nouvelle fédération des états composant l'Amérique centrale est elle possible aujourd'hui ?

Faire revivre cette fédération des Etats de l'Amérique centrale serait il possible aujourd'hui ? L'exemple de l'Europe, avec ses abandons de souveraineté mal ressentis, ses obligations encore plus mal vécues, par la Grèce et l'Espagne pour ne citer que les exemples les plus récents, ne serait il pas de nature à démotiver les plus enthousiastes ?

Pourtant les pays qui composent cette entité géographique ne sont pas satisfaits, en la personne de leurs populations, de leur absence, encore plus pénible, de souveraineté. L'implantation, dans les zones franches, c'est-à-dire exemptes de taxes, de sociétés étrangères, n'est pas une garantie de protection sociale des populations qui y travaillent. Les conditions de travail, pénibles, et assorties du strict minimum d'hygiène et de confort de travail ne sont pas l'expression d'une économie nationale florissante.

Plusieurs atouts sont entre les mains de ces pays, en tout premier lieu une communauté de langue et de mode de vie, toutes choses dont ne bénéficie pas l'union européenne. Ensuite une population jeune, perfectible au plan de l'éducation, susceptible de former, en son sein, les techniciens dont la société a besoin, est une valeur ajoutée.

En tenant compte des errements du passé, pour les corriger, il semble tout à fait possible de potentialiser les données économiques, politiques et humaines des pays de l'isthme.

4.1 Les données de cette nouvelle entité

On se plaît à rappeler l'existence, trop éphémère aux yeux de certains, de la fédération d'Amérique centrale, qui avait permis l'établissement d'un régime démocratique, dans son esprit, inspiré des idées du siècle des Lumières. Celle-ci avait connu des moments qui en avaient fait l'un des modèles de gouvernements, pour le Nouveau Monde.

On sait aussi comment cette fédération avait péri, tragiquement, n'hésitant pas à sacrifier des hommes de valeur, sur l'autel des intérêts particuliers.

Certes, les éléments extérieurs n'avait pas manqué, en particulier cette volonté de diviser pour régner, qui avait été le fait des grandes puissances d'alors. Toutefois il faut reconnaître que ces désirs de division avaient été grandement facilité par la complaisance de certains gouvernants, l'esprit de revanche de certaines classes sociales et, aussi, pour partie, du désir de revanche de l'église catholique, dépossédée de ses biens, par des mesures inspirées certes d'une idée de justice sociale mais dont l'opportunité politique était discutable, en l'état.

Le principal argument des tenants de cette fédération était le fait que sa superficie, sa population et son économie lui auraient permis de devenir une puissance respectable, de par sa dimension, tant géographique qu'humaine. Cet élément était particulièrement vrai à l'époque où les conflits entre nations étaient réglés par des guerres, menées au moyen de ressources humaines essentiellement, le nombre étant un élément décisif.

Sans revenir à des arguments aujourd'hui remis en cause, ne serait ce que par l'évolution des techniques, qui a modifié la traditionnelle relation du faible au fort, dans les

guerres dites asymétriques, lorsqu'elles surviennent, force est de constater que la taille des pays qui composent cette Amérique centrale, des intérêts parfois divergents, une rivalité puisée dans des prétendues vanités nationales, rendent, de toute façon vulnérables, sinon influençables, ces entités.

Il a été vu que cette fédération avait péri par le manque de maturité politique, essentiellement, de ses dirigeants. Ceux-ci avaient été inspirés très largement par les Lumières du XVIIIème siècle français. Il n'est pas toujours possible de mettre en application Rousseau et sa confiance en l'homme bon et raisonnable.

S'il est exact que l'église catholique avait largement bénéficié, et aussi abusé, de sa position pour accroître de manière indécente ses possessions, il était naïf de croire que cette force pouvait être, du jour au lendemain, annihilée par simple décision. Ce sont les jésuites qui, en grande partie, ont été à l'origine de l'indépendance de la capitainerie de Guatemala, et en corollaire de la fédération, ce sont eux qui ont été à l'origine de sa chute. On retrouve l'adage qui proclame que «lorsque les peuples cessent d'admirer ils cessent d'obéir».

A l'heure actuelle le Guatemala n'a progressé en 2010 que de 2,4 % dans son économie alors que l'inflation atteignait 5,5%, la pauvreté touche 52% de la population et les bailleurs de fonds n'ont consenti qu'à des aides financières de 436 millions d'euros, soit seulement le tiers de ce que demandait le gouvernement. Une tentative de réforme fiscale s'est heurtée à l'opposition des chefs d'entreprise. Le groupe américain Ashmore energy international a annoncé un investissement de 517 millions d'euros pour la construction d'une centrale électrique de 300 MW. L'entreprise française, Perenco, d'exploitation pétrolière s'est vue renouveler son contrat d'exploitation dans le Petén, en dépit de l'opposition des écologistes. En revanche son armée a eu un budget de 169 millions de dollars, plus une aide des Etats Unis de un million de dollars, les forces représentant un effectif de 15 000 soldats toutes armes confondues

En ce qui concerne le Salvador la progression économique n'a été que de 1% , une réforme fiscale ayant été passée par l'actuel président Funes ex journaliste et guérillero ; Une demande d'augmentation du salaire minimum, soutenue par l'église catholique, s'est heurtée à l'opposition des chefs d'entreprise ; le fonds monétaire international et la banque interaméricaine de développement ont ouvert une ligne de crédit, la première de 577 millions d'euros, la seconde de 590 millions d'euros, l'armée ayant un budget de 1,1 million de dollars et une aide prévue de 4,8 millions de dollars de la part des Etats-Unis pour un effectif de 15 500 soldats e toutes armes.

Le Honduras a connu un taux de croissance de 2,4% et, après la crise politique, tragique, concernant le président Zelaya, a eu recours à la BID pour un emprunt de 166 millions d'euros, Taiwan s'engageant à prêter 38 millions d'euros. Outre une réforme fiscale il a été opéré des suppressions de postes dans l'administration. L'armée, forte de 12 000 soldats s'est vu allouer un budget de 138 millions de dollars

Le Nicaragua a connu une croissance de 3% mais des problèmes de chômage (9,5%), une coopération économique avec le Venezuela est de toute manière assez floue mais avoisinerait 400 millions de dollars, son armée a eu un budget de 38 millions de dollars pour un effectif de 12 000 soldats.

Le Costa Rica a progressé de 3,8% de nouvelles taxes ont été décidées sur les casinos et les jeux en ligne par la présidente Laura Chinchilla, la hausse des salaires et des pensions ont encore creusé les dépenses publiques. Le Costa Rica ne possède pas d'armée et donc n'a pas de dépense de fonctionnement sur ce chapitre

Le Panama a progressé de 6,2% et le gouvernement du conservateur Ricardo Martinelli a signé des accords fiscaux avec une douzaine de pays pour sortir de la liste noire des paradis fiscaux. Il ne possède pas d'armée.

Le Belize a connu une croissance de 2% et investit dans le tourisme de croisière, la vieille dispute avec le Guatemala, pour un problème de frontière, est en cours de dévolution devant la Cour internationale de justice. L'armée du Belize est symbolique, quelques 200 hommes. Le Belize sert de terrain d'entraînement à la guerre de jungle pour les troupes du SAS britannique.

On ne peut que rester perplexe à la lecture des difficultés économiques qu'engendre le morcèlement en de petits pays, en surface, qui, presque tous connaissent des difficultés économiques et ont pour principal client les Etats Unis, qui peuvent traiter avec eux de manière relativement avantageuse, en dépit de cette dépendance de fait. De même les dépenses militaires, à l'exception du Costa Rica et du Panama, sont extravagantes et, en cas d'une fédération, permettraient de sérieuses économies.

4.2 Une nouvelle fédération est elle viable ?

Il faudrait pour cela mettre fin à des atavismes de supériorité supposée, à ce machisme démodé, qui fait que des pays de deux cents kilomètres de longueur obligent à passer une frontière, avec bien souvent une monnaie différente, des retards dans les formalités de contrôle, qui découragent les entrepreneurs.

La crise économique a obligé certains résidents à chercher une activité aux Etats-Unis, le plus souvent de manière illégale mais tolérée. La guerre d'Irak a fourni pour certains une opportunité de s'engager dans les forces armées des Etats-Unis, bénéficiant ainsi d'avantages, non seulement pour eux-mêmes, mais pour leurs familles, notamment par l'octroi de carte de séjour.

Le poids politique mais également économique que représenterait le regroupement de ces pays en un seul pays, sous la forme d'une fédération, ou de toute autre forme similaire, fruit de l'imagination des juristes, permettrait d'affronter les défis économiques avec plus d'assurance et de poids que cela n'est possible aujourd'hui. Le poids de l'oligarchie se révélera, à la longue, de plus en plus faible, face à l'anonymat des banques, qui décideront, quand il leur plaira, du destin de ces pays épars et sans véritable lien

L'Amérique Centrale, après avoir été colonisée par les Espagnols, découvrant le Nouveau Monde, a dû subir le joug de maîtres venus là, d'abord pour le profit personnel, utilisant, pour ce faire, tous les procédés propres à annihiler l'esprit critique des indigènes.

Sous couvert de la religion des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants furent réduits en esclavage. Le travail forcé, la fureur sexuelle des maîtres sur les plus belles de leurs esclaves, l'anéantissement d'une culture, se firent avec la complicité de l'église catholique. Dans leur suprême habileté les membres du clergé ne condamnèrent pas comme hérésiarques les pratiques MAYA ou NAHUATL, ils les adaptèrent à la religion. La technique déployée, qui fait d'ailleurs toujours ses preuves, est la culpabilisation, par le péché originel et l'autorité absolue du dogme, on ne discute pas c'est ainsi parce que l'on croit.

Le mode de gouvernement des Espagnols n'était rien d'autre que l'administration d'une colonie où les prébendes étaient nombreuses, assurant de confortables revenus. Il était donc nécessaire de s'assurer la sympathie de quelques autochtones en leur distribuant quelques bénéfices ou quelques terres.

L'activité des fonctionnaires détachés dans la colonie se bornait à constituer une fortune, n'hésitant pas pour cela, à voler la couronne. C'est d'ailleurs ce qu'exprimait un député Salvadorien du FMLN, lors d'un voyage officiel, en survolant le Belize et la mer des Caraïbes où de nombreux galions et autres bâtiments gisaient au fond ; les fouilles effectuées par des archéologues sous marins avaient permis de découvrir, dans un double fond du bateau, des lingots d'or soustraits à la couronne d'Espagne, il définissait ceci comme un exemple de sous culture amenée par les colonisateurs.

Les colonisateurs, bien entendu, pour régner, avaient divisé, morcelant la capitainerie du Guatemala en plusieurs provinces, surveillées étroitement, l'armée assurant les tâches de maintien de l'ordre.

Les premiers PROCERES de l'indépendance avaient compris qu'il était nécessaire de créer une fédération pour constituer un pays dont la superficie et la population seraient des arguments pour rendre crédible, sur la scène internationale l'existence de cette nouvelle nation, surgie des profondeurs des idéaux démocratiques. L'enthousiasme et la haute valeur morale de ces hommes étaient le gage d'un avenir heureux. La dure réalité allait faire s'effondrer ce rêve. On ne peut que rester ému en voyant que le premier pavillon de la fédération était constitué de cinq volcans et d'un bonnet phrygien.

La volonté de suprématie, l'orgueil personnel et surtout la cupidité allaient avoir raison de ce rêve. Le Guatemala souffrait de se voir réduit à un rôle qu'il jugeait indigne de sa grandeur passée, les propriétaires terriens craignaient de voir remis en cause leurs privilèges, un chauvinisme de mauvais aloi allait amener des guerres fratricides, affaiblissant chaque fois chacun des pays, sans vainqueur ni vaincu.

Très vite allait apparaître un dangereux prédateur, les Etats-Unis, inquiets de voir ce qu'ils considéraient comme leur arrière cour, sujette à la mauvaise volonté et à des velléités de nationalisme. La dépendance économique, l'occupation militaire, les dictateurs des républiques dits « bananières », allaient montrer qui était vraiment le maître.

La guerre froide allait encore accentuer la pression, par crainte de voir l'exemple de Cuba devenir le virus tellement craint. De simples mesures équitables passeront comme la volonté d'un idéal marxiste, un bain de sang sera le moyen de couper court à toute tentation en ce domaine. A l'apogée de la guerre froide, lors des années 80, les comptes seront réglés par pays interposés : le Nicaragua, le Salvador et le Guatemala verront s'affronter les tenants de 'un et de l'autre système politique, par URSS et Cuba interposés d'un côté et par Etats-Unis, ouvertement impliqués, de l'autre.

C'est d'ailleurs la fin de la guerre froide qui permettra la fin de conflits dans l'isthme.

Après quelques années de répit les Etats-Unis reviendront en force, par une emprise économique sans précédent et surtout l'arme absolue : le nombre d'émigrants illégaux sur la situation desquels on ferme les yeux, qui ramènent les devises indispensables à la vie économique de leurs pays, matériel de chantage, qui peuvent à tout moment être expulsés.

Les Etats-Unis seront les premiers dans les zones franches, exempts d'impôts, bénéficiant d'une main d'œuvre à bas prix, bientôt suivis des Chinois de Tai Wan et des

Coréens du Sud. Le rêve américain est toujours d'actualité, l'émigration le véritable accès à une promotion social.

L'oligarchie est le véritable maître du pouvoir même si tous les pays de l'isthme ont aujourd'hui un président élu, qui n'a pas de réels pouvoirs face à la puissance de l'argent.

La situation sociale est explosive et maintenue acceptable par quelques rares mesures de compensation mais le mécontentement demeure. Un nationalisme, parfois étroit, existe, face à la mondialisation, les Etats-Unis fascinent et font l'objet en même temps de repoussoir, par l'absence de valeurs morales, selon les critères de la morale catholique.

Les risques de coup d'état militaires sont réduits, l'armée, dans les pays ayant connu la guerre civile, ayant été fortement réduite et cantonnée aux tâches de défense pure et de défense civile, cette dernière accomplie à la grande satisfaction des citoyens lors des catastrophes naturelles ayant affecté certains pays de l'isthme (tremblement de terre de 201 à San Salvador).

L'une des innovations a été la création d'une police civile dans tous les pays, par réaction à l'existence, autrefois de corps militaires qui remplissaient cette fonction. Le recrutement a été basé sur le postulat d'une représentation de la société. Les pays ayant connu des conflits ont recruté par tiers : un tiers d'anciens militaires, un tiers d'anciens guérilleros, un tiers à l'extérieur. Les hauts grades ont été recrutés parmi des gens possédant un niveau d'éducation suffisant. En revanche le corps d'exécution a été lui recruté parfois dans les zones rurales, parmi des gens avec peu ou pas d'éducation à qui, après une brève formation on a confié un uniforme, une arme et surtout un pouvoir, toutes choses auxquelles ils n'étaient pas préparés. Dès les premières années des manquements et des comportements inadmissibles ont été déplorés. En 2000 le directeur général de la police salvadorienne a dû créer une commission d'épuration qui s'est débarrassée de quelque 2000 personnes soit près de 10% du corps ; les faits reprochés allaient, pour les plus innocents, de la perception directe d'amendes fantaisistes et vols, agressions sur les personnes, pour les plus inquiétants des complicités dans des enlèvements et les assassinats. D'autres faits similaires ont été constatés dans d'autres pays de la zone.

Les critères démocratiques sont, dans leur principe, appliqués par les juridictions de jugement qui prévoient les droits de la défense et la publicité des débats ; toutefois le niveau social est souvent déterminant et le plus ou moins grand talent des avocats est fonction de leurs honoraires.

Les fonctionnaires et les petits employés survivent avec de très faibles rémunérations et ont recours à plusieurs activités professionnelles.

En 2004 le gouvernement du Panama a entamé une opération « séduction » auprès des investisseurs potentiels, par le biais d'alléchantes propositions fiscales.

Il paraît évident que le Costa Rica est le modèle politique vers lequel les autres pays de l'isthme doivent tendre. Il est également vrai que ce pays n'a jamais connu la présence, sur son territoire, de troupes étrangères.

Le Salvador, le Nicaragua et le Guatemala doivent s'assurer de ce que l'opposition politique joue un rôle dans le processus décisionnel et dans la vie quotidienne.

L'Amérique Centrale demeure fragile Les désastres naturels, une activité militaire étrangère et, dans certains pays comme le Guatemala, la haine raciale, demeurent préoccupants

Toutefois l'actualité permet de recueillir des sujets de satisfaction. L'ouragan MITCH, qui a frappé le Honduras, n'a pas pour autant donné lieu à un coup d'état militaire, profitant de la situation de catastrophe, le tremblement de terre du 13 janvier 2001 à San Salvador, a, bien au contraire, rapproché l'Armée de sa population, par l'implication des soldats, sous officiers et officiers, ainsi que des médecins militaires qui, sur le terrain, ont fait la preuve de leur compétence et de leur dévouement.

Le gouvernement civil est la règle dans tous les pays de l'Amérique Centrale, qui revendique sa spécificité, face à l'invasion des produits en provenance des Etats-Unis et du mode de vie de ce pays.

Il semble, à la lumière des catastrophes qui ont affecté les divers pays de l'Amérique Centrale, et notamment le Salvador, lors des tremblements de terre de 2001, que la classe possédante ait pris conscience de ses devoirs, vis-à-vis des populations moins favorisées

La relation vis à vis des Etats-Unis est ambiguë. Il s'agit d'une admiration pour le niveau de vie du puissant voisin du nord, assortie d'un rejet pour son absence de valeurs, en particulier celles de charité et de pardon propres à la religion catholique et celles liées à la liberté de mœurs, jugée excessive.

Une admiration pour l'Europe est très perceptible, pour ce qui touche à la culture. Les cours de langue française sont très prisés des classes aisées qui y voient un modèle d'humanisme. Il va sans dire que ce qui touche à la mode ou à la parfumerie est par principe français, pour les gens qui en ont les moyens économiques.

La démocratie a besoin de la vigilance d'une presse indépendante, ce qui est le cas pour l'ensemble des pays de la zone, ainsi que de réalisations dans le domaine social, ce qui lui fait le plus défaut.

Tous ces faits militent en faveur d'une entité qui pourrait réunir toutes ces idiosyncrasies vers un mieux être, une meilleure reconnaissance d'un fait latino américain en lieu et place d'une imitation servile.

Le principal avantage dont bénéficient tous ces pays de l'Amérique Centrale est triple : une histoire, une langue et une religion communes. Quand on connaît les difficultés, qu'aujourd'hui encore, rencontre l'Europe, en raison de la diversité de langues, de cultures, d'histoire, pour parvenir à certains accords, nul doute que l'Amérique Centrale part avec de nombreux atouts pour réaliser une unité politique économique et sociale.

Si nous faisons une comparaison avec l'union européenne nous voyons combien il a été difficile d'arriver à un rassemblement de pays qui, pourtant ont eu une histoire commune, heurtée, faite essentiellement de guerres depuis le Moyen Age jusqu'au milieu du vingtième siècle, en compétition permanente sur le plan économique.

Il a fallu pour cela vaincre des rancunes, tout d'abord, avec notre voisin immédiat l'Allemagne, notre ennemi au cours de trois guerres successives, puis la Grande Bretagne, notre ennemi héréditaire. Là encore les vexations personnelles ont pris le pas sur la raison puisque le président d'alors, le général De Gaulle, refusait systématiquement l'intégration de celle-ci dans ce qui était alors le Marché Commun, en raison de sa mise en minorité, pendant la deuxième guerre mondiale, à Londres. Ce n'est qu'après de longues et difficiles tractations qu'un consensus a pu être difficilement mis sur pied pour accueillir des candidats à l'accession, les conditions s'étant durcies, tout récemment, en raison de comportements particuliers, liés aux idiosyncrasies de certains pays membres, tout au moins de certaines de leurs populations.

A la base le problème est venu d'une différence de culture, de langue, de religion ; Sur ce dernier point, quoi qu'on en dise, c'est cet aspect qui rejette la candidature de la Turquie. Quant à l'économie il se dessine une différence, de plus en plus marquée dans les faits, entre

l'Europe du nord, prospère, stable, et l'Europe du sud, sujette à tous les trafics et aux comportements suspects.

L'avantage d'une fédération des Etats de l'Amérique centrale serait précisément d'éviter cet écueil de la langue, qui entraîne des coûts irraisonnés en traduction pour la moindre directive, et de bénéficier de modes de vie relativement proches en ce qui concerne les valeurs (famille, religion).

En matière de territoire ce serait donc une superficie de 522 000 Kilomètres carrés soit un peu moins d'un tiers de son voisin du nord, le Mexique, qui compte 1.972 550 kilomètres carrés, sa population de 40 000 000 d'habitants serait également le tiers de celle du Mexique qui est de 112 336 500 habitants. Le Mexique est lui même un Etat fédéral à l'instar des Etats Unis. Il y aurait donc du Nord au Sud jusqu'à la jonction des deux Amériques trois Etats fédéraux.

4.3 L'organisation politique de cette nouvelle fédération

4.3.1 Le gouvernement

Comment pourrait être organisé cette fédération. Il semble indispensable au plan gouvernemental que soient des ministères fédéraux ceux de la Justice, de la Défense et des Finances, qui assureraient la cohérence de la politique fédérale

En ce qui concerne le ministère de l'intérieur il pourrait exister un Office fédéral mais chaque pays de la fédération pourrait conserver son ministère de l'intérieur, du moment que sa politique ne contrarierait pas la politique générale définie au niveau de la fédération. En effet chaque pays présente des particularités auxquelles doit répondre l'entité en charge de la paix publique.

Les autres ministères pourraient avoir à la fois un Office fédéral définissant les grandes lignes de la politique, placé au niveau fédéral, et des ministères dans chaque pays chargés de l'application de la politique générale.

Les ministères qui devraient être créés seraient :

- un ministère de l'économie et de l'industrie pour harmoniser l'activité économique et favoriser l'utilisation des ressources ;
- un ministère du travail et des affaires sociales
- un ministère de l'éducation et de la recherche, pour l'enseignement primaire, secondaire et supérieur ;
- un ministère des transports, des travaux publics et de l'urbanisme ;
- un ministère de la famille, des personnes âgées et de la jeunesse ;
- un ministère de l'agriculture et de l'alimentation
- un ministère de l'environnement

Il faudrait, idéalement, faire des campagnes d'information afin de sensibiliser les citoyens à l'appartenance à une société qui implique des devoirs en contrepartie des droits garantis, ce qui est probablement la chose la plus difficile au monde.

Le ministère des finances devrait publier son budget et rendre des comptes aux citoyens sur l'emploi des deniers publics. La levée de l'impôt sur des bases équitables serait la première des nécessités pour rendre crédible toute l'entreprise.

Le président de cette fédération devrait être élu au suffrage universel et nommer les ministres fédéraux. Dans chaque pays, le président continuerait à nommer les ministres de son cabinet.

L'équilibre à trouver sera celui d'un respect de la souveraineté nationale avec les exigences d'une politique générale, problème qui en Europe est toujours d'actualité.

Enfin un fonds de secours devrait être constitué pour venir en aide aux populations sinistrées, lors de catastrophes naturelles et pour répondre à des situations extrêmes de dénuement, au sein des populations les plus défavorisées.

Il apparaît essentiel que les politiques générales en ce domaine soient harmonisées, chaque Etat pouvant harmoniser ou adapter, selon ses propres nécessités, les textes. Il

en est ainsi dans notre système législatif français de la loi et du règlement, le règlement pouvant aménager la loi du moment qu'il ne lui est pas contraire. Il s'ensuit une hiérarchie des textes.

Les autres ministères pourraient être décentralisés au niveau du pays, on pense notamment au ministère de la culture, du transport, de l'instruction publique, de l'aide sociale. Cette approche aurait le mérite de respecter une forme de démocratie pour permettre, selon les besoins et les particularités locales, d'adapter les mesures aux besoins précis, ceux-ci pouvant différer d'un pays à l'autre.

La liberté de conscience devrait être la règle mais se heurtera inéluctablement à l'église catholique, donc, devant un tel risque de désorientation des populations il serait souhaitable de convenir d'un concordat, à l'instar de qui existe dans certains pays comme la Pologne actuelle.

Il serait aussi possible de créer des commissions selon les domaines de compétence qui pourraient prendre en compte ce qui est actuellement dévolu au Parlement de l'Amérique centrale. En particulier des commissions relatives à la protection de l'environnement, dont déjà d'heureuses initiatives ont été prises, en particulier au Costa Rica où l'île de Coco est interdite à la présence humaine pour sauvegarder la faune et la flore.

Il faut aussi un contre pouvoir constitué en un parlement fédéral, qui pourrait être bicaméral.

4.3.2 Le Parlement

En raison des différences de peuplement il faudrait que le parlement fédéral soit doté de deux chambres.

Une assemblée nationale avec des députés, élus au suffrage universel, à proportion de la population et un sénat, avec des représentants en nombre fixe de chacun des pays, garantirait une représentation équitable.

Le parlement connaîtrait des propositions et projets de lois fédérales qui s'imposeraient dans l'ensemble de la fédération, donnant un président de la fédération un droit de veto à la condition d'obtenir les trois cinquièmes des voix en sa faveur. Le parlement connaîtrait aussi des engagements internationaux et ratifierait les traités avec les puissances étrangères.

Les partis politiques joueraient un rôle de garant de l'expression des idées, le suffrage à la proportionnelle serait le mieux adapté à une représentation.

Le parlement serait appelé à élire les magistrats qui composeraient la cour suprême fédérale, garante de l'application du droit et instance de dernier recours.

En cas de conflit le parlement approuverait la décision d'engager la force armée.

Son activité serait l'expression de la volonté populaire.

4.4 Les organes de la paix publique dans la fédération

4.4.1a Police et services de sécurité

Les forces de sécurité, si elles sont de la responsabilité des autorités de chaque pays, en ce qui concerne le maintien de la tranquillité publique, pourraient être aussi coordonnées et être réunies, pour partie, en une force fédérale, à l'imitation des Etats-Unis, pour ce qui ressortit à la criminalité transnationale. Il y aurait donc des Offices chargés de lutter contre les fléaux les plus graves à l'heure actuelle, à savoir le trafic de stupéfiants, le trafic d'êtres humains, le terrorisme et, d'une manière générale, la criminalité transnationale. Ces forces pourraient acquérir, dès leur formation initiale, des pratiques similaires, qu'elles développeraient au cours d'une formation continue et surtout à l'occasion d'opérations communes. Il serait alors créé une base de données exploitables par tous, pour le plus grand profit général. De plus il serait utile de ne pas cloisonner les dites forces, en fonction du prétendu besoin d'en connaître, qui vise à ne communiquer qu'une partie des informations que l'on détient, pour faire travailler horizontalement l'ensemble de celles-ci. Bien entendu des critères de sélection, sévères notamment en ce qui concerne la probité, seraient établis pour le recrutement et tout au long de la carrière.

En ce domaine on pourrait tirer profit de l'existant au niveau local. Le Guatemala et le Salvador, qui ont connu des guerres civiles, ont dû recomposer leur société et faire vivre ensemble d'anciens belligérants. Le Salvador a supprimé ses polices militaires qui étaient la garde nationale et la police fiscale, pour les remplacer par une police nationale civile, recrutée parmi les citoyens mais dont l'encadrement a été réparti entre anciens responsables militaires et anciens guérilleros. Le Guatemala disposait, pour le renseignement, d'une force militaire qui constituait l'Etat major présidentiel. Ce dernier s'était rendu coupables de véritables crimes de guerre et sa dissolution a été prononcée. Ne pouvant se passer d'un tel service il a été procédé à un recrutement parmi les jeunes bacheliers. Ceux-ci après une série de tests d'aptitude sont admis à un centre de formation qui fonctionne en partenariat avec l'université. Les jeunes gens ont un enseignement académique, dans une matière qui peut être technique, littéraire, juridique, en même temps que leur formation professionnelle, qui comprend des matières intellectuelles ainsi qu'une formation militaire. Au terme de leur formation les aspirants doivent dix années à l'Etat et peuvent soit poursuivre leur carrière soit être reversés dans le civil, avec des mesures d'accompagnement pour la recherche d'un travail. Le centre de formation dispose, en son Etat major de deux professeurs de lettres, un historien, deux professeurs de droit, détachés de l'université pour la formation initiale, ainsi que de quatre jeunes capitaines pour la formation militaire.

La protection de l'intégrité du territoire, la détection de la menace rendent indispensable l'existence de services de renseignements. Ceux-ci devraient être, autant que possible, de nature civile, pour ne pas être tributaire du sentiment d'appartenance à telle ou telle arme. Il n'empêcherait pas que des experts militaires soient placés en leur sein, pour établir notamment ce qu'il est convenu d'appeler l'ordre de bataille, c'est-à-dire le recensement des forces adverses ou supposées adverses, afin d'ajuster le potentiel défensif ou le déployer en regard de la menace. L'analyse politique, économique et sociale des autres pays et de leur intérêt, en quelque terme que ce soit, vis-à-vis de la fédération, serait le motif d'une veille stratégique. Le recrutement de leurs membres devrait se faire au sein des universités et des grandes écoles ou, selon le modèle du Guatemala, dès l'entrée à l'université. Il faudrait implanter le siège au niveau fédéral avec des antennes dans chaque pays.

Le recrutement des forces de police devrait se faire sur la base de concours, à partir de pré requis pour y participer, selon le corps : exécution, commandement, conception et

direction. Par la suite une formation initiale, assortie de stage et mise en situation, avec évaluation du comportement, serait indispensable avant de prononcer la titularisation. Une formation continue se révèle indispensable compte tenu de l'évolution des techniques, en particulier en ce qui concerne la police scientifique, aux fins de donner à l'enquêteur de terrain les réflexes lui permettant, notamment en matière criminelle, de ne pas perdre un élément d'enquête au cours de ses constatations. Des rencontres internationales sont indispensables afin de se tenir au courant des nouvelles techniques ; Les polices de ces pays sont d'ailleurs déjà en contact avec les polices des Etats-Unis et des pays d'Europe à l'occasion d'échanges bi et multilatéraux.

4.4.2 La justice

En ce qui concerne la justice il serait souhaitable de faire un distinguo entre la justice pénale, civile, et la justice administrative, cette dernière notion étant ignorée dans les pays de droit anglo saxon et dans les pays hispaniques.

Pour ce qui est de la justice pénale il est possible d'adopter, comme la plupart des Etats du monde, un système accusatoire dans lequel on fait l'économie du juge d'instruction. De plus en plus cette institution est battue en brèche, même en France où elle est le plus enraciné. Le juge d'instruction, censé faire la lumière sur les faits, est tributaire des services d'enquête, généralement la Police, ou, lorsque cela existe, la Gendarmerie (qui n'existe plus dans les pays d'Amérique Centrale). Il est fait appel à lui dans un très petit pourcentage de dossiers, certes les plus graves, puisqu'il s'agit de délits punis d'emprisonnement ou de faits qualifiés crimes. On peut amplement lui substituer un accusateur, qu'il soit magistrat du Parquet ou avocat de l'accusation, qui joue à armes égales, en ce qui concerne les pouvoirs, avec l'avocat de la défense, et vice versa. Le juge, à ce moment là, faisant le tri juge si les faits sont juridiquement établis et s'en remet au jury pour ce qui est de la décision de culpabilité ou non culpabilité, le quantum de la peine lui appartenant. Cependant, pour obvier aux défauts du système, tel qu'on peut le reprocher aux Etats-Unis, il faut permettre l'accès à la défense à tous les citoyens, quel que soit leur niveau de fortune. Il faut également garantir l'indépendance des magistrats qui doivent être nommés et non pas élus. L'élection des magistrats entraîne des dérives, notamment face à une opinion publique qu'il faut satisfaire. Il n'est rien de plus dangereux que de légiférer pour l'opinion publique.

Il faudrait instituer des instances d'appel, une cour par tribunal, un tribunal par pays, à la capitale, semble suffisant. Les juges d'appel devant être pris sur une liste d'aptitude en fonction de critères d'expérience. Enfin la Cour suprême serait la cour fédérale, jugeant de la forme et du fonds. Composée de magistrats indépendants, ceux-ci seraient au nombre de neuf trois choisis par le président de la fédération, trois par le sénat, trois par l'assemblée nationale.

Une nouvelle notion à introduire serait celle de la justice administrative, pour connaître des litiges entre l'administration et les particuliers. Cette notion est tout à fait innovante car tout à fait étrangère jusque là aux rapports entre le pouvoir et les particuliers. Elle est une émanation du Consulat et fait le succès de notre système administratif. On pourrait donc concevoir un système de justice administrative avec un premier degré de juridiction au niveau du pays, calqué sur notre tribunal administratif et l'équivalent de notre Conseil d'Etat au niveau fédéral, qui connaîtrait des litiges intentés par le particulier, face à la puissance administrative. Ce serait le stade ultime de la démocratie. Le recrutement des magistrats se ferait sur la base de concours parmi des juristes. Pour encore plus de garantie il pourrait être institué un tribunal des conflits, comme ce qui existe déjà en France, composé de trois magistrats judiciaires et trois magistrats administratifs, chargés d'attribuer à la justice administrative ou à la justice judiciaire, en fonction du litige appelé.

En ce qui concerne le recrutement des magistrats il faudrait créer une école de la magistrature, à l'instar de ce qui existe en France, pour permettre une formation de juristes spécialisés, ce qui semble plus en phase avec la modernité. Le système anglo saxon qui recrute ses magistrats parmi les avocats les plus expérimentés correspond plutôt à la société qui applique un droit où la jurisprudence joue un rôle plus éminent que les textes formels.

Même s'il existe un équivalent de notre Cour des comptes qui, comme chacun sait juge des comptes et non des comptables (c'est la Cour de discipline budgétaire qui s'en charge) il serait souhaitable qu'il existât une juridiction du même ordre mais qui tout à la fois jugerait des comptes, donnerait des instructions, condamnerait éventuellement les auteurs. Cette juridiction, pour être indépendante, devrait se situer au niveau fédéral. Bien entendu les juges devraient bénéficier de l'indépendance absolue. Cette cour examinerait les comptes publics et formulerait les réflexions adéquates.

De même on pourrait s'inspirer de la pratique nordique de l'ombudsman, le médiateur norvégien, pour désamorcer les conflits avant qu'ils n'arrivent devant un litige, en misant sur la bonne volonté réciproque des parties en cause.

La participation de syndicats est bien entendu indispensable, en tant que partenaires, de même que les organisations de défense. Il serait toutefois prudent de ne pas tomber dans des erreurs commises en d'autres circonstances en donnant plus de pouvoir que nécessaire. A l'usage il n'apparaît pas toujours une bonne chose que des associations puissent déclencher l'action publique, comme cela existe dans certains pays. Celle-ci devrait demeurer entre les mains des magistrats du Parquet. La constitution de partie civile, sous une autre forme que celle qui existe dans les systèmes avec magistrat instructeurs, devrait subsister sauf à être appréciée, dans son bien fondé, pour éviter les abus.

Enfin la liberté de la presse est indispensable pour permettre la libre expression des opinions, sous la réserve de l'excès, notamment dans la diffamation. Il serait prudent que la loi s'inquiète du droit des particuliers et que ceux-ci lorsqu'ils sont véritablement victimes puissent être assistés juridiquement, pour faire valoir leurs droits, et non livrés à une armée de défenseurs usant de manœuvres dilatoires. C'est, trop souvent, dans des affrontements que des attitudes extrêmes ont été observées, et la presse, si elle est libre, n'est pas au dessus des lois.

L'écueil est immédiatement visible, d'autant plus évident que nous sommes en pays latin, c'est celui de l'abandon volontaire d'une part de souveraineté. C'est l'écueil actuel dans l'union européenne, même si celle-ci n'est pas vraiment, en droit, une fédération puisqu'elle laisse les Etats membres légiférer dans le domaine de la défense, de la politique étrangère (en France domaines réservés du chef de l'Etat), de la justice et des taxes. On en voit tout de suite les effets quand il s'agit de faire effectuer une décision de justice entre Etats membres, y compris dans le domaine du terrorisme, qui pourtant affecte toute la communauté.

C'est justement pour cette raison qu'il faut être innovateur et faire ressortir le sens de l'intérêt collectif, qui n'est presque jamais la somme des intérêts particuliers.

C'est pour cette même raison que le peuple doit pouvoir compter sur des organismes de contrôle et de régulation, indépendants du pouvoir.

La précédente fédération des Etats d'Amérique centrale avait vu un rêve se réaliser, elle a chuté en raison des appétits individuels. Si le niveau de culture des élites avait été suffisant il y aurait eu, peut être, un meilleur sens du collectif qui aurait épargné des guerres civiles.

Au plan économique il serait souhaitable de mettre en commun les ressources de chaque pays, par exemple améliorer l'exploitation des gisements du sous sol au Nicaragua, pour permettre d'être compétitif sur le marché, améliorer l'irrigation pour la production agricole, mais surtout défendre ses droits dans le traité de libre commerce avec les Etats Unis, ce qui serait beaucoup plus facile au niveau d'une fédération qu'actuellement au niveau de chaque Etat.

Il faudrait mettre fin aux contrats léonins qui accablent et appauvrissent en fin de compte la majorité de la population au profit d'une oligarchie, qui semble se reproduire comme par le fait d'une parthénogénèse.

En ce qui concerne l'activité bancaire la création d'une banque fédérale permettrait de réguler les taux des emprunts et faciliterait les prêts aux personnes bénéficiant de ressources limitées. La monnaie unique, beaucoup plus facile pour les transactions, pourrait demeurer le dollar.

Le plus grand fléau de l'Amérique centrale, à savoir la criminalité organisée, aurait besoin de l'implication de toutes les forces vives de la fédération. L'action devrait se développer en amont, par une éducation accessible à toutes les classes sociales, permettant une insertion au sein de la société, avec une autonomie économique. Toutefois il ne devrait pas être laissé un libre choix d'accès à cette éducation, elle devrait être rendue obligatoire, au même titre qu'est d'ailleurs rendu obligatoire, le vote lors des élections, sous peine d'amende pour les défailants. Cette prévention limiterait, pour une grande part, la tentation d'aller rejoindre une société, pour y trouver protection et valorisation de soi. La politique de la famille devrait être développée comme il se doit, avec des organismes d'Etat, chargés de s'assurer de la santé physique et morale des enfants et des adolescents.

L'une des manières d'aborder la lutte contre les activités criminelles les plus graves, serait de développer le contrôle des activités bancaires, en particulier les vérifications des

enrichissements sans cause, n'en déplaie aux défenseurs à tout crin des « libertés ». Il s'agit de la plus grande difficulté dans ce domaine de la procédure pénale. Il n'est pas un pays au monde qui ne se heurte à la volonté délibérée de mettre obstacle aux regards, jugés indiscrets, de la justice ou des organismes régaliens, vis-à-vis des situations de fortune. La lutte contre le trafic de stupéfiants, si l'on espère avoir une chance d'y porter de sérieux coups, passe par là. Il est inutile de rêver cette industrie criminelle sera impossible à éradiquer tant qu'elle générera des profits qui sont de l'ordre de budgets des plus grands Etats de la planète. En revanche la criminalité musculaire, celle des enlèvements et extorsions par la force, peut être combattue par le renseignement obtenu, des interventions, rapides, brutales si nécessaires, qui ne doivent laisser aucun doute quant à la certitude d'une répression ciblée mais impitoyable. Une force fédérale, spécifiquement entraînée, est de nécessité. Elle doit être autonome et ne pas dépendre des Etats-Unis. Cet affranchissement de la tutelle du voisin du nord commence par des actions de prise en main par le pays de ses propres problèmes. L'affirmation de sa souveraineté doit être un principe constant.

La lutte contre la corruption, notamment des agents publics, est psychologiquement indispensable pour affirmer l'identité et pour permettre le respect des autres pays. Pour cela un corps d'inspection et des juridictions adaptées sont nécessaires, afin de prononcer des sanctions ayant valeur d'exemple.

4.5. La force armée

La force armée pourrait être rassemblée en une force fédérale avec une potentialisation des moyens.

Par exemple les pays qui disposent d'une plus grande étendue côtière pourraient être mis à contribution pour la création d'une force navale, susceptible d'intervenir le long du littoral, les autres pays fournissant, à proportion de leurs moyens, la force aérienne et les forces terrestres.

Actuellement chaque pays possède une armée destinée à défendre ses frontières mais qui pourrait devenir une partie de l'armée fédérale.

Déjà plusieurs pays ont participé à des théâtres d'opérations extérieurs et ont fait la preuve de leur valeur combattante. C'est le cas pour la Nicaragua et pour le Salvador, ce dernier pays étant, dans la poche de Fallujah, en Irak, placé sous le commandement polonais pour participer aux actions de réponse aux attaques, durant la guerre du Golfe.

L'équipement de ces forces, jusqu'à présent, est constitué des surplus de l'armée des Etats-Unis et sont souvent obsolètes : camions Kaiser, équipement individuel d'occasion. Un budget fédéral adéquat permettrait de disposer d'une armée composée de professionnels entraînés et aptes à faire face aux impératifs de la guerre moderne.

Le Honduras, jusqu'à ce qu'il ne commette ce qui est passé pour un impair diplomatique, la reconnaissance de la Palestine aux Nations Unies, s'approvisionnait en fusils Galil et Tovar auprès de l'industrie de l'armement israélienne.

Chaque pays tend à justifier ce réarmement, ainsi que la place prise par les militaires à nouveau, de manière insidieuse, par la nécessité de lutter contre le trafic de stupéfiants et la criminalité organisée, tâches qui, normalement, sont dévolues aux forces de Police.

Si l'on examine les routes des narcotrafiquants on se rend compte que l'Amérique centrale est le point de passage obligée, prise en tenaille qu'elle est par la Colombie et le Mexique, qui sont devenus de fait des narco Etats. Il est donc normal que le narco trafic soit l'activité criminelle la plus répandue avec la criminalité connexe qui en résulte, telle que règlements de compte, exécutions de témoins, menaces contre les membres de la famille des complices, au cas où une arrestation interviendrait.



Carte N°13 des routes du narco trafic en Amérique latine

C'est d'ailleurs cette explosion du narco trafic et même de la criminalité tout court qui a ramené les militaires sur les devants de la scène, au Salvador, au Guatemala et au Honduras. Les gouvernements de ces pays ont allégué que les forces de Police ne pouvaient, à elles seules, endiguer le trafic de stupéfiants. Ce sont le manque d'effectifs et de moyens qui sont mis en avant. C'est pourquoi le ministre de la défense du Honduras utilise ses forces pour les patrouilles en ville. Le président du Salvador, Mauricio FUNES, pourtant de gauche, puisque membre du front de libération Farabundo Martí, a lui-même baissé les bras et admis que la force armée puisse agir dans le domaine de la lutte anticriminelle. Son ministre de la justice est d'ailleurs un ancien général qui a consenti, pour l'occasion, à troquer l'uniforme contre le complet veston. Au Guatemala c'est le président de la république, le général Otto Pérez Molina, qui a pris les choses en main, prenant en outre le portefeuille de ministre de la défense et utilisant la force armée contre la délinquance organisée. Il excipe, et il n'a peut être

pas tort sur ce point, que le Guatemala constitue une voie de communication pour le Mexique tout proche, qu'il dit entièrement aux mains des narcos, et prétend qu'il en va de la défense du territoire. L'ennui est que, peut être, un jour, les jugements ne seront plus rendus par la justice civile mais par la justice militaire. Il ne fera d'ailleurs qu'imiter ce qu'ont fait les Etats-Unis, en instituant le Patriot act, en gros l'état de siège de nos généraux du XIXème siècle, permettant à l'autorité militaire de connaître des faits qui, normalement, ressortissent aux autorités civiles. En corollaire des Guantanamo et des détentions possibles, sans l'ordre d'un magistrat.

Il est donc nécessaire que l'armée soit placée, au plus haut niveau sous le contrôle politique de l'autorité civile, le militaire n'étant qu'un technicien qui ne doit jamais s'investir de l'autorité politique.

Une armée, au niveau fédéral, ne devrait servir qu'à la défense du territoire et aux missions ressortissant à la lutte contre le terrorisme, l'ingérence et à la défense des frontières. Sa participation comme force de défense civile doit être strictement règlementée afin de ne pas autoriser de débordements, y compris avec les meilleures intentions.

La potentialisation des forces armées, actuellement, formerait une force conséquente.

A l'heure actuelle en cumulant les effectifs de chaque pays la force armée serait de :

Tableau N 16 des forces militaires en Amérique centrale

	Forces d'active	Armée de terre	Marine	Armée de l'air	avions
Guatemala	15 212	13 444	897	871	9
Honduras	12 000	8300	1400	2300	16
Salvador	15 500	13 850	700	771	14
Nicaragua	12 000	10 000	800	1200	NC
Costa Rica	néant				
Panama	néant				

source le Monde bilan géostratégique 2011

Un constat est celui du Honduras qui possède le plus grand nombre d'avions de guerre et de loin l'armée de l'air la plus étoffée, par rapport aux autres pays de la zone.

Le dernier engagement de ses forces, en 1969, face au Salvador, lors de la dénommée guerre du football n'a pas convaincu.

Le Salvador, en dépit de l'exiguïté de son territoire et des restrictions imposées, à la suite des accords de paix de 1992, mettant fin à la guerre civile, dispose du plus grand nombre d'effectifs et du deuxième plus grand nombre d'avions.

La fédération pourrait procéder à un rééquilibrage des forces et permettre de consacrer ainsi la part consacrée au budget militaire à d'autres urgences.

4.6. Une ressource humaine importante

L'isthme à la fin du millénaire a connu de profonds changements culturels et de nouveaux acteurs sociaux sont apparus.

Les transformations ont comme toile de fond commune les défis constitués par l'intégration d'un monde globalisé, avec la volonté de consolider la démocratie et de lutter contre la pauvreté et l'inégalité sociale.

Les syndicats ont joué un rôle de premier plan dans l'histoire sociale et la politique contemporaines de l'Amérique Centrale.

Ils ont été les protagonistes, en première ligne, dans la lutte pour la conquête des droits civils, politiques et sociaux. A partir des années 50, en particulier, ils ont joué un rôle essentiel en même temps que débutait la modernisation économique, sociale, politique et institutionnelle des pays de la région.

Le triomphe de la révolution sandiniste en 1979 marque une étape dans l'histoire des syndicats de l'isthme et dans d'autres organisations du mouvement populaire qui datent de la décennie 60 et 70, telles que les organisations de paysans et de villageois.

Dans le cas du Nicaragua l'analyse du triomphe de la révolution sandiniste est fondamentale pour comprendre le développement considérable et l'audience acquise auprès des organisations populaires alliées au front sandiniste de libération nationale, qui fut au gouvernement du pays. ce fut le cas pour la Centrale sandiniste des travailleurs (CST), qui réunissait des ouvriers de l'industrie et des employés d'état. C'est aussi ce qui se produisit avec l'Association Nationale des agriculteurs et éleveurs, qui groupait des petits et moyens

producteurs de l'agriculture ainsi que des comités de défense sandinistes qui organisaient territorialement les populations urbaines. Ces organisations agissent comme une espèce de courroie de transmission des directives émanées par le front sandiniste de libération nationale.

On peut dire à peu près la même chose du Salvador. Le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) rechercha l'unité de ces organisations ouvrières et paysannes, au sein desquelles il avait de l'influence, pour qu'elles agissent comme une espèce de bras social du front. Le fruit de tous ces efforts fut la création de l'Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS) et l'union nationale ouvrière paysanne (UNOC). Ces deux organisations, créées en 1986, se rassemblèrent en 1990 pour créer l'inter coopérative, un des efforts d'unification des plus ambitieux de la part des travailleurs Salvadoriens.

Les noyaux guérilleros guatémaltèques et les forces de gauche organisées de ce pays, en général, tentèrent d'inciter, dans une moindre dimension que le FSLN ou le FMLN, d'importantes organisations dans leur pays, telles que l'Unité d'action syndicale et populaire (UASP) et le Conseil unitaire des travailleurs (CNUT).

Dans les autres pays de l'isthme, également, se développèrent, dans le même temps, d'importants groupements politiques et il se fit une certaine polarisation entre les noyaux du mouvement populaire qui se mobilisèrent, par solidarité, avec les révolutionnaires du Nicaragua, du Salvador et du Guatemala. Ces diverses organisations, pour la plupart liées à l'Organisation régionale interaméricaine des travailleurs (ORIT), à l'institut américain pour le développement du syndicat libre (IADSL) ou au mouvement social chrétien, essayèrent plusieurs politiques de rapprochement avec leurs gouvernements respectifs pour contribuer à neutraliser, par le biais de l'isolement relatif, le radicalisme de ceux identifiés avec la lutte révolutionnaire dans la zone. Dans certains pays cette combinaison de radicalisme, d'isolement relatif et de persécution politique conduisit hémorragie au sein du mouvement populaire de la région, qui dut assister à l'assassinat et à la disparition de certains de ses cadres les plus expérimentés.

Il faut reconnaître que, malgré le tournant pris par l'ORIT vers les positions social démocrates au début des années 80, dans la pratique, les syndicats qui lui étaient affiliés, dans la région, furent appelés à la modération et à éviter des gênes et des interactions avec les syndicats les plus ouvertement influencés par les rassemblements armés ou par la gauche organisée, de manière générale. Après les années de radicalisme politique, en divers pays de la région, on assiste à des rencontres innovantes entre syndicalistes de sensibilités idéologiques différentes.

Au cours des dernières années les syndicats d'Amérique Centrale ont dû affronter les dures réalités du réajustement structurel et de certaines faiblesses qui ne se voyaient pas clairement dans les années d'euphorie révolutionnaire ou contre révolutionnaire. Ces faiblesses sont le fait, entre autres choses, du rétrécissement de leur base de recrutement dû au développement accéléré de l'économie souterraine, de leur structure, héritée de la forme des entreprises et non des industries, ainsi que des défauts accumulés de la bureaucratie.

Elles prennent leur source dans l'hostilité doctrinaire qui se développe dans les cercles gouvernementaux et de l'entreprise, contre les syndicats, qui voient dans ces organisations des sources de distorsion des forces de la libre entreprise. C'est précisément ce dont ont eu à souffrir les organisations paysannes et coopératives qui voient leur potentiel diminué par les théories de l'individualisme néo libéral ambiant, de même que les habitants de la campagne qui se voient affectés par les politiques de restriction des dépenses sociales gouvernementales.

La fin de la guerre froide a eu, bien évidemment, un effet perturbant dans la conscience et les manières d'être des secteurs du mouvement populaire organisé qui étaient ouvertement identifiées avec les politiques de redistribution de l'Etat populiste et bienfaisant et avec la gauche organisée de l'Amérique Centrale.

Malgré les faiblesses structurelles énoncées et un environnement relativement favorable les organisations syndicales, paysannes et rurales restent, ces dernières années, un facteur décisif lors des journées de concertation sociale existant dans les emplois du temps des gouvernements de la zone. Au niveau régional les prises de positions du mouvement populaire se sont reflétées dans les prévisions d'organisations telles que la Coordination Centre américaine des travailleurs (COCENTRA) et l'Association des organisations des paysans de l'Amérique Centrale pour la coopération et le développement (ASOCODE).

La crise des années 80 donna un grand retentissement aux luttes de certains secteurs de la société. Il s'agit, dans certains cas, d'anciens groupes sociaux relégués dans les dernières décennies, comme ce fut le cas pour les peuples indigènes. De même certains mouvements sociaux, tels que le mouvement féministe, le mouvement écologique et celui des droits de l'homme jouent un rôle très important.

La question ethnique s'est posée au Nicaragua au moment de la révolution sandiniste, les « Misquitos » ayant été instamment priés de se joindre aux organisations de base. Il en fut ainsi et certains furent incorporés au Conseil d'Etat alors qu'ils représentent 5% de la population. Mais à cause de malentendus et d'intérêts entre l'organisation des Misquitos et le gouvernement sandiniste il se produisit une confrontation ouverte qui amena d'importantes populations de Misquitos à rejoindre les forces antisandinistes pendant plusieurs années. Afin

de couper court à cette collaboration l'armée gouvernementale procéda au transfert de 16 communautés Misquitas depuis les berges du fleuve Coco jusqu'à 50 miles de la frontière avec le Honduras, en 1982. Cette déportation incita bien des Misquitos à franchir la frontière et à demander l'asile politique en qualité de réfugiés de guerre. En novembre 1984 le régime sandiniste annonça, par une déclaration publique, son désir de donner l'autonomie aux peuples MISQUITOS de la cote atlantique, de même qu'il prit des mesures conciliatrices telles que la libération de prisonniers, l'abrogation de l'obligation de présenter sur réquisition la preuve de son identité, la réinstallation des populations du fleuve Coco et d'autres du même genre. Cette volonté politique publiquement manifestée se concrétisa par la loi d'autonomie de la cote atlantique, en juin 1987, avec l'assentiment des Misquitos.

Dans le cas du Guatemala où existent au moins vingt et un groupes indigènes, qui représentent quelque 63% de la population totale du pays, la question ethnique resurgit dramatiquement vers la fin de la décennie 70, en raison du mouvement insurrectionnel dans les zones où ces peuples présentaient une grande densité. Ceci les plaça au cœur de la stratégie antisubversive planifiée par l'armée guatémaltèque pour combattre la guérilla. De 1980 à 1983 les effectifs de l'armée et de ses auxiliaires détruisirent 440 habitations indigènes, à qui ils imputaient la propagation de l'insurrection, avec des pertes estimées à plus de 20 000 civils indigènes tués. Plus d'un million de personnes furent déracinées depuis la zone de l'Altiplano vers d'autres régions du pays, ce qui provoqua un exode massif vers le Mexique. On estime à 54 000 les personnes qui disparurent ou moururent lors du bombardement de leurs habitations. La répression contre les indigènes du Guatemala prit les dimensions d'un véritable génocide, alterné avec des mesures d'intégration amenées par le régime de Rios Montt permettant à des indigènes l'accès aux charges publiques et au Congrès National.

Dans ce contexte le prix Nobel de la Paix, remis à Rigoberta menchu, en 1992, doit être perçu comme la reconnaissance internationale de l'holocauste des peuples indigènes guatémaltèques et du monde entier. Rigoberta Menchu eut sa mère et ses frères assassinés durant le conflit.

Rigoberta Menchu Prix Nobel de la Paix 1992, défenseur des Indiens du Guatemala

Source : historia de Guatemala

Dans les autres pays de l'isthme la question indigène n'a pas atteint les mêmes proportions qu'au Nicaragua ou au Guatemala. Au Costa Rica et au Panama l'Etat créa des zones indigènes sur la modèle des réserves des indiens de l'Amérique du Nord. Au Costa Rica la population indigène ne dépasse pas 1% de la population.

Dans les années 90 il a pu être constaté une mobilisation croissante des peuples indigènes qui ont des demandes en relation avec :

- leur situation de peuples historiquement abandonnés par les services sociaux de l'Etat ;
- la défense des terres sur lesquelles ils ont vécu durant des siècles, aujourd'hui menacées par le capitalisme et la voracité des propriétaires terriens ;
- le respect de leur identité culturelle.

Le cinq centième anniversaire de la découverte du continent américain a réveillé la mobilisation en ce sens.

Dans le même esprit l'accord n°169 de l'organisation internationale du travail (OIT) sur les droits des peuples indigènes et tribaux des pays indépendants, signée en 1989, est entré en action. Le Costa Rica a été le premier pays de la zone à ratifier cet accord. D'autres pays de la région l'ont fait ensuite, comme le Honduras. Cependant l'expérience démontre qu'il y a une grande différence entre la ratification d'un outil juridique international et sa mise en pratique réelle. De nombreux intérêts matériels et culturels militent contre son application.

Les femmes ont représenté traditionnellement la moitié, environ, de la population totale de l'isthme.

Leurs droits essentiels ont été mis en sommeil au sein d'une société qui met en exergue la virilité du mâle, comme cela est perceptible à la lecture des textes de loi et dans la vie quotidienne.

L'un des progrès en faveur des femmes de l'Amérique Centrale est l'acquisition du droit de vote, au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Malgré cette conquête importante, qui leur permet de participer à l'élection des dirigeants de leurs pays, les femmes ne semblent pas être suffisamment représentées dans la haute fonction publique de l'Etat. Pourtant des avancées spectaculaires sont à mentionner : le ministre des affaires étrangères du Salvador est une femme, de même que la vice présidente de la Cour suprême, l'un des directeurs généraux de la police nationale du Honduras a été une femme, de 2002 à 2004, l'armée et la police possèdent un contingent important de femmes et, depuis 2001 des femmes pilotes de combat.

La personnalité la plus en vue est évidemment l'ex présidente de la république du Nicaragua, Violetta Chamorro, la première de tous les temps à accéder à la magistrature suprême. De nombreuses femmes, en revanche, occupent des positions de haute visibilité dans les entreprises privées, en particulier dans le secteur bancaire et financier.

Le mouvement féministe de l'Amérique Centrale a commencé à se profiler au cours de la décennie 70 et a continué, lentement mais sûrement. Il est maintenant un aspect essentiel de l'activité politique, économique et sociale.

La lutte pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes et pour une meilleure participation sociale ont entraîné de nombreux remaniements dans la législation sociale. Le code pénal et le code de procédure pénale ont été amendés permettant de qualifier les violences faites aux femmes, dans le sens de l'aggravation, et de garantir, juridiquement, l'intégrité de leur personne. Des programmes d'assistance aux femmes ont été mis en pratique garantissant notamment leur protection, en cas de violence, par un programme de protection prévoyant la prise en charge, en un lieu tenu secret, des femmes victimes de sévices.

De nombreuses organisations, soit sur la base du bénévolat, soit à l'aide de crédits d'état, voire de crédits alloués par des organisations internationales, ont entrepris des programmes de protection et d'éducation, pour les femmes les plus démunies, socialement, intellectuellement et économiquement. L'une des associations les plus performantes de l'isthme est l'ISDEMU « Instituto para la defensa de la mujer » (Institut pour la défense de la femme) qui prévoit non seulement des mesures d'assistance juridique, matérielle, protectrice pour les femmes mais également une éducation de base ainsi qu'un métier manuel, pouvant être pratiqué à domicile, dans le cas de la présence d'enfants en bas âge, pour accéder à un minimum d'indépendance économique.

Il est utile de mentionner le rôle particulièrement important des dames de la haute société qui prêtent un concours bénévole des plus utiles en ce domaine, donnant de leur temps et bien souvent de leur argent. L'une des idiosyncrasies à prendre en compte est cette forme de paternalisme qui consiste à offrir de petits travaux comme aide temporaire à des personnes en difficulté.

Les jeunes filles poursuivant des études secondaires, pour l'obtention du baccalauréat, sont tenues, durant une année, de consacrer une partie de leur temps de loisirs à une tâche d'intérêt social. Parmi ces travaux l'assistance aux plus démunis est la plus communément partagée. Il est ainsi établi des programmes d'assistance en vue du reclassement aux jeunes prostituées, aux jeunes filles victimes de l'usage de stupéfiants, ayant sombré dans l'alcoolisme. L'alphabétisation ou l'aide aux personnes âgées et isolées est également l'un des

thèmes. Ces jeunes filles agissent sous le contrôle de personnes qui sont leur directeur de travaux ; cette matière est l'une qui a l'un des plus gros coefficients pour l'obtention du diplôme. Les jeunes garçons sont astreints à des tâches plus en rapport avec les travaux publics, l'armée ou la défense civile, mais des jeunes filles peuvent accéder à ces activités, de même que les jeunes gens peuvent participer aux premières nommées.

Lors du tremblement de terre du 13 janvier 2001, de force 7,9 sur l'échelle de Richter, survenu à San Salvador, des dames de la haute société, ainsi que des jeunes filles de ce qu'il est convenu d'appeler, de bonne famille, n'ont pas hésité à venir, de leur ongles habituellement soigneusement manucurés, retourner les gravats d'un immeuble touché, sur la commune de Santa Tecla, pour en permettre la réhabilitation.

Toutefois le fait que la femme accède à des postes importants dans la société n'est pas pour autant synonyme d'avancée sociale. Il n'en est pour preuve que l'élection à la magistrature suprême du Costa Rica de Laura Chinchilla Miranda en 2010. Après avoir été ministre de la justice de 2006 à 2008 elle a imposé au Costa Rica des dispositions que nous jugerions, comme européens, rétrogrades. C'est ainsi que l'avortement est non seulement interdit mais également la pilule du lendemain, considérée comme abortive, que l'église catholique est étroitement associée à l'éducation tant et si bien que monseigneur Ulloa est le plus fervent soutien du parti de Madame la présidente de la république.

L'un des problèmes les plus importants est celui des migrations, notamment vers le puissant voisin du Nord. Une grande partie des ressources est constitué par l'envoi de sommes d'argent depuis les Etats-Unis vers les membres de la famille demeurés au pays. C'est l'une des raisons qui font de la banque Western Union sa popularité le système étant celui de la compensation, hérité de ce que les Arabes pratiquent depuis fort longtemps sous le nom de havalla. Qu'est ce qui pousse les familles à quitter leur pays, leurs proches, leurs amis, pour une terre inconnu, avec d'autres idiosyncrasies, une adaptation forcée (America love it or leave it) ? La réponse est simple, l'espoir d'une amélioration économique, faute de pouvoir concrétiser cette ambition sur le territoire national.

Le monde paysan, dans la mesure où la propriété le permet, peut offrir l'héritage de la terre aux enfants, à condition qu'ils ne soient pas trop nombreux et qu'ils consentent à s'attacher à la terre, comme on disait autrefois attaché à la glèbe. Rien n'est moins sûr dans la mesure où là comme ailleurs, dans le monde, les nouvelles générations entendent profiter ici et maintenant du confort et des biens matériels qu'offre la société de consommation.

C'est encore plus vrai pour les familles où rien n'est transmissible, la force de travail, dans la mesure où des problèmes de santé ne l'altèrent pas, étant le seul capital dont on

dispose. Ce capital est particulièrement fragile, étant de toute façon très vite obéré par les conditions de travail, pénibles en elles mêmes, les déplacements du domicile au lieu de travail, l'alimentation carencée qui entraîne souvent des problèmes de déficiences osseuses, les privations et, bien souvent, la misère physiologique.

La famille, en Amérique centrale, comme dans la société d'Amérique latine, doit être entendu au sens élargi. Il serait plus vrai de parler de fratrie. Il n'est donc pas étonnant que les envois de sommes d'argent depuis l'étranger soient chose courante et constituent, pour chacun des pays, plus ou moins le quart du PIB. Cette ressource est évidemment indispensable pour satisfaire les premières nécessités des plus démunis. Elle a des effets pervers toutefois. Tout d'abord au niveau familial elle crée une situation de dépendance de la part de la personne assistée vis-à-vis de son bienfaiteur, ce qui ne contribue pas à une bonne image de soi même, dans une culture où la « figure » est essentielle. Les conséquences en sont, dans le foyer, une augmentation du nombre des divorces, l'homme perdant sa fierté, parfois méprisé par son conjoint, sombre dans l'alcool et la violence conjugale, le plus souvent avec des conséquences dramatiques, au point que les pouvoirs publics, de manière régulière, lancent des campagnes de prévention, à la télévision, à la radio, contre la violence à l'intérieur du foyer. En ce qui concerne les enfants en bas âge, le plus souvent les parents dans la plénitude de leurs moyens physiques, émigrent de manière irrégulière et confient leur progéniture aux grands parents. Ces derniers n'ont souvent ni les moyens économiques ni les moyens culturels de pourvoir à leur éducation et l'attrait de la rue prend le pas sur une éducation minimum. Le phénomène est bien connu qui fournit la matière humaine pour l'intégration dans une mara quelconque, aggravant ainsi le phénomène criminel. Au plan gouvernemental, le fait que 25% du PIB soit assuré par des envois d'argent, de la part de travailleurs, dont la plus grande part se trouve en situation irrégulière sur le territoire des Etats-Unis, rend tout à fait vulnérable, et dans une situation de quasi dépendance le pays. En effet la simple application de la loi sur la migration verrait, pour les migrants irréguliers, non seulement la perte de cette « manne » économique, mais aussi une surcharge de personnes sans emploi, retournant au pays, grossier les rangs des chômeurs. Le retour des délinquants condamnés, après avoir purgé leur peine, a encore aggravé la situation économique et la criminalité des pays qui en ont été l'objet. C'est d'ailleurs pour cette raison que le Honduras est en train de le disputer au Salvador pour ce qui est de la criminalité

Il apparaît donc urgent de considérer les possibilités d'emploi, à l'intérieur de l'Amérique centrale, de ces populations attirées par la migration vers les Etats-Unis. Il n'est

pas possible de continuer à laisser une société avec une frange de très riches et une population à près de 70% dans des conditions de précarité voire d'extrême pauvreté.

La dernière tentative de répartition des terres avait été entreprise au Nicaragua, au moment de la guerre civile. Les grandes familles avaient trouvé un appui extérieur pour conserver leurs biens et leurs privilèges ; une tentative plus timide avait été aussi tentée au Salvador, sans succès, la guerre civile ayant mis un terme à cette expérience. Cette notion archaïque de « familles » tenant en main les pouvoirs est la raison de cet immobilisme. Il est d'ailleurs favorisé par l'absence d'éducation de la majorité de la population, pour qui l'accès au savoir est économiquement impossible. C'est bien un problème que celui de l'accès à l'éducation pour tous, qui devrait être l'une des priorités.

En effet le développement de l'enseignement, notamment le développement de l'informatique, permettra le télé travail, de manière plus développée. C'est le télé travail, en utilisant en outre le décalage horaire en sa faveur, qui a permis à l'union Indienne d'offrir des emplois à ses spécialistes dans ce domaine, effectuant les travaux administratifs des pays de langue anglaise à distance, pourquoi cela ne serait il pas possible avec les pays de langue espagnole ?

Donc les efforts devraient porter en premier lieu sur l'éducation, en permettant, dès le plus jeune âge la manipulation de l'outil informatique et l'apprentissage d'une ou deux langues étrangères. De la même manière le nombre de bibliothèques publiques ou de vidéothèques, devrait être augmenté, pour être mis à la disposition du plus grand nombre.

Mais contrairement à ce qui se passe en Europe il ne semblera guère possible de garantir la laïcité car l'église catholique est, pour l'Amérique centrale, un partenaire incontournable, à la manière dont le sont, en Europe les syndicats.

4.7. Quelle serait la place de l'église catholique dans la fédération ?

En Amérique latine en général l'église a connu un tournant après la conférence des évêques de Medellin (Colombie) qui s'est tenue en cette ville du 24 août au 6 septembre 1968.

Cette conférence, venant après celle de Rio de Janeiro, en 1955, avait pour objet d'étudier les moyens d'appliquer les recommandations du concile Vatican II.

Le Pape Paul VI, qui y assistait, avait lui-même souligné, dans son encyclique « *Populum progressio* » la nécessité, pour les chrétiens, de s'engager dans la cité. Il fut édité, à cette occasion, un document intitulé « Justice et Paix », redéfinissant l'église latino-américaine. Il y était formulé une critique sévère de la violence institutionnelle qui sévissait, à cette époque, et il était suggéré une politique sociale en faveur des plus démunis. Le

Souverain Pontife endossa les travaux des évêques et déclara que l'église latino-américaine était parvenue à maturité et pouvait prendre ses responsabilités.

Cette conférence constituera, aux yeux de beaucoup, le premier pas vers ce qu'il est convenu d'appeler la Théologie de la libération, prêchée par le père Gustavo GUTTIEREZ, un dominicain Péruvien. Cet homme d'église avait trouvé son inspiration dans un ouvrage de Paul GAUTHIER, intitulé « Les pauvres, Jésus et l'Eglise » publié en 1963 et s'inspirant des premiers travaux du concile Vatican II. Le postulat de base était le fait que les pauvres avaient tenu une place particulière de puis les origines La théorie de la libération visait donc non seulement à libérer les pauvres de leur pauvreté mais également à en faire les acteurs de leur propre libération.

Ce dernier point allait entraîner une polémique au sein même de l'église catholique, polémique qui est toujours d'actualité.

Au moment où se tenait cette conférence la plupart des Etats de l'Amérique latine étaient sous l'autorité de pouvoirs militaires, la plupart d'entre eux aux ordres des Etats-Unis, dont ils dépendaient économiquement, engagés dans la guerre froide, le plus souvent malgré eux. La torture et les exécutions sommaires étaient monnaie courante. Il était donc compréhensible que les chrétiens puissent s'émouvoir de ces comportements.

Les Papes Jean Paul II et Benoît XVI ont formellement condamné cette théorie en raison de la conception marxiste de la lutte des classes qu'elle contient. Il en est de même de l'OPUS DEI, ce qui est plutôt compréhensible de sa part, quand on connaît la nature de l'engagement politique de cette organisation. Jean Paul II toutefois, après avoir déclaré lors de son voyage à Mexico, en 1979, que la théologie de la libération était incompatible avec les enseignements de l'Eglise, en avait reconnu l'utilité dans une lettre à la conférence des évêques du Brésil. Les condamnations du Vatican en 1984 et 1986, l'ont été de manière ambiguë, par la Congrégation pour la doctrine de la foi (qui n'est autre que le nouveau nom de la Sainte Inquisition) qui lui reprochait ses emprunts à la philosophie marxiste.

En Amérique Centrale l'église catholique affiche une ligne nettement conservatrice, protectrice des grand propriétaires fonciers et cette théologie de la libération n'a eu sur elle pratiquement aucun impact.

La concurrence vient des églises évangéliques dont beaucoup sont animées par l'exploitation de la naïveté et ressortissent davantage à la fumisterie qu'à une quelconque activité spirituelle.

Toutefois s'il fut un temps, dans les années 70, où l'église avait quelques représentants flirtant avec les théories sociales du marxisme, il semble que ceci soit bien fini. En effet, non

seulement la congrégation pour la doctrine de la foi, nouveau nom de la sainte inquisition, veille à ce que les hérésies modernes ne se développent pas en son sein, mais les déviationnistes sont très rapidement exclus de l'institution.

Le mouvement de l'Opus dei (œuvre de Dieu) est extrêmement important, de par le nombre de ses membres en Amérique centrale, encore qu'il soit difficile de présenter des chiffres, eu égard au secret de son activité.

Cet organisme, créé en 1928 par un prêtre, José Escriva de Balaguer, a pour effet de recruter des personnalités de la société civile, des laïcs, de préférence au sein de ceux qui ont une fonction de décideur et de favoriser la diffusion du message évangélique. L'objet déclaré est de participer à la formation scolaire, médicale, sportive des populations locales.

L'église catholique a apporté son soutien aux familles des possédants, pour une simple et bonne raison, les revenus du clergé, dépendant de la charité publique pour une grande part, il eut été plus difficile d'obtenir des contributions matérielles auprès des couches les plus pauvres de la population.

En contrepartie il est admis, par l'église, que la richesse est une volonté de Dieu et que les personnes qui bénéficient des faveurs de la richesse ne le doivent qu'à un choix délibéré du Tout Puissant.

Le pape Jean Paul II était uniquement préoccupé par la possible implantation du communisme qu'il considérait, avant tout comme Polonais, comme le pire fléau qui pouvait affecter la planète. Le comportement despotique d'élites, se transmettant le pouvoir économique et politique, alors que la pauvreté s'aggravait, ne l'affectait guère. Il n'avait pas hésité, d'ailleurs, à sermonner vertement le père Ernesto Cardenal qui avait occupé un poste gouvernemental au Nicaragua, dans un gouvernement de gauche. Le Vatican avait intimé « silence et obéissance » au prélat audacieux, qui avait démissionné de sa charge.

On ne peut se faire une idée, dans nos sociétés laïques, de ce que peut signifier une excommunication prononcée à l'encontre d'une personne, dans ces pays. La conséquence en est la rupture de la plupart des liens sociaux, voire économiques, la perte de clientèle, si l'on exerce une profession commerciale ou libérale, pratiquement ce que l'on appelait, sous notre ancien régime, la peine de la « mort civile ».

Le Pape Paul VI avait le premier montré une ouverture au monde qui se manifestait par un grand nombre de voyages, on aurait pu dire à la limite, pour reprendre une expression ecclésiastique y compris « in partibus infidelium » (dans le territoire occupé par l'ennemi) Il faut dire que dès la fin des années 60 les divisions politiques et sociales passaient au cœur de l'église et que la limite entre le temporel et le spirituel était assez floue.

Le synode des évêques de 1974 qui avait comme thème « l'évangélisation du monde contemporain » avait vu bien des manières de l'aborder. En effet les évêques des pays développés avaient pour préoccupation essentielle les problèmes de sécularisation, de déchristianisation et d'athéisme, ceux de l'Amérique latine en général tentaient de faire le lien entre évangélisation et libération économique et politique. Ce synode n'avait pas fait la synthèse de ses délibérations laissant ce soin au Pape lui-même. En réalité, pour autant que les sources aient été rendues accessibles aux chercheurs, il semble que les conclusions en soient restées relativement feutrées, se bornant à encourager l'évangélisation y compris lorsque celle-ci devrait s'accomplir dans les larmes et la difficulté.

Il est patent que les prêtres d'Amérique latine aient été sensibles, plus que d'autres, à la misère économique et à la révolution sociale.

Le problème de l'église catholique est celui de la concurrence que lui livrent, en Amérique centrale, les églises évangéliques, dont certaines sont des entreprises de démagogie pure, l'une d'entre elles, qui sévit, si l'on peut dire au Salvador et un peu au Guatemala, est celle du frère Tobie, un opportuniste qui rassemble toutefois un grand nombre de personnes des classes moyennes, avec une participation financière qui avoisine, tout de même, près de dix pour cent des revenus des « fidèles ». Les bâtiments qui abritent les temples et les activités pédagogiques de cette église sont luxueux.

Pour faire face à cette dangereuse dérive l'église catholique ne peut compter que sur ses soutiens traditionnels, à savoir les classes les plus riches, puisque celles-ci possèdent le pouvoir économique et politique. C'est ainsi que les écoles privées sont presque entièrement entre les mains de l'église catholique et dispensent un enseignement en faveur des enfants des élites. Il n'est pas une manifestation patriotique dans laquelle l'église ne soit pas invitée, l'armée et la police ont un aumônier.

La morale catholique, telle qu'enseignée au catéchisme traditionnel, est celle qui est enseignée dans les familles et qui tient lieu de garde fou pour l'éducation des enfants. L'école et l'église vont de pair et ne se contredisent en aucune manière. Les actes de la vie eux-mêmes sont sanctionnés par les cérémonies religieuses qui leur sont afférents : le baptême, la communion et le mariage sont célébrés religieusement, c'est une obligation de fait. Toutefois l'enseignement, notamment secondaire, pour être religieux, n'en a pas moins su s'adapter aux exigences de la vie réelle. C'est ainsi que l'enseignement secondaire religieux, par le biais de professeurs laïques qui y sont intégrés, enseigne l'éducation sexuelle aux jeunes filles et les prépare à leur rôle d'épouse et de mère de famille. Le principal objectif d'un des collèges de jeunes filles les plus huppés de San Salvador était de préparer les jeunes filles à briller en

société, par leurs connaissances et leur culture et à « polir »(SIC) leur savoir afin de faire honneur à leurs époux dans les manifestations sociales.

Peut-on dire toutefois que cette église est rétrograde ? Ce serait faire courir un péril à l'impartialité. Certes elle est conservatrice dans ses formes mais elle participe, à sa manière, à aider les classes les plus défavorisées. Des religieuses, assistées de personnes de bonne volonté, participent à des tâches éducatives, que ce soit d'alphabétisation ou d'apprentissage d'activités économiques. Des enseignements sont dispensés afin de permettre à des femmes seules de percevoir des revenus par des travaux à domicile, de couture ou de réparation de vêtements, de prendre soin des enfants en bas âge, de leur donner une alimentation relativement équilibrée, encore que les ressources ne permettent pas toujours aux classes les plus pauvres de nourrir correctement leur famille. Il faut reconnaître que de nombreuses personnes ont pu être sauvées de la prostitution par ces activités sociales. La misère endémique ne lui échappe pas et, dans la mesure de ses moyens, elle tâche de faire pendre conscience, avec les réserves qu'implique sa position, de certaines inégalités qui ne peuvent que nuire à l'ordre social. Les guerres civiles qui ont affecté le Guatemala et le Salvador ont amené à une prise de conscience.

Cette présence de l'église catholique s'explique aussi par la nécessité de se rattacher à une croyance, à une espérance, devant les épreuves, tant de la nature, que de la vie elle-même, et croire en une vie future qui serait au « pro rata » des difficultés endurées sur terre. Une sorte de fatalisme, aussi, faisant état de desseins impénétrables, de la part du Tout Puissant, a permis de faire supporter l'insupportable. Il nous est facile, pour qui n'a pas vécu de catastrophe naturelle, d'avoir un œil critique, voire condescendant, sur ce type de croyance, échappant à la rigueur scientifique, mais l'homme y trouverait-il forcément son compte ?

Les massacres perpétrés à l'occasion des affrontements entre rebelles et forces de sécurité ont tout de même été désapprouvés par l'église qui a appelé à la réconciliation, il n'en pouvait être autrement en raison de la nécessité de survie d'une société. Il semble que cet appel à l'apaisement ait été entendu.

La dureté des conditions de vie pour les classes les plus défavorisées, notamment en zone rurale, trouve un apaisement dans la croyance religieuse, cela est si vrai que les organismes qui veulent apporter de l'aide aux plus démunis, quelle que soit leur origine, s'appuient sur la religion catholique, faute de quoi leur message risquerait fort de ne pas être entendu.

L'église catholique est une force avec laquelle il faut composer pour amener à une société plus harmonieuse. Il ne faut jamais oublier que les jésuites, qui permirent

l'indépendance de la capitainerie de Guatemala, provoquèrent la ruine de la fédération en 1839.

En conclusion de cette partie il est à retenir une ressource humaine importante, dont la capacité à apprendre et à se projeter dans l'avenir est un fait établi. Il n'est qu'à voir d'ailleurs, de manière anecdotique, combien les technologies modernes sont développées dans la population : le temple du Tazumal, à la frontière du Salvador et du Guatemala, accueille de nombreux touristes, tout au long de l'année et accepte toutes les cartes bleues du monde, dans un local de terre battue, habité par le concierge ! Les ménagères du marché de Guatemala city utilisaient au début des années 2000 le « palm » pour les conversions du dollar en quetzales et les enfants de l'école primaire manipulent l'ordinateur avec une dextérité étonnante.

Le pari de la jeunesse vers l'évolution de la société semble le plus susceptible de permettre une évolution progressive et de permettre la réalisation d'une entité, permettant d'être entendu, au plan international, et de permettre une meilleure répartition des richesses et des talents au plan régional

CONCLUSION

L'Amérique centrale est attachante, historiquement parlant, pour cette innovation, dès son accès à l'indépendance, avec la création de la fédération des Etats de l'Amérique centrale. Elle était tellement imprégnée du modèle français que son emblème était figuré par les cinq volcans des pays qui la constituaient, surmontés du bonnet phrygien. La démocratie était alors un rêve devenu réalité. Elle avait, également, un hymne, qui est d'ailleurs joué lors des cérémonies officielles au Guatemala, au Salvador, au Honduras, au Nicaragua et au Costa Rica. C'est dire l'attachement que lui portent encore les descendants des pionniers de la démocratie en Amérique.

Sa chute est certes due à la vénalité de certains groupes sociaux mais beaucoup plus à la rancœur de ceux qui se sont sentis spoliés et aussi, il faut bien le dire, à une absence de sens politique. Certes les prébendes de l'église catholique avaient pu paraître exagérés, mais l'étaient tout autant les dépenses militaires pour entretenir un contingent permanent alors que, peut être, une force de réserve aurait été suffisante. Les impôts ne sont jamais bien accueillis quand les populations ont le sentiment qu'ils ne leur profitent pas directement.

La révolution des techniques a bouleversé les rapports de force, y compris militaires, et ce n'est pas forcément le nombre, la puissance de feu, la technique mise à disposition, qui emportent la décision. De nombreux conflits contemporains ont dégagé la notion de guerres asymétriques, ou le rapport du faible au fort. Ce dernier n'est plus forcément le gagnant dans un conflit, les exemples, cuisants, ne manquent pas dans l'actualité. Il n'en reste pas moins qu'il est plus facile de hausser le ton face à une puissance de dimensions réduites que face à une entité plus conséquente. Le diplomate qui sait que derrière lui se trouve une puissance en nombre d'habitants, en ressources, est tout de même plus à l'aise dans sa négociation.

L'examen des différences criantes quant à la répartition de la richesse est un élément qui est constant, dans tous les pays qui composent l'Amérique centrale. L'administration y est parfois sommaire et la planification mériterait d'être plus présente. Les populations ont longtemps accepté ces différences comme une fatalité, situation bien souvent répétée par l'église et acceptée par les puissants, comme justificatif. Pourtant les jeunes générations

veulent jouer leur rôle dans la société, fortes qu'elles sont de leur valeur intellectuelle, de leur potentiel. Elles ne pourront pas être laissées pour compte trop longtemps. Dans un état où la puissance publique ne peut s'exercer, pour cause de lobbying ou par crainte de représailles, de la part des plus violents de ses membres, il n'est à craindre que la violence prenne le pas sur toute forme de dialogue, l'exemple des maras est là pour nous le rappeler.

La fierté chauvine pour des pays qui équivalent à un ou deux départements français, ne saurait être perpétuée sans dommage. L'existence de frontières, avec des contrôles tatillons et des monnaies différentes est un frein au progrès.

La volonté d'émigrer vers les Etats-Unis a contribué à la dislocation de la famille et à l'éclosion de nouvelles maras, recrutant parmi tous les abandonnés économiques et affectifs.

Le poids d'un pays constitué par le rassemblement de tous les pays de la zone, rendrait peut être plus faible, à la longue, le poids de l'oligarchie dans la vie publique. Les banques, qui décident de l'avenir de ces pays pourraient se voir opposer un adversaire plus solide.

Parmi les améliorations il ya eu, après les guerres civiles et le rôle dévoyé des militaires, une volonté de réunir les communautés. La création des Polices civiles et des organes de sécurité a vu rassembler, sous la même institution, les anciens adversaires. Les militaires et les policiers ont su regagner, dans certains, la confiance et même l'estime de leur population, on pense aux tremblements de terre et aux catastrophes naturelles, au cours desquels ces forces ont apporté leur technique et leur soutien.

L'Europe, et en particulier le France, restent un modèle, pour leur art de vivre, certes, mais aussi pour le modèle démocratique et social ? Certains interlocuteurs occasionnels n'ont pas caché leur admiration pour notre modèle de protection sociale et des hommes politiques avaient envisagé de s'en inspirer. Leur argument, en sa faveur, partait de la relative jeunesse de la population et du renouvellement des générations.

L'Amérique centrale est la conséquence de sa position géographique, en tout premier lieu. Située entre les deux puissants voisins elle est une zone de passage et a donc toujours attiré la convoitise des grandes puissances. La conquête espagnole a amené une forme d'esclavage et de dépendance de l'homme envers son exploiteur. Les fortunes qui se sont bâties, tout au long des générations, ne doivent qu'à l'exploitation, parfois meurtrière de l'homme. L'occupant espagnol a très vite trouvé un allié en la personne du ladino, métis d'espagnol et d'indien, qui s'est révélé aussi cruel, sinon plus, que son maître. En particulier le Guatemala, en la personne de ses élites de l'époque de la conquête, puis beaucoup plus tard, verra ces ladinos faire passer avant tout leurs intérêts personnels. La guerre civile, menée notamment à l'encontre des indiens, donc Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix est la personnification, a été d'une violence inouïe. La protection des intérêts privés a très souvent pris le pas sur les considérations d'attachement à son pays et surtout aux devoirs qui s'imposent naturellement aux classes gâtées par la fortune. Le spectacle lamentable de certains propriétaires lors des tremblements de terre de 2001, au Salvador, vers la Floride, en laissant la gestion de leurs biens à leurs métayers, est parlant : il est souhaitable, en toute équité, que leurs affidés se soient servis sur la bête. Cet aspect là est le plus choquant, le manque de courage des responsables, qui entraîne le mépris des peuples.

Depuis la conquête espagnole et les vices que celles-ci a apportés, celui de la domination d'une petite classe sociale, très fortunée, qui a confisqué tous les pouvoirs à

son avantage. Certes, dans de nombreux cas, sa générosité a permis de faire vivre, au sens littéral du terme, de nombreuses personnes. Elle a même courageusement, pour partie, donné l'exemple, lors des séismes qui ont frappé le Salvador en 2001, ce qui rend encore plus méprisables ceux qui, investis de responsabilités, ne serait ce qu'en raison de leur fortune, ont fui vers la Floride en attendant que les perturbations s'apaisent. C'est cette même classe sociale qui, par son égoïsme, a mis à bas la fédération en 1839, dès que ses intérêts mesquins étaient en jeu, qui a permis l'invasion du Nicaragua par des éléments allogènes, entraîné une guerre civile au Guatemala et au Salvador.

La fortune de cette classe sociale est liée, pour une grande part à la possession de terres productives et à leur exploitation, ou à leur mise en fermage, à des conditions vraiment léonines. La diversification des fortunes vers des entreprises de services ou d'importation de technologies n'explique pas cette domination. Certes l'église catholique, longtemps, a soutenu cette élite, à l'exception de l'évêque ROMERO, abattu en pleine messe mais pourtant membre de l'Opus Dei. Très souvent, hélas, c'est en raison de l'appui extérieur, les Etats-Unis, entre autre, qui lors de la guerre froide et après, ont tout fait pour justifier de la croisade contre le communisme mais aussi, de manière plus factuelle, se sont assurés des débouchés commerciaux. Il n'est qu'à voir le niveau des échanges entre les pays et l'Amérique du nord. Cette disproportion dans l'accès à la richesse est dangereuse. Elle entraîne un repliement sur soi même, matérialisé par les nouvelles zones d'habitation, pour les plus favorisés, déconnectés du monde, pour s'assurer une sécurité physique et morale.

Cette sécurité est d'ailleurs toute relative car rien ne dit que ceux qui assurent le gardiennage de permettront à des complices de pénétrer dans ces zones de richesses pour y commettre crimes et délits. C'est le simple constat de ce qui s'est toujours produit. Les maisons individuelles, certes protégées, ont vu pénétrer des malfaiteurs, tout simplement avec la complicité d'employés de maisons.

Le phénomène de la criminalité, au sujet de laquelle, est-il besoin de le préciser, toutes les mesures vigoureuses, dans une surenchère irréaliste, ont échoué, risque de se démultiplier. La raison est difficilement accessible à qui voit sa survie menacée. La participation économique est indispensable à l'exercice de la citoyenneté. C'est donc un double problème qui est posé, celui de l'éducation minima pour tous et de l'insertion

professionnelle en raison des capacités techniques acquises. L'exercice de la démocratie requiert un esprit critique de la part du citoyen, qui doit pouvoir faire une analyse, même sommaire, de ses droits mais aussi de ses devoirs, sans lesquels il ne saurait y avoir de droit.

Plusieurs données objectives militent en la faveur d'un optimisme raisonnable. Il y a d'abord une communauté linguistique, l'espagnol, langue comprise par toute la population, une manière de vivre similaire, en ce qui concerne les valeurs de la famille, de la religion ou des vertus du travail. En deuxième point la jeunesse d'une grande partie de la population et un renouvellement constant des générations. La capacité d'adaptation aux enjeux du monde moderne est très grande. Dès l'école primaire les enfants sont à même d'utiliser la micro informatique et apprennent la langue anglaise, ce y compris dans les écoles les plus défavorisées en termes de confort, d'accessibilité, d'éloignement rural. La modernité qui existe en ville, et même dans beaucoup de zones rurales, met le monde à portée de connaissance.

C'est justement sur ces nouvelles générations qu'il conviendra de s'appuyer, en faisant appel à leur sens d'appartenance à un monde qui ne se réduit pas à la paroisse, à la ville ni même au pays. La participation à une échelle plus large, permettant des opportunités de carrière, d'exploitation des talents, sera plus facile à faire admettre. La fierté d'appartenir à une société qui a conquis son indépendance, avec des modèles, notamment le général ARCE, premier chef de la fédération, né et élevé dans la richesse et mort dans un quasi dénuement, par amour pour son idéal. Tout ceci devrait inciter à cette grande aventure de reconstruction d'une nouvelle nation, élargie, forte de son potentiel humain, de ses ressources, de son rôle dans le monde.

Il y aurait à vaincre bien des comportements égoïstes mais il semble, tout de même qu'une évolution soit aujourd'hui irréversible. En premier lieu le développement d'internet a permis de communiquer à un nombre important de personnes, qui, jusqu'alors n'avait pas la possibilité de recueillir des informations, ou si elle en recueillait, n'avait pas la possibilité de les comparer avec d'autres. Cette formidable fenêtre d'ouverture sur le monde a changé radicalement les rapports humains de cette fin de XXème siècle et du XXIème siècle commençant.

Si la situation de fortune détermine, pour une large part, l'accès à la culture et à l'information, la toile est un moyen démocratique d'accéder à des informations. En matière politique c'est un formidable outil de propagande et les gouvernements qui entendent contrôler voire carrément interdire l'accès à ce moyen savent bien ce qu'ils font.

Le système oligarchique, longtemps en vigueur se heurte aux problèmes de la mondialisation et à l'impossibilité de lutter contre les multinationales et les échanges internationaux. Il ne suffit plus aujourd'hui à asseoir une prééminence sur une force de travail démunie intellectuellement et économiquement comme ce fut le cas dans les siècles précédents.

La pression sociale se fait de plus en plus forte et les revendications des jeunes générations vers un système social plus équitable trouvent de l'écho parmi les classes dirigeantes.

Il ne resterait plus qu'à se mettre au travail, dans une perspective de réalisation d'une œuvre pour soi même d'abord et se postérité, un sujet de fierté, dans le désir de réaliser et de se réaliser.

Les obstacles ne manqueront pas mais les gens de ces pays ont trop l'habitude de lutter contre les éléments déchaînés pour se laisser abattre devant l'ampleur de la tâche. Ils ont prouvé qu'ils pouvaient surmonter une guerre civile et reconstruire une société.

Quels seront les défis qui attendent cette reconstruction, si elle se fait ? Tout d'abord, pour reprendre une expression citée par Arnaud de La Grange et Jean Marc Balencie, dans leur livre « les guerres bâtarde » (éditions Tempus), l'enjeu suprême ne sera pas la possession de produits ou de territoires, mais leur accès, permanent et sécurisé. Le modèle des sociétés occidentales développées est en passe d'atteindre ses limites, en termes de ressources. Les classes moyennes, en Amérique centrale comme ailleurs, aspirent à bénéficier d'un mode de vie alliant abondance et confort, très vorace en matières premières, dont il est à craindre que leur rareté n'entraîne des frustrations et exacerbe la compétition. Il y aura très probablement des conflits d'accès. Il est possible que, parallèlement, de grandes puissances ne projettent des forces sous des prétextes divers en direction d'Etats défailants ou de territoire sans contrôle. La relative exigüité des pays

constituant l'Amérique centrale ne pourrait que faciliter ces tentatives de pénétration, en demeurant en l'état. Après les attentats de septembre 2001, tous les vols en partance de l'Amérique centrale, à destination des Etats-Unis, étaient contrôlés de manière paritaire, y compris dans les aéroports centre américains, sauf à se voir interdit d'exploitation pour les compagnies se refusant à ces vérifications. Les explications alléguées étaient que des terroristes pouvaient fort bien se fondre au sein des populations locales, sans attirer l'attention.

En retenant les forces vives du pays, généralement candidates à l'émigration vers les Etats-Unis, les pays pourront disposer d'une réserve économique, notamment si elle a été préalablement éduquée pour satisfaire à la nécessité de réponse technique exigée aujourd'hui dans l'activité professionnelle.

L'œuvre de reconstruction, vers une société plus harmonieuse et surtout plus équitable, dans la répartition de la richesse, est l'enjeu de cette volonté de réforme.

TABLE DES CARTES

- page 17 carte n° 1 situation des Etats de l'Amérique centrale
- page 18 carte n°2 Les Etats de l'Amérique centrale
- page 15 carte n°3 hydrographie de l'Amérique centrale
- page 88 carte n°4 implantation des groupes indiens en Amérique centrale
- page 89 carte n°5 routes des conquistadors espagnols
- page 90 carte n°5 carte d'El Salvador
- page 90 carte n°7 dernières migrations de la population indigène
- page 93 carte n°8 capitainerie de Guatemala au temps de la conquête
- page 94 carte n°9 carte du Guatemala
- page 95 carte n°10 carte du Nicaragua
- page 96 carte n°11 routes de navigation et ports habilités pendant la conquête
- page 105 carte n°12 carte de la fédération des Etats de l'Amérique centrale
- page 212 carte n°13 carte des routes du narco trafic en Amérique latine

TABLE DES GRAPHIQUES

Pages 20 21 22	Tableau n°1	caractéristiques physiques de l'Amérique centrale
Pages 23 24	Tableau n°2	importance du volcanisme en Amérique centrale
Page 26	Tableau n°3	Populations et superficies des Etats de l'Amérique centrale
Page 29	Tableau n°4	répartition de la population dans les capitales de l'Amérique centrale
Page 35 36	Tableau n°5	utilisation des terres agricoles dans l'Amérique centrale
Page 37	Tableau n°6	ressources industrielles de l'Amérique centrale
Pages 38 39 40	Tableau n° 7	balance des exportations importations et partenaires
Page 40	Tableau n°8	production de café de l'Amérique centrale
Pages 48 49	Tableau n° 9	activité économique de la population en Amérique centrale
Page50	Tableau n° 10	le PIB par personne en Amérique centrale
Pages 51 52	Tableau n° 11	natalité, mortalité, durée moyenne de vie en Amérique centrale
Page 53	Tableau n°12	état du virus HIV en Amérique centrale
Page 54	Tableau n° 13	taux de chômage en Amérique centrale
Pages 70	Tableau n°14	types de gouvernements en Amérique centrale
Page 177	Tableau n° 15	état de la force armée en Amérique centrale
Page 208	Tableau n°16	état des forces militaires en Amérique centrale

TABLE DES DOCUMENTS ET PHOTOGRAPHIES

- Page 99 Jose Matias Delgado, «procer» de l'Amérique centrale
- Page 106 Le général ARCE
- Page 110 Francisco Morazan président de la fédération
- Page 120 James Monroe président des Etats-Unis
- Page 132 général Gerardo Barrios
- Page 138 général Martinez Hernandez
- Page 139 Farabundo Marti
- Page 147 Jacobo Arbenz président du Guatemala
- Page 148 reproduction télégramme diplomatique déclassifié département d'Etat des Etats Unis programme d'assassinats de la CIA au Guatemala
- Page 156 télégramme déclassifié reproduit département d'Etat des Etats Unis appuyant les contras au Nicaragua
- Page 162 télégramme déclassifié reproduit soutien demandé par John Negroponte aux contras
- Page 165 Monseigneur Romero assassiné en pleine messe
- Page 166 Télégramme diplomatique déclassifié du département d'Etat des Etats-Unis source humaine dénonçant l'assassinat de Mgr Romero
- Page 167 Major d'Aubuisson, d'origine française, chef supposé des escadrons de la mort
- Page 168 télégramme déclassifié du département d'Etat des Etats-Unis mettant en cause le major d'Aubuisson comme chef des escadrons de la mort
- Page 173 télégramme déclassifié du département d'Etat des Etats Unis concernant les exactions commises au Guatemala
- Page 174 général Noriega, président du Panama, incarcéré aux Etat Unis pour trafic de stupéfiants

**Page de garde de l'arrêt concernant le conflit Honduras/ Nicaragua dans la mer
des Caraïbes (sources : minutes du Tribunal de la Haye)**

~~UNCLASSIFIED~~

Draft Letter

Your Holiness:

I am writing to you to seek your personal understanding and support and your wise counsel in dealing with a trend of events in the Central American region which is most disturbing to my government. From our consultations with Cardinal Casaroli I believe that the Holy See shares this concern and is prepared to assist.

A tide of modernization is moving through Central America which is creating irresistible pressures for rapid and profound economic, social and political reforms. In most countries of the region, outmoded political and social structures, unable to cope with these pressures, are responding with repression. Elements of the extreme left are seizing this opportunity to launch violence and terrorism designed to destroy the existing order and replace it with a Marxist one which promises to be equally repressive

His Holiness
John Paul II,
Vatican City.

ediRel on *gfojp-*
under provisions of E.O. 12.356
By J. Sninders. NmONI Security Council
r9P-'1?S-

~~UNCLASSIFIED~~

BIBLIOGRAPHIE

ASTURIAS (Miguel Angel), *Panorama del cuento centro americano*, 1^{er} festival del libro centro americano, Guatemala 351 pages,

ASTURIAS (Miguel Angel), 2001 *Hombres de maiz, Guatemala*, ediciones Piedra Santa, 314 pages,

BARRAZA (Marco Antonio), 1999, *Antologia de los escritos del istmo centro americano*, San Salvador clasicos Roxil, 480 pages,

BARZUN (Jacques), 2000, *From dawn to decadence*, New York, Harper and Collins, 876 pages,

BATAILLON C., DELERT J.P., THERY M., 1998, *Amérique latine, géographie universelle*, sous la direction de R. Brunet, 448 pages,

BATAILLON G., 2003, *Genèse des guerres internes en Amérique centrale (1960-1983)*, Les Belles Lettres

BELLI (Gioconda), 1997, *La mujer habitada*, Managua, ediciones Anama, 342 pages,

BLANQUEZ FRAILE (Agustin) 1931, *Historia de Espana*, Barcelona, Sopena editores, 910 pages,

BOYER (Paul) CLARK jr (Clifford) KETT (Joseph) SALISBURY (Neel) SITKOFF (Howard), WLOCH (Nancy) 2000, *The enduring vision* TII Boston (Mass.) Houghton, Mifflin company 953 pages

CASTRO MORAN Mariano, 1986 *funcion politica del ejercito salvadoreno en el presente siglo*, UCA editores San Salvador

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY World facts book, publication sur internet, à disposition des chercheurs et du public en général, portant sur les statistiques des pays du monde, selon les informations collationnées auprès des officiels. La source peut être sujette à caution mais s'expose, en cas de vérification, à une perte de crédibilité auprès du public, ce qui paraît peu probable en raison des efforts entrepris par l'agence de renseignements, auprès du public, pour regagner sa confiance

DABENE Olivier, 2011, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Armand Colin, 272 pages

DALTON (Roque) 2002, *Las historias prohibidas del pulgarcito* (San Salvador) UCA editors, 218 pages,

DALTON (Roque) Miguel Marmol, *los sucesos de 1932 en El Salvador*, San Salvador, UCA editors 496 pages,

DAWSON Guillermo, 1890, *Geografia elemental de la republica del Salvador*, Paris Hachette, fac simile de 1996, 75 pages

Diario de Hoy (quotidien de San Salvador), 2000, Centuria, los hechos y personajes del siglo XX en El Salvador (faits et personnages du XX ème siècle au Salvador), album spécial du quotidien, sous la direction du responsable de publication, Enrique Altamirano,

FLAKOLL (Darwin) ALEGRIA (Claribel) *Cenizas del Izalco*, San Salvador (10ème edition) UCA editors, 175 pages,

FORMENT C., 2003, *Democracy in Latin America (1760-1900)*, the university of Chicago press, Chicago

FUKUYAMA (Francis) *The end of history and the last man*, Penguin, 418 pages

GALEANO E., 1998, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Plon, Paris

GAVIDIA (Francisco) 1998, *Cuentos y narraciones* San Salvador, UCA editors, 99 pages,

GAVIDIA (Francisco) 1986, *Antologia de su narrativa* San Salvador, ministerio de la cultura, 139 pages,

HARDY (Sébastien) Choluteca, ville hondurienne du système Monde, cybergo, revue européenne de géographie, art 379, en ligne le 22/06/2007, modifié le 22/07/2007

HARDY S., MEDINA-NICOLAS L., 2005, *L'Amérique latine*, éditions du Temps, Nantes 285 pages,

HERODOTE, revue trimestrielle

N°101, géopolitique des grandes villes (2001/2)

N°109 Les Etats-Unis et le reste du monde (2003/2)

N°112 Géopolitique des drogues illicites (2004/1)

N° 123 Amérique latine : nouvelle géopolitique (2006/4)

N° 130 Géographie des guerres et des conflits (2008/3)

N°140 Renseignement et intelligence géographique (2011/1)

HEYWOOD (Andrew),2007, *Politics 3rd edition*, Palgrave edition, 478 pages

HEYWOOD (Andrew) 2007, *Key concepts in politics*, Palgrave Mac Millan, 280 pages

HUGGINS M.K. 1991, *Vigilantism and the State in modern Latin America, essays on extreme legal violence*, Praeger, New York

HUNTINGTON (Samuel P.) *Le choc des civilisations*, Odile Jacob, 245 pages

IBARRA (Cristobal) Francisco Gavidia y Ruben Dario, San Salvador 1957, *certamen nacional de cultura*, 145 pages,

LARDE y LARIN (Jorge) 1958, *Guia historica del Salvador*, departamento de cultura 169 pages,

LARDE Y LARIN Jorge, 1970, *Historia de Centro America*, ministerio de educacion del Salvador,109 pages photocopiées

LLOSA A.V. 1999, *Liberty for Latin America*, the independent institute, New York, 276 pages,

LOWE (Norman) 2005, *Modern world history*, Palgrave Master series 2005, 642 pages,

MASFERRER (Alberto) 1953, *Paginas escogidas* San Salvador, 1953, ministerio de la cultura, 283 pages,

MASFERRER (Alberto) 2000, *El dinero maldito*, San Salvador, editorial juridical, collec pensamiento, 68 pages,

MEDINA NICOLAS (Lucile) *Les frontieres de l'isthme centre américain, de marges symboliques à des espaces en construction Espace et société* , 2009/3 (N°138)

MILLA Y VIDAURRE (Jose) pseudonym SALOME JILL, 2000, *Memorias de un abogado*, Guatemala, ediciones Piedra Santa, edisur, 166 pages,

Ministry of education, explorer series, 1995, *A history of Belize, a nation in the making*., Belize city, Cubola editions, 124 pages,

MEZA (Rafael) 1934, *Centro America campana nacional de 1885*, tipografia nacional Guatemala, 327 pages

MORROW (John) 2005, *History of western political thought*, 2nd edition, Palgrave Mac Millan 416 pages,

NORBERG J., 2003, *plaidoyer pour la mondialisation capitaliste*, Plon, Paris 271 pages

PAIGE (Jeffrey M.) *Coffee and power revolution and the rise of democracy in Central America*, Cambridge (Mass.) 3rd edition, Harvard university press, 432 pages,

PALACIOS VIVAS (Nydia) 2000, *Estudios de literatura hispano Americana y nicaraguense* Managua, ediciones Jose Maria, 220 pages,

PEDRON COLOMBANI S., 2004, *Maximon au Guatemala, dieu, saint ou traître*, Périplus publishing, Paris

PERCY (Thomas) 2006, *The history of Central America* Palgrave Mac Millan, 167 pages,

REVEL J.F., 1999, *Fin de siècle des ombres*, Fayard, Paris, 650 pages,

ROBICSEK Francis, 1972, *Copan, home of the Mayan Gods*, Museum of American Indian Heye foundation, 166 pages

RODRIGUEZ J.E. 1998, *The independence of Spanish America*, Cambridge university press

ROTKER S. 2002, *Citizen of fear and violence in Latin America*, Rutgers university press, New Brunswick

STEPHENS (John L.) 1969, *Incidents of travel in Central America and in Yucatan*, Dover edition (Ist published 1841 in Harper's and brothers, New York) vol II, 468 pages

VIDAL (Manuel) 1950, *Nociones de historia de America Central*, San Salvador, ministerio de educacion, 9ème edition, 483 pages,

VOLVEY A., SZARY A.C., BRUSLE L., LOUCHAUD R., SIERRA P., 2006, *L'Amérique latine*, géographie des territoires,

WALTER (Knut) 1993, *The regime of Anastasio Somoza 1936-1956*, Chapell Hill, north Carolina, university of North Carolina press, 297 pages,

WILLIAMS (Philip) WALTER (Knut) 1997, *Militarization and demilitarization in El Salvador, transition to democracy 1997*, university of Pittsburgh, 239 pages,

WACKERMAN G. 2005, *L'Amérique latine*, éditions Ellipses, 355 pages

TELEGRAMMES ET DEPECHEs DIPLOMATIQUES

Télégrammes, dépêches, communications des postes diplomatiques de San Salvador, Guatemala, Managua, San Jose, Panama, Tegucigalpa, pour la période du 15 septembre 2000 au 15 septembre 2004,

ENTRETIENS

Colonel Willy NAVARRO LUNA, Procureur Général pour la justice militaire en El Salvador, juillet 2004, à l'occasion d'une conférence sur la gestion de crise au niveau intergouvernemental, faisant suite aux mesures prises après les attentats du 11 septembre 2001 Major CEA du Commando antiterroriste de l'armée salvadorienne, ex officier de l'unité de la Policia de hacienda, section renseignements, dissoute après les accords de paix de 1992, mettant fin à la guerre civile en El Salvador, juillet août à septembre 2003, tout au long de l'année 2004, ayant participé à plusieurs opérations spéciales antiterroristes.

Officiers supérieurs du commando antiterroriste du Honduras, du Panama, du Costa Rica, du Nicaragua et du Guatemala, stage antiterroriste de juillet 2003 à San Salvador

Madame et Messieurs les Directeurs Généraux de la Police Nationale du Honduras, du Guatemala, du Salvador, du Panama, du Nicaragua, du Costa Rica, septembre 2000 à août 2004

Officiers Sous officiers et agents des forces du groupe de réaction de la Police du Salvador, séances d'instruction des années 2000 à 2004 en matière de délivrance d'otages, d'interventions en situations de crise et d'exercices combinés avec les forces armées (piraterie aérienne) juillet 2003, San Salvador

Messieurs les Directeurs des services de renseignement du Salvador, du Guatemala, du Panama et du Costa Rica, octobre 2001 à septembre 2004.

Services diplomatiques du Salvador, du Honduras, du Guatemala, du Nicaragua, du Costa Rica, du Panama et du Belize, septembre 2000 à août 2004.

EXPLOITATION DE DOCUMENTS CONFIDENTIELS

Documents établis à la suite des séances d'instruction retour d'expérience, après intervention, pour diffusion interne. Ils ne peuvent être mentionnés en raison des clauses de confidentialité,

attachées à l'habilitation Secret Défense, ces clauses ne cessant pas avec la position de retraité.